

N° 7

# CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

## RÉUNION EXTRAORDINAIRE

Séance du 8 Décembre 1929

### Conseil Municipal :

	Pages
Séances. — Rapports. Observations .....	476
Vœux. — Subvention à la Caisse autonome des Agents des Chemins de fer et des Tramways. Participation proportionnelle des communes traversées et récupération de la subvention.....	526-527
Délégations. — Listes électorales politiques en 1930. Revision.....	478
Subventions. — Subsidés pour Congrès. Association Générale des Mutilés. Fédération des Anciens Prisonniers de guerre. Mutuelle des Défenseurs de Lille.....	604
Fédération des Groupements Commerciaux du Nord .....	562
Fédération régionale des Pêcheurs à la ligne .....	562
Caisse autonome mutuelle des Agents des Chemins de fer et des Tramways (Loi du 31 mars 1928).....	526
Observations et vœux.....	527
Ecole Valentine Labbé. Œuvre du Trousseau.....	566
Maison des Etudiants. Remplacement du chauffage central....	563
Université de Lille .....	602
Syndicats unitaire et libre. Observations.....	729
Funérailles. — Clémenceau. Observations .....	472



### Administration Municipale :

Impressions. — Fournitures. Cahier des charges.....	560
---	-----

### Baux :

Locations. — Occupations temporaires d'immeubles communaux	
Homologation .....	483
Occupations temporaires de terrains communaux. Homolo-	
gation .....	501
Terrain de zone rue Bolivar. OEuvre Lilloise des Jardins	
Ouvriers .....	604
Affermage des terrains militaires en 1929. Admission en recette.	503

### Contentieux :

Pourvoi en cassation. — Expropriation de la première tranche de la	
zone militaire .....	545
Honoraires d'avocat. — Règlement M <sup>e</sup> Escoffier .....	508
Honoraires d'experts. — Instance contre la Compagnie des Tram-	
ways. Règlement .....	527

### Donations et legs :

Don anonyme pour construction d'une habitation à bon marché. —	
Construction .....	494

### Police Administrative :

Etat civil. — Mariages hors horaire. Taxe. Augmentation .....	582
---	-----

### Administrations Diverses :

Contributions directes. — Constitution de matrices cadastrales et	
générales topographiques. Section de Lille-Canteleu. Parti-	
cipation de la Ville .....	480
Taxe sur le revenu net des propriétés bâties. Relèvement du	
taux à 3 % .....	581
Contribution des patentes. Minimum de loyer pour 1930.....	525
Contribution mobilière. Minimum de loyer pour 1930.....	524



	Pages
Guerre. — Réquisition de logement, 18, rue du Buisson. Indemnité	
Rajat .....	547
Réquisition de vêtements. Indemnité de Groulard de Gros	
souvre .....	548
Allocations militaires. Armée active. Avis.....	713
Réservistes. Avis .....	713
Démantèlement. Expropriation de la première tranche de la	
zone militaire. Pourvoi en cassation .....	545
<b>Bâtiments Communaux :</b>	
Entretien. — Travaux divers exécutés en 1922. Règlement .....	485
Chauffage. — Bois d'allumage. Fourniture. Marché Déprez et Vers-	
choore .....	493
Charbons gras et maigres. Fourniture. Marchés divers.....	532
Camionnage et encavement des charbons. Adjudication. Cahier	
des charges .....	492
Observations .....	492
Assurances. — Voitures automobiles. Accidents causés par les tiers.	481
Triporteurs à moteurs. Accidents causés par les tiers .....	481
Nouvel Hôtel de Ville. — Conduite du chauffage et de la ventilation.	
Marché Sulzer .....	493
Chauffage. Fourniture de coke. Marché Ghesquière.....	531
Construction. Bâtiment administratif. 16 <sup>e</sup> lot. Parquets en	
chêne. Réception définitive .....	486
20 <sup>e</sup> lot. Ferronnerie. Réception définitive.....	486
24 <sup>e</sup> lot. Ferronnerie. Réception définitive.....	487
30 <sup>e</sup> et 32 <sup>e</sup> lots. Revêtement en mosaïque du sol des bureaux.	
Réception définitive .....	488
31 <sup>e</sup> lot. Travaux de revêtement en mosaïque du sol des	
bureaux. Réception définitive .....	487
Fourniture de mobilier. Marché Deloffre.....	605
Beffroi et Pavillon des Finances. Construction .....	574
Observations .....	574
Bâtiments Universitaires. — Grosses réparations. 1 <sup>er</sup> et 3 <sup>e</sup> lots. Récep-	
tion définitive .....	491
Hôtel Académique. — Transformation et aménagement. Ravalement	
et carrelage. Marchés .....	491
Groupe scolaire du Faubourg de Béthune. — Appareils d'aération.	
Marché Cambours .....	543
Crèches Déliot et de Fives et Colonie Henri Ghesquière. — Travaux.	
Répartition des dépenses .....	489



	Pages
Salle de fêtes de Fives. — Construction. Lots 2 à 6. Réception définitive .....	489
Maison d'habitation à bon marché. — Rue Bouguereau. Travaux de terrassement, béton et maçonnerie. Adjudication « Entreprise du Sud » .....	494
Monument aux Morts. — Salle du Souvenir. Crédits.....	566

### Immeubles :

Achats. — Acquisition de terrains de zone. Rues Armand Carrel et Bolivar .....	577
Capucins, 12 (rue des). Paiement des loyers .....	546
Cassel, 97 (rue de). Fichelle-Petit .....	499
Renvoi à la Commission du Plan .....	500
Elites, 47 (cour des). Leborgne-Delamalladry .....	529
Louis Niquet, 1 et 3 (rue). Consorts Liévens .....	530
Tanneurs, 58 (rue des). Leferme .....	576
Vignette, 31-33 (rue de la). Lefebvre-Gosseaux.....	498
Echanges. — Rues Malpart, des Capucins et Barbier Maes, contre angle des rues Gombert et Georges Maertens. Dumont.....	546
Avenue Charles Saint-Venant, 61 et rue des Sahuteaux, 4, contre terrain rue Edouard Delesalle. M <sup>me</sup> Leduc-Delvigne .....	528
Ventes. — Jardins, 17 (rue des). Maison et terrain rue des Jardins, 15 et 15 bis. Touquet.....	500
Evictions de locataires. — Quartier Saint-Sauveur. Indemnités.....	502
Etaques, 70 (rue des). Indemnité Veuve Brillon.....	499
Ruault, 65 (square). Indemnité Dumont .....	498
Démolitions d'immeubles. — Admission en recette.....	533-603

### Voies ferrées et transports en commun :

Tramways. — Aménagement de la ligne I. Enquête. Avis.....	484
Observations .....	729
Transports en commun. — Autobus Harnes à Lille. Stationnement. Redevance .....	545

### Promenades. — Jardins. — Squares :

Location de chaises. — Relèvement du tarif.....	582
---	-----



	Pages
<b>Voirie :</b>	
Nouveau plan d'alignement. — Rue Arnould-de-Vuez. Homologation.	534
Travaux d'aménagement des lotissements visés par la loi du 15 mars 1928. Ordre d'urgence .....	538
Droits de voirie. — Revision des tarifs .....	594
Taxe sur les balcons et construction en saillie.....	591
Rues particulières. — Liste par ordre d'urgence.....	538
Dénomination de rues. — Clémenceau. Observations .....	474
Ouvertures de tranchées sur la voie publique. — Observations.....	601
Emprises. — Canal de l'Arbonnoise. Aqueduc de communication.	
Grande Brasserie. 200 francs .....	536
Canal du Sabot. Prise d'eau. Lemaire et Leclercq. 1.000 francs.	534
Voie de 500. Rue des Stations. Société Delebart-Mallet. 1.000 fr.	534
Cheminées d'aération rue du Faubourg-de-Valenciennes.	
Société Régionale de Distribution de Gaz. 100 francs.....	535
Garde-soleil. Grande-Place, 23. Brasserie Molte et Cordonnier.	
200 francs .....	534
Pilastre. Rue Dubrunfaut, 8. Société « Les Nouvelles Epicerie	
du Nord ». 20 francs .....	534
Colonnes décoratives. Rue du Plat, 24. Jérôme Nory. 40 fr.....	534
Rue du Plat, 26. Veuve Nory. 40 francs.....	534
Voies de raccordement. Boulevard d'Alsace. Société Tosi-	
Dujardin. 1.000 francs .....	534
Boulevard de Belfort. D'Halluin-Namur et Fils. Maintien	
de l'autorisation .....	534
Stationnement autobus Lille-Harnes. Place Rihour. Redevance.	545
Canaux, etc. — Vieille Deûle et moyenne Deûle. Dragage. Participa-	
tion de la Ville.....	544
Egouts. — Taxe de déversement. Suppression.....	537-538
Construction. Rue des Augustins. Participation dans la	
dépense. Blondel. Admission en non-valeur.....	497
Abords de la porte de Douai. 2 <sup>e</sup> lot. Fixation des dépenses..	495
Abords de la porte de Valenciennes. Collecteur Est.....	494
Egout collecteur latéral à la Basse Deûle. Rive droite. 5 <sup>e</sup> lot.	
Réception .....	496
Ponts-passerelles. — Pont de Cantelieu. Passage dangereux. Accident.	
Observations .....	729
Pavages. — Repavage de tranchées ouvertes sur la voie publique.	
Revision du tarif .....	601
Fourniture de cassons de porphyre 2/6. Adjudication. Cahier	
des charges .....	497
Fourniture de sables. Adjudication. Cahier des charges.....	496
Observations .....	496



	Pages
Propreté publique. — Enlèvement et traitement des ordures ménagères. Convention. Cession de droits. Société A. Collin et C <sup>ie</sup> .	602
Enlèvement des fumiers en 1930. Marché. Degraeve .....	559
Fourniture de cuirs. Marché Druelle-Dervaux.....	558
Fourniture de fourrages. Marché Duquesnoy.....	557
Fourniture pour le montage des brosses et rouleaux. Marché Pajot .....	558
Accident matériel à berline. Règlement d'indemnité. Schotsmans .....	482

#### Théâtres Municipaux :

Construction de décors. — Marché Molière.....	577
---	-----

#### Enseignement des Beaux-Arts :

OEuvre Pie Wicar. — Pensionnaire à Rome. Désignation. Pierre Desrumaux .....	553
Ecole des Beaux-Arts de Paris. — Bourses. Année scolaire 1929-1930.	550
Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Paris. — Bourse et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550
Conservatoire National de Musique de Paris. — Bourses et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550

#### Enseignement supérieur :

Faculté de Médecine. Bourses et subsides. Année scolaire 1929-1930. ....	550
Ecole Normale d'Instituteurs de Douai. — Bourse et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550

#### Enseignement secondaire :

Lycée Faidherbe. — Bourses et subsides. Année scolaire 1929-1930...	550
Lycée Fénelon. — Internat. Fourniture de denrées et enlèvement des eaux grasses. Marchés .....	570
Bourses et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550



### Enseignement commercial :

Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris. — Bourse et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550
Ecole Supérieure de Commerce de Lille. — Bourses et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550

### Enseignement technique et industriel :

Constitution d'une Chambre de Métiers. — Création à Lille. Avis....	543
Ecole Nationale des Arts et Métiers. — Bourse et subsides. — Année scolaire 1929-1930 .....	550
Institut Industriel du Nord de la France — Bourses et subsides. Année scolaire 1929-1930 .....	550
Ecole Baggio. — Cantine. Fourniture de denrées. Marchés divers....	572
Ecole Valentine Labbé. — Fourniture d'articles de mercerie et autres. Marché .....	571
Fourniture de denrées. Marchés .....	571

### Enseignement primaire :

Ecoles primaires. — Vacances en 1930. Fixation.....	569
Personnel enseignant. — Indemnité de départ.....	549
Observations .....	549
Fourniture de livres classiques, livres de bibliothèque, fournitures classiques et livres de prix. — Adjudication. Cahier des charges .....	509
Institut des Sourds et Muets de Ronchin. — Bourse Marcel Sézille de Mazancourt .....	509

### Assistance :

Familles nombreuses. — Attribution des secours.....	714
Femmes en couches. — Attribution des secours.....	715
Vieillards, infirmes et incurables. — Attribution des secours.....	718-722

### Bureau de Bienfaisance :

Legs. — Brunin-Peirsegale. — Avis.....	511
--	-----



**Hospices :**

Budget supplémentaire pour 1929 .....	510
Baux emphytéotiques. — Avis .....	536
Aliénation de terrains. — A Bachy. Avis .....	537
Rue d'Haubourdin. Avis .....	511
Inhumation des indigents. — Fourniture de cercueils. Cahier des charges .....	515

**Œuvres diverses :**

Fourneaux Economiques. — Fournitures diverses. Marchés .....	510
Ligue du Nord contre la Tuberculose. — Legs Brunin-Peirsegade. Avis .....	511
Création d'un centre régional de lutte contre le cancer. — Conseil de direction .....	554
Société d'Habitations à bon marché. — Maison des P. T. T. Emprunt Garantie de la Ville .....	479

**Finances :**

Recette Municipale. — Receveur. Revision de traitement .....	518
Emprunt Maison des P. T. T. — Garantie de la Ville.....	479

**Recettes :**

Domages de guerre. — Règlement d'indemnités. Admission en recette .....	574
Intérêt sur titre de créance. Admission en recette.....	512
Intérêt sur titre Desrumaux. Admission en recette.....	603
Décharges dans la fortification. — Société « Le Bâtiment du Nord ». Admission en recette .....	555
Indemnité pour nettoyage supplémentaire de la voie publique. — Vandroye. Admission en recette .....	482
Démolitions d'immeubles appartenant à la Ville. — Admission en recette .....	533-603
Droits de pesage. — Revision des tarifs.....	589
Droits de voirie. — Revision des tarifs .....	594
Laboratoire. — Tarif des analyses. Modifications.....	583
Promenades et jardins. — Location de chaises. Relèvement du tarif.	582



	Pages
Repavage de tranchées ouvertes sur la voie publique. — Revision du tarif .....	601
Vente à la criée aux Halles centrales. — Relèvement du droit d'abri.	583
Taxe sur les balcons et constructions en saillie.....	591
Taxe municipale sur les domestiques attachés à la personne, pré- cepteurs, gouvernantes, etc. ....	578
Observations . ....	580
Taxe sur les mariages hors horaire. — Augmentation .....	582
Taxe sur le revenu net des propriétés bâties. — Relèvement du taux à 3 % .....	581
Taxe sur le déversement à l'égout. — Suppression.....	537
Observations .....	538

### Dépenses :

Crédits supplémentaires. — Bourse du Travail. Travaux d'aména- gement .....	488
Bourse du Travail. Cercle d'études syndicales. Travaux d'amé- nagement .....	563
Economat .....	513
Police .....	513
Théâtres Municipaux .....	574
Décors. Accessoires .....	574
Bains Municipaux .....	574
Fêtes publiques .....	574
Fêtes. Frais de réception.....	574
Traitement des ingénieurs T. P. E.....	602

### Budgets et Comptes :

Budget primitif de l'exercice 1930 .....	605
--	-----

### Alimentation :

Halles et Marchés. — Halles Centrales. Droits de pesage. Revision des tarifs .....	589
Vente à la criée aux Halles Centrales. Relèvement du droit d'abri .....	583
Abattoirs. — Droit de pesage. Revision des tarifs.....	589
Location de locaux .....	482
Laboratoire Municipal. — Tarif des analyses. Modifications .....	583



**Distribution d'eau :**

Distribution d'eau. — Relèvement des tarifs.....	592
Captation et adduction, au nord de Lille, de nouvelles eaux potables.	567
Utilisation des forages exécutés au nord de Lille .....	568
Exécution de forages au nord de Lille. Décompte définitif.....	514
Observations .....	515
Usines élévatoires d'Emmerin et de Wattignies. — Fourniture de courant électrique .....	514
Fourniture de charbons. Adjudication. Cahier des charges....	556
Entretien et extension des canalisations. — Adjudication. Cahier des charges .....	556
Dégâts occasionnés par une fuite. — Rue Faidherbe. Règlement....	556

**Cimetières :**

Concession des terrains. — Relèvement des tarifs.....	590
Est. — Construction d'une clôture. Marché Hayem.....	565
Sud. — Rétrocession de la concession n° 35.340, Gonzalès .....	515

**Eclairage :**

Distribution d'énergie électrique. — Frais de contrôle. Modification du tarif .....	512
Passerelle du Bois de Boulogne. — Installation de candélabres .....	564

**Police :**

Voie publique. — Création d'un garage public. Squares de Jussieu et Dutilleul. Signalisation. Marché.....	564
Morgue. — Inhumation des indigents. Fourniture de cercueils. Cahier des charges .....	515

**Sapeurs-Pompiers :**

Secours alloués aux veuves des volontaires. — Augmentation .....	523
Fournitures d'effets d'habillements. — Marchés Rolland et Henri Boutry Fils .....	523



**Services Municipaux :**

Personnel. — Traitements non soumis à retenue. Augmentation....	517
Fournitures diverses pour 1930. — Marchés.....	560
Ferrure des chevaux et soins vétérinaires. — Marché Descarpentris.	559
Fourrages (fournitures de). — Marché Duquesnoy .....	557
Imprimés (fourniture d'). — Cahier des charges .....	560
Machine à calculer. — Fourniture. Marché Flipo .....	517
Reliures et fournitures de cartonnages. — Cahier des charges.....	516
Travaux de charonnage et de maréchalerie. — Adjudication. Cahier des charges .....	516

**Caisse des retraites :**

Liquidations de pensions. — 1 <sup>re</sup> Direction. Veuve Eugène Simonnet.	519
2 <sup>e</sup> Direction. Veuve Gustave Goudin.....	518
Police. Louis Huin .....	520
Alexandre Philippo .....	521
Octroi. Veuve Charles Coussemant.....	572
Octave Grière .....	575
Gaston Peltier .....	521

**Gratifications. — Secours. — Indemnités :**

Police. — Louis Huin .....	520
Alexandre Philippo .....	521
Veuve Segon .....	561
Octroi. — Octave Grière .....	575
Gaston Peltier .....	521
Sapeurs-Pompiers. — Augmentation des secours alloués aux veuves des volontaires .....	523
Veuve Cappelle .....	522
Personnel ouvrier. — Veuve Leveugle.....	522
Veuve Parmentier .....	522



L'an mil neuf cent vingt-neuf, le dimanche huit décembre, à 10 heures, le Conseil Municipal de Lille, dûment convoqué, s'est réuni en séance extraordinaire, en l'Hôtel de Ville.

Présidence de M. Roger SALENGRO, Maire.

Secrétaire : M. LÉVY.

*Présents* : MM. ARQUEMBOURG, BARDOU, BATAILLE, BAUCHE, BOUR, BRODEL, CARPENTIER, COOLEN, COUROUBLE, DAUCHY, DEHOVE, DELEMER, DEVERNAY, DHILLY, DOMPSIN, DOYENNETTE, DUPREZ, FAVIÈRES, GIRARDIN, INGELRANS, LAHAYE, LEROY, LÉVY, MARTIN, MASSON, PEETERS, RAGHEBOOM, ROUSSEAU, SAINT-VENANT, SALENGRO, SPRIET, VANDENBERGHE, VAUTRIN, WILLEMS.

*Excusé* : M. BRACKE-DESROUSSEAUX.

M. le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

*Funérailles  
de Clémenceau*  
—  
*Observations*  
—

M. LE MAIRE. — J'ai reçu de M. Ingelrans — que nous voyons rarement à l'Hôtel de Ville, même lorsque nous le prions par convocation de se rendre à nos travaux — j'ai reçu une lettre, au lendemain de la mort de Clémenceau. Notre collègue a bien voulu la communiquer à la Presse. Je lui en suis reconnaissant. Il rappelle que le drapeau de l'Hôtel de Ville ne fut pas, non plus, mis en berne lors des funérailles de Foch. Je lui ai dit qu'il était inutile de rappeler cet événement, le corps électoral ayant, depuis, été souverain juge.

Notre collègue souligne que nous avons encore une fois eu tort de ne pas mettre en berne le drapeau de l'Hôtel de Ville.

Nous avons, contre notre gré, été contraint de lui rappeler que nous n'avions fait qu'obéir aux dernières volontés de Clémenceau lui-même. S'enveloppant, jusqu'au seuil de la mort, en son orgueil hautain, Clémenceau a repoussé de son cercueil le vain apparat des manifestations officielles et protocolaires.

J'ai, pareillement, fait connaître, comme Maire responsable, que l'Administration Municipale, en ayant délibéré, a unanimement décidé de respecter la volonté de l'homme d'Etat exigeant qu'on l'emportât dans le silence vers la forêt vendéenne où il dort sous une dalle anonyme.

J'aurais souhaité que, comme nous, vous eussiez compris qu'il était juste de respecter les dernières volontés du défunt auxquelles nous nous sommes conformés.

Je veux dire, à mon tour, quelle est notre pensée.

En cet homme, au-delà de la norme, il y a plusieurs hommes. Un homme qui, au Gouvernement, introduisit de basses pratiques policières qui, pendant la guerre, pourchassa de sa haine ceux aux côtés de qui il avait combattu, qui fut l'un des auteurs d'un traité de paix générateur de guerres nouvelles.

C'est, sans doute, cet homme que vous et vos amis honorez ?

L'autre, c'est lui qui, au temps de l'affaire Dreyfus, défendit avec courage



un innocent, condamné parce que Juif, qui ouvrit les colonnes de son journal à Zola, qui, jusqu'à son lit de mort, demeura fidèle à son idéal de libre penseur, incarna sa volonté de libération humaine.

Celui-là, nous sommes fiers de l'honorer. Nous honorons cette mémoire, cette grande mémoire d'un homme dont le nom demeurera dans notre Histoire, qui n'inclina jamais sa volonté devant des forces hostiles ou supérieures.

Nous honorons Clémenceau, non en donnant son nom à une rue de notre Ville, la rue Royale par exemple, mais à l'un de nos plus prochains groupes scolaires, à une école du Peuple pour qui il se battit avec tant de foi laïque.

M. INGELRANS. — Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Maire, que vos arguments ne me touchent en aucune manière. Vous voyez la question sous l'angle de l'homme de parti. Vous ne savez vous élever aux considérations supérieures. Je vous le dis comme je le pense. J'ajouterai même que vous n'êtes pas seulement l'homme d'un parti. Vous êtes vous-même avec vos idées personnelles, quelle que soit l'opinion que peut avoir une minorité d'électeurs qui, à Lille, à quelque mille voix près atteint le chiffre de la majorité. L'opinion de cette minorité a le droit d'être respectée.

Comme Maire de Lille, vous devriez vous élever à comprendre que vous dirigez notre Ville pour tous les Lillois, sans exception.

Quand, dans ma lettre, je constate que vos collègues de Roubaix et Dunkerque ont mis le drapeau en berne sur leur Hôtel de Ville, je dis qu'ils ont accompli un geste que vous auriez dû faire. Vous vous seriez honoré vous-même en le faisant.

Vous interprétez en Clémenceau, différents hommes. Nous ne voulons, quant à nous, prendre de sa vie tel ou tel moment. Pour nous, il ne s'agit que d'honorer un grand Français.

Si c'est parce que Clémenceau a pourchassé certains hommes alors qu'il était au Gouvernement que vous vous êtes refusé à ce geste, c'est donc un désir de mesquine vengeance qui vous empêche d'honorer sa mémoire.

Mes amis et moi ne sommes pas seuls à honorer Clémenceau. Dans notre Ville, dans toute la France, dans le monde entier, tous s'inclinent devant sa mémoire, et vous, Maire d'une grande ville, parce que vous avez vos idées, vous ne le voulez pas, alors que, l'autre jour, on a pu voir, devant l'Arc-de-Triomphe, M. le Président de la République présider une cérémonie grandiose et générale en l'honneur du grand mort.

Je dis que vous ne devez pas diriger la Ville pour vous et vos amis, mais pour tous les Lillois.

Vous avez rappelé l'affaire Dreyfus. Ceci est en dehors de la question.

Je ne suis pas, avec mes amis, le seul à demander que le nom de Clémenceau soit donné à une rue de Lille, ainsi que vous devez, je crois, le faire pour le maréchal Foch. C'est à une grande artère qu'il faut donner ce nom et non pas seulement à une école.



Bien que je sois ici seul, et que l'on m'appelle l'élu muet, vous ne m'empêcherez pas de dire ce que je pense.

M. LE MAIRE. — Je voudrais dire combien je suis heureux d'avoir entendu, en séance publique, le son de votre voix.

Vous ne m'avez pas convaincu. Vous dites que j'agis en homme de parti. Êtes-vous bien sûr de ne pas tenir le langage d'un partisan ? Si vous n'aviez voulu parler en homme de parti, vous vous seriez abstenu d'intervenir dans une question ayant un caractère privé.

Je pourrais dire que j'agis toujours en accord avec l'Administration municipale. Je préfère cependant prendre mes responsabilités, en tant que premier Magistrat de la Ville. Vous dites que nous avons refusé de nous incliner devant la mémoire de Clémenceau. C'est justement parce que nous nous inclinons devant cette mémoire que nous respectons les dernières volontés du défunt.

Vous avez voulu vous servir de ce cadavre pour des fins de parti. En le saluant bien bas, en silence, notre attitude fut plus fière.

Maintenant qu'il repose en forêt vendéenne, nous devons rappeler quel homme il fut.

Préoccupé de votre discours, vous n'avez pu m'entendre. J'ai déclaré qu'il y avait en Clémenceau un homme que nous voulons ignorer ; un autre que nous devons honorer. Je comprends que vous ne vouliez pas parler de l'affaire Dreyfus. S'il est vrai que vous êtes farouchement laïque, vous devez comprendre combien est justifiée notre intention de donner le nom de Clémenceau à une école de notre Ville.

Je ne pense pas qu'à une séance comme celle-ci, où nous avons à délibérer longuement sur notre Budget primitif et le programme des Grands Travaux, il soit utile de prolonger cette discussion. J'aurais eu mauvaise grâce cependant à ne pas prendre, à mon tour, mes responsabilités. Plutôt que de me défendre, j'ai pris l'attaque, parlant le premier, ayant le courage, devant l'opinion publique, de déclarer que je n'ai rien à regretter, que je le ferais encore si c'était à recommencer. En tenant ce langage, j'honore cet homme au-delà de la norme, je m'incline devant cette grande mémoire.

M. DUPRÉ. — Puisque l'on parle de noms à donner aux rues, je demande qu'à la première occasion on donne à une rue le nom de Sacco et Vanze'tti et à une autre celui de Désiré Verhaeghe.

M. INGELRANS. — Vous avez dit, Monsieur le Maire, que, pendant que vous parliez, je m'étais préoccupé de mon discours, que j'ai tenu un langage de partisan. Loin de moi était la pensée de reprendre ici une question qui, il y a peu de jours, fut entièrement débattue dans la Presse. Je n'avais pas du tout l'intention de renouveler le débat au cours de cette séance où nous avons suffisamment de travail.

Je me proposais simplement de demander que le nom de Clémenceau soit donné à une rue de Lille.



Vous avez essayé de justifier votre attitude en disant : « Je n'ai pas voulu mettre le drapeau en berne pour respecter les volontés dernières de Clémenceau. »

Dans la France entière, en cette circonstance, la conception de la plupart de nos compatriotes a été différente de la vôtre. Si vous vous étiez trouvé devant la dépouille de cet homme, vous auriez, certainement, enlevé votre chapeau, respectant, malgré cela, ses dernières volontés. La mise en berne d'un drapeau ne constituait pas une dérogation à ces volontés.

Aujourd'hui vous faites un geste en l'honneur de sa mémoire. Vous n'en avez plus le droit, d'après votre point de vue. Laissez sa mémoire tranquille et vous serez logique avec vous-même.

Ce n'est pas un « cortège de pourpre et de gloire », selon vos propres expressions, Monsieur le Maire, que vous demandait la population....

M. LE MAIRE. — Vous avez bonne mémoire. Je vous en félicite, mon cher Collègue.

M. INGELRANS. — ...mais un geste facile : la mise en berne du drapeau de l'Hôtel de Ville. Ce simple salut au grand mort aurait satisfait la population lilloise.

Je répète que vos Collègues, MM. Valentin et Lebas, ont su faire ce geste.

Croyez bien que quand j'écris quelque chose, j'ai l'habitude de peser mes mots. Je n'ai donc rien à retrancher à ma lettre.

M. SPRIET. — M. Ingelrans ne déposant pas de motion....

M. INGELRANS. — Pardon, je dépose une motion. Je demande que, comme il a décidé de le faire pour le maréchal Foch, le Conseil municipal donne le nom de Clémenceau à une rue importante de Lille.

M. SPRIET. — Il appartient à la minorité radicale et radicale-socialiste de présenter son point de vue.

Tous, nous avons approuvé M. le Maire quand il a dit que respectant les dernières volontés de Clémenceau il ne lui serait pas fait d'honneurs officiels.

Aujourd'hui, la Presse nous apprend que, dans le même esprit, la famille de Clémenceau a refusé la Médaille militaire que voulait lui décerner à titre posthume le Gouvernement.

M. le Maire propose de donner à un Groupe scolaire le nom de Clémenceau. Cette proposition satisfait la fraction radicale et radicale-socialiste qui est reconnaissante au Maire de l'avoir faite.

Nous pensons en effet qu'un geste est nécessaire pour honorer la mémoire d'un homme qui, s'il a été discuté au cours de sa vie publique, n'en a pas moins, à certaines heures de notre Histoire, incarné la conscience française. Republicain convaincu et d'avant-garde, profondément laïque, Clémenceau est mort dans la fidélité à ses principes.

Je veux, en finissant, profiter de l'occasion qui m'a été donnée aujourd'hui de prendre la parole, pour marquer une fois de plus l'accord cordial

Dénomination  
de rue

Rue Clémenceau

Observations



et confiant qui existe entre la minorité radicale et radicale-socialiste et la majorité socialiste du Conseil. (*Vifs applaudissements.*)

M. LAHAYE. — Comme la minorité radicale et radicale-socialiste, l'Union socialiste-communiste se déclare en complet accord avec la majorité socialiste du Conseil et remercie M. le Maire pour la proposition qu'il vient de faire en séance publique. (*Vifs applaudissements.*)

M. LE MAIRE. — Dans ces conditions, je crois que le débat peut être considéré comme clos.

Séances

Rapports

Observations

M. INGELRANS. — Avant d'aborder l'ordre du jour, permettez-moi de vous poser une petite question.

Je me trouve en présence du fait suivant : J'ai reçu depuis mardi soir jusqu'à hier soir, un nombre incalculable de rapports qui comportent 222 questions, et 600 pages.

J'ai par ailleurs autre chose à faire que l'examen de ces questions. J'ai à remplir des fonctions industrielles qui m'absorbent. Vous m'empêchez par cela même de jouer le petit rôle très modeste, effacé, bien ingrat aussi, que je détiens.

N'est-il pas illégal que ces papiers ne me soient pas parvenus trois jours francs avant la séance ? Je demande qu'à l'avenir, ces rapports me parviennent plus tôt. Ce n'est peut-être pas aussi intéressant pour mes Collègues, qui n'ont qu'à vous suivre... (*Vives protestations d'une partie de l'assemblée.*)

M. INGELRANS. — .... Je m'excuse auprès de mes Collègues socialistes. Ma parole a dépassé ma pensée en ce sens que je voulais dire que ce que je demande est peut-être beaucoup moins important pour eux que pour moi.

J'ai besoin d'avoir le temps matériel d'étudier toute question au point de vue du vote que j'aurais à émettre. J'appelle instamment l'attention de M. le Maire sur ce point.

J'en viens à considérer qu'il y a vis-à-vis de moi peut-être une différence de traitement d'avec mes Collègues. J'ai remarqué que diverses pièces du Budget primitif portaient cette mention finale : « Suivant délibération du 7 décembre ». J'ai reçu convocation pour la séance du 8 et non pour celle du 7 décembre. Est-ce qu'il y aurait eu, hier, une séance du Conseil municipal à laquelle, je ne sais pour quel motif, je n'aurais pas été convoqué ? Est-ce que cela ne se serait pas produit plusieurs fois auparavant ?

S'il en est ainsi, je ne m'étonne plus que les séances soient menées aussi rapidement. On appelle en grande vitesse les numéros des rapports, on approuve et on s'en va. Si vous avez une répétition générale préalable au cours de laquelle vous arrêtez les grandes lignes de la réunion publique, celle-ci se trouve elle-même réduite à une comédie de façade pour sauvegarder la légalité.

Je ne m'étonne plus, par conséquent de recevoir le samedi soir, la veille, sous une forme rectificative, un certain nombre de derniers rapports. Vous



allez ainsi me mettre dans l'obligation de voter contre les avis de mes Collègues de la Commission des Finances auprès desquels je m'excuse.

Je pose donc la question suivante : Est-il exact, si j'en crois la mention portée sur les papiers que j'ai reçus, qu'il y ait eu, hier, 7 décembre, une séance du Conseil municipal à laquelle je n'ai pas été convoqué ?

M. LE MAIRE. — Je fais, d'abord, une remarque à mes Collègues socialistes. Comme Maire responsable, président de séance, je dois sauvegarder le droit de parole. Je prie mes Collègues de ne plus interrompre M. Ingelrans, même quand ses paroles pourront, d'aventure, dépasser sa propre pensée.

Vous posez une question, suivant une méthode bien connue. Sachez que je ne suis pas dupe. Vous dites que certaine feuille de notre Budget porte la mention : « Séance du 7 décembre ». « Est-ce que, par hasard, il y aurait eu hier une séance du Conseil municipal, à laquelle je n'aurais pas été convoqué ? » ajoutez-vous.

Vous tendez à faire croire que la séance publique est une séance de pure forme, de simple consécration. D'abord, il s'agit — et vous ne l'ignorez pas — d'une erreur de frappe de dactylographie. Il n'y a qu'une séance publique : celle-ci. Vous n'ignorez pas non plus que nous tenons des réunions privées. Les différentes fractions du Conseil, la minorité radicale et radicale-socialiste, la minorité socialiste-communiste, la majorité socialiste tiennent des réunions préparatoires où elles examinent, comme c'est leur droit, leur devoir même, l'ordre du jour de la séance publique. L'un de vos journaux signale cette réunion préparatoire, sous un titre aux caractères énormes.

Nous avons été élus sur un même programme que nous sommes résolus à mener à bien. C'est la meilleure preuve que les différentes fractions de la majorité ne sont pas disposées à suivre aveuglément un homme, fut-il même le Maire ; elles exercent le contrôle qui s'impose. Il aurait mieux valu que vous ne posiez pas la question.

D'autre part, un ancien élève de l'Ecole Polytechnique doit être capable de s'assimiler rapidement les rapports qui lui sont soumis.

A l'ordre du jour, nous avons un certain nombre de problèmes de détail examinés, au préalable, par les Commissions compétentes et l'Administration municipale. Nul plus que moi ne regrette que vous ne siégiez pas à l'Administration. Cependant, taxes nouvelles, Budget ont été évoqués à la Commission des Finances dont vous êtes membre, et où vous n'avez siégé qu'une seule fois, le 23 juillet, alors qu'elle s'est réunie également les 30 juillet, 17 septembre, 22 octobre et 19 novembre.

M. INGELRANS. — Vous me faites connaître, Monsieur le Maire, une chose que j'ignorais : l'existence de cette séance privée. Il existe tout de même une répétition générale. Les débats en séance publique sont alors réduits presque à néant. Puisque la veille, vous avez, à trente-cinq, pris des décisions, que voulez-vous que je vienne faire aujourd'hui, moi, le trente-sixième ? Ayant pu, la veille, agiter les questions qui se posent, il est évident que le lendemain



vous n'allez pas recommencer en séance publique. Tous ces débats m'échappent attendu que vous ne me convoquez pas à vos réunions privées.

Tout ancien polytechnicien que je sois, je ne puis m'assimiler toutes ces questions aussi vite que vous le croyez.

En ce qui concerne votre critique relativement au fait que je suis malheureusement amené à m'excuser à certaines réunions de la Commission des Finances, je dois me défendre devant l'opinion publique.

Il est exact que je n'ai pu toujours assister aux réunions de cette Commission. La raison en est que je dois diriger des constructions industrielles en Seine-et-Oise et dans l'Hérault, ce qui me force à de longs et fréquents déplacements. En outre, l'heure des réunions, 8 heures, n'est pas pratique. Rentrant de l'usine à 8 heures ou 8 heures et demie, il m'est difficile d'être exact. J'ai, d'ailleurs, demandé s'il n'était pas possible de les fixer à une autre heure.

Si donc, mes déplacements m'ont quelquefois forcé à m'excuser, ne croyez pas que ce soit parce que je me désintéresse des questions soumises à l'examen de la Commission des Finances. Je n'admettrais pas ce grief.

Quant à Ignace de Loyola c'est mon plus cher adversaire. Je dis franchement ce que je pense, vous le savez mieux que quiconque. Je ne suis pas un hypocrite.

M. LE MAIRE. — Je veux mesurer ma réplique. Si vous répudiez Ignace de Loyola, vous gardez comme ami Basile.

Dans le même temps que nos réunions préparatoires, vous pourriez tenir des séances privées en compagnie des élus du Parti dont vous vous réclamez.

Vous dites : N'ayant pu être mis au courant de la plupart des questions, celles-ci m'échappent. C'est sans doute votre faute. Vous n'avez pas songé à la Commission des Finances. Nul plus que moi ne regrette que vous vous soyez abstenu d'assister à ses réunions. J'espère que, dans l'avenir, vous pourrez suivre plus assidument ses travaux. Cela vous évitera de faire en séance publique, des remarques inopportunes.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 219

Délégations

Listes électorales  
politiques 1930

Révision

MESSIEURS,

Aux termes des lois en vigueur, les listes électorales doivent être révisées du 1<sup>er</sup> au 14 janvier prochain.

Le tableau rectificatif est dressé par une Commission composée, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 7 juillet 1874 :

1° du Maire ou, à son défaut, d'un adjoint ou d'un conseiller municipal dans l'ordre du tableau.



2° d'un délégué du Préfet.

3° d'un délégué du Conseil municipal.

Les réclamations sont jugées par une Commission composée des mêmes membres auxquels sont adjoints deux autres délégués du Conseil municipal.

D'accord avec votre 1<sup>re</sup> Commission, nous vous proposons de désigner pour dresser le tableau rectificatif et juger les réclamations :

MM. Devernay, Girardin, Dehove, Domsin.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 220

Maison des P. T. T.

Garantie de la Ville

Dans votre séance du 28 septembre dernier, vous avez accordé la garantie de la Ville au prêt que la « Maison des P. T. T. » se propose de contracter pour la construction d'un immeuble susceptible d'abriter le personnel féminin transplanté dans notre Ville.

A cette occasion, M. le Préfet, à la date du 17 octobre 1929, nous a fait parvenir la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous retourner, revêtue de mon visa, la délibération « en date du 28 septembre 1929, par laquelle le Conseil municipal de Lille « a décidé d'accorder la garantie de la Ville aux emprunts que se propose de « contracter la « Maison des P. T. T. » pour la réalisation de ses projets.

« Toutefois, la garantie d'un emprunt entraînant le vote d'une imposition « extraordinaire éventuelle, il conviendrait de m'adresser un dossier régulier « pour chacun des emprunts qui seront garantis. »

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de bien vouloir prendre la délibération ci-après :

La Ville de Lille accorde et garantit à la « Maison des P. T. T. », dans les conditions prévues par la législation sur les habitations à bon marché, pour un emprunt de 2.300.000 francs que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'Etat, au taux de 2 % pour une durée de 40 ans.

En vue d'assurer cette garantie le Conseil vote :

a) pour la période de réalisation de l'emprunt, au cours de laquelle sont dus seulement les intérêts à 2 % sur les sommes réalisées, c'est-à-dire pendant les années 1930 et 1931, soixante-dix centièmes d'un centime additionnel au principal des contributions directes, le produit de cette imposition devant être affecté à la garantie des intérêts à 2 % de l'emprunt sollicité.



b) à partir de 1932, une imposition de un centime vingt centièmes additionnels au principal des contributions directes pour une durée de 40 ans, le produit de cette imposition devant être affecté, en cas de besoin, au paiement de l'annuité, capital et intérêts, qui s'élève à 83.806 fr. 71.

Cette imposition sera mise en recouvrement, de plein droit, en cas de besoin.

Le Conseil municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations agissant pour le compte de l'Etat et la « Maison des P. T. T. »

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 221

*Constitution  
de matrices  
cadastrales  
et générales  
topographiques  
pour la section  
de Lille-Canteleu*

MESSIEURS,

A la date du 26 juin dernier, nous avons reçu de M. le Directeur des Contributions directes de Lille, la lettre suivante :

« L'Administration est sur le point de faire procéder au renouvellement des matrices cadastrales et générales de la section de Lille-Canteleu, en « substituant comme il est fait dans toutes les autres sections de Lille, l'ordre « topographique à l'ordre alphabétique en usage jusqu'à présent.

« Les nouveaux documents seront constitués sous forme de feuillets « mobiles pour 1931.

« Cette transformation rendue nécessaire par le développement de la « section de Canteleu présente de sérieux avantages qui se sont manifestés « depuis la constitution par ordre topographique des matrices des autres sec- « tions de Lille : la consultation en devient plus aisée ; l'établissement des « taxes communales prévues par la loi du 13 août 1926 s'en trouve facilité ; « les contrôleurs qui se partagent la section ne sont plus subordonnés l'un à « l'autre ; les omissions d'immeubles à la contribution foncière deviennent « pour ainsi dire impossibles ; le rapprochement des documents cadastraux « avec la matrice des contributions personnelle-mobilière et des patentes n'est « plus l'occasion d'un travail excessif.

« En raison de ces divers avantages je vous serai obligé, Monsieur le « Maire, de me faire connaître votre avis sur la participation que la Ville « assumerait dans le règlement des dépenses qu'entraînera la réforme.

« Les frais de transformation des matrices — que je ne puis encore chif- « frer exactement en ce moment — peuvent s'élever entre 4.000 et 5.000 fr.

Signé : MARGUERIT.



La proposition de M. le Directeur des Contributions directes ne pouvant qu'être favorable aux intérêts de la Ville, nous vous demandons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de décider que la participation de la Ville sera fixée au tiers de la dépense totale. Le montant sera imputé sur le crédit N° 38 du budget ordinaire : « Frais d'établissement des rôles de la taxe municipale sur les chiens et des taxes de remplacement des droits d'octroi ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Lors de la révision de la police contractée avec la C<sup>ie</sup> d'assurances « La Défense Automobile et Sportive » en vue de garantir contre les accidents causés par les tiers les voitures automobiles mises en circulation par les Services Municipaux, nous avons remarqué que la fourgonnette ambulance Latil 14 CV N° 6.112 D 4 n'était pas comprise dans cette police.

Nous avons donc souscrit avec ladite Compagnie d'assurances, une nouvelle police qui porte le n° 235.291 et annule celle en cours immatriculée sous le numéro 173.363.

La prime annuelle à payer sera de 1.700 francs, majorée des frais et impôts.

Nous soumettons cette police à votre approbation.

*Adopté.*

N° 222

—  
*Assurance  
des voitures  
automobiles*  
—

*Accidents  
causés par les tiers*  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons souscrit avec la Compagnie « La Défense Automobile et Sportive », une nouvelle police portant le n° 235.575, afin de nous garantir contre les accidents qui pourraient être causés par les tiers aux quatre triporteurs à moteurs mis en circulation pour le Service de la Désinfection.

La prime annuelle à payer sera de 168 francs majorée des frais et impôts.

Nous soumettons cette police à votre approbation.

*Adopté.*

N° 223

—  
*Assurance  
de 4 triporteurs  
à moteurs*  
—

*Accidents  
causés par les tiers*  
—



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 224

MESSIEURS,

Accident matériel  
berline  
de la Propreté  
Publique  
Maison Schotsmans

Admission  
en recette

Le 7 septembre 1929 un camion auto de la maison Schotsmans, 64, rue Jean-sans-Peur, à Lille, a occasionné des dégâts à une berline de la Propreté Publique.

Le dommage s'élève à 150 francs.

La Compagnie d'assurances « La Générale de Perth », 83, rue Nationale, à Lille, a réglé pour le compte de la maison Schotsmans ladite somme de 150 francs que nous vous proposons d'admettre en recette.

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 225

MESSIEURS,

Indemnité  
pour  
nettoyage  
supplémentaire  
de la voie publique

Vandroye

Admission  
en recette

M. Vandroye, entrepreneur de transports, 30, rue Ratisbonne, à Lille, a été invité à régler à la Ville une somme de 150 francs représentant le coût de travaux de nettoyage supplémentaire qu'avait nécessité le déversement, dans les rues du Plat, Ovigneur et Lydéric, de matières fécales provenant d'une tonne de vidange lui appartenant.

Nous vous prions d'admettre cette somme en recette.

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 226

MESSIEURS,

Abattoirs  
Locations diverses

M. Jean Caby, demeurant à Lille, 4, rue du Béguinage, a sollicité la location à son profit de la case N° 3 du frigorifique des Abattoirs pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 1929 au 30 avril 1930, moyennant un loyer de 1.448 francs.

D'autre part, la case N° 2 du même frigorifique a été demandée en location par M. Julien Bernaert, demeurant à Lille, 44, rue Princesse, pour la



période du 15 octobre 1929 au 30 avril 1930, moyennant paiement d'un loyer de 1.584 francs.

Nous vous proposons d'accueillir favorablement les demandes qui nous sont présentées et de nous autoriser à passer les conventions nécessaires, étant entendu : a) que MM. Caby et Bernaert s'obligeront à l'exécution rigoureuse des prescriptions contenues dans le Règlement de Police des Abattoirs ; b) qu'il leur sera formellement interdit, sous peine de résiliation de la location, d'introduire dans les cases à eux louées des viandes appartenant à des tiers ; c) qu'ils seront dispensés, pour les périodes ci-dessus et à titre exceptionnel, du remboursement à la Ville du montant de l'impôt foncier, de la taxe de remplacement et de la taxe de mainmorte afférents aux cases occupées par eux.

De son côté, la Ville décline expressément toute responsabilité quelconque en ce qui concerne la conservation des viandes déposées dans les locaux loués et les vols dont les locataires pourraient être victimes.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons accordé à divers particuliers la concession de jouissance temporaire d'immeubles appartenant à la Ville, moyennant l'engagement souscrit par eux : a) de ne réclamer aucune indemnité en cas de privation de jouissance ou d'éviction quelle qu'elle soit ; b) de n'exiger aucune réparation. Il a été, en outre, entendu que chacune des parties aurait la faculté de faire cesser l'occupation à l'expiration de chaque mois, sur un préavis d'un mois donné par écrit.

Ces autorisations ont été octroyées à :

1° *M. Henri Quiret*, demeurant rue de Paris, 206, qui occupe, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1929, un magasin situé rue des Robleds, 17-19, moyennant paiement d'une redevance mensuelle de 100 francs, payable d'avance ;

2° *M. Mansuet-Dargon*, qui occupe, à compter du 15 octobre 1929, un logement composé de deux pièces au rez-de-chaussée et d'une pièce au 2<sup>e</sup> étage de l'immeuble situé square Ruault, 5, moyennant une redevance mensuelle de 67 francs, payable d'avance, augmentée des contributions et des primes d'assurances ;

3° *M. Gaston Lheureux*, qui occupe, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1929, une maison de commerce située rue du Marché, 50, moyennant une redevance

N° 227

Occupation  
d'immeubles  
communaux

Homologation



trimestrielle de 550 francs, payable d'avance, augmentée des contributions, primes d'assurances, consommation d'eau et vidange de la fosse d'aisances ;

4° *M. Achille Degraeve*, qui occupe, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1929, une maison de commerce située rue de Paris, 236, moyennant une redevance trimestrielle de 1.800 francs, payable d'avance, augmentée des contributions, primes d'assurances, consommation d'eau et vidange de la fosse d'aisances ;

5° *M. Marceau Monchaux*, qui occupe, à compter du 15 novembre 1929, un logement de deux pièces au rez-de-chaussée de l'immeuble sis rue de la Vignette, 59-61, moyennant une redevance mensuelle de 19 fr. 50, payable d'avance.

Nous vous prions de ratifier ces décisions.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 238

Aménagement  
de la ligne  
de tramways I

Enquête  
Avis

MESSIEURS,

La Compagnie des Tramways de Lille a présenté un projet tendant à réorganiser l'exploitation de la ligne I, de la Gare de Lille au Calvaire de Lomme

Ce projet, qui prévoit l'amélioration des horaires et quelques modifications aux voies en vue de permettre l'application de ces horaires, a été soumis à l'enquête réglementaire, conformément à l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 19 juillet 1929. Aucune observation ou opposition n'a été formulée au cours de l'enquête.

Après étude du projet, nous avons fait connaître à M. le Préfet du Nord que nous émettions un avis favorable à la modification des voies existantes, et notamment, au doublement de la voie dans la traversée de la rue Lequeux.

En ce qui concerne les horaires, nous avons estimé :

a) qu'il y aurait lieu de prévoir une fréquence de dix minutes de sept heures à vingt heures trente, pour la Section Gare de Lille-Pont Supérieur de Lomme, conformément à l'article 32 du cahier des charges ;

b) qu'il devrait être bien entendu que les remorques ne seraient supprimées que si le nombre réduit des voyageurs transportés permettait cette suppression ;

c) que le service, actuellement à dix-sept minutes entre le Pont Supérieur de Lomme et le Calvaire de Lomme, devrait être effectué, d'après les nouveaux horaires, avec une fréquence de dix minutes pendant les heures chargées et de vingt minutes pendant les heures creuses de la journée.



L'article 4 de l'arrêté préfectoral sus-visé invitant le Conseil municipal à se prononcer sur l'utilité du projet, nous vous prions, en conséquence, de vouloir bien ratifier l'avis que nous avons émis sur cette question.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Rivière, entrepreneur du 6<sup>e</sup> lot d'entretien de l'adjudication du 11 janvier 1922, a exécuté sous la direction de M. Delannoy, architecte, d'une part, et du Service des Travaux, d'autre part, des réfections de charpente et menuiserie dans différents bâtiments communaux.

Les comptes ont été remis en 1928 au Service des Travaux qui les a vérifiés et rectifiés.

M. Rivière ayant accepté les réductions faites sur ses factures, rien ne s'oppose plus au règlement des dépenses désignées ci-après :

Caserne Malus (M. Delannoy, architecte).....	4.266 95
Institut de Physique et Faculté des Sciences (M. Delannoy, architecte) .....	556 47
Faculté de Médecine et des Lettres (M. Delannoy, architecte) .....	1.301 57
Faculté de Médecine (M. Delannoy, architecte).....	5.784 38
Ecole Daguerre (M. Delannoy, architecte).....	4.531 83
Honoraires de l'architecte 5 % des travaux ci-dessus.....	822 06
Cimetière du Sud, Théâtre Sébastopol, Voirie Municipale, etc.....	3.555 20
Cours professionnels, rue Fénelon. Fourniture de mobilier.	3.652 29
TOTAL.....	24.470 75

D'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, nous vous demandons, afin de nous permettre d'effectuer le paiement de ces factures, de voter un crédit d'égale importance à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Adopté.*

N° 229

Travaux divers  
exécutés en 1922

Règlement



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 230

MESSIEURS,

Nouvel  
Hôtel de VilleBâtiment  
administratif16<sup>e</sup> lot  
Parquets en chêne

Réception définitive

Le 30 septembre 1929, une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire ; Bataille et Brodel, Conseillers municipaux ; Dubuisson, architecte D. P. L. G. et Cochez, Directeur des Travaux Municipaux, s'est réunie au Nouvel Hôtel de Ville à l'effet de procéder à la réception des travaux du lot désigné ci-après :

N° du lot	DESIGNATION	Montant du devis	Montant du décompte
16 <sup>me</sup>	Parquets en chêne	43.000 fr.	43.000 fr.

La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons d'homologuer le procès-verbal de cette réception et d'approuver le décompte tel qu'il est présenté.

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 231

MESSIEURS,

Nouvel  
Hôtel de VilleBâtiment  
administratif20<sup>e</sup> lot  
Ferronnerie

Réception définitive

Le 8 octobre 1929, une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire ; Bour et Vautrin, Conseillers municipaux ; Dubuisson, architecte D. P. L. G. et Cochez, Directeur des Travaux Municipaux, s'est réunie au Nouvel Hôtel de Ville à l'effet de procéder à la réception des travaux du lot désigné ci-après :

N° du lot	DESIGNATION	Montant du devis	Montant du décompte
20 <sup>me</sup>	Ferronnerie	262.530 fr.	236.209,40



La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception et d'approuver le décompte tel qu'il est présenté.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 12 novembre 1929, une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire ; Bataille et Bour, Conseillers municipaux ; Dubuisson, architecte D. P. L. G. et Cochez, directeur des Travaux Municipaux, s'est réunie au Nouvel Hôtel de Ville, à l'effet de procéder à la réception définitive des travaux de ferronnerie ayant fait l'objet du 24<sup>e</sup> lot et dont le décompte a été approuvé le 26 avril 1929.

La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 12 novembre 1929, une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire ; Bataille et Vautrin, Conseillers municipaux ; Dubuisson, architecte D. P. L. G. ; Cochez, directeur des Travaux Municipaux, s'est réunie au Nouvel Hôtel de Ville à l'effet de procéder à la réception définitive des travaux de revêtements en mosaïque du sol des bureaux ayant fait l'objet du 31<sup>e</sup> lot et dont le décompte a été approuvé le 15 octobre 1929.

La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du

N° 232

Nouvel  
Hôtel de Ville

Bâtiment  
administratif

24<sup>e</sup> lot

Réception définitive

N° 233

Nouvel  
Hôtel de Ville

Bâtiment  
administratif

31<sup>e</sup> lot

Réception définitive



cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 234

*Nouvel  
Hôtel de Ville*

*Bâtiment  
administratif*

*30<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> lots*

*Réception définitive*

MESSIEURS,

Le 12 novembre 1929, une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire ; Bataille et Vautrin, Conseillers municipaux ; Dubuisson, architecte D. P. L. G. et Cochez, Directeur des Travaux Municipaux, s'est réunie au Nouvel Hôtel de Ville, à l'effet de procéder à la réception définitive des travaux ci-après .

Nos des lots	DESIGNATION	Montant du devis	Montant du décompte
30 <sup>me</sup>	Revêtement en mosaïque du sol des bureaux	165.000 fr.	165.000 fr.
32 <sup>me</sup>	Revêtement en mosaïque du sol des bureaux	192.000 fr.	192.000 fr.

La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception et d'approuver les décomptes tels qu'ils sont présentés.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 235

*Bourse du Travail*

*Travaux  
d'aménagement*

*Crédit  
supplémentaire*

MESSIEURS,

Par délibération du 28 septembre 1929, vous avez approuvé le décompte définitif des travaux de remise en état du chauffage central de la Bourse du Travail, exécutés par M. R. Dumoutier, en vertu de son marché en date du 5 août 1927.



Le solde dû à cet entrepreneur s'élève à la somme de 6.251 fr. 35.

Le crédit ouvert à l'article 63 du B. S. de 1929 : « Aménagement de la Bourse du Travail » sur lequel doit être imputée la dépense, ne présente plus qu'une disponibilité de 1.155 fr. 41, il existe donc une insuffisance de crédit de 5.095 fr. 94.

D'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, nous vous demandons de décider l'ouverture d'un crédit d'égale importance à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 5.095 fr. 94 à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 19 novembre 1929, une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire ; Bataille et Vautrin, Conseillers municipaux ; Cochez, directeur des Travaux Municipaux et Cools, architecte agréé, s'est transportée à la Salle des Fêtes, rue de Lannoy, à l'effet de procéder à la réception des travaux faisant l'objet des lots ci-après : 2<sup>e</sup> lot : carrelages ; 3<sup>e</sup> lot : plafonds et enduits ; 4<sup>e</sup> lot : charpente, menuiserie, parquets ; 5<sup>e</sup> lot : zingage, plomberie ; 6<sup>e</sup> lot : peinture et vitrerie, et dont les décomptes ont été approuvés le 4 janvier 1929.

La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception.

*Adopté.*

N° 236

Construction  
d'une salle de fêtes  
rue de Lannoy

Lots 2 à 6

Réception définitive

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 21 février 1928 le Conseil municipal a décidé : a) la construction d'un deuxième pavillon à la Colonie Henri-Ghesquière à Marquette ; b) l'installation d'une crèche à Fives ; c) la transformation de la crèche Déliot et a voté un crédit de 1.000.000 de francs pour l'exécution de ces travaux. Le pavillon

N° 237

Crèches Déliot  
et de Fives

Lots de travaux

Répartition  
des dépenses



nouveau de la colonie Henri-Ghesquière est terminé et les travaux dans les crèches sont en cours.

Des modifications sont à apporter dans la répartition du montant des lots mis en adjudication (lots 1 à 8) et des autres lots. D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'approuver la nouvelle répartition ci-après :

### § I. — Crèches

1 <sup>er</sup> lot : Terrassement, maçonnerie, béton armé.. .. .	167.000 fr.
2 <sup>e</sup> lot : Parquet, carrelage, revêtement.....	50.000 »
3 <sup>e</sup> lot : Plafonds, enduits .....	60.000 »
4 <sup>e</sup> lot : Ferronnerie .....	32.000 »
5 <sup>e</sup> lot : Couverture zinc, plomb, ardoises .....	70.000 »
6 <sup>e</sup> lot : Charpente, menuiserie .....	157.000 »
7 <sup>e</sup> lot : Vitrerie, peinture .....	65.000 »
8 <sup>e</sup> lot : Plomberie .....	50.000 »
	<hr/>
	651.000 »
A déduire rabais d'adjudication.....	126.000 »
	<hr/>
	525.000 »
Appareils sanitaires, mobilier, chauffage, électricité, tapis- serie .....	195.000 »
	<hr/>
TOTAL.....	720.000 »

### § II. — Deuxième pavillon de la colonie Henri-Ghesquière

Environ.....	280.000 »
	<hr/>
Ensemble.....	1.000.000 »

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Parmi les travaux prévus pour la transformation de l'Hôtel Académique — et ayant été approuvés en principe par le Conseil municipal dans sa séance du 2 mai 1929 — figurent le ravalement des façades anciennes, le carrelage en marbre et les enduits en simili pierre dans les vestibules d'entrée et de l'étage et dans la cage de l'escalier d'honneur.

Nous vous soumettons aujourd'hui des propositions en vue de leur exécution.

### 1° *Ravalement des façades anciennes*

Deux entrepreneurs spécialistes ont fait des offres, M. Henri Tiercelin demande une somme totale et forfaitaire de 34.000 francs, et M. Louis Dhélin de 33.800 francs.

### 2° *Carrelage en marbre*

Deux entrepreneurs ont également fait des offres, M. Charles Verhelst demande 7.115 francs, et MM. R. Morel et R. Fauchille 6.775 francs.

### 3° *Simili-pierre*

M. Borrewater, entrepreneur spécialiste, a effectué la première partie des travaux de décoration en staff et en simili-pierre de l'Hôtel Académique et les travaux actuellement prévus en sont la continuation. Son offre qui s'élève à 34.000 francs a été reconnue très raisonnable.

D'accord avec votre 2° Commission, nous vous demandons d'accepter les propositions de MM. Louis Dhélin, R. Morel et R. Fauchille et Borrewater.

La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget pour la restauration de l'Hôtel Académique.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 24 septembre 1929 une Commission composée de MM. Doyennette, Adjoint au Maire, Bour et Vautrin, Conseillers municipaux, Cochez, directeur des Travaux Municipaux, s'est transportée aux Facultés des Sciences, de Médecine, de Pharmacie et des Lettres à l'effet de procéder à la réception définitive des travaux ci-après :

N° 238

Hôtel Académique

Transformation  
et aménagement

Ravalement  
Carrelage  
Simili-pierre  
Marchés

N° 239

Bâtiments  
universitaires

Grosses réparations

1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> lots  
Réception définitive



N <sup>os</sup> des lots	DESIGNATION	Montant du devis	Montant du décompte
1 <sup>er</sup>	Couverture en zinc et en ardoises	87.000 fr.	86.502,59
3 <sup>me</sup>	Peinture et vitrerie	27.123,61	27.120,58

La Commission a reconnu que ces travaux satisfont aux conditions du cahier des charges et se trouvent en bon état d'entretien ; elle a décidé, par suite, d'en prononcer la réception définitive.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'homologuer le procès-verbal de cette réception et d'approuver les décomptes tels qu'ils sont présentés.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N<sup>o</sup> 240

MESSIEURS,

*Camionnage  
et encavement  
des charbons*

*Adjudication  
Cahier des charges*

Nous vous soumettons le cahier des charges préparé en vue de l'adjudication, à laquelle nous allons procéder, pour le camionnage et l'encavement du charbon nécessaire au chauffage des bâtiments communaux pendant l'année 1930.

Nous vous prions de vouloir bien approuver ce document qui a fait l'objet d'un avis favorable de votre 1<sup>re</sup> Commission.

*Observations*

M. INGELRANS. — Il m'est impossible de voter pour l'adoption de ce rapport qui dit que vous soumettez le cahier des charges. Ne trouvant pas ce cahier des charges dans les dossiers qui m'ont été adressés, je vote contre.

M. LE MAIRE. — Certains de nos collègues en ont pris connaissance avant la séance. Vous vous ferez, j'aime à croire, une joie de le lire à votre tour.

*Adopté à l'unanimité moins une voix : M. Ingelrans.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le marché passé pour la fourniture des bois d'allumage nécessaires au chauffage des bâtiments communaux venant à expiration, nous avons provoqué les offres de différentes maisons de la région en vue de notre réapprovisionnement.

Les propositions suivantes nous sont parvenues :

Emile Creus, à Lille, 20 fr. les 100 kilos.

J. Dufourny, à Lille, 22 fr. les 100 kilos.

Déprez et Verschoore, à Faches, 18 fr. 50 les 100 kilos.

La proposition de MM. Déprez et Verschoore étant la plus avantageuse pour la Ville, nous vous prions de l'accepter et de nous autoriser à passer avec ces commerçants, un marché d'une durée d'une année à compter du jour de l'approbation par l'autorité supérieure.

La dépense, fixée approximativement à 10.000 francs, sera prélevée sur l'article 47 du budget ordinaire : « Chauffage des Bâtiments Communaux ».

*Adopté.*

N° 241

Bâtiments  
communaux

Chauffage

Fourniture  
de bois d'allumage

Marché

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La conduite du chauffage et de la ventilation de l'Hôtel de Ville a été assurée, au cours de la saison 1928-1929, par la Société Sulzer moyennant la somme forfaitaire de 36.700 francs, en vertu d'un marché de gré à gré qui est expiré depuis le 30 septembre.

Nous avons invité la Société Sulzer à nous remettre une proposition en vue du renouvellement de ce marché pour l'année 1929-1930. Cette Société a demandé que le montant du marché soit augmenté pour tenir compte de la hausse des salaires. Après discussion le chiffre de 40.000 francs a été arrêté. L'augmentation serait donc de 3.300 francs.

Le personnel assurerait, outre le chauffage, la ventilation toute l'année ainsi que le petit entretien des appareils de manutention mécanique et de surpression d'eau.

Cette proposition nous a paru raisonnable. D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Com-

N° 242

Hôtel de Ville

Conduite  
du chauffage  
et de la ventilation

Marché



mission, nous vous prions de l'accepter et de nous autoriser à passer le marché nécessaire.

La dépense sera prélevée sur le crédit du budget ordinaire : « Chauffage des Bâtiments Communaux ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 243

MESSIEURS,

*Maison  
d'habitation  
à bon marché  
rue Bouguereau*

*Travaux  
de terrassement,  
béton et maçonnerie*

Par délibération du 21 décembre 1928, approuvée par M. le Préfet du Nord le 5 juin 1929, vous avez adopté un projet de maison du type « Habitation à bon marché », pour famille nombreuse, à construire rue Bouguereau au moyen d'un don anonyme de 50.000 francs et vous avez décidé que les travaux seraient confiés aux entrepreneurs de l'entretien aux conditions de leur adjudication.

Les entrepreneurs de maçonnerie n'ayant pas consenti à exécuter les travaux aux prix et rabais de l'adjudication — et ils ne pouvaient y être tenus, le montant de la dépense dépassant 10.000 francs — il a été procédé à une adjudication restreinte par voie de soumissions cachetées et au rabais sur la série de prix du bâtiment de la région du Nord.

L'offre la plus avantageuse a été faite par la Société Anonyme « L'Entreprise du Sud » qui a consenti un rabais de 18 %.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'approuver le marché, s'élevant approximativement à 25.000 francs, passé avec cette Société.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 244

MESSIEURS,

*Collecteur Est*

*Construction  
d'un tronçon  
aux abords  
de la porte  
de Valenciennes*

L'évacuation des eaux pluviales et ménagères de la Maison des Etudiants qui doit être édifiée prochainement aux abords de la Porte de Valenciennes, nécessitera l'exécution d'un tronçon du collecteur Est dans la fortification.

Ce tronçon, en plan et en profil, est prévu de façon à permettre ultérieurement son raccordement, tant à l'amont qu'à l'aval, au projet général du collecteur Est.



L'ouvrage à construire aura une longueur de 310 mètres ; sa section sera de forme ovoïde : de 0.85 de rayon ( $1.70 \times 2.55$ ) vers l'aval et de 0.80 ( $1.60 \times 2.40$ ) vers l'amont.

Exécuté en béton aggloméré, avec enduit à l'intérieur et chape sur l'extados, il sera raccordé provisoirement à l'amont et à l'aval au fossé de la fortification.

Les travaux feront l'objet d'une adjudication dans la forme ordinaire.

Nous vous demandons, d'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, d'approuver ce projet et de décider que la dépense à effectuer sera prélevée sur l'article 52 du budget supplémentaire de l'exercice 1929.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 2<sup>e</sup> lot du projet de construction d'égouts aux abords de la porte de Douai dont les travaux ont été confiés à MM. Graticola Frères, par adjudication du 28 mai 1929, s'élevait à 85.405 francs.

Les travaux sont terminés et ont été reçus provisoirement.

Le décompte général et définitif fait ressortir une dépense totale de 108.495 fr. 92, d'où une augmentation de 23.090 fr. 92 sur les prévisions.

Cette différence provient : 1<sup>o</sup> de ce que l'on a dû exécuter une fondation importante sous l'égout dans la traversée des anciens fossés remblayés de la fortification ; 2<sup>o</sup> de ce que l'on a exécuté une longueur supplémentaire d'égout de 50 mètres environ, boulevard de Belfort, au droit de la rue Armand-Carrel, en vue de permettre le déplacement éventuel des voies de tramways de la ligne E ; cette dernière dépense viendra, du reste, en déduction du montant des travaux du 1<sup>er</sup> lot, la longueur d'égout de celui-ci étant réduite en conséquence.

D'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, nous vous proposons d'approuver le décompte définitif précité.

*Adopté.*

N° 245

Construction  
d'égouts  
aux abords  
de la porte de Douai

2<sup>e</sup> lot

Fixation  
des dépenses



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 246

MESSIEURS,

Egout collecteur  
latéral  
à la Basse-Deûle  
rive droite

5<sup>e</sup> lot

Réception définitive

Par délibération du 21 décembre 1928, approuvée le 12 janvier 1929 par M. le Préfet du Nord, vous avez approuvé le décompte définitif des travaux exécutés par M. Jean Caroni pour la construction du collecteur rive droite de la Basse-Deûle.

Les travaux, qui sont en bon état, ont fait l'objet d'une réception définitive le 12 novembre 1929 par une Commission composée de MM. Lévy, Adjoint au Maire ; Bataille et Bour, Conseillers municipaux ; Cochez, directeur des Travaux Municipaux.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons de vouloir bien homologuer le procès-verbal de cette réception définitive.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 247

MESSIEURS,

Pavage  
Fourniture de sable  
Adjudication

Afin d'assurer la continuité des travaux de pavage, il sera nécessaire de procéder prochainement à l'achat de 5.700 tonnes de sable.

Dans ce but, nous avons établi un projet de cahier des charges particulières à cette fourniture.

Nous vous proposons, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, de décider la mise en adjudication de 5.700 tonnes de sable et d'approuver le cahier des charges dressé à cet effet.

La dépense, soit 150.000 francs environ, sera imputée sur les crédits affectés à l'entretien des chaussées pavées et des chaussées empierrées.

Observations

M. INGELRANS. — Je n'ai pu voir le cahier des charges de cette adjudication. Je m'abstiens.

M. LE MAIRE. — Je renouvelle ma précédente remarque.

*Adopté à l'unanimité moins une abstention : M. Ingelrans.*

---



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'entretien des chaussées empierrées nécessite l'approvisionnement de 1.400 tonnes environ de cassons de porphyre 2/6.

Nous soumettons à votre approbation le cahier des charges devant servir à l'adjudication publique de cette fourniture.

Votre 2<sup>e</sup> Commission a émis un avis favorable à l'adoption dudit cahier des charges.

La dépense, soit 80.000 francs environ, sera prélevée sur les crédits prévus au budget pour l'entretien des chaussées pavées et des chaussées empierrées.

*Adopté.*

N° 248

Empièrrements

Fourniture  
de cassons  
de porphyre 2/6

Adjudication

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue de la construction d'un égout rue des Augustins, M. Blondel, bijoutier, avait, de son plein gré, offert de participer dans la dépense à concurrence de mille francs.

Par suite de la rupture accidentelle, au cours des travaux, des canalisations existant sous la chaussée, l'accès à la maison de commerce de M. Blondel s'est trouvé gravement compromis. Celui-ci demande, pour lui tenir compte dans une certaine mesure du préjudice résultant de cet état de choses, qui du reste n'est pas le fait de la Ville, que nous l'exonérions du paiement de la somme qu'il s'était engagé volontairement à nous verser.

D'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, nous vous proposons, à titre tout à fait exceptionnel et sans que cette décision puisse être considérée comme un précédent, d'admettre en non-valeur ladite somme de 1.000 francs.

*Adopté*

N° 249

Egout  
rue des Augustins

Participation  
dans la dépense  
Admission  
en non-valeur



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 250

Achat  
rue de la Vignette  
31 et 33

MESSIEURS,

En vue de la réalisation du plan d'aménagement des quartiers démolis, nous avons pu obtenir de M. et M<sup>me</sup> Lefebvre-Gosseaux une promesse de vente des immeubles sis à Lille rue de la Vignette, 31 et 33, repris au cadastre Section I N<sup>os</sup> 2569 et 2568 pour une superficie respective de 69 mètres carrés et 76 mètres carrés.

Cette vente aurait lieu moyennant un prix forfaitaire de 125.000 francs payable après l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance par M. le Conservateur d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de certificats de radiation des inscriptions qui pourraient grever les biens vendus.

L'entrée en jouissance aurait lieu le 1<sup>er</sup> du mois qui suivrait la ratification par le Conseil municipal de la promesse souscrite et la Ville servirait aux vendeurs, à partir de cette date et jusqu'au jour du paiement du prix, les intérêts de ce prix calculés au taux annuel de 6,50 % ; lesdits intérêts seraient réglés en même temps que le prix principal.

La vente serait réalisée devant M<sup>e</sup> Vandorme, notaire, aux frais de la Ville.

D'accord avec votre Commission du Plan, nous vous proposons : a) d'homologuer cette promesse de vente ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant : principal, frais et intérêts sera prélevée sur le crédit N° 34 du budget extraordinaire : « Acquisition d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 251

Eviction  
de locataire  
square Ruault, 65  
Indemnité

MESSIEURS,

Dans votre séance du 6 juillet 1927, vous avez décidé l'acquisition, entre autres immeubles, d'une maison sise à Lille, square Ruault, 65, à usage de commerce.

La continuation des travaux de construction de l'Hôtel de Ville imposant la démolition, à bref délai, de cette maison, nous sommes entré en pourpar-



liers avec les locataires, M. et M<sup>me</sup> Dumont, qui ont accepté de cesser leur occupation le 30 octobre 1929, moyennant paiement d'une indemnité de 3.500 francs.

Nous soumettons à votre ratification la convention passée à cet effet avec M. et M<sup>me</sup> Dumont et vous prions de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur l'article 34 du budget extraordinaire de 1929 : « Acquisitions d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue de la réalisation de son plan d'embellissement et d'assainissement, la Ville a acquis l'immeuble, à usage de commerce de boulangerie, situé à Lille, rue des Etaques, 70.

Pour nous permettre de faire démolir cet immeuble dans le plus bref délai, nous sommes entré en pourparlers avec la locataire M<sup>me</sup> veuve Brillon, qui a accepté de cesser son occupation pour le 30 novembre 1929, moyennant paiement par la Ville d'une indemnité de 10.000 francs.

D'accord avec votre Commission du Plan, nous soumettons à votre ratification la convention passée à cet effet avec M<sup>me</sup> Brillon, et vous prions de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur l'article 61 du budget supplémentaire de 1929 : « Acquisitions d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le bail accordé pour l'immeuble à usage de poste de police et de sapeurs-pompiers, situé rue de Cassel, 97, étant arrivé à expiration le 31 mars 1929, nous avons estimé que la Ville au lieu de renouveler la location avait intérêt à poursuivre l'acquisition de cet immeuble.

Après pourparlers, les propriétaires, M. et M<sup>me</sup> Fichelle-Petit, ont consenti

N° 252

Eviction  
de locataire  
rue des Etaques, 70

Indemnité

N° 253

Achat  
rue de Cassel, 97



une promesse de vente de ladite maison, moyennant un prix forfaitaire de 100.000 francs, qui nous paraît avantageux.

En conséquence, nous vous proposons : a) d'accepter cette promesse de vente ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant, principal et frais, sera inscrite au budget extraordinaire de l'année 1930.

Nous vous demandons en outre, de décider :

1° qu'un loyer annuel de 4.950 francs, augmenté des contributions, primes d'assurances contre l'incendie, abonnement aux eaux et vidange de la fosse d'aisances, sera payé à M. et M<sup>me</sup> Fichelle depuis le 1<sup>er</sup> avril 1929 jusqu'au jour de l'entrée en jouissance de l'immeuble par la Ville, lequel est fixé au jour du paiement du prix ; 2° qu'en raison du but que poursuit la Ville en faisant cette acquisition, la déclaration d'utilité publique en sera demandée à M. le Préfet du Nord.

Observations

M. PEETERS. — Je demande le renvoi de cette question à la Commission du Plan, pour complément d'étude.

M. LE MAIRE. — Il en est ainsi décidé.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 254

Vente  
Maison  
rue des Jardins, 17  
Terrain  
rue des Jardins,  
15 et 15 bis

En vue de la réalisation de son plan d'embellissement et de l'élargissement du boulevard Carnot, la Ville a acquis les immeubles sis à Lille, rue des Jardins 15, 15 bis et 17.

Les deux premiers immeubles sont démolis, le 17 est occupé par M. Touquet.

La partie bâissable du sol des immeubles rue des Jardins, 15 et 15 bis qui reste en excédent après la réalisation de l'alignement n'étant pas suffisante pour y ériger une construction répondant à un lotissement rationnel, la Ville ne peut que revendre en un seul lot cet excédent et la maison rue des Jardins, 17.

M. Touquet, locataire du N° 17, a demandé à acquérir cet ensemble de propriétés.

Votre Commission du plan a émis un avis favorable à la vente du tout moyennant un prix de 270.000 francs, payable de la façon suivante :

a) 150.000 francs lors de la signature du contrat de vente ;

b) Le solde, en six versements trimestriels et égaux, pour le premier de ces versements avoir lieu le 1<sup>er</sup> du troisième mois qui suivra la signature de l'acte.



Elle a stipulé que M. Touquet paierait, en outre, à la Ville, à l'échéance des trimestralités ci-dessus les intérêts des sommes restant dues, ces intérêts étant calculés au taux des avances sur titres consenties par la Banque de France au jour du versement. L'acquéreur aurait la faculté de se libérer par anticipation. Il supporterait les frais de rédaction de contrat de timbre d'enregistrement, de transcription et éventuellement le coût de l'accomplissement des formalités de purge, s'il jugeait à propos de les faire remplir. Il devrait acquitter également les frais de l'inscription d'office que prendrait la Ville pour sûreté du paiement du prix ainsi que les frais de la radiation de ladite inscription.

M. Touquet a accepté ces conditions, il s'est engagé, en outre, à bâtir dans le délai de deux ans à compter du jour de la réalisation de la vente, sur le terrain situé à l'angle du boulevard Carnot et de la rue des Jardins un immeuble ayant la hauteur maximum prévue par le Code des Arrêtés Municipaux et dont le plan de façade aura préalablement été approuvé par la Commission d'Esthétique.

Il a été convenu avec M. Touquet qu'au cas où il n'aurait pas fait ériger cet immeuble dans le délai ci-dessus fixé, la vente serait résiliée de plein droit et la Ville conserverait le dixième du prix d'acquisition à titre de sanction.

Ainsi réalisée cette aliénation est intéressante pour la Ville. Elle évite, en effet, toute procédure contre M. Touquet en vue d'obtenir son départ et permet la construction rapide d'un immeuble digne de l'importante artère qu'est le boulevard Carnot.

D'accord avec votre Commission du plan, nous vous proposons : a) de décider la vente amiable des immeubles précités à M. Touquet, aux conditions sus-énoncées ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) d'affecter le produit de cette aliénation au paiement des dépenses extraordinaires : « Achat d'immeubles pour la réalisation du plan d'assainissement et d'embellissement de la Ville ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En exécution de la délibération du Conseil municipal en date du 10 novembre 1896, nous soumettons à votre homologation les autorisations que nous avons accordées à divers particuliers d'occuper temporairement et verbalement les terrains communaux désignés ci-après :

1° M. Georges Moncheaux, demeurant à Lille, 16, rue Ratisbonne, occu-

N° 255

*Occupations  
temporaires  
de terrains  
communaux*

*Homologation*



pation à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1929, d'un terrain situé rue des Tanneurs, 52, moyennant paiement d'une redevance trimestrielle de 150 francs, augmentée des contributions ;

2° M. Albert Fremault, demeurant à Lille, 71, rue Gustave Delory, occupation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1929, d'un terrain situé avenue Charles Saint-Venant, 88, moyennant une redevance trimestrielle de 135 francs, augmentée des contributions ;

3° M. Auguste Dépinoy, demeurant avenue Julien Destrée, Groupe Gustave Delory, Pavillon n° 1, occupation à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1929 d'un terrain situé rue des Robleds, 7, moyennant une redevance trimestrielle de 112 fr. 50, augmentée des contributions.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 256

*Evictions  
de locataires  
du quartier  
Saint-Sauveur*

*Indemnités*

MESSIEURS,

Poursuivant notre programme d'assainissement du quartier St-Sauveur, nous sommes entré en pourparlers avec les occupants des immeubles que la Ville doit démolir, en vue d'obtenir leur départ.

M. Achille Dargon a accepté de cesser, le 1<sup>er</sup> octobre 1929, son occupation d'un logement composé de deux pièces au rez-de-chaussée et d'une pièce au 2<sup>e</sup> étage de l'immeuble sis square Ruault, 5.

D'autre part, M<sup>me</sup> veuve Benoit a abandonné, le 15 octobre 1929, une pièce au rez-de-chaussée de la maison sise rue des Etaques, cité Vaniscotte, 11.

Enfin, M<sup>me</sup> veuve Baurin a laissé libre, le 15 novembre 1929, un appartement de deux pièces au 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble situé rue des Etaques, 59.

Nous vous prions de nous autoriser à payer à chacun de ces occupants une indemnité d'éviction de 200 francs et de décider que lesdites sommes seront prélevées sur l'article 34 du Budget extraordinaire de 1929 : « Acquisitions d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté.*

---



# RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons procédé à la revision complète des locations des terrains remis à la Ville à la suite du déclassement de l'enceinte fortifiée et avons dressé, pour l'année 1929, l'état ci-dessous que nous soumettons à votre homologation en vous priant d'admettre en recette les redevances qui y sont portées.

N° 257  
Affermages  
des terrains  
militaires  
en 1929

Admission  
en recette

N° du lot	DESIGNATION DES LOTS	Noms et adresses des locataires	Montant de la location	Observations
4	Les remparts du corps de Placé depuis y compris la courtine 234-237 jusqu'à la Porte de Douai, moins le bastion 238 et la partie comprise dans le 5 <sup>e</sup> lot de démantèlement.	Prin Albert, r. Princesse, 65, Lille .....	187 »	Sans changement.
16	Les terrains militaires extérieurs entre la Porte de Douai, la chaussée du Faubourg de Valenciennes, la voie ferrée et la limite extérieure du terrain de la fortification en bordure du champ de manœuvre, moins le terrain à la perche, l'emplacement de l'Ecole en plein air de la Ville de Lille et la partie comprise dans le 5 <sup>e</sup> lot de démantèlement.	Prin Albert, r. Princesse, 65, Lille .....	53 »	Diminué pour réserves Ca- serne Vanda- me, Hôpital Militaire, Champ de Manœuvre.
22	Les terrains militaires extérieurs entre la route de Gand et la Basse-Deûle, moins les jardins ouvriers, les jardins des logements de la Porte de Gand, la $\frac{1}{2}$ lune 93, la plongée de la contre-garde 150 et l'emplacement des dépôts d'ordures de la Ville de Lille.	Prin Albert, r. Princesse, 65, Lille .....	180 »	Diminué pour Jardins Ouvriers.
23	Les terrains militaires extérieurs entre la Basse-Deûle et la route d'Ypres, moins les lots 205, 174, 175, 176, jardins du corps de garde de la Porte, le dépôt d'ordures ménagères de la Ville, la $\frac{1}{2}$ lune 102, concédée à l'Aérostatique du Nord.	Prin Albert, r. Princesse, 65, Lille .....	300 »	Sans changement.
74	Poterne sous la demi-courtine de droite 94-131, près de la Basse-Deûle.	Prin Albert, r. Princesse, 65, Lille .....	10 »	Sans changement.
s/n	Terrain situé dans les fortifications, à proximité de la rue Gustave Delory.	Graticola frères	5.004 frs annuelle- ment plus contribu- tions, période du 1-1-1929 au 31-7-1929 ramené à 2.940 frs annuellement plus contributions, à compter du 1-8-1929	Diminué à compter du 1 <sup>er</sup> août 1929, pour prolongement de la rue G.- Delory à tra- vers les forti- fications déra- sées.



N° du lot	DESIGNATION DES LOTS	Noms et adresses des locataires	Montant de la location	Observations
6	Les remparts du corps de Place depuis la Porte de Valenciennes jusqu'à la Porte Louis XIV, non compris le raccordement Saint-Sauveur.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	25 »	Diminué pour Gare St-Sau- veur (réserve) central téléph. à supprimer pour 1930.
3	Les remparts du corps de Place depuis la Porte de Béthune jusqu'à la Porte des Postes, non compris le magasin à poudre 228 et le terre-plein du bastion 229.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	240 »	Sans changement.
13	Les fossés de la fortification compris entre la Porte de Béthune et le Chemin des Postes.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	200 »	Sans changement.
14	Les terrains militaires extérieurs entre le Chemin des Postes et la Route d'Arras, moins l'emplacement de la Gare Lille-Sud.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	154 »	Diminué pour réserve maga- sin à poudre.
15	Les terrains extérieurs entre la Route de Douai et la Route d'Arras, moins les magasins à poudre 237-238, le dépôt d'ordures ménagères et le 5 <sup>e</sup> lot de démantèlement.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	120 »	Diminué pour terrain de jeux, emprise nouvelle 5 <sup>me</sup> lot.
17	Les terrains militaires extérieurs entre la chaussée du Faubourg de Valenciennes et le raccordement de la Gare Saint-Sauveur, moins partie du 4 <sup>e</sup> lot de démantèlement.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	40 »	A supprimer pour 1930.
21	Les terrains militaires extérieurs entre la Route de Roubaix et la Route de Gand, y compris la lunette 75, moins le 205 <sup>e</sup> lot de la Ville, route départementale N° 27 ; les jardins ouvriers, les lots 115 et 116, ouvrages 83-84 et leurs fossés, les parapets, les ouvrages 85-87-90 de l'ouvrage à Cornes de Gand, le terrain pour le tir réduit du Régiment de Cavalerie et les parties remblayées des fossés.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	100 »	Diminué pour réserve caser- ne Souham ; magas. à pou- dre du quart. Kléber ; ligne Mongy Lille- Marquette. A supprimer pour 1930.
5	Les remparts du corps de Place, depuis la Porte de Douai jusqu'à la Porte de Valenciennes.	Pottée Louis, r. Princesse, 38, Lille ....	130 »	A diminuer en 1930 de la par- tie dérasée vers la porte de Valenciennes.
10	Les remparts du corps de Place depuis la porte Gand jusqu'à la Porte d'eau de la Basse-Deûle.	Debels Emile, rue de l'Arc, 32, Lille ....	91 »	Diminué pour réserve des ta- bacs et quart. Kléber.
11	Les remparts du corps de Place comprenant les ouvrages 151-102, le bastion 111 et la courtine 110, limités par le bâtiment des machines du canal de Roubaix et par la Porte d'Eau du Petit-Paradis, moins les jardins de la contre-garde 102 et ceux dépendant des logements de la Porte d'Ypres.	Debels Emile, rue de l'Arc, 32, Lille ....	30 »	Diminué pour jardins.



N° du lot	DESIGNATION DES LOTS	Noms et adresses des locataires	Montant de la location	Observations
25	Une bande de terrain entre le raccordement de Saint-Sauveur, la rue de Bavai et les lignes de Lille à Douai et à Béthune.	Depelsmaker, 18, rue de Cambrai, à Lille .....	50 »	Sans changement.
101	Jardin près du logement du casernier de la Porte de Dunkerque.	Delaleux, sergent, Porte de Dunkerque .....	1 »	Sans changement.
105	Jardin près du logement K de la Porte d'Ypres.	Vuillaume, employé municipal, Porte d'Ypres ....	1 »	Sans changement.
118	Jardins situés sur la bordure du terrain de la fortification au droit des contre-gardes 70-119.	Vuillaume, employé municipal, Porte d'Ypres ....	85 »	Sans changement.
s/n	Jardin situé entre le canal de la Haute-Deûle, la Moyenne-Deûle, la route d'Ypres et le bâtiment AK de la Porte d'Ypres.	Le Président de l'Œuvre des Jardins Ouvriers, 64, Boulev. de la Liberté, Lille	75 »	Sans changement.
174	Jardin situé à l'emplacement de l'ancien lit comblé de la Haute-Deûle, à l'Est du passage de la Porte d'Ypres.	Colteau, adjudant, Porte d'Ypres ....	1 »	Sans changement.
176	Jardin situé sur la branche droite de la tenaille 109.	Deschoott, adjudant, Porte d'Ypres ....	6 »	Sans changement.
20	Jardin situé à la corne Est du 18 <sup>e</sup> lot et longeant l'avenue Julien Destrée.	Barré, agent de police, Bd du Maréchal-Vaillant, 17, Lille .....	50 »	Sans changement.
170	Jardin situé au-dessus de la Porte des Postes.	Treels, Porte des Postes..	1 »	Sans changement.
171	Jardin situé au-dessus de la Porte de Valenciennes.	Serrurier, Porte de Valenciennes .....	50 »	Sans changement.
172	Jardin situé au-dessus de la Porte de Roubaix.	Renault, Porte de Roubaix..	1 »	Sans changement.
173	Jardin situé au-dessus de la Porte de Roubaix.	Demenge, porte de Roubaix..	1 »	Sans changement.
s/n	Jardin situé entre l'ancien lit de la Deûle et la Porte d'Ypres.	Dargul, bateau logement « Arche de Noé », Porte d'Ypres ....	25 »	Sans changement.
175	Jardin situé dans les fossés de la $\frac{1}{2}$ lune 108, près de la Porte d'Ypres.	Demeulenaere, 140, rue St-André, Lille.	40 »	Sans changement.



N° du lot	DESIGNATION DES LOTS	Noms et adresses des locataires	Montant de la location	changement.
221	Jardin situé sur la plongée de la face gauche de la contre-garde 102.	Oeuvre des Jardins Ouvriers, boul. de la Liberté, 64, Lille ....	4 "	Sans changement.
222	Jardin situé sur la plongée de la face gauche de la contre-garde 102.	Oeuvre des Jardins Ouvriers, boul. de la Liberté, 64, Lille ....	4 "	Sans changement.
258	La « Noble Tour » sur le terre-plein de l'ouvrage 56.	Président de la Commission des Monuments Historiques du département du Nord.	2 "	Sans changement.
77	Corps de place A. M. de la Porte de Gand.	Vienne, 2 bis, r. des Célestines, Lille.	50 "	Sans changement.
76	Corps de garde A. U. de la Porte de Tournai.	Rattel, rue du Bazinghien, Calvaire de Loos.	100 "	Sans changement.
s/n	Ancien corps de garde en partie démoli, de la Porte de Valenciennes.	Pourtain, rue de Trévise, 56, Lille....	50 "	A supprimer pour 1930.
240	Portion de la rue Militaire à la gorge du bastion 80 et derrière la courtine 80-87.	Bernard Frères, rue de Courtrai, 20' Lille .....	300 "	Sans changement.
254	Droit d'appui contre le mur de la courtine 77-80 sur 48 de longueur.	Cie Commerciale des Industries de l'Habitation, rue de Courtrai, 4, à Lille .....	1 "	Sans changement.
245	Emplacement des Tramways Mongy, pylônes ou supports de conducteurs électriques souterrains, tel que le dit l'emplacement figuré au plan général au 1/10.000 <sup>e</sup> , annexé au procès-verbal de la conférence mixte close au 1 <sup>er</sup> degré du 31 janvier 1907.	Président du Conseil d'Administration de la Sté Electrique L.-R.-T., à Marquén-Barœul.	83 90	Sans changement.
246	Emplacement dans la traversée de la fortification nécessaire pour la pénétration en ville du Nouveau Boulevard.	L'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées du département du Nord, 5, rue Gauthier-de-Châtillon.	2 "	Sans changement
239	Deux emplacements sous le mur de soutènement des remparts de la courtine 72-77, au fond de la maison rue Saint-Hubert.	Thieffry, rue Ratisbonne, 34, Lille....	1 "	Sans changement.



N° du lot	DESIGNATION DES LOTS	Noms et adresses des locataires	Montant de la location	Observations
226	Partie de la rue Militaire entre la voie de ceinture et la filature Crépy, boulevard de la Moselle.	Crépy, Adm. de la Sté An. d'Esquer- mes, boul. de la Moselle, Lille .....	1 »	Sans changement
223	Raccordement en arrière de la cour- tine 260-267.	Rousseau, rue de Cambrai, 61, Lille....	27 »	Sans changement
224	Raccordement de la ligne de ceinture aux Ateliers Dujardin.	Dujardin, rue Brûle-Mai- son, 82, à Lille .....	1 »	Sans changement.
225	Raccordement de la voie de ceinture aux Docks et Magasins Généraux.	Lebecq, Adm. des Magasins Généraux, rue Colbert, 201, Lille...	3 »	Sans changement.
227	Raccordement de la voie de ceinture aux Etablissements Lefebvre et Cie.	Lefebvre et Cie, r. Alain de Lille, 1, Lille .....	1 »	Sans changement.
228	Raccordement de la voie de ceinture à la filature Le Blan.	Le Blan et fils, 1, r. de Tré- vise, Lille..	1 »	Sans changement.
229	Raccordement de la voie de ceinture à la filature Wallaert Frères.	Wallaert Frè- res, 75, rue de Trévisse, Lille .....	1 »	Sans changement
251	Raccordement de la voie de ceinture à l'usine Legrand.	Mangez, liqui- dat., r. des Tours, 22, à Lille .....	300 »	Sans changement.
253	Raccordement de la voie de ceinture aux Magasins Liénard, boulevard de Strasbourg.	Liénard, 42, r. Brûle-Mai- son, Lille ..	1 »	Sans changement.
263	Raccordement de la voie de ceinture au 77 du boulevard de la Moselle	Directeur des Etablissm. Debray, 77, boul. de la Moselle, à Lille .....	1 »	Sans changement.
266	Canalisation de gaz sous la route dé- partementale N° 2, près de la Porte d'Ypres.	Prés. Emula- tion Aéros- tatique du Nord, Lille.	5 »	Sans changement
265	Canalisation électrique traversée Porte de Canteleu.	Direct. de la Sté Electri- cité et Gaz du Nord, 8, rue Nicolas- Leblanc, à Lille .....	3 40	Sans changement.



N° du lot	DESIGNATION DES LOTS	Noms et adresses des locataires	Montant de la location	Observations
260	Canalisation dans l'emprise de la voie qui traverse la fortification aux abords de la Gare Saint-Sauveur.	Direct. de la Sté Energie Electrique du Nord de la France, 25, boul. Vau ban, Lille.	3 30	Sans changement.
267	Canalisation traversée de la Porte de Valenciennes.	Directeur Cie Tramways de Lille et sa banl., r. Auber, 2, à Lille .....	16 75	Sans changement.
261	Canalisation traversée de la Porte Louis XIV et 2, avenue Julien Des-trée.	Directeur Cie Tramways de Lille et sa banl., r. Auber, 2, à Lille .....	6 80	Sans changement.
238	Canalisation électrique dans les traversées des Portes de Gand, Valenciennes, Douai, Arras.	Direct. de la Sté Electricité et Gaz du Nord, 8, rue Nicolas-Leblanc, à Lille .....	96 75	Sans changement.
230	Emplacement d'un aqueduc sous le sol de la rue Militaire, en arrière de la courtine 208-210.	Taffin Charles 24, rue Ch.-de-Muys-saert, Lille.	5 »	Sans changement.
231	Emplacement d'un aqueduc sous le sol de la rue Militaire, en arrière de la demi-courtine gauche 80-91.	Reuvreaux, Sœur Sup. de l'Et. Enfant Jésus, 12, rue de Thionville, Lille .....	5 »	Sans changement.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 258

MESSIEURS,

Honoraires  
de M<sup>e</sup> Escoffier  
Règlement

M<sup>e</sup> Léon Escoffier, avocat à la Cour d'Appel de Douai, demeurant à Douai, 11, rue du Clocher-Saint-Pierre, vient de nous adresser une note s'élevant à 1.013 fr. 90, représentant le montant des frais et honoraires qui lui sont dus pour avoir représenté la Ville :



1° Devant la Cour d'Appel de Douai, le 12 juillet 1929, dans l'instance engagée contre elle par M. Albert Leleu, demeurant à Ascq.

M. Leleu avait fait appel d'un jugement prononcé par le Tribunal correctionnel de Lille, le 4 décembre 1928, le condamnant notamment à payer le quintuple du montant de la taxe municipale sur les automobiles dont le versement avait été éludé par lui depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927.

La Cour a confirmé le jugement précité du 4 décembre 1928 : 513 fr. 90.

2° Devant le Tribunal Civil de Douai, le 15 octobre 1929, dans l'instance engagée par la Ville contre la Société l'Omnium Français de Publicité Courbet, affaire renvoyée après cassation devant le tribunal précité qui a rendu son jugement le 5 novembre 1929 : 500 francs.

Nous vous prions de nous autoriser à régler ce mémoire dont le montant sera prélevé sur le crédit : « Frais d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous soumettons à votre approbation le cahier des charges dressé d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, en vue de l'adjudication des livres classiques, livres de bibliothèque, fournitures classiques et livres de prix nécessaires aux enfants de nos écoles pendant l'année 1930.

*Adopté.*

N° 259

Ecoles municipales

Adjudication  
des livres  
classiques,  
livres  
de bibliothèque,  
fournitures  
classiques et livres  
de prix

Cahier des charges

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous vous prions d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission de vouloir bien accorder au jeune Marcel Sézille de Mazancourt, dont les parents habitent 300, rue Nationale, une bourse de 775 francs représentant les frais de demi-pension à l'Institut des sourds-muets et aveugles de Ronchin.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au budget ordinaire de 1929 sous le n° 123 : « Aveugles et sourds-muets. Fonds de solidarité ».

*Adopté.*

N° 260

Institut  
des sourds-muets  
et aveugles  
de Ronchin

Bourse  
Marcel Sézille  
de Mazancourt



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 261

*Fourneaux  
économiques**Fournitures  
diverses**Marchés*

MESSIEURS,

Conformément à l'avis émis par l'Administration municipale, nous avons confié aux fournisseurs des cantines scolaires le soin de nous livrer, aux prix faits après appel d'offres à la Caisse des Ecoles, les denrées nécessaires au fonctionnement des fourneaux économiques pendant la saison 1929-1930.

A cet effet, nous soumettons à votre approbation les marchés suivants :

MM. Paul Liébart, pour la fourniture de viande ; Charles Bulteel, pour la fourniture de légumes frais ; Vandervliet Frères, pour la fourniture de légumes secs.

D'autre part, nous vous proposons d'approuver le marché passé avec M. Victor Cauderlier, serrurier à Lille, en vue : 1° des réparations : a) de serrurerie ; b) de poèlerie ; 2° des fournitures d'ustensiles divers concernant ledit service.

Les dépenses seront prélevées sur les crédits des fourneaux économiques inscrits aux budgets de 1929 et 1930.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 262

*Hospices de Lille**Budget  
supplémentaire  
pour 1929*

MESSIEURS,

Nous soumettons à votre approbation, d'accord avec vos 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Commissions, le budget supplémentaire des Hospices de Lille pour l'exercice 1929.

Il se présente comme suit :

Recettes .....	Frs	6.895.647 17
Dépenses .....	Frs	6.869.009 52
Excédent de recettes .....	Frs	26.637 65

Ce budget n'appelle aucune observation particulière. Un crédit de 2.600.000 francs y est inscrit en vue du remboursement à la Ville du solde de l'avance pour la remise en état des propriétés des Hospices productives de revenus.

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Commission Administrative des Hospices a, lors de sa réunion du 7 septembre 1929, sollicité l'autorisation d'aliéner par voie d'adjudication publique, sur la mise à prix de 125 francs le mètre carré, en totalité ou par lots, un terrain d'une superficie de 1.000 mètres carrés environ sis à Lille, rue d'Haubourdin et repris au cadastre Section G n<sup>os</sup> 290 partie et 293 à 298.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet par ladite Commission.

*Adopté.*

N<sup>o</sup> 263

*Hospices*

*Vente de terrain  
rue d'Haubourdin*

*Avis*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Dans votre séance du 28 septembre dernier vous avez renvoyé pour complément d'informations deux délibérations par lesquelles :

1<sup>o</sup> La Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance a, lors de sa réunion du 2 mars 1929, décidé d'accepter le legs de 8.000 francs fait à charge d'entretien de tombe, au profit de cet Etablissement charitable, par M<sup>me</sup> veuve Brunin née Alice Peirsegaie.

2<sup>o</sup> Le Conseil d'Administration de la Ligue du Nord contre la Tuberculose a déclaré accepter, dans sa séance du 13 mai 1929, les dix obligations du Crédit National 1920 à lots, intérêts 5 %, léguées par M<sup>me</sup> veuve Brunin-Peirsegaie.

Nous avons procédé à l'examen de la pétition de M. Georges Six, petit-neveu de M<sup>me</sup> veuve Brunin. Celui-ci ne s'oppose pas à l'exécution des libéralités sus-indiquées mais il fait connaître qu'il est marié, père de deux enfants et que sa situation modeste d'employé à la Compagnie du Nord aux appointements de 1.000 francs par mois mérite d'être prise en considération.

Nous vous proposons, en conséquence, d'émettre un avis favorable à l'exécution des délibérations de la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance et du Conseil d'Administration de la Ligue du Nord contre la Tuberculose sous réserve que ces deux établissements bénéficiaires tiennent compte de la pétition de M. Six.

*Adopté.*

N<sup>o</sup> 264

*Legs*

*Brunin-Peirsegaie  
1<sup>o</sup> au Bureau de  
Bienfaisance  
2<sup>o</sup> à la Ligue  
du Nord contre la  
Tuberculose*

*Avis*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 265

MESSIEURS,

*Distribution  
d'énergie électrique**Frais de contrôle**Modification  
du tarif*

Par délibération en date du 17 septembre 1920, le Conseil municipal fixait, en vertu du décret du 28 février 1920, à dix francs par kilomètre de ligne, les frais de contrôle pour distributions d'énergie électrique à la charge des concessionnaires ou des permissionnaires.

Le décret du 26 octobre 1927 portant de dix à vingt francs par kilomètre et par an le maximum des frais de contrôle relatifs aux distributions d'énergie électrique soumises au contrôle des Municipalités, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission des Services Concédés et votre 3<sup>e</sup> Commission, de modifier notre tarif et de le fixer à vingt francs par kilomètre de ligne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1927.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 266

MESSIEURS,

*Dommages  
de guerre**Intérêts  
sur titre de créance**Admission  
en recettes*

M. le Receveur municipal nous a fait connaître qu'il a reçu du Crédit National les sommes ci-après en règlement des intérêts échus sur le titre de créance série I.R. N° 1.295.630 (acquisition, des consorts Boutry, de dommages sis rues du Vieux-Marché-aux-Moutons et du Bourdeau) pour la période du 30 décembre 1925 au 18 novembre 1926 :

Obligations nominatives de la Défense Nationale : Valeur nominale 9.100 ; valeur nette 9.175,82 ; espèces 39,41. Montant du paiement : 9.215,23.

Nous vous prions de vouloir bien admettre ces sommes en recettes.

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le crédit de 190.000 francs inscrit au budget ordinaire de 1929 au titre de l' « Economat et fournitures diverses », sera insuffisant d'une somme d'environ 15.000 francs. Ce dépassement est surtout motivé par l'achat d'ustensiles et d'ingrédients de propreté pour l'entretien de la Mairie et de nouveaux bâtiments communaux.

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de voter l'ouverture d'un crédit d'égale importance à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice courant.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 15.000 francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

N° 267

Economat

Crédit  
supplémentaire

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

A la date du 12 novembre 1920, nous avons reçu de M. le Préfet du Nord la lettre suivante :

« Par un décret en date du 9 octobre 1929, publié au « Journal Officiel » du 25 du même mois, l'échelle des traitements des Commissaires de la Police municipale a été fixée ainsi qu'il suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1929 :

Stagiaires et de 4 <sup>e</sup> classe .....	13.000
3 <sup>e</sup> classe .....	15.500
2 <sup>e</sup> classe .....	19.000
1 <sup>re</sup> classe .....	22.500
Classe exceptionnelle .....	26.000
Hors classe, 3 <sup>e</sup> échelon .....	29.500
Hors classe, 2 <sup>e</sup> échelon .....	33.000
Hors classe, 1 <sup>er</sup> échelon .....	37.000

« Je vous serais obligé de vouloir bien faire inscrire au budget les sommes nécessaires pour assurer la participation municipale au relèvement de traitement dont il s'agit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1929, en faveur des fonctionnaires de la Sûreté générale, affectés à votre Ville ».

En vue de l'application de cette mesure, nous vous demandons, d'accord

N° 268

Police

Crédit  
supplémentaire



avec votre 3<sup>e</sup> Commission, le vote d'un crédit supplémentaire de 65.000 fr. à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice courant.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 65.000 francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 269

Distribution d'eau

Usines élévatoires  
d'Emmerin  
et de WattigniesFourniture  
de courant  
électrique

MESSIEURS,

Le traité d'abonnement passé en 1926 avec la Compagnie Continentale du Gaz pour la fourniture de courant électrique à l'usine d'Emmerin et au forage de Wattignies expire le 31 décembre 1929.

Nous soumettons à votre approbation, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, un nouveau contrat d'une durée de dix années à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1930, avec faculté pour l'Administration municipale seulement de le résilier à la fin de chaque année.

Les tarifs prévus sont ceux applicables aux services publics. Nous avons obtenu de la Compagnie les avantages suivants :

- a) le courant consommé entre 12 et 13 h. 30 et entre 18 et 6 h. sera facturé avec une réduction de 30 % ;
- b) les deux postes d'Emmerin et Wattignies seront bloqués en ce qui concerne la détermination de l'échelon de tarif applicable ;
- c) les nouvelles installations de pompage, qui seront mises en service au cours du contrat et que la Compagnie desservirait, seraient bloquées avec les précédentes, ou la puissance souscrite pourrait être reportée sur elles.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 270

Forages  
au nord de la Ville

Décompte définitif

Les forages exécutés au nord de la Ville, dans la fortification et entre la Moyenne et la Basse Deûle par MM. Ch. Chartin et fils, en vertu de l'adjudication du 17 avril 1928, approuvée le 31 mai et d'une soumission approuvée le 16 février 1929 sont achevés et ont fait l'objet d'une réception provisoire.

Les travaux se montent d'après le décompte définitif à 855.047 fr. 05. Les



prévisions de dépenses étaient de 980.000 francs. Il ressort ainsi une différence en moins de 124.953 fr. 55 sur les prévisions.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission nous vous demandons de vouloir bien donner votre approbation au décompte définitif précité.

*Adopté.*

*Observations*  
—

M. INGELRANS. — Un renseignement. Pourrais-je savoir quel est le débit des forages ?

M. LE MAIRE. — Au nord de notre ville, nous avons un certain nombre de forages qui fonctionnent ; d'autres doivent prochainement être équipés. Le débit de ceux qui fonctionnent est tel que nous pouvons affirmer que nous parerons, l'an prochain, à la première crise de sécheresse.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous soumettons à votre approbation le cahier des charges dressé en vue de la mise en adjudication de la fourniture des cercueils nécessaires à l'Administration des Hospices et au Service de la Morgue pendant l'année 1930.

Les dépenses seront prélevées sur les crédits ordinaires du Budget.

*Adopté.*

N° 271  
Inhumation  
des indigents  
—  
Fourniture  
de cercueils  
—  
Cahier des charges  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Fernand Gonzalez demeurant à Tourcoing, boulevard de l'Egalité, 134, s'est rendu concessionnaire au cimetière du Sud, les 9 septembre 1925 et 21 mai 1927 pour trente années de deux terrains en attente de 3 mètres carrés chacun, inscrits sur nos registres sous les N°s 35.340 et 37.461.

Le 21 mai 1927, sa mère, née Pauline Lécolier, fut inhumée dans la concession portant le N° 37.461.

N° 272  
Cimetière du Sud  
—  
Rétrocession  
de la concession  
N° 35.340  
—  
Gonzalez  
—



Son père, Alphonse Gonzalez, décédé le 27 janvier 1929, fut superposé dans cette dernière concession, si bien que le terrain N° 35.340 devint inutile.

M. Fernand Gonzalez demande de rétrocéder ce terrain à la Ville.

Le prix payé s'est élevé à 450 francs dont 300 francs versés à la Ville et 150 francs au Bureau de Bienfaisance.

Conformément aux précédentes délibérations relatives au remboursement des concessions non utilisées, nous vous proposons de rembourser à M. Fernand Gonzalez les 2/3 de la part revenant à la Ville soit 200 francs lui laissant le soin de demander au Bureau de Bienfaisance le remboursement de la somme versée à cet établissement.

Il est entendu que les frais d'enregistrement et de timbre de la concession restent à la charge de l'intéressé.

La somme de 200 francs sera prélevée sur le crédit des Cimelières.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 273  
Services  
Municipaux  
Travaux  
de charonnage  
et de maréchalerie  
Cahier des charges

Nous soumettons à votre agrément le cahier des charges que nous avons établi en accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, en vue de la mise en adjudication des travaux de charonnage et de maréchalerie à exécuter pour les services municipaux pendant les années 1930 et 1931.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 274  
Services  
Municipaux  
Reliures  
et fournitures  
de cartonnages  
Cahier des charges

Nous soumettons, à votre approbation, le cahier des charges dressé en vue de la mise en adjudication des reliures et fournitures de cartonnages nécessaires aux Services Municipaux pendant l'année 1930.

En raison de l'augmentation des salaires des ouvriers de l'industrie du livre, les prix du barème ont été augmentés de 10 % en ce qui concerne la reliure.

La dépense sera prélevée sur les crédits ordinaires du budget.

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La machine à calculer marque « Dactyle » employée si utilement dans nos services financiers depuis plusieurs années est actuellement trop usagée.

En vue de pourvoir à son remplacement nous avons demandé les conditions de plusieurs commerçants de notre ville et avons procédé à l'essai des différents modèles de machine à calculer : « Record », « Burroughs » « Métal » qu'ils nous ont soumis.

A la suite de ces essais et après avoir examiné les propositions faites, nous avons fixé notre choix sur la machine marque « Métal » 8×8×16 à mains qui semble par son perfectionnement répondre le mieux à nos besoins.

Elle paraît, d'autre part, d'un prix raisonnable, M. Flipo, demeurant à Lille, 34 ter, rue des Bouchers, s'est engagé à nous livrer ladite machine moyennant un prix de 8.500 francs et à reprendre celle actuellement en usage au prix de 1.000 francs de sorte que la soulte à régler par la Ville ne s'élèverait qu'à 7.500 francs.

Il a stipulé : a) que cette machine est garantie pour la durée d'une année, à dater du jour de l'établissement de la facture, contre tous vices de construction et défauts de matière ; b) que le remplacement des pièces, les réglages et toutes les réparations en général seront faits gratuitement.

Ces conditions étant avantageuses, nous vous proposons d'approuver le marché passé avec M. Flipo et de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur le crédit : « Finances et Contrôles ».

*Adopté.*

N° 275

Services  
Municipaux

Achat  
d'une machine  
à calculer

Marché

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Commission départementale du coût de la vie, réunie à la Préfecture le 12 octobre 1929, a fixé à 7,25 et à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1929, le coefficient du coût de la vie par rapport à 1914.

En exécution des dispositions de votre délibération du 29 janvier 1922, l'application du nouveau coefficient doit avoir pour effet de porter à 4.050 fr., à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1930, le supplément temporaire non soumis à retenue pour le service de la Caisse des Retraites, à servir à tous les fonctionnaires

N° 276

Traitement  
non soumis  
à retenue

Augmentation



municipaux dont le traitement est égal ou supérieur à 9.000 francs, ainsi qu'aux sapeurs-pompiers pupilles.

Traitement de base en 1914 : 1.800 fr.

1.800 × 7,25.....	13.050
A déduire : traitement de base actuel .....	9.000
Supplément temporaire .....	4.050

Les fonctionnaires municipaux dont le traitement de base est inférieur à 9.000 francs continueront à recevoir un supplément temporaire de traitement calculé conformément aux dispositions de la délibération du 10 août 1926 et proportionnel à leur traitement fixe, soit 45 % de ce traitement.

Conformément à vos délibérations des 10 août 1926 et 24 février 1927 le supplément temporaire de traitement est fixé à 2.182 francs par an, pour l'agent spécial et la surveillante générale du Lycée de jeunes filles.

Votre 3<sup>e</sup> Commission a émis un avis favorable à l'adoption de ces propositions.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 277

MESSIEURS,

*Receveur Municipal*

*Revision  
de traitement*

M. le Préfet vient de nous communiquer le décompte destiné à servir de base à la nouvelle fixation du traitement du Receveur Municipal, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1929.

Ce décompte est établi en conformité des dispositions du décret du 29 juin dernier. Il est visé et reconnu exact par M. le Trésorier-payeur général.

Nous vous prions, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de donner un avis favorable à son approbation.

Le traitement du Receveur Municipal sera fixé par décret rendu sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et des Finances

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 278

MESSIEURS,

*Liquidation  
de pension*

*Services  
Municipaux*

*Vve Gustave Goudin*

M. Gustave-Fortuné Goudin, ex-rédacteur principal de 1<sup>re</sup> classe à la Mairie, est décédé le 20 octobre 1929 en possession d'une pension de francs 4.622,24 sur la Caisse des Retraites des Services Municipaux dont il jouissait depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1927.



Sa veuve, la dame Maria-Malvina Dubois, sollicite le règlement de sa pension de retraite conformément à l'article 8 des statuts de ladite Caisse.

Vu les extraits des registres de l'état civil constatant :

1° Que la dame Dubois est née à Marquette (Nord), le 18 septembre 1874 ;

2° Que M. Goudin et la dame Dubois ont contracté mariage le 18 juillet 1894 ;

3° Que M. Goudin est décédé le 20 octobre 1929 ;

Vu le certificat constatant que le mariage n'a pas été dissous par le divorce ni par la séparation ;

Les statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux desquels il résulte que M<sup>me</sup> Veuve Goudin a droit à la moitié de la pension de son mari soit : Fr. 4.622,24

$$\frac{4.622,24}{2} = 2.311,12.$$

Nous vous prions, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de régler la pension de M<sup>me</sup> Veuve Goudin, à 2.311,12 à partir du 21 octobre 1929, lendemain du décès de son mari.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Eugène-Louis Simonnet, ex-chef de bureau à la Mairie, est décédé le 29 octobre 1929, en possession d'une pension de Fr. 5.849,36 sur la Caisse des Retraites des Services Municipaux, dont il jouissait depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1923.

Sa Veuve, la dame Marie Muron, sollicite le règlement de sa pension de retraite conformément à l'article 8 des statuts de ladite Caisse.

Vu les extraits des registres de l'état civil constatant :

1° Que la dame Muron est née à Douai (Nord), le 9 mars 1875 ;

2° Que M. Simonnet et la dame Muron ont contracté mariage le 24 avril 1897 ;

3° Que M. Simonnet est décédé le 29 octobre 1929.

Vu le certificat constatant qu'aucune séparation ni aucun divorce n'a été prononcé entre les époux Simonnet ;

Les statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux desquels

N° 279

Liquidation  
de pension

Services  
Municipaux

Vve Eug. Simonnet



il résulte que M<sup>me</sup> Veuve Simonnet a droit à la moitié de la pension de son mari, soit : 5.849,36

$$\frac{\quad}{2} = \text{Fr. } 2.924,68.$$

Nous vous prions, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de régler la pension de M<sup>me</sup> Veuve Simonnet, à Fr. 2.924,68, à partir du 30 octobre 1929, lendemain du décès de son mari.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 280

MESSIEURS,

Liquidation  
de pension

Police

Louis Huin

M. Louis-Alexandre Huin, inspecteur principal de la Sûreté, né à Rumes (Nord), le 20 novembre 1874, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1929.

Entré dans la police le 5 mai 1898, M. Huin comptera au 30 novembre 1929, 31 ans 6 mois et 26 jours de service avec un traitement moyen de Fr. 13.813,88 pendant les trois dernières années.

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, M. Huin a droit :

Pour 25 ans de service actif, à la moitié du traitement moyen, soit :

$$\frac{13.813,88}{2} = \dots\dots\dots \text{Fr. } 6.906 \text{ } 94$$

Pour 6 ans : 6/40 de 13.813,88..... 2.072 08

Pour 6 mois : 6/12 de 1/40 de 13.813,88..... 172 67

Pour 26 jours : 26/30 de 1/12 de 1/40 de 13.813,88..... 24 95

Total ..... 9.176 64

En conséquence, nous vous proposons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, d'allouer à M. Huin, sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1929, une pension annuelle de Fr. 9.176,64.

De plus, nous vous demandons de lui accorder une gratification de départ égale à 6 mois de son traitement actuel, soit 8.000 francs, à prélever sur l'article 9 des dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1929.

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Gaston Peltier, préposé spécial de 1<sup>re</sup> classe à l'Octroi, né à Soissons (Aisne), le 29 novembre 1874, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Entré dans l'Octroi le 1<sup>er</sup> janvier 1905, M. Peltier comptera au 31 décembre 1929 : 25 ans de service avec un traitement moyen de 11.355 fr. 54 pendant les trois dernières années.

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des Services municipaux, M. Peltier a droit :

Pour 25 ans de service actif, à la moitié du traitement moyen, soit :  
11.355 fr. 54

2

= 5.677 fr. 76.

En conséquence, nous vous proposons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, d'allouer à M. Peltier, sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930, une pension annuelle de 5.677 fr. 76.

De plus, nous vous demandons de lui accorder une gratification de départ égale à 6 mois de son traitement actuel soit 6.500 francs à prélever sur l'article 8 des dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1930.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Alexandre-Paul Philippo, gardien de la paix de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, né à Lille, le 7 décembre 1874, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Entré dans la police le 16 février 1904, M. Philippo comptera au 31 décembre 1929, 25 ans, 10 mois et 15 jours de service avec un traitement moyen de 11.033 fr. 33 pendant les trois dernières années.

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, M. Philippo a droit :

Pour 25 ans de service actif, à la moitié du traitement moyen soit :  
11.033 fr. 33

2

= 5.516 66

N° 281

Liquidation  
de pension

Octroi

Gaston Peltier

N° 282

Liquidation  
de pension

Police

Alexandre Philippo



Pour 10 mois : 10/12 de 1/40 de 11.033 fr. 33.....	229 84
Pour 15 jours : 15/30 de 1/12 de 1/40 de 11.033 fr. 33.....	11 50
Total.....	<u>5.758 »</u>

En conséquence, nous vous proposons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, d'allouer à M. Philippo, sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930, une pension annuelle de 5.758 francs.

De plus, nous vous demandons de lui accorder une gratification de départ égale à six mois de son traitement actuel, soit 6.100 francs à prélever sur l'article 8 des dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1930.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 283

*Demandes  
de secours*

*Veuve Parmentier  
Veuve Leveugle*

MESSIEURS,

M. Leveugle, jardinier au service de la Ville, est décédé le 28 juillet 1929, après 9 ans et 9 mois de service.

M. Parmentier, ouvrier à l'Abattoir, est décédé le 23 août 1929 après 8 ans et 3 mois de service. Leurs veuves, aux termes du règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, n'ont droit à aucune pension.

Conformément au barème adopté le 20 janvier 1921 par le Conseil municipal, et en accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, nous vous prions d'allouer :

1<sup>o</sup> à M<sup>me</sup> Veuve Leveugle, un secours de 243 fr. 75 ;

2<sup>o</sup> à M<sup>me</sup> Veuve Parmentier, un secours de 288 fr. 75.

Ces secours seront prélevés sur l'article 9 du budget ordinaire de l'exercice 1929 : « Indemnités et secours aux employés titulaires de la Caisse de Retraites (ou leurs ayants droit) ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 284

*Demande  
de secours*

*Veuve Cappelle*

MESSIEURS,

Le Commandant du Bataillon des Sapeurs-Pompiers nous a transmis, avec avis favorable, une demande de secours formulée par M<sup>me</sup> Cappelle, veuve du caporal volontaire Alexandre Cappelle, retraité avec 25 ans de service.



M<sup>me</sup> veuve Cappelle se trouvant dans une situation nécessiteuse, nous vous proposons, d'accord avec votre 1<sup>re</sup> Commission, et le Conseil d'Administration du Bataillon, de lui accorder un secours de 247 fr. à prélever sur la caisse de secours du Corps, conformément à l'article 10 du règlement.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Votre Commission spéciale de l'habillement s'est réunie pour examiner les soumissions déposées en vue de la fourniture des effets d'habillement nécessaires au Bataillon des Sapeurs-Pompiers pendant l'année 1930.

Elle a retenu les propositions faites par :

a) M. P.-L. Rolland, confectionneur à Paris, 2, rue de la Roquette, pour les effets d'habillement. (Montant approximatif : 24.000 francs).

b) M. Henri Boutry fils, fabricant de chaussures, avenue Charles Saint-Venant, 22 à Lille, pour les bottes et brodequins. (Dépense approximative : 9.000 francs).

Nous vous prions de ratifier les décisions prises par votre Commission et d'approuver les marchés passés à cet effet.

Les dépenses seront prélevées sur les crédits ordinaires du Budget.

*Adopté.*

N° 285  
—  
Bataillon  
des  
Sapeurs-Pompiers  
—  
Fourniture d'effets  
d'habillement  
—  
Marchés  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'article 10 de la Caisse de Secours du Bataillon des Sapeurs-Pompiers prévoit qu'un secours d'indigence peut être accordé à la veuve d'un sapeur volontaire décédé ayant accompli au moins dix ans de services. Toutefois, ce secours n'est alloué que pour une année et si la situation de la caisse le permet.

Par lettre du 18 avril 1929, M. le Commandant des Sapeurs-Pompiers propose un nouveau barème établi comme suit :

A moins de 10 ans de services : pas de secours.

A 10 ans de services : 150 francs.

N° 286  
—  
Sapeurs-Pompiers  
—  
Augmentation  
des secours alloués  
aux veuves  
des volontaires  
—



et pour chaque année en sus  $1/50^e$  de la pension de 900 francs accordée au sapeur ayant accompli 25 années de services, soit : 18 francs.

Cette allocation oscillerait donc entre 150 fr. et 510 fr. taux maximum qui serait accordé à 30 ans de services.

Pour donner suite à cette proposition, nous avons examiné le mouvement de la caisse de secours pendant les années 1926, 1927 et 1928. De cet examen, il ressort que les dépenses sont toujours couvertes par des recettes suffisantes. Les soldes créditeurs à la fin de chaque exercice sont sensiblement les mêmes. Exemple : le solde disponible à la fin de l'exercice 1925 se chiffrait par 9.488 fr. 91. Il s'élevait à 9.576 fr. 29 à la clôture de l'exercice 1928.

En raison de la faculté laissée au Conseil d'administration des Sapeurs-Pompiers de n'accorder ce secours que si la situation de la caisse le permet, nous estimons, d'accord avec vos 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, qu'un avis favorable peut être donné au nouveau barème présenté.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 287

Contribution  
mobilière

Minimum de loyer  
pour 1930

En vertu du principe de l'annualité de l'impôt, les délibérations du Conseil municipal relatives à la déduction du minimum de loyer dans la répartition de la contribution mobilière, doivent être, chaque année, renouvelées et soumises à l'approbation préfectorale.

Pour la détermination des loyers matriciels destinés à servir de base à la contribution mobilière, il était, les années précédentes, par application de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1903, et sous les réserves prévues audit article, déduit du loyer réel d'habitation de chaque contribuable une somme de 280 francs, à titre de minimum de loyer.

Bien qu'il ait été procédé à une nouvelle évaluation des propriétés foncières, l'Administration des Contributions directes est d'avis de maintenir ce chiffre pour 1930 et d'assigner : a) aux habitations d'origine ancienne, les loyers matriciels d'avant-guerre ; b) aux constructions nouvelles les loyers matriciels qui leur eussent été attribués si elles avaient existé en 1914.

Cette manière d'opérer n'a donné lieu, jusqu'ici, à aucune contestation. Il serait difficile, d'autre part, d'envisager un nouveau minimum tant que dureront les effets des lois limitatives du loyer.

En conséquence, nous vous prions, en accord avec vos 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, de prendre la délibération suivante :



Le Conseil,

Vu les lois des 21 avril 1832, article 18, 13 juillet 1903, article 4, 20 juillet 1904, article 4, 12 juillet 1912, article 18 :

Décide :

1° pour la détermination des loyers matriciels destinés à servir de base à la contribution mobilière en 1930, il sera, par application de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1903 et sous les réserves prévues audit article, déduit du loyer réel d'habitation (valeur 1914) de chaque contribuable une somme de 280 francs à titre de minimum de loyer ;

2° sont déclarés exempts de toute contribution, pour l'année 1930, par application de l'article 18 de la loi du 21 avril 1832, les habitants dont le loyer réel d'habitation ne dépasse pas 360 francs

Toutefois, cette exemption n'est pas applicable :

- a) à tout habitant qui n'a à Lille qu'un simple pied à terre ;
- b) aux habitants qui sont compris au rôle de la contribution foncière propriétés bâties ou non bâties ;
- c) aux habitants qui sont inscrits au rôle des patentes ;
- d) aux rentiers et, d'une manière générale, à ceux qui, par leur position sociale ou leur situation de famille, ne peuvent être considérés comme dignes de ménagement.

Ce projet de délibération adopté, nous vous demandons de renouveler les vœux émis l'an dernier aux termes duquel :

a) dès que les circonstances le permettront, il sera procédé à la révision de la valeur locative des propriétés bâties.

b) le minimum de loyer, après cette révision, sera, en tenant compte de l'augmentation considérable du coût de la location, majoré en proportion des charges de famille.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En exécution de la délibération prise par le Conseil municipal le 21 décembre 1928, il fut déduit, cette année, pour la détermination du droit proportionnel de patente sur les locaux d'habitation de nos commerçants une somme de 280 francs égale à la déduction opérée en vue de l'établissement de la contribution mobilière.

N° 288

Contribution  
des patentes

Minimum de loyer  
pour 1930.



Le Parlement est saisi actuellement d'une proposition tendant à modifier les bases d'imposition de la patente. Mais nous croyons savoir que la loi en instance ne pourra s'appliquer l'an prochain.

Afin de conserver aux commerçants de notre ville le bénéfice des décisions arrêtées, il y a un an, en leur faveur, décisions qui ont eu pour effet de dégrever plus de 16.000 contribuables, nous vous proposons, d'accord avec vos 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, de prendre la délibération suivante :

Le Conseil,

Vu les lois des 13 juillet 1903, article 4, et 15 mars 1928, article 20,

Décide :

Pour la détermination du droit proportionnel de patente sur les locaux d'habitation des commerçants, il sera déduit, pour 1930, une somme de 280 fr., à titre de minimum de loyer.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 289

MESSIEURS,

*Caisse Autonome  
Mutuelle des Agents  
des Chemins de Fer  
et des Tramways*

*Application  
de la loi  
du 31 mars 1928*

*Subvention  
communale*

L'article 7 de la loi du 31 mars 1928 a mis à la charge des autorités concédantes des voies ferrées d'intérêt local et des tramways, une subvention de 1 % du salaire du personnel des réseaux dont il s'agit, destinée à permettre à la caisse autonome mutuelle de faire face aux charges supplémentaires résultant pour elle, de l'admission de la période de mobilisation comme services comptant pour la retraite.

En exécution de cette disposition, M. le Directeur de la Caisse Autonome Mutuelle des Retraites des Agents des Chemins de Fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, fait connaître que le montant de la subvention due par la Ville de Lille pour l'année 1928 s'élève à ..... 74.553 36  
et pour l'année 1929 approximativement à ..... 76.030 23

soit au total ..... 150.583 59

à verser, dans le plus bref délai, dans la Caisse de M. le Trésorier-Payeur général du Nord.

D'accord avec vos Commissions : a) des Services concédés ; b) des Finances, nous vous demandons de voter l'ouverture d'un crédit de 150.583 fr. 59, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice courant.



D'autre part, ces Commissions ont exprimé les vœux suivants :

Vœux  
—

*Commission des Services Concédés*

« Que la Ville de Lille puisse récupérer par la suite, les subventions pour  
« les années futures, soit au moment de l'établissement d'un nouvel avenant  
« avec la Compagnie des Tramways ou en toute autre circonstance pouvant  
« amener certaines modifications dans le cahier des charges actuellement en  
« vigueur ».

*Commission des Finances*

« Qu'il faudrait, sur les bases de l'équité, entamer des négociations avec  
« les communes traversées par les lignes, pour obtenir que la charge nou-  
« velle assumée par la Ville de Lille soit supportée proportionnellement à leur  
« part par ces communes, lesquelles bénéficient de la répartition de la somme  
« de 150.000 francs prévue par l'article 4 § 2 de la convention du 20 août 1926.  
« La Préfecture devrait être saisie de la question ».

Nous vous prions de faire vôtres les vœux exprimés par la Commission  
des Services Concédés et par la Commission des Finances, en vue d'y donner,  
en temps opportun, la suite qu'ils comportent.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de  
150.583 fr. 59 à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Dans votre séance du 28 septembre dernier, vous avez décidé d'accepter  
l'arrêté rendu, le 12 février 1929, par le Conseil de Préfecture dans le litige  
existant entre la Ville et la Compagnie des Tramways relativement à l'inter-  
prétation d'un avenant conclu entre la Ville et ladite Compagnie, le 13 mars  
1920.

Cet arrêté stipule notamment que les dépens, y compris les frais de  
l'expertise ordonnée préalablement par le Conseil de Préfecture, seront sup-  
portés par la Ville.

M. Messier, expert nommé par le Conseil de Préfecture, MM. Vautrin  
et Aimé, experts désignés par les parties, nous présentent aujourd'hui le  
mémoire des honoraires qui leur sont dus pour avoir procédé à ladite exper-  
tise, mémoire s'élevant au total à 18.365 fr. 30 et se décomposant comme suit :

M. Messier : 6.219 fr. 10.

M. Vautrin : 6.027 fr. 70.

M. Aimé : 6.118 fr. 50.

N° 290

*Instance contre  
la Compagnie  
des Tramways*

—  
*Règlement  
des honoraires  
d'experts*  
—



Nous vous proposons : a) de nous autoriser à régler ce mémoire ; b) de voter, à cet effet, l'ouverture d'un crédit de 18.365 fr. 30 à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice courant.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 18.365 fr. 30 à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 291

Echange  
d'immeubles  
avenue Ch.-Saint-  
Venant, 61  
et rue des  
Sahuteaux, 4  
contre terrain  
rue Ed.-Delesalle

MESSIEURS,

En vue de la réalisation du programme de reconstruction des quartiers démolis, nous avons pu obtenir de M<sup>me</sup> veuve Leduc-Delvigne, demeurant à Lille, place de Tourcoing, 1, une promesse d'échange :

1° De l'immeuble sis à Lille, avenue Charles Saint-Venant, 61, repris au cadastre, section B, n° 1425 pour une superficie de 77 m<sup>2</sup>. Cet immeuble est actuellement occupé en location verbale, savoir :

2 pièces au rez-de-chaussée par M. Chantry, moyennant un loyer mensuel de 45 francs.

2 pièces au rez-de-chaussée et 2 pièces au 1<sup>er</sup> étage par M. Lefebvre, au loyer mensuel de 65 francs.

1 pièce au 1<sup>er</sup> étage par M<sup>me</sup> Rogier, au loyer mensuel de 50 francs.

2 pièces au 2<sup>e</sup> étage par M. Gilquin, au loyer mensuel de 40 francs.

2 pièces au 2<sup>e</sup> étage par M. Gannier, au loyer mensuel de 37 fr. 50.

4 pièces au 3<sup>e</sup> étage par M. Wisniesvoki, au loyer mensuel de 70 francs.

2° De l'immeuble sis à Lille, rue des Sahuteaux, 4, repris au cadastre section B, N° 2755 pour une superficie de 55 m<sup>2</sup>, actuellement loué à M. Dargon, par bail arrivant à expiration le 31 décembre prochain, moyennant un loyer annuel de 2.000 francs, plus charges.

La Ville céderait, en contre-échange, un terrain lui appartenant sis à Lille, rue Edouard Delesalle, repris au cadastre section I, N°s 2352 et 2328 pour une superficie approximative de 224 m<sup>2</sup> 52 dm<sup>2</sup> et délimité comme suit :

A l'Est, par l'alignement de la rue Edouard Delesalle.

Au Nord, par les limites mitoyennes séparatives des parcelles 2352 et 2329 de la Section I.

A l'Ouest, par la limite mitoyenne de la propriété Dhainne.

Au Sud, par la mitoyenneté de la propriété Hazebrouck.

Ce terrain est à détacher d'un plus grand terrain, d'une superficie totale de 243 m<sup>2</sup> 90 dm<sup>2</sup> remis à la Ville par les consorts Roussel et dont une



parcelle de 19 m2 38 dm2 a été cédée à M. Hazebrouck aux conditions suivantes portées dans l'acte de vente :

« Cette parcelle de terrain est destinée à servir de passage pour les propriétés de M. Hazebrouck sises rue du Molinel et la propriété qu'il se propose d'établir sur la rue nouvelle.

« Les vendeurs se réservent la faculté d'élever à telle hauteur qu'il leur plaira le bâtiment qu'ils se proposent d'édifier sur leur terrain, et de prendre vue directe sur ce passage. Le mur séparatif sera bâti à cheval, sur la limite des terrains ».

Pour compenser la différence de valeur des propriétés échangées, M<sup>me</sup> veuve Leduc verserait à la Ville une soulte de 13.000 francs.

L'entrée en jouissance des propriétés échangées aurait lieu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1930. La Ville percevrait le montant des loyers à partir de cette date.

M<sup>me</sup> Leduc s'est engagée :

a) A édifier sur le terrain remis par la Ville, un immeuble ayant au moins trois étages et à poursuivre les travaux de façon à ce que la construction soit montée à cette hauteur dans le délai maximum de deux ans à compter de l'entrée en jouissance.

b) A construire, entretenir, réparer ou reconstruire à ses frais, avec des matériaux acceptés par la Ville, le trottoir au droit de sa nouvelle propriété.

L'échange serait réalisé par-devant M<sup>e</sup> Vandebusch, notaire à Lille, les frais seraient supportés par moitié par chacune des parties.

D'accord avec votre Commission du Plan, nous vous demandons : a) d'homologuer cette promesse d'échange ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant sera prélevée sur l'article 60 du Budget supplémentaire : « Reconstitution foncière de la Ville ».

Nous vous prions, en outre, de décider que le montant de la soulte sera affecté au paiement des dépenses extraordinaires : « Achat d'immeubles destinés à la réalisation du plan d'assainissement et embellissement de la Ville ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. et M<sup>me</sup> Leborgne-Delamaladry, demeurant à Lille, rue Eugène-Jacquet, 80, sont propriétaires des immeubles sis à Lille, cour des Elites, 47, repris au cadastre section B, N<sup>os</sup> 1167 et 1168, pour des contenances respectives de 80 m2 et 60 m2, et dont la démolition s'impose pour permettre le pro-

N<sup>o</sup> 292

Achat  
cour des Elites, 47



longement de la rue des Canonniers, rue dont les alignement et nivellement ont été approuvés par arrêté préfectoral du 5 décembre 1927.

Ils nous ont consenti une promesse de vente de ces immeubles moyennant un prix de 38.000 francs payable après l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance par M. le Conservateur d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de certificats constatant la radiation des inscriptions qui pourraient grever les biens vendus.

L'entrée en jouissance aurait lieu le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée devant M<sup>e</sup> Motte, notaire à Lille. Les frais de rédaction d'actes, ceux de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge seraient supportés par la Ville.

Ces conditions étant intéressantes pour la Ville, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission du Plan : a) d'homologuer la promesse de vente souscrite par M. et M<sup>me</sup> Leborgne ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant, principal et frais sera prélevée sur l'article 34 du budget extraordinaire de 1929 : « Acquisition d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 293

MESSIEURS,

Achat  
rue Louis-Niquet,  
1 et 3

Les consorts Liévens, propriétaires des immeubles sis à Lille, rue Louis-Niquet, 1 et 3, et repris au cadastre Section B N<sup>os</sup> 1704 et 1703 pour des contenance respectives de 21 m<sup>2</sup> et 22 m<sup>2</sup> ont, en vue de la réalisation du plan d'aménagement des quartiers démolis, souscrit au profit de la Ville une promesse de vente de ces immeubles aux conditions suivantes :

La Ville deviendrait propriétaire de la totalité du sol et des constructions moyennant un prix forfaitaire de 24.000 francs payable après l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance par M le Conservateur des hypothèques d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de certificats constatant la radiation des hypothèques inscrites.

L'entrée en jouissance aurait lieu le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée devant M<sup>e</sup> Fontaine, notaire à Lille. La Ville supporterait : a) les frais de rédaction d'actes, ceux de timbre et d'enregistrement, de transcription et de purge ; b) les frais préalables des deux mises en



vente publique s'élevant à 1.725 francs environ ; c) les honoraires de négociation s'élevant à 2 % du prix principal d'acquisition.

Nous vous proposons, d'accord avec votre Commission du Plan : a) d'homologuer cette promesse de vente ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant, principal et frais sera prélevée sur l'article 34 du budget extraordinaire de 1929 : « Acquisitions d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le marché passé avec M. Omer Ghesquière, agent de la Compagnie des Mines de Marles, pour la fourniture de coke nécessaire au chauffage de l'Hôtel de Ville est expiré.

La maison Sulzer, constructeur des appareils, préconise à nouveau l'emploi de la même qualité de coke provenant de la Compagnie des Mines de Marles et qui nous a donné toute satisfaction.

Les offres faites par M. Ghesquière, pour l'année 1929, ayant été les plus avantageuses, nous lui avons proposé de renouveler le marché pour une période de deux années aux mêmes conditions, étant entendu : a) que les prix facturés seront exactement conformes à ceux établis par le Comptoir d'Expansion Commerciale des Mines du Nord ; b) que l'allocation de la prime officielle faite par ledit Comptoir sera appliquée en fin de marché.

M. Ghesquière ayant accepté, nous vous demandons de nous autoriser à passer marché à cet effet pour une période de deux années.

La dépense évaluée approximativement à deux cent mille francs sera prélevée sur les crédits ordinaires du budget.

*Adopté.*

---

N° 294

*Chauffage  
de l'Hôtel de Ville  
Fourniture de coke  
Marché*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 295

Chauffage  
des bâtiments  
communaux

Fourniture  
de charbons gras  
et de  
charbons maigres

Marchés

MESSIEURS,

Les marchés passés : a) pour la fourniture de charbons gras avec l'Association Charbonnière de Lille, Roubaix, Tourcoing, agent de la Compagnie des Mines de Bruay ; b) pour la fourniture de gailletins d'anthracite, avec la Compagnie des Mines d'Anzin, sont expirés.

En vue du renouvellement de ces marchés, nous avons provoqué les offres des Compagnies minières du Nord et du Pas-de-Calais.

*Charbons gras.* — L'Association Charbonnière, agent officiel de la Compagnie des Mines de Bruay, et M. Omer Ghesquière, agent de la Compagnie des Mines de Marles, proposent tous deux des prix identiques à ceux pratiqués par le Comptoir d'Expansion Commerciale des Mines du Nord, c'est-à-dire de :

152 francs la tonne départ pour les criblés 10 <sup>m</sup>/<sub>m</sub>.

127 francs la tonne départ pour tout-venant 35 %.

119 francs la tonne départ pour tout-venant 25 %.

Droits d'enregistrement, timbre et autres étant à la charge des soumissionnaires.

Si l'on compare les prix de transport par fer entre Lille, d'une part, Bruay et Marles, d'autre part, on constate une différence de 0,54 en moins pour Bruay, mais M. Ghesquière propose une remise en fin de marché de 1 franc à la tonne si la quantité enlevée excède 2.500 tonnes par an.

Le charbon criblé 10 <sup>m</sup>/<sub>m</sub> de Bruay et celui de Marles rendent à peu près le même nombre de calories. Toutefois, il est reconnu que celui de Marles tient plus longtemps le feu parce que plus dur et dégage moins de fumée. La consommation serait donc réduite et il y aurait moins d'encrassement dans les tuyauteries.

Les propositions de M. Omer Ghesquière présentent le maximum d'avantages ; nous vous demandons de nous autoriser à passer marché avec ce commerçant en vue de la fourniture de charbons gras de Marles pour une période de deux années.

*Gailletins maigres.* — En ce qui concerne les gailletins maigres, deux offres nous sont parvenues : la Compagnie des Mines d'Anzin, et M. Omer Ghesquière, agent de la Compagnie des Mines d'Ostricourt, proposent l'un et l'autre des prix identiques à ceux pratiqués par le Comptoir d'Expansion Commerciale des Mines du Nord et qui sont actuellement :

Gailletins 80/120 à 229 francs la tonne départ.

Gailletins 50/80 à 239 francs la tonne départ.

Têtes de moineaux 30/50 à 244 francs la tonne départ.



Droits d'enregistrement, timbre et autres à la charge des soumissionnaires.

Si l'on met en ligne les prix de transport par fer : a) mines d'Anzin ; b) mines d'Ostricourt, on constate une différence de 5 fr. 04 en moins par tonne pour le transport Ostricourt-Lille.

Mais, d'autre part, le gailletin d'Anzin est moins friable que celui d'Ostricourt. Il produit moins de déchets, et est en fin de compte plus économique que ce dernier.

Dans ces conditions, nous vous prions de nous autoriser à passer marché avec la Compagnie des Mines d'Anzin en vue de la fourniture de gailletins maigres d'antracite pour une période de deux années.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous nous trouvons dans l'obligation de faire démolir plusieurs immeubles appartenant à la Ville, soit en vue de la réalisation des nouveaux alignements, soit pour cause de vétusté, soit encore pour la sauvegarde de la sécurité publique.

Dans ce but, il a été procédé à des adjudications restreintes entre divers entrepreneurs de travaux de démolitions.

1° M. Albert Quarrez, demeurant à Lille, rue Christophe-Colomb, 40, a offert la somme de 302 francs pour deux maisons situées rue Théophile-Semet, 13, et rue des Capucins, 12 ;

2° M<sup>lle</sup> A. Dumont, demeurant à La Madeleine, chemin du Romarin, 6, a offert la somme de 2.410 francs pour la maison située square Ruault, 53 ;

3° M. Anicet Decobert, demeurant à Lomme, rue de la Miterie, 62, a offert la somme de 1.120 francs pour la maison sise rue des Etaques, 68 ;

4° M. Muylaert, demeurant à Lille, rue Fabre-d'Eglantine, 31, a offert la somme de 1.623 francs pour les deux maisons situées rue Wicar, 18 et 20 ;

5° M. Decobert, demeurant à Lomme, 62, rue de la Miterie, a offert la somme de 3.031 francs pour la maison située rue du Molinel, 52.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons d'accepter les offres qui nous sont faites et d'admettre en recette les sommes sus-indiquées.

*Adopté.*

---

N° 296

*Démolitions  
d'immeubles  
appartenant  
à la Ville*

*Admission  
en recette*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 297

MESSIEURS,

Nouveau plan  
d'alignement  
Rue  
Arnould-de-Vuez  
Homologation

Le plan de reconstruction des quartiers démolis prévoit la liaison de la place de la République avec la place Rihour par la rue Arnould-de-Vuez, voie existante et les rues Georges Maertens et Pierre Dupont, voies nouvelles en cours de réalisation.

Il a paru à votre Commission du plan que la largeur de la rue Arnould-de-Vuez serait, dans l'avenir, insuffisante pour permettre le trafic que connaîtra cette artère.

Nous avons donc fait établir un nouveau plan d'alignement de la rue précitée, plan que nous soumettons à votre approbation en vous priant d'en demander l'homologation par l'autorité supérieure.

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 298

MESSIEURS,

Emprises diverses  
Fixation  
de redevances

Nous vous soumettons, d'accord avec votre Commission de la Voie publique, des demandes d'emprises sur la voie publique que nous vous prions d'autoriser moyennant le paiement des redevances ci-après :

Situation de l'emprise	Noms et adresses des redevanciers	Objet	Surface applicable	Saillie	Prix	Sommes	Redevances annuelles	Date de départ de la redevance
Rue du Plat, 24	M. Jérôme Nory r. Baptiste Monnoyer, 8	colonnes décoratives	4	0.22	10	40	40	1-1-1930
Rue du Plat, 26	Mme veuve Nory r. Baptiste Monnoyer, 8	id.	4	0.22	10	40	40	1-1-1930
Boul. d'Alsace	Société Tosi-Dujardin, rue Brûle Maison, 82	voie de racc <sup>t</sup>	»	»	»	»	1.000	1-1-1930
R. Dubrunfaut, 8.	Société « Les Nouvelles Epicerie du Nord » ; allée de la Gare, La Madeleine.	pilastre	1	0.23	20	20	20	1-1-1929
Canal du Sabot	Lemaire-Leclercq, rue Roland, 15-17.	prise d'eau	»	»	»	»	1.000	1-1-1930
Grand'Place, 23	Brasserie Motte-Cor- donnier.	garde-soleil extra réglem.	»	3.85	»	»	200	1-1-1929
R. des Stations	Société Delebart-Mallet, 90, rue des Stations.	voie de 500 m <sup>2</sup> /m	»	»	»	»	1.000	1-1-1929



D'autre part, MM. D'Halluin-Namur et Fils sollicitent l'autorisation de maintenir la voie de raccordement boulevard de Belfort, autorisée pour une durée de 5 années par délibération du Conseil municipal en date du 24 novembre 1924.

Nous proposons de donner satisfaction à MM. D'Halluin-Namur et Fils aux mêmes conditions que celles primitivement fixées.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Lors de l'installation d'une canalisation destinée à amener le gaz provenant des cokeries des mines à la région de Roubaix-Tourcoing, la Société Régionale de Distribution du Gaz a été autorisée à placer sa canalisation dans la galerie établie sous les emprises du chemin de fer, entre la rue du Faubourg de Valenciennes et la rue du Grand Balcon, sous réserve que la canalisation soit protégée par une gaine de manière à éviter toute émanation.

Pour permettre la ventilation de cette gaine, la Société Régionale de Distribution du Gaz demande l'autorisation de placer, sur trottoir à chaque extrémité de la galerie, une cheminée d'aération ayant la forme des pylônes des tramways et mesurant 8 m. 50 de hauteur.

D'accord avec votre Commission de la Voie publique, nous vous proposons de donner satisfaction à la Société pétitionnaire sous les réserves ci-après :

1° La cheminée d'aération rue du Faubourg de Valenciennes sera placée contre l'alignement de ladite rue ; celle de la rue de Belle-Vue sera installée contre le mur de clôture de la Compagnie des chemins de fer.

2° Ces pylônes seront constamment tenus en bon état et la Société pétitionnaire paiera, pour occupation du domaine public, une redevance annuelle de 100 francs (cent francs), le premier versement s'appliquant à l'année 1930.

*Adopté.*

N° 299

—  
*Pose de cheminées  
d'aération*

—  
*Société Régionale  
de Distribution  
du Gaz*

—  
*Fixation  
de redevance*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 300

*Emprises diverses**Suppression  
de redevances*

MESSIEURS,

Nous vous soumettons, d'accord avec votre Commission de la Voie publique, des demandes relatives à des suppressions d'emprises précédemment autorisées.

Situation de l'emprise	Noms des redevanciers	Nature de l'emprise	Date de la délibération du Conseil municipal	Prix	Date de départ de la suppression
Canal de l'Arbon- noise.	Grande Brasserie, 1, boulev. de la Moselle.	Aqueduc de com- munication.	20-4-1922	200	1-1-1929

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 301

*Hospices**Baux  
emphytéotiques**Avis*

MESSIEURS,

Nous vous soumettons vingt-deux délibérations, en date du 6 juillet 1929, par lesquelles la Commission Administrative des Hospices de Lille a décidé de souscrire des baux emphytéotiques de 18 ans et un jour à dater du 15 mars 1929 pour les terrains ci-après :

- 1° 96 m2 sis à Lille, rue de Maubeuge, 32.
- 2° 330 m2 sis à Lille, rue de Douai, 23.
- 3° 501 m2 sis à Lille, rue de Douai, 21.
- 4° 336 m2 sis à Lille, rue de Douai, 13 à 19.
- 5° 244 m2 sis à Lille, rue de Cambrai, 32, 34 et cour Landas.
- 6° 61 m2 sis à Lille, rue de Cambrai, 30.
- 7° 61 m2 sis à Lille, rue de Cambrai, 28.
- 8° 230 m2 sis à Lille, rue de Cambrai, 24, 26.
- 9° 365 m2 sis à Lille, rue de Cambrai, 10.
- 10° 80 m2 sis à Lille, rue d'Arras, 58.
- 11° 43 m2 sis à Lille, rue d'Arras, 56 bis.
- 12° 56 m2 sis à Lille, rue d'Arras, 56.



- 13° 80 m2 sis à Lille, rue d'Arras, 54.  
14° 107 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 19.  
15° 87 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 15-17.  
16° 45 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 13.  
17° 45 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 11.  
18° 45 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 9.  
19° 80 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 7 bis.  
20° 112 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 5-7.  
21° 886 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 3.  
22° 87 m2 sis à Lille, rue de Wazemmes, 1 et rue d'Arras, 52.

D'accord avec votre Commission du Plan et votre 3<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'exécution de ces délibérations tout en regrettant que l'Administration des Hospices traite directement avec des brasseurs qui ne manquent pas d'imposer à leurs locataires des charges particulièrement lourdes de consommation.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Commission Administrative des Hospices a, lors de sa réunion du 6 juillet 1929, sollicité l'autorisation d'aliéner, par voie d'adjudication publique et sur la mise à prix de 3.300 francs, une parcelle de terrain d'une superficie de 3.069 mètres carrés, sise à Bachy et reprise au cadastre section B. N° 48.

D'accord avec votre 5<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise par cet établissement charitable.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Suivant délibérations prises les 12 juillet et 21 décembre 1928, approuvées par M. le Préfet du Nord, après avis de l'Administration financière compétente, vous nous avez autorisé à instituer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1929, une taxe sur le déversement à l'égout du produit des fosses septiques fixée

N° 302

Hospices

Aliénation  
de terrain à Bachy

Avis

N° 303

Taxe  
de déversement  
à l'égout

Suppression



à 6 % du revenu net de l'immeuble ayant servi à établir la contribution foncière.

Conformément à nos déclarations du 28 septembre 1929, et après examen par la sous-commission du Budget que nous avons auparavant saisie, nous vous proposons l'annulation des délibérations précitées, étant entendu que nous vous présenterons des solutions adéquates dès que viendra en discussion le projet d'installation du Tout-à-l'Egout.

Si tel est votre avis, nous vous prions de décider :

1° Que seront rapportées les délibérations des 12 juillet et 21 décembre 1928 ;

2° Que, par suite, M. le Receveur municipal sera autorisé : a) à ne pas percevoir la taxe présentement en recouvrement ; b) à procéder au remboursement des sommes qu'il aurait perçues en exécution desdites délibérations.

*Adopté.*

*Taxe  
de déversement  
à l'égout*

*Observations*

M. INGELRANS. — N'y a-t-il pas eu un arrêté ministériel annulant l'arrêté préfectoral pris à cette occasion ?

M. LE MAIRE. — Pas à notre connaissance. C'est nous-mêmes qui prenons cette mesure.

Lors de notre dernière séance, avant qu'apparaisse la campagne de presse, nous avons fait connaître notre intention de reviser cette taxe. Loin de reviser, nous la supprimons. Lorsque nous réaliserons le « Tout-à-l'Egout », de nouvelles taxes seront appliquées.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 304

MESSIEURS,

*Travaux  
d'aménagement  
des lotissements  
visés par la loi  
du 15 mars 1928*

*Ordre d'urgence*

Dans sa circulaire en date du 28 mars 1929 à MM. les Maires de l'arrondissement de Lille, M. le Préfet du Nord expose ce qui suit :

« Le principe fondamental de la loi du 15 mars 1928 sur l'aménagement » des lotissements défectueux, antérieurs à la promulgation de la loi du » 19 juillet 1924 est l'aménagement de ces lotissements par les intéressés eux » mêmes, constitués en Associations syndicales et aidés financièrement par » l'Etat et le département.

« Ces Associations ont seules qualité pour demander la subvention et le » prêt, mais il appartient aux Maires de les guider et de coordonner leurs » efforts. Il convient d'éviter que les sommes importantes affectées à la réali- » sation de cette œuvre soient dépensées en subventions fragmentaires



» allouées individuellement aux Associations qui seront les plus promptes  
» à en faire la demande, sans ordre et sans programme d'ensemble.

» A cet effet, l'article 70 du décret du 11 avril 1928 pour l'application de  
» la loi précitée est conçu dans les termes suivants :

» Un ordre d'urgence des travaux à exécuter est établi pour la commune,  
» sur la proposition du Maire, par le Conseil municipal.

» Le Préfet impartit au Conseil municipal un délai pour la fixation de  
» cet ordre. Passé ce délai, l'ordre d'urgence communal est établi par le  
» Préfet.

» Le Conseil général, et, dans le département de la Seine, la caisse dépar-  
» tementale, sur la proposition du Préfet et après avis de la Commission  
» départementale d'aménagement et d'extension, établit un ordre d'urgence  
» départemental.

» Chacun de ces ordres d'urgence est fixé en tenant compte notamment  
» de l'état matériel des lotissements, de leur population, de la situation topo-  
» graphique, de la possibilité de grouper une certaine masse de travaux.

» Les ordres d'urgence ainsi déterminés sont communiqués à titre de  
» renseignements à la Commission instituée par l'article 5 de la loi du  
» 15 mars 1928.

» Par suite, un ordre d'urgence des travaux à exécuter dans chaque com-  
» mune possédant des lotissements de cette nature doit être établi par le  
» Conseil municipal sur la proposition du Maire. »

M. le Préfet nous prie, en conséquence, de lui adresser la liste complète  
des lotissements existants sur le territoire de la Ville visés par le titre II, cha-  
pitre 1<sup>er</sup> du décret du 11 avril 1928, accompagnée de l'ordre d'urgence des  
travaux à y exécuter.

Nous avons fait établir des listes, non celles des lotissements dont il  
s'agit, puisqu'il n'en existe point actuellement dans notre Ville, mais des  
rues particulières dont les propriétaires se sont constitués ou sont mis en  
demeure, par notre Bureau d'Hygiène, de se constituer en syndicats prévus  
par la loi du 22 juillet 1912 sur l'assainissement des voies privées et pouvant,  
suivant les dispositions de l'article 34 du décret du 11 avril 1928, bénéficier  
des avantages consentis par la loi Sarraut, au même titre que les associations  
syndicales et les comités syndicaux.

D'accord avec votre 5<sup>e</sup> Commission, nous vous soumettons ces listes,  
accompagnées de l'ordre d'urgence que nous vous demandons de vouloir bien  
adopter.

Nous joignons à ces listes le relevé des voies privées dont les propriétaires  
ne se sont constitués ni en associations syndicales, ni en syndicats prévus par  
la loi du 22 juillet 1912 et n'ont pas encore été actionnés aux fins de consti-  
tution de ces syndicats.

*Adopté.*



Liste des rues particulières dont les propriétaires se sont constitués en Syndicats prévus par la loi du 22 juillet 1912 sur l'assainissement des voies privées avec indication de l'ordre d'urgence des travaux à y exécuter et du montant probable de la dépense.

Rue Rubens .....	90.000 fr.
Rue de la Prévoyance .....	120.000 »
Rue des Hanneçons .....	290.000 »
Rue du Chevalier de l'Espinard .....	186.800 »
Rue Saint-Luc .....	310.000 »
Rue de Madagascar .....	308.000 »
Rue de Russie .....	334.400 »
Rue Désaugiers .....	226.200 »
Rue Coustou .....	324.300 »
Rue de Cronstadt .....	156.000 »
Rue Ambroise Paré .....	70.200 »
Rue Anatole de la Forge .....	175.000 »
Rue Castel .....	50.000 »
Rue Victor Derode .....	48.000 »
Rue Henri Lestienne .....	79.200 »
Rue d'Austerlitz .....	90.000 »
Rue du Dieu de Marcq prolongée .....	140.000 »
Rue du Lieutenant Princeteau .....	85.800 »
Rue Etienne Marcel .....	117.000 »
Rue du Commandant Rivière .....	50.900 »
Rue Nouvelle débouchant rue de Rivoli .....	42.900 »
Rue Victor Tilmant .....	83.600 »
Rue Vantroyen .....	237.900 »
Rue de l'Est (partie) .....	128.700 »
Rue Christophe Colomb .....	176.400 »
Rue Hippolyte Laurand .....	100.800 »
Rue d'Oran .....	147.000 »
Rue Marceau .....	45.200 »
Rue Montgolfier .....	38.000 »
Rue des Pavillons .....	92.400 »
Rue Cervantès .....	63.000 »
Rue de la Briqueterie .....	100.800 »
Allée Carolus .....	212.700 »
Rue des Dondaines (partie) .....	178.400 »

Liste des rues particulières dont les propriétaires sont actuellement mis en demeure de se constituer en Syndicats prévus par la loi du 22 juillet 1912 sur l'assainissement des voies privées.

Montant probable des travaux à exécuter :

Rue Salomé .....	67.200 fr.
Chemin des Vachers .....	243.600 »



Rue d'Aboukir .....	85.125 »
Impasse Dewas .....	37.200 »
Rue Frémy .....	238.800 »
Rue Chevreul .....	95.760 »
Rue Mirabeau .....	199.000 »
Rue Allard-Dugauquier .....	148.680 »
Rue Eugène Delcroix .....	50.400 »

Liste des rues particulières dont les propriétaires ne se sont pas constitués ni en Associations syndicales, ni en Syndicats prévus par la loi du 22 juillet 1912 et n'ont pas encore été actionnés aux fins de constitution des syndicats.

Montant probable des travaux à exécuter :

Rue du Maréchal Mortier .....	117.600 fr.
Rue Réaumur .....	57.000 »
Rue Germain-Pilon .....	58.800 »
Rue du Bois-d'Annappes (mitoyenne avec Hellemmes) .....	294.500 »
Rue de la Cité .....	103.000 »
Rue du Vaisseau le Vengeur .....	275.500 »
Rue Vaucanson .....	260.400 »
Rue Traversière .....	63.000 »
Rue Képler .....	89.880 »
Rue de Longueil .....	101.640 »
Rue Lesage-Senault .....	111.720 »
Rue Vandenheede .....	42.000 »
Rue Gassendi .....	95.000 »
Rue Pascal .....	294.000 »
Rue Paul Bert .....	155.400 »
Rue Helman .....	126.000 »
Rue des Jardins-Caulier .....	218.400 »
Rue du Château .....	222.600 »
Rue André Chénier .....	46.200 »
Rue Carpeaux .....	67.200 »
Rue du Chemin de fer .....	60.480 »
Rue Dupleix .....	121.800 »
Cour Delcroix .....	102.800 »
Avenue Durez .....	151.200 »
Rue de l'Espérance .....	117.600 »
Rue de l'Entente Cordiale .....	168.000 »
Rue Lafayette .....	117.600 »
Rue Malakoff .....	142.800 »
Rue Saint-Firmin .....	114.000 »
Rue Saint-Amé .....	100.800 »
Avenue Salomon .....	294.000 »
Impasse Albert .....	33.600 »
Rue de l'Alcazar .....	58.800 »



Rue Adolphe .....	122.640	»
Rue d'Ath .....	85.680	»
Rue Armand Barbès .....	84.000	»
Rue Beaucourt-Decourchelles .....	117.600	»
Rue Barré .....	84.000	»
Rue Baudon .....	25.200	»
Rue du Calvaire (partie) .....	63.000	»
Rue Calvin .....	163.800	»
Rue Décarnin .....	113.400	»
Impasse Dorchies .....	42.000	»
Rue de la Gendarmerie .....	42.840	»
Rue du Jambon .....	31.000	»
Rue Jules de Vicq .....	100.800	»
Rue Luther .....	84.000	»
Rue Lutun .....	49.600	»
Rue du Mal-Assis .....	46.200	»
Parvis N.-D. de Pellevoisin .....	84.000	»
Rue de l'Orphelinat .....	109.200	»
Rue Pierre-Martel .....	148.680	»
Rue Raglan .....	19.320	»
Rue Rembrandt .....	111.600	»
Rue Saint-Marc .....	23.280	»
Rue Saint-Eloi .....	96.600	»
Rue Sainte-Aldegonde .....	31.000	»
Rue Saint-Albin .....	78.840	»
Rue Viala .....	78.120	»
Rue Greuse .....	20.000	»
Rue de l'Alma .....	143.810	»
Rue de l'Amiral Courbet .....	84.000	»
Rue des Archers .....	67.200	»
Rue Barni .....	37.800	»
Rue Brasseur (partie) .....	54.600	»
Avenue Chaland .....	385.400	»
Rue Cabanis prolongée .....	46.200	»
Rue Jean Levasseur .....	186.200	»
Boulevard de l'Usine .....	169.650	»
Rue David d'Angers (mitoyenne avec Mons-en-Barœul).....	88.200	»
Rue Lallement .....	69.350	»

Rues qui, par leur situation, ne sont pas susceptibles d'être classées ultérieurement dans le domaine communal :

Carrière de la Funquée .....	168.300	»
Petite rue de l'Alma .....	23.160	»
Impasse Colbert .....	30.090	»
Avenue Champon .....	99.200	»



Impasse Demoy .....	64.500 »
Rue de Moscou .....	117.300 »
Rue Prouvost .....	96.900 »
Impasse Panckoucke .....	10.200 »
Impasse Rouget de l'Isle .....	37.200 »
Rue du Repos .....	12.000 »
Rue des Hautes-Voies .....	16.000 »
Rue des Jardins-Porchez .....	28.000 »
Rue Leuty .....	73.000 »
Rue L'Herminez .....	25.500 »
Impasse Lesay .....	30.400 »
Impasse Sainte-Agnès .....	38.250 »
Rue Au Vent .....	33.600 »
Rue Emile Rouzé .....	221.800 »

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Par lettre en date du 10 octobre 1929, M. le Préfet du Nord nous fait connaître que la Ville de Lille a été proposée pour être le siège d'une Chambre de Métiers.

D'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons de donner un avis favorable sur la création projetée.

*Adopté.*

N° 305

Lille

Constitution  
d'une Chambre  
de Métiers

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En accord avec l'architecte du Groupe scolaire du Faubourg de Béthune et le Service des Travaux Municipaux, votre 2<sup>e</sup> Commission a envisagé l'application des procédés Knapen d'aération différentielle horizontale dans les locaux des écoles primaires du Groupe.

N° 306

Groupe scolaire  
du Faubourg  
de Béthune

Appareils  
d'aération

Marché



Ce système de ventilation a été utilisé dans de nombreux établissements d'Etat en Belgique, où des résultats satisfaisants ont été obtenus. Il a été employé en France également, notamment dans des écoles de Puteaux, de Suresnes et au Groupe scolaire rue Gustave-Zédé, à Paris.

Un marché s'élevant à 18.000 francs a été passé avec M. G. Cambours, concessionnaire pour le Nord des procédés Knapen.

Nous vous demandons de bien vouloir approuver ce marché. La dépense sera imputée sur les crédits ouverts pour la construction du Groupe scolaire du Faubourg de Béthune.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 307

*Vieille Deûle  
Moyenne Deûle  
Basse-Deûle*

*Dragage*

*Participation  
de la Ville*

MESSIEURS,

Au Budget additionnel de 1929 figure un crédit de 550.000 francs à titre de participation de la Ville dans le dragage de la Deûle à effectuer par les Services de la Navigation.

M. l'Ingénieur en chef du Service des Voies navigables, par lettre du 5 septembre, nous informe qu'il a dressé le projet d'exécution de ce travail, lequel fait ressortir la participation de la Ville à 850.000 francs. Ce chiffre est à diminuer éventuellement du rabais d'adjudication.

Le Service de la Navigation justifie l'augmentation de 300.000 francs sur les prévisions qu'il nous avait adressées en 1928 par :

1° L'obligation de tenir compte de l'envasement supplémentaire d'une année ;

2° La nécessité de draguer la Moyenne Deûle, de l'écluse de la Bârrre à la limite des fortifications ;

3° La distance de transport des vases aux lieux de dépôt, laquelle sera en moyenne de 9 kilomètres en tenant compte du passage aux écluses.

Le projet ne peut être soumis à l'approbation ministérielle que s'il est appuyé d'une délibération du Conseil municipal acceptant la participation de 850.000 francs et l'inscription des crédits nécessaires au Budget de l'exercice 1930.

D'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, nous vous proposons :

1° De porter la participation de la Ville à 850.000 francs ;

2° D'ouvrir au Budget de 1930 un crédit de 300.000 francs représentant la portion de la dépense non encore inscrite au Budget.

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Par pétition en date du 23 mai 1929, M. Louis Deleplace, demeurant à Annœullin, désirant exploiter une ligne d'autobus : Harnes-Lille et vice versa, a sollicité l'autorisation de stationner en ville. Ce service desservirait : Courrières, Oignies, Libercourt, Wahagnies, Phalempin, Seclin, Wattignies et Lille.

Nous vous proposons, d'accord avec la Commission de la Voie publique, d'accorder l'autorisation sollicitée sous les réserves ci-après :

1° Dans la section Lille-Wattignies (inclus), le pétitionnaire ne pourra prendre aucun voyageur à destination d'un point quelconque de cette section ;

2° Le stationnement aura lieu place Rihour ;

3° Dans la traversée de Lille, le pétitionnaire empruntera avec sa voiture les artères suivantes : *à l'aller*, rue du Faubourg-d'Arras, place Jacques Febvrier, rue d'Artois, parvis Saint-Michel, place Philippe-le-Bon, rue Nicolas Leblanc, place de la République, place Richebé, place de Béthune, rue de l'Hôpital-Militaire, square Morisson, rue du Palais-Rihour et place Rihour ; *au retour*, rue du Palais-Rihour, square Morisson, rue de l'Hôpital-Militaire, rue Jean-sans-Peur, boulevard de la Liberté, place de la République, rue Nicolas Leblanc, place Philippe-le-Bon, parvis Saint-Michel, rue d'Artois, place Jacques Febvrier, rue du Faubourg-d'Arras ;

4° Le pétitionnaire paiera une redevance annuelle de 500 francs par voiture en circulation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1929.

*Adopté.*

N° 308

Stationnement  
d'autobus

Harnes-Lille

Fixation  
de redevance

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En exécution de la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte de la Place de Lille, nous avons poursuivi, au nom de la Ville, l'expropriation d'une première tranche des terrains composant l'ancienne zone militaire.

Le jury d'expropriation a statué sur cette question le 25 avril 1929, mais la procédure suivie ne nous ayant pas paru régulière, nous avons estimé qu'il y avait lieu de former un pourvoi en cassation.

N° 309

Expropriation  
de la  
première tranche  
de la zone

Pourvoi  
en cassation



Nous avons donc signé et déposé, le 8 mai 1929, à titre conservatoire, un pourvoi contre les décisions rendues par le jury.

Nous vous demandons : a) de confirmer le pourvoi déposé à titre conservatoire ; b) de nous autoriser à suivre la procédure en cassation contre toutes affaires reprises dans ledit pourvoi.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 310

MESSIEURS,

Achat  
rue des Capucins, 12

—  
Paiement  
des loyers

Dans sa réunion du 2 mai 1929, le Conseil municipal a décidé l'acquisition d'une maison située rue des Capucins, 12, appartenant à M<sup>me</sup> Montpellier. L'entrée en jouissance avait été fixée au premier jour du mois qui suivrait l'approbation préfectorale. Cette approbation n'a pas encore été donnée.

Or, M<sup>me</sup> Montpellier nous a informé qu'elle avait l'intention de relouer la maison devenue libre d'occupation le 30 juin dernier.

L'immeuble devant être démoli en vue de permettre l'ouverture de la rue Edouard Delesalle, nous avons pensé qu'il y avait intérêt pour la Ville à en disposer immédiatement ; mais, pour ce faire, il devenait indispensable de payer le loyer de la maison à M<sup>me</sup> Montpellier.

D'accord avec votre Commission du Plan, nous vous proposons de décider :

a) Que le montant du loyer, soit 100 francs par mois, sera réglé à la propriétaire pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 1929 et le jour de l'entrée en jouissance par la Ville ;

b) Que la dépense sera prélevée sur l'article 34 du Budget extraordinaire de 1929 : « Acquisitions d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 311

MESSIEURS,

Echange  
rues Malpart,  
des Capucins  
et Barbier Maës  
contre angle  
des rues Gombert  
et Georges Maertens

Dans sa séance du 21 décembre 1928, le Conseil municipal avait homologué une promesse d'échange :

1° D'un terrain sis à Lille, rue Malpart, 45 bis, repris au cadastre Section I, N° 2.664, pour une superficie de 81 mètres carrés ;



2° D'un immeuble situé rue des Capucins, 8, repris au cadastre Section I, N° 2.343, pour surface de 15 mètres carrés ;

3° D'un terrain et des ruines y subsistant, rue du Barbier Maës, 23, repris au cadastre Section I, N° 2.304 bis, pour une superficie de 32 mètres carrés, contre une parcelle de terrain de 144 mètres carrés environ, appartenant à la Ville et située à l'angle des rues Gombert et Georges Maertens, et reprise au cadastre Section I, N° 1.651 partie.

Il avait été stipulé que l'entrée en jouissance par la Ville des immeubles à elle remis aurait lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1929.

Cet échange ayant fait l'objet d'un nouvel examen par le Conseil municipal, dans sa réunion du 2 mai 1929, et l'approbation n'ayant pu être donnée que le 25 juillet 1929, la clause relative à l'entrée en jouissance est devenue inapplicable.

Nous vous proposons en conséquence, d'accord avec M. Dumont, propriétaire des immeubles précités, de décider que cette date d'entrée en jouissance par la Ville sera reportée au 1<sup>er</sup> du mois qui suivra la date de réalisation de l'acte d'échange.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Au cours de l'occupation allemande, la Ville a réquisitionné, le 2 août 1917, l'immeuble sis à Lille, rue du Buisson, 18, appartenant à M<sup>e</sup> Rajat, avocat, en vue de loger M<sup>me</sup> Labouré et ses six enfants, dont la maison située même rue, cour Coisne, 3, avait été sinistrée.

Le propriétaire n'a obtenu le départ de cette famille que sur l'intervention de justice, le 1<sup>er</sup> juillet 1921.

Les occupants mirent la maison complètement au pillage. Portes, lambris et une partie des planchers servirent de bois de chauffage ; les carreaux furent brisés.

Ces déprédations furent commises après le constat fait par M<sup>e</sup> Rajat en vue de l'établissement de son dossier pour obtention d'indemnités de dommages de guerre.

De l'expertise contradictoire à laquelle il a été procédé par M. Sauvage, architecte, le 21 juillet 1921, en présence de M<sup>e</sup> Rajat, de M. Leconte, Directeur des Bâtiments communaux et des époux Labouré, en exécution de l'ordonnance de référé rendue le 2 juin 1921, il résulte que ces dégâts s'élèvent à 3.761 fr. 80.

N° 312

Réquisition  
de logement  
rue du Buisson, 18

Indemnité



En raison de la jurisprudence établie par la Cour de cassation, M<sup>e</sup> Rajat a demandé, avant d'entamer la procédure, si la Ville ne pourrait consentir à un arrangement amiable. Il nous a fait connaître :

a) Qu'il accepterait, à titre de transaction, le remboursement :

1° De la somme de 3.761 fr. 80, représentant le montant des dégâts ;

2° De la somme de 158 fr. 50, représentant les frais d'expertise ;

3° Des frais d'expulsion ;

b) Qu'il abandonnerait le recouvrement des loyers dus pour la période du 1<sup>er</sup> août 1917 au 1<sup>er</sup> février 1920 (date à laquelle les loyers furent pris en charge par la Préfecture), soit :

$$650 \text{ fr.} \times 2 = 1.300 \text{ fr.} + \frac{650}{2} = 1.625 \text{ francs.}$$

Nous estimons cette transaction acceptable et nous vous demandons l'autorisation de régler à M<sup>e</sup> Rajat la somme de 3.761 fr. 80 augmentée des frais d'expertise et d'expulsion.

Cette dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au budget pour les réquisitions de guerre.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 313

MESSIEURS,

Réquisition  
de vêtements  
M. de Groulard  
de Grossouvre

Indemnité

La Ville a, en vue de les soustraire à l'ennemi, réquisitionné en août 1914, du linge, des vêtements et objets de sellerie laissés dans un immeuble situé place aux Bleuets, 1, par M. de Groulard de Grossouvre, actuellement capitaine au 4<sup>e</sup> Régiment de Cuirassiers, à Lyon.

M. de Groulard de Grossouvre avait demandé à l'Etat l'allocation d'une indemnité pour lui tenir compte du préjudice causé par ces réquisitions. Suivant décision rendue le 4 août 1924, la Commission supérieure des Dommages de guerre, prétextant que ces enlèvements ne pouvaient être considérés comme des dommages causés par faits de guerre puisque la Municipalité lilloise avait, de sa seule autorité, procédé aux réquisitions, a annulé un jugement du Tribunal des Dommages de guerre, en date du 19 avril 1923, fixant à 18.000 francs en valeur de remplacement l'indemnité due au pétitionnaire, avec intérêts à compter du 11 novembre 1918.

M. de Groulard de Grossouvre a, en conséquence, intenté une action à la Ville, à l'effet d'avoir paiement de la somme de 18.000 francs précitée.

Avant de continuer cette action, qui avait été remise au rôle général en



attendant la décision de la Cour de cassation dans des affaires semblables, l'adversaire nous a proposé un règlement amiable.

Après pourparlers, M. de Groulard de Grossouvre a accepté de ramener ses prétentions à 12.000 francs.

Cette transaction étant raisonnable, nous vous prions :

a) De nous autoriser à lui régler la somme de 12.000 francs pour solde de tout compte ;

b) De décider que cette somme sera prélevée sur le crédit ouvert au budget pour le paiement des réquisitions de guerre.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Conformément à l'usage, nous vous proposons d'allouer aux membres de l'enseignement ci-après désignés admis à faire valoir leurs droits à la retraite, les indemnités suivantes, à prélever sur l'article 170 du budget ordinaire de 1929 :

M. Leroy, instituteur adjoint, 34 ans de service à Lille : 850 francs.

M<sup>me</sup> Demont, institutrice adjointe, 10 ans de service à Lille : 250 francs.

*Adopté.*

M. INGELRANS. — Je m'étonne du faible chiffre que vous proposez en faveur de M. Leroy, instituteur, qui compte trente-quatre années de service. Quand je compare avec celle-ci les indemnités de départ octroyées aux employés de mairie — notez que, d'accord avec vous, j'estime qu'elles ne sont pas trop élevées — je trouve celle de M. Leroy un peu faible, infime même, eu égard à ses trente-quatre années de dévouement à nos écoles. J'ai l'impression que l'on donne encore à nos instituteurs des indemnités au taux d'avant guerre. Je demande que le Conseil leur accorde, par délibération, un supplément basé sur un certain coefficient de cherté de vie, s'il est exact que le taux d'avant guerre a été maintenu. Je crois que nous pouvons tous être d'accord sur cette proposition.

M. LE MAIRE. — Nous sommes résolus à soutenir la cause de nos écoles laïques. M. Carpentier, notre collègue et ami, ancien instituteur public, ayant, il y a quelque temps déjà, demandé le relèvement des petites indemnités de départ allouées aux instituteurs et institutrices, l'Administration en

N° 314

Personnel  
enseignant

Indemnités  
de départ

Personnel  
enseignant

Indemnités  
de départ

Observations



a délibéré. La quatrième Commission, celle de l'Instruction publique, a donné un avis favorable au vœu émis par M. Carpentier. Sur la proposition de notre ami Favières, il a été entendu que ce problème serait attentivement examiné par nous en même temps que les revendications présentées par le Bureau Central du Syndicat de l'Enseignement public.

A une séance ultérieure, nous aurons à délibérer, sans surenchère, avec bienveillance, sur cette question.

M. INGELRANS. — Je m'excuse. Du fait de mon élimination de vos réunions privées, je ne pouvais connaître ces interventions.

J'arrive ici sans aucune idée de surenchère. Je m'intéresse particulièrement à M. Leroy qui est un ancien instituteur de l'école Rollin, dont je suis moi-même ancien élève.

Je constate, avec plaisir, notre accord en vue d'augmenter le taux de ces indemnités.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 315

Bourses et subsides

Année scolaire  
1929-1930

D'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, nous vous prions d'approuver les propositions d'allocations de bourses et subsides ci-après :

### *Lycée Fénelon*

Jeanne Bellot, externat surveillé et livres.....	998
Charlotte Billy, livres .....	120
Hortense Billy, complément 1/2 pension et livres.....	930
Blanche Bouguet, externat surveillé et livres .....	998
Andrée Bouchery, externat surveillé et livres .....	1.200
Ferdinande Bouclet, externat surveillé et livres .....	1.038
Suzanne Bouveur, externat simple .....	702
Odette Carré, externat simple et livres .....	822
Eliane Compain, complément 1/2 pension et livres .....	793
Jacqueline Compain, livres .....	120
Georgette Crousse, externat simple et livres .....	822
Hélène Decarrière, livres .....	120
Germaine Delforge, livres .....	120
Madeleine Delforge, livres .....	120
Marthe Demeure, livres .....	120
Nadine Dreyfus, livres .....	120



Simone Dubois, livres .....	120
Françoise Dupont, complément 1/2 pension et livres.....	680
Madeleine Grégoire, externat simple et livres .....	822
Colette Grenet, livres .....	80
Renée Gruloos, livres .....	120
Renée Jacquart, livres .....	80
Renée Jacquemet, externat surveillé et livres .....	1.200
Janine Lecouffe, livres .....	120
Andrée Lemaire, externat surveillé .....	594
Françoise Lesoin, 1/2 pension et livres .....	1.300
Etiennette L'Hermite, externat simple .....	324
Suzanne Magot, externat surveillé et livres .....	1.038
Aricknaz Mammez, externat simple et livres .....	822
Mireille Marsy, livres .....	120
Lucette Barbin, externat surveillé .....	594
Paule Barbin, externat surveillé .....	594
Sylviane Migand, externat simple et livres.....	522
Andrée Moulins, livres .....	120
Andrée Pidoux, livres .....	120
Paulette Queval, livres .....	80
Geneviève Schricke, 1/2 pension (1 <sup>er</sup> trimestre : 540 francs ; 2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> trimestres : 216 francs) .....	756

*Lycée Faidherbe*

Edmond Bailloux, externat simple et livres .....	700
Albert Barbillon, livres .....	160
René Barbillon, externat simple et livres .....	1.168
Gabriel Baumelou, externat et livres .....	902
Arthur Bonnaillie, externat surveillé et livres .....	1.240
Alfred Boone, externat simple et livres .....	862
Daniel Bousquier, externat simple .....	450
Pierre Breuillard, livres .....	175
Violette Breuillard, livres .....	250
Jacques Carbonel, livres .....	250
Jacques Chatenay, complément 1/2 pension .....	670
Michel Décaudin, livres .....	130
Pierre Degouge, livres .....	160
Robert Desreumaux, externat surveillé .....	594
Jean Devos, livres .....	50
Maurice Diependaele, externat simple .....	324
Albert Ducourant, complément d'externat surveillé et livres.....	902
Marc Dufaure, livres .....	130
Gaëtan Dufrenne, livres .....	160
Raymond Duriez, livres .....	130
François Gavelle, externat simple .....	340



Jean Georges, livres .....	160
Eugène Ghesquière, livres .....	130
Pierre Gruloos, livres .....	175
Jean Laforge, livres .....	130
Roger Lambert, externat simple et livres .....	670
Ernest Lelong, livres .....	160
René Mammez, complément d'externat surveillé et livres .....	508
Michel Mascret, complément d'externat surveillé et livres .....	538
Pierre Mihout, externat simple et livres .....	700
Raymond Pollart, livres .....	130
Marcel Régnière, externat simple et livres .....	902
André Renard, livres .....	160
Ernest Roose, externat simple et livres .....	902
Gabriel Siegl, livres .....	160
Lucien Thisse, complément de bourse .....	1.566
Jean Tristram, complément 1/2 pension .....	1.998
Pierre Turotte, externat surveillé .....	1.080
Pierre Vanreysselberge, complément d'externat surveillé et livres...	980

## BOURSES REMBOURSABLES

*Faculté de Médecine*

Sergine Boon .....	4.000
Andrée Cathier .....	1.800
Albert Descarpentries .....	2.400
Fernand Drecq .....	3.000
Emile Tanchon .....	2.500
Marguerite Chatelain .....	2.000
Louis Dumortier .....	3.000
Clémence Fairise .....	1.200

*Conservatoire de Paris*

Robert Dupuis .....	5.000
Monique Dodanthun .....	4.000
Marie-Thérèse Durot .....	4.000

*Ecole des Beaux-Arts de Paris*

Emile Morlaix .....	3.500
Auguste Marissal .....	3.500

*Ecole Normale d'Instituteurs de Douai*

André Wollaert .....	1.500
----------------------	-------

*Ecole des Arts et Métiers*

Edmond Brisy .....	4.000
--------------------	-------



*Institut Industriel*

Charles Stuyvaert .....	2.000
Robert Vasseur .....	1.500

*Ecole Supérieure des Arts décoratifs de Paris*

Maurice Delobel .....	4.000
-----------------------	-------

*Ecole Supérieure de Commerce*

Maurice Knight .....	3.000
Albert Guichet .....	1.200

*Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris*

Gabriel Lesaffre .....	1.000
------------------------	-------

*Adopté.*

---

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

MESSIEURS,

D'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission et conformément aux conditions du testament du Chevalier Wicar, le jury nommé par la Société des Sciences, avec mission d'organiser le concours et d'examiner les épreuves, en vue de l'attribution de la Bourse Wicar à un peintre, a désigné M. Pierre Desrumaux comme remplissant le mieux les conditions imposées tant par le concours que par les volontés du testateur.

Nous vous proposons de ratifier cette nomination, qui conférera au pensionnaire les avantages de la Bourse Wicar à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Ces avantages lui seront continués pendant quatre ans s'il remplit exactement les conditions imposées par le programme du concours.

Nous vous demandons de vouloir bien autoriser le paiement à M. Desrumaux du montant de la Bourse Wicar pour 1930.

*Adopté.*

---

N° 316

*Œuvre Pie Wicar*

*Pensionnaire  
à Rome*

*Nomination*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 317

Création  
d'un Centre  
régional de lutte  
contre le cancer

Conseil  
de Direction

MESSIEURS,

Nous avons reçu de M. le Préfet du Nord, à la date du 14 octobre, la lettre suivante :

» Dans sa séance du 4 janvier dernier, le Conseil général a décidé la création d'un Centre anticancéreux et approuvé, sous réserve des modifications qu'y pourrait apporter M. le Ministre de l'Hygiène, le projet de règlement du nouvel organisme.

» A la suite d'enquêtes très approfondies effectuées par des techniciens chargés de cette mission par M. le Ministre de l'Hygiène, celui-ci m'a fait connaître, par dépêche du 3 août 1929, que son Administration avait, avec le concours de M. le Professeur Roussy, Directeur du Centre anticancéreux de la banlieue parisienne, élaboré un projet de statuts concernant l'organisation et le fonctionnement à Lille, d'un Centre régional de lutte contre le cancer.

» Suivant ce projet, le Centre sera constitué par un ensemble de services relevant de la Faculté de Médecine, des Hospices, du Département du Nord et de la Ville de Lille, et éventuellement de la Faculté des Sciences de l'Université. Ces services seront désignés ultérieurement par M. le Ministre de l'Hygiène, sur la proposition du Conseil de Direction du Centre, dès qu'il sera constitué.

» Le Conseil de Direction sera chargé de coordonner les travaux scientifiques poursuivis par les différents services du Centre et de donner des avis sur toutes les questions qui intéressent le fonctionnement de ces organismes et la lutte sociale contre le cancer. Il sera obligatoirement consulté sur les questions intéressant, notamment, les projets de travaux (*construction et installation*), d'achat de radium, de matériel technique et de laboratoire.

» Le Conseil de Direction sera composé ainsi qu'il suit :

» Le Préfet ou son délégué, *Président* ; le Président du Conseil de l'Université, *Vice-Président* ; le Doyen de la Faculté de Médecine ; le Directeur du Centre ; les Chefs de services du Centre ; un représentant du Conseil de l'Université ; l'Inspecteur départemental d'Hygiène ; quatre représentants du Conseil général, désignés par l'Assemblée ; deux représentants du Conseil municipal ; deux membres de la Commission administrative des Hospices.

» En portant ces faits à votre connaissance, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien inviter votre Conseil municipal à désigner d'urgence ses deux représentants au Conseil de Direction du nouvel organisme. »

Comme suite à cette communication, nous vous proposons :



a) De demander que le nombre des représentants de la Ville au sein du Conseil de direction soit porté de deux à trois, le Conseil général devant être représenté par six membres au lieu de quatre ;

b) De désigner pour représenter la Ville : MM. les Adjoints Arquembourg, Bardou, Willems.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La Société « Le Bâtiment du Nord et du Nord-Est », à Lomme-lez-Lille, qui procède à la construction de l'Hôtel des Postes en bordure du boulevard Carnot, a été autorisée à mettre en décharge, dans les fossés de la fortification proches de cette construction, les terres provenant des fouilles dudit bâtiment. Cette autorisation a été accordée moyennant le prix de 1 franc le mètre cube de déblais transportés en remblai et une redevance mensuelle de 50 francs pour la pose des voies Decauville d'accès à la décharge et pendant la durée d'utilisation de celle-ci.

Il résulte des mesurages qui ont été faits, que le cube des déblais transportés en remblai est de 4.937 m<sup>3</sup> 120. La durée d'occupation de la décharge fut de 5 mois.

La Société « Le Bâtiment du Nord et du Nord-Est » est donc redevable à la Ville de Lille de la somme de 5.187 fr. 12, décomposée ci-après :

$$4.937 \text{ m}^3 120 \times 1 \text{ fr.} = 4.937 \text{ fr. 12}$$

$$5 \text{ mois à } 50 \text{ fr.} = 250 \text{ fr.}$$

$$\text{Total..... } \underline{\underline{5.187 \text{ fr. 12}}}$$

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons d'admettre en recette ladite somme de 5.187 fr. 12.

*Adopté.*

N° 318

—  
Décharge  
dans la fortification

—  
Admission  
en recettes  
—



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 319

MESSIEURS,

*Distribution d'eau**Entretien  
et extension  
des canalisations**Adjudication*

L'adjudication des travaux d'entretien des canalisations d'eau expirant le 31 décembre 1929, nous soumettons à votre approbation le cahier des charges dressé en vue de la mise en adjudication de ces travaux pour une durée de 3 années avec faculté, pour la Ville seulement, de résilier à la fin de chaque année.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 320

MESSIEURS,

*Distribution d'eau**Usines élévatoires  
Fournitures  
de charbons**Adjudication*

L'adjudication pour la fourniture des charbons nécessaires aux usines élévatoires expirant le 31 décembre 1929, nous soumettons à votre approbation, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, le cahier des charges préparé en vue d'une nouvelle adjudication pour l'année 1930.

La dépense, évaluée approximativement à 225.000 francs sera prélevée sur le crédit du Budget Ordinaire : « Eaux ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 321

MESSIEURS,

*Distribution d'eau**Dégâts occasionnés  
par une fuite  
rue Faidherbe**Règlement*

Le 12 octobre, vers une heure du matin, une rupture de la canalisation d'eau sous le trottoir des numéros pairs de la rue Faidherbe, a provoqué l'inondation des sous-sols de l'immeuble portant le n° 12, occupé par la Société Henri Esders.

L'eau a envahi une grande partie des caves et particulièrement la fosse dans laquelle se trouvent les deux chaudières du chauffage central.

Le revêtement calorifuge des chaudières, imbibé par l'eau, est à refaire ; les régulateurs de tirage devront être démontés et nettoyés ; les grilles, l'intérieur des foyers et les plaques tubulaires devront être grattés. Dans les autres



parties des caves, des accessoires d'étalage en cuivre et en bois ont été mouillés sans avoir particulièrement souffert.

La Société Esders ne demande que la remise en état des chaudières ; elle a fait établir un devis approximatif par son entrepreneur, la Société Grouvelle Arquembourg ; la dépense à prévoir est de 2.000 francs environ.

Nous vous proposons, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, de faire exécuter ces travaux au compte de la Ville, sous son contrôle, étant entendu que la dépense sera réglée directement à l'entrepreneur et prélevée sur le crédit du budget ordinaire des Eaux.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le marché passé avec M. Duquesnoy, pour la fourniture des fourrages nécessaires au Service de la Propreté Publique et aux divers Services Municipaux expire le 31 décembre prochain.

En vue des fournitures à effectuer pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1930, nous avons fait appel à la concurrence.

Sur dix négociants sollicités, trois seulement ont répondu et présenté les propositions suivantes :

1<sup>o</sup> M. Duquesnoy, 2, rue de La Madeleine, à Lille, demande une augmentation de 5 fr. 50 % sur les prix pratiqués en bourse le jour de la commande ;

2<sup>o</sup> M. Bruyneel, 3, rue de Séclin, à Lille, demande une augmentation de 5 fr. 75 % ;

3<sup>o</sup> M. Gheysens, 20, rue de Mulhouse, à Lille, demande une augmentation de 7 %.

Les offres de M. Duquesnoy étant les plus avantageuses pour la Ville, nous vous proposons, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, de les accepter et d'agréer la soumission qu'il nous a souscrite pour cette fourniture.

Les dépenses seront imputées sur les crédits ordinaires du budget.

*Adopté.*

N<sup>o</sup> 322

*Propreté Publique  
et Services  
Municipaux*

*Fourniture  
de fourrages*

*Marché*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 323

Propreté Publique

Fourniture  
de cuirs

Marché

Le marché passé avec M. Druelle-Dervaux, bourrellier à Wattignies, pour la fourniture des cuirs et articles de bourrellerie nécessaires au Service de la Propreté Publique, arrive à expiration le 31 décembre prochain.

Un appel à la concurrence, sur les bases d'un bordereau de prix a été lancé en vue de notre approvisionnement pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1930.

Parmi les négociants sollicités, un seul a répondu. Il a présenté les propositions suivantes :

M. Druelle-Dervaux, à Wattignies, prix du bordereau 8.466 francs.

L'offre de M. Druelle-Dervaux étant intéressante pour la Ville, nous vous proposons, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, de l'accepter et d'approuver le marché passé avec ce négociant.

Les dépenses seront imputées sur les crédits ordinaires du budget.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 324

Propreté Publique

Fourniture  
pour le montage  
des brosses  
et rouleaux

Marché

Le Service de la Propreté Publique ayant besoin pendant le premier semestre 1930 de 1.500 kilos de piassava d'Afrique et de 500 kilos de bahia pour le montage des brosses et rouleaux, nous avons provoqué des offres en vue de la fourniture de ces articles.

Parmi les négociants sollicités, un seul a répondu et fait les propositions suivantes :

MM. C. Pajot et C<sup>ie</sup>, 8, boulevard de la Liberté, à Lille :

Piassava d'Afrique, marque Sulima ou Cap Mount,

475 francs les 100 kilos ;

Bahia pur, ruban bleu, 610 francs les 100 kilos.

Les prix de M. Pajot étant avantageux pour la Ville, nous vous proposons, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, de vouloir bien les accepter et d'agréer la soumission qu'il a souscrite pour cette fourniture.

Les dépenses seront imputées sur le crédit de la Propreté Publique.

*Adopté.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le marché passé avec M. Degraeve pour l'enlèvement des fumiers provenant de la cavalerie des Services de la Propreté Publique et des transports municipaux expirant le 31 décembre prochain, une adjudication restreinte a eu lieu en vue d'assurer cet enlèvement pendant l'année 1930.

Les propositions suivantes ont été reçues :

MM. Thellier frères, à Wattignies : 22 francs par cheval et par mois ;

M. Degraeve, à Loos-lez-Lille : 22 fr. 50 par cheval et par mois.

L'offre de 22 fr. 50 par cheval et par mois, faite par M. Degraeve, étant la plus avantageuse pour la Ville, nous vous prions, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, de vouloir bien l'agréer et approuver le marché passé à cet effet.

*Adopté.*

N° 325

Propreté Publique  
et Transports  
municipaux

Enlèvement  
des fumiers  
en 1930

Marché

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le marché passé avec M. Descarpentris, médecin-vétérinaire, pour la ferrure et les soins vétérinaires à donner aux chevaux des Services Municipaux, expire le 31 décembre prochain.

Nous sommes satisfaits du travail très spécial exécuté par M. Descarpentris. Ce dernier consent à renouveler son marché aux conditions suivantes :

*Ferrure* : 34 francs par mois et par animal pour les mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre ; 36 francs par mois et par animal pour les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier, février et mars ;

*Soins vétérinaires* : 6 francs par mois et par animal.

Nous vous proposons : a) d'accepter ces conditions ; b) de ratifier le marché passé à cet effet pour l'année 1930, et qui comporte la faculté de résiliation par la Ville, après le 1<sup>er</sup> juillet, moyennant un préavis d'un mois.

Les dépenses seront prélevées sur les crédits ordinaires du Budget.

*Adopté.*

N° 326

Services  
Municipaux

Ferrage des chevaux  
Soins vétérinaires

Marché



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 327

Services  
MunicipauxFourniture  
des imprimés

Cahier des charges

MESSIEURS,

L'adjudication passée en vue de la livraison des imprimés nécessaires aux divers services municipaux arrivera à expiration le 31 décembre prochain.

Nous vous demandons de nous autoriser à procéder à une nouvelle adjudication pour cette fourniture pendant deux années, sur la base du cahier des charges que nous soumettons à votre approbation.

En raison de l'augmentation du cours des papiers, les prix portés au barème des années précédentes ont dû être majorés de 5 %.

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 328

Services  
MunicipauxFournitures  
diverses

Marchés

MESSIEURS,

Dans le but d'assurer notre approvisionnement en articles divers, tels que : fournitures de bureau, cordes et ficelles, fers et aciers, limes, savon mou, etc., nécessaires aux Services Municipaux, pendant l'année 1930, nous avons fait appel, tant par la voie de la presse que par lettres individuelles, aux commerçants de la Ville et de la Région.

Un certain nombre de réponses nous sont parvenues. Notre Commission spéciale les a examinées avec le plus grand soin et le souci de ménager le plus possible les deniers communaux.

Elle propose de retenir les offres des fournisseurs ci-après désignés, dont les conditions lui ont paru les plus intéressantes pour la Ville.

*Fournitures de bureau et papiers* : Société Anonyme Gachie-

Aula, à Lille. Evaluation approximative de la dépense.... 30.000 fr.

*Cordes et ficelles* : M. Jean Dhour, 16, rue de la Clef, à Lille.. 15.000 »

*Droguerie, couleurs* : MM. Prouvost-Dalle, 21, rue du Faubourg-d'Arras, à Lille..... 20.000 »

*Quincaillerie* : MM. Tampleu frères, 15, rue d'Arras, à Lille.... 25.000 »

*Aciers et tôles* : M. Nollet-Carré, à Roubaix..... 10.000 »

*Limes et retailage de limes* : MM. Tesmoingt et fils, rue Pascal, à Lille ..... 8.000 »

*Brosserie* : M. Billaut-Dessart, 265, rue des Postes, à Lille..... 15.000 »



<i>Wassingues</i> : MM. Parent et fils, à Lannoy.....	8.000	»
<i>Produits chimiques</i> : M. Collas, à La Madeleine.....	10.000	»
<i>Déchets, chiffons</i> : M. Pailliez, à Croix.....	10.000	»
<i>Savon mou</i> : Anciens Etablissements Gadenne-Cornaille et Del- rue, à Gondecourt (Nord).....	18.000	»
<i>Huiles et graisses</i> : Société Anonyme des Huiles Renault, à Issy- les-Moulineaux .....	20.000	»
<i>Essences, pétrole</i> : Desmettre, 83, rue Abélard, à Lille.....	80.000	»
<i>Bois pour écoles et Services Municipaux</i> : MM. Bauduin et fils, 246 bis, rue de Paris, à Lille.....	30.000	»

Nous vous demandons de nous autoriser à passer avec ces commerçants les marchés nécessaires.

La dépense sera prélevée sur le Budget ordinaire.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le 26 décembre 1928, le gardien de la paix Henri Segon, 29 ans, attaché au 5<sup>e</sup> arrondissement, venait de quitter son service, lorsqu'il fut renversé par un camion. Transporté à l'Hôpital de la Charité, il y décédait 48 heures après, laissant dans le dénuement le plus complet ses deux enfants et sa femme, bientôt mère d'un troisième bébé.

En raison : a) des circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident ; b) de la situation très digne d'intérêt de M<sup>me</sup> Segon, nous vous proposons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, d'allouer à cette dernière un secours une fois donné de 1.000 francs, à prélever sur le crédit de la Police.

*Adopté.*

N° 329

—  
*Demande  
de secours*

—  
*Mme Segon  
veuve d'un gardien  
de la paix*  
—



**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

N° 330

—  
Subvention  
Fédération  
Régionale des  
Pêcheurs à la ligne  
—  
Congrès  
—

MESSIEURS,

Nous avons été saisi par la Fédération Régionale des Pêcheurs à la ligne d'une demande tendant à obtenir l'aide pécuniaire de la Municipalité, à l'occasion du Congrès organisé en notre Ville le 9 juin dernier.

A titre tout à fait exceptionnel, nous vous proposons de donner une suite favorable à cette demande et d'accorder à ladite Fédération une subvention de 500 francs.

La dépense sera prélevée sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 500 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

---

**RAPPORT DE M. LE MAIRE**

N° 331

—  
Subvention  
Fédération  
de Groupements  
commerciaux  
du Nord  
—  
Congrès  
—

MESSIEURS,

Par lettre en date du 6 novembre, la Fédération départementale des Groupements commerciaux du Nord a sollicité de l'Administration municipale une subvention à titre de participation dans les frais engagés en vue de l'organisation du Congrès qui s'est tenu en notre ville les 17 et 18 novembre dernier.

Nous vous proposons, d'accord avec votre 5<sup>e</sup> Commission, d'agréer cette demande, et de fixer à 1.000 francs la subvention à allouer à la susdite Fédération.

La dépense sera prélevée sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 1.000 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

---



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La dépense prévue aux fins d'aménagement du Cercle d'études syndicales à la Bourse du Travail, comprenant notamment des sièges basculants et tables, cabine et appareil cinématographique, stores, écran, etc., s'élève à 30.600 francs.

Un crédit de 18.225 francs a été inscrit au Budget supplémentaire de 1929.

Afin de permettre de terminer les travaux, un crédit de 30.600 fr. — 18.225 fr. = 12.375 francs est encore nécessaire.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons l'ouverture d'un crédit d'égale importance, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 12.375 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

N° 332

Bourse du Travail

Cercle d'Etudes  
Syndicales

Travaux  
d'aménagement

Crédit  
supplémentaire

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'Union des Etudiants de l'Etat nous a fait tenir une demande tendant à obtenir notre participation dans les frais de remplacement du chauffage central installé 49, rue de Valmy, dans l'immeuble mis par la Ville à leur disposition.

Le devis des travaux à exécuter s'élève approximativement à 50.000 fr.

L'Union des Etudiants sollicite une subvention égale à la moitié de la dépense à engager.

Nous vous proposons, d'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, de décider : a) que la Ville prendra à sa charge la moitié de la dépense qui aura été effectuée, sans que sa quote-part puisse dépasser 25.000 francs ; b) que les travaux seront contrôlés par les soins de notre Service des bâtiments ; c) qu'un crédit de 25.000 francs sera prélevé sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 25.000 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

N° 333

Maison  
des Etudiants

Remplacement  
du chauffage  
central

Subvention



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 334

Eclairage  
de la passerelle  
du Bois  
de Boulogne

Installation  
de candélabres

MESSIEURS,

Par lettre du 27 septembre 1929, la Société « Nord-France », adjudicataire des travaux de reconstruction de la passerelle du Bois de Boulogne, propose d'exécuter en béton armé et suivant croquis de M. Delemer, Conseiller municipal, et moyennant l'allocation d'une somme forfaitaire de 16.000 francs, les quatre candélabres qui doivent assurer l'éclairage de ladite passerelle.

La Société « Nord-France » a été déclarée adjudicataire des travaux de reconstruction de cet ouvrage le 25 octobre 1927, pour la somme nette et forfaitaire de 196.000 fr., dont 160.000 fr. à la charge de l'Etat et 36.000 fr. à la charge de la Ville de Lille (délibération du Conseil municipal du 12 juillet 1928).

L'éclairage n'était pas prévu dans le forfait ci-dessus, car il incombe entièrement à la Ville. S'il était réalisé par les moyens ordinairement employés, il faudrait compter une dépense de 8.000 francs environ pour fourniture et pose de quatre candélabres en fonte supportant chacun deux becs de gaz.

La fourniture de quatre candélabres en béton armé comportera donc un complément de dépenses de : 16.000 fr. — 8.000 fr. = 8.000 fr., qui se justifie par l'amélioration notable que nous comptons obtenir ainsi de l'esthétique de l'ouvrage.

Nous vous demandons, d'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission : a) d'accepter la proposition de la Société « Nord-France » ; b) de décider que la participation de la Ville de Lille dans les frais de reconstruction de la passerelle du Bois de Boulogne, fixée par délibération du Conseil municipal du 12 juillet 1928, sera portée à 36.000 fr. + 16.000 fr. = 52.000 francs, la dépense supplémentaire, soit 16.000 francs, étant imputée sur le crédit de l'Eclairage public, exercice 1930.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 335

Création  
d'un garage public  
squares Jussieu  
et Dutilleul

Signalisation

Marché

MESSIEURS,

En accord avec votre Commission de la Voie publique, nous avons décidé de créer un garage public pour véhicules, de chaque côté des squares Jussieu et Dutilleul.

Il y a lieu de prévoir la signalisation nécessaire à la mise en application immédiate de cette décision.



La signalisation comporterait la pose, à des emplacements déterminés, de signaux lumineux à feu clignotant : « Sens interdit », et de panneaux double face avec flèche portant l'inscription : « Stationnement », avec indication de la position en biais des véhicules. Il conviendrait de poser 10 signaux « Sens interdit » et 4 panneaux de stationnement.

Nous avons demandé des propositions à M. Maugé, ingénieur, 22, rue des Ponts-de-Comines, à Lille, qui a déjà exécuté en notre ville des travaux de ce genre.

L'installation complète, y compris : a) la pose d'un feu vert avec indication : « Prenez votre droite » au square Morisson ; b) de deux enseignes à réflexion solaire de 1 m. x 0 m. 25 avec équipement électrique intérieur pour la nuit et un globe en verre de couleur vert clair de 0 m. 30 de diamètre avec lampe intérieure, coûterait 16.180 francs, suivant devis remis par M. Maugé.

Ce prix nous paraissant raisonnable, nous vous proposons de nous autoriser à passer avec ledit entrepreneur le marché nécessaire.

La dépense sera prélevée sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 16.180 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue du remplacement, par une clôture en ciment, d'une partie de la haie formant clôture du cimetière de l'Est, des propositions ont été demandées à différents spécialistes en la matière.

Les offres les plus avantageuses pour la Ville ont été faites par M. Hayem, demeurant à Saint-André-lez-Lille, 68, rue Sainte-Hélène, dont le prix, comprenant toutes fournitures et pose, est de 103 fr. 50 le mètre linéaire de clôture comportant 3 mètres de hauteur au-dessus du sol.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'approuver le marché passé avec cet entrepreneur. La dépense, évaluée approximativement à 37.000 francs, sera prélevée sur l'article 57 du Budget extraordinaire de 1929.

*Adopté.*

N° 336

Cimetière de l'Est

Construction  
d'une clôture



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 337

MESSIEURS,

Monuments  
aux Morts

Salle du Souvenir

Crédits

Un crédit de 40.000 francs a été inscrit au Budget extraordinaire de 1929 en vue de l'aménagement, derrière le Monument aux Morts, dans les restes du Palais Rihour, d'une salle dans laquelle seraient placés les plaques et souvenirs déposés aux trois monuments élevés à la mémoire des morts de la guerre, monuments : a) de la place Rihour ; b) des Fusillés ; c) aux Victimes de l'explosion des dix-huit ponts.

Nous avons demandé à M. Alleman, architecte, un projet d'aménagement de cette salle.

M. Alleman a établi un premier projet restant dans les limites du crédit inscrit et un autre s'élevant à 118.000 francs. Dans ce dernier projet, il est prévu une salle à deux issues, avec sol en marbre, revêtements des parois en marbre et en mosaïque de grès flammé, portes en fer forgé, lustre électrique...

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons de décider, en principe, l'exécution conformément à ce dernier projet ; des propositions vous seront soumises ultérieurement quant à sa réalisation.

En ce qui concerne les ressources nécessaires, nous vous proposons de décider que le solde du compte hors-budget : « Emploi de la souscription pour l'érection d'un Monument aux Morts de la Grande Guerre », et s'élevant à 34.012 fr. 04, sera employé à l'aménagement de la salle des souvenirs. Le surplus de la dépense sera couvert par le crédit de 40.000 francs déjà inscrit au Budget et par un crédit supplémentaire de 44.000 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 44.000 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 338

MESSIEURS,

Ecole  
Valentine LabbéOeuvre  
du Trousseau

Au début de l'année 1927, une « Oeuvre du Trousseau » a été créée à l'école Valentine Labbé. Chaque élève peut y confectionner un trousseau qui deviendra sa propriété lorsqu'elle aura atteint sa dix-huitième année.

Une cotisation mensuelle de 10 francs représentant environ la moitié du coût du trousseau est exigée des adhérentes. Le reste de la dépense est cou-



vert notamment par une subvention de 5.000 francs, accordée annuellement par l'Etat.

Cette initiative est fort intéressante et très appréciée des familles.

Outre qu'elle donne aux jeunes filles des habitudes de prévoyance et de goût, elle les attache à leur école et les incite à y passer plusieurs années profitables.

En vue d'aider au développement de l'OEuvre, M<sup>me</sup> la Directrice de l'école sollicite de la Ville une subvention qui pourrait être de 2.500 ou 3.000 francs, et marquerait une fois de plus l'intérêt que l'Administration municipale porte à son école pratique de jeunes filles.

D'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission et la Commission locale des Cours professionnels, nous vous proposons d'accueillir favorablement cette demande et d'allouer à l'OEuvre du Trousseau une subvention de 2.500 francs, à prélever sur le crédit de l'école pratique de jeunes filles, exercice 1930.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Par délibération en date du 30 décembre 1927, vous avez décidé l'exécution de forages au nord de notre Ville.

Parmi les forages définitifs exécutés en vue de l'alimentation en eau potable de la Ville, six d'entre eux ont donné, aux essais de pompages effectués pendant 18 jours en octobre dernier, après une période de sécheresse prolongée, un débit supérieur à 100 mètres cubes à l'heure pour chaque forage, soit un débit total journalier de 13.000 à 14.000 mètres cubes, en tenant compte de la réduction des débits en cas de fonctionnement simultané de toutes les pompes à installer sur les forages.

Dans un autre projet sur lequel vous aurez à délibérer tout à l'heure, il est question d'équiper ces forages et d'utiliser provisoirement l'eau pour les besoins industriels.

Mais comme l'eau de ces six forages a donné d'excellents résultats à l'analyse, soit au point de vue chimique, soit au point de vue bactériologique, elle peut être utilisée, *sans aucun traitement*, pour l'alimentation des habitants. Elle présentera ainsi un avantage appréciable sur celle d'Emmerin.

Nous vous proposons, en conséquence :

- 1<sup>o</sup> D'admettre, en principe, que l'eau des forages exécutés au nord de Lille servira à alimenter la population en eau potable ;
- 2<sup>o</sup> D'approuver le projet établi suivant les prescriptions réglementaires ;

N<sup>o</sup> 339

*Captation  
et adduction  
au nord de Lille,  
de nouvelles  
eaux potables*



3° De demander à l'Administration supérieure de vouloir bien approuver ledit projet dans le plus court délai possible, de façon que l'eau des forages puisse être envoyée dans les canalisations de distribution d'eau potable vers le mois de juillet 1930 ; l'année 1930 semble en effet devoir être aussi sèche que l'année 1929, au cours de laquelle la population a dû être fortement rationnée.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 340

*Distribution d'eau*

*Utilisation  
des forages  
exécutés  
au nord de Lille*

Les travaux de recherche d'eau potable au nord de Lille sont actuellement terminés dans la zone située à l'est de la Moyenne-Deûle. Dans cette région il est possible de trouver un appoint d'eau important, treize à quatorze mille mètres cubes par jour.

Les forages existent, il reste à les équiper et à poser les canalisations d'amenée en ville.

Au cours de l'année 1929 les ressources en eau potable et en eaux industrielles et de voirie ont été bien inférieures aux besoins de la population et l'année 1930 semble devoir être aussi sèche que l'année 1929.

Dans ces conditions il est indispensable de faire l'impossible pour mettre à la disposition de la population, dès 1930, l'eau pouvant être prélevée dans la nappe aquifère de Lille-Nord. Cette eau pourrait d'ailleurs être utilisée comme eau industrielle et de voirie, en attendant l'approbation du projet de captation de nouvelles eaux potables.

Nous vous proposons, conformément à l'avis de votre 2<sup>e</sup> Commission, de vouloir bien approuver le projet qui vous est soumis, et notamment les cahiers des charges dressés en vue de la mise en adjudication des travaux.

Lesdits travaux seraient exécutés en plusieurs lots.

1<sup>er</sup> lot. — Exécution des forages (travail terminé).

2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lots. — Canalisations d'amenée en ville ; d'une part vers le Vieux-Lille, d'autre part vers Saint-Maurice.

4<sup>e</sup> lot. — Fourniture et pose des pompes et moteurs.

5<sup>e</sup> lot. — Postes de transformation et installations électriques.

6<sup>e</sup> lot. — Bâtiments des stations de pompes.

Les dépenses seront imputées sur les crédits à inscrire au budget de 1930.

Le projet qui vient de vous être soumis en vue de l'utilisation de l'eau captée au nord de Lille pour l'alimentation des habitants, ne pourra pas être



approuvé très rapidement à cause des formalités assez longues à remplir ; toutefois il est permis d'espérer que cette approbation interviendra avant la période sèche de l'année prochaine. Les forages étant alors équipés et les canalisations posées, il sera alors possible de mettre très rapidement à la disposition de la population un appoint important d'eau potable.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'arrêté ministériel du 17 juillet 1922 fixe, ainsi qu'il suit, les vacances dans les écoles primaires :

- Les jours légalement fériés ;
- Le matin du 2 novembre ;
- Les deux jours qui précèdent Pâques et la semaine suivante ;
- Deux mois à la fin de l'année scolaire ;

Six jours à des dates fixées, pour chaque commune, par l'Inspecteur primaire, après avis du Conseil municipal.

D'accord avec l'autorité supérieure, une demi-journée a été accordée, le 2 novembre, sur les 6 jours de l'année 1930.

Sur la proposition de M. l'Inspecteur primaire et d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, nous vous prions d'arrêter comme suit : la répartition des 5 jours et 1/2 de congé supplémentaire :

- Le lundi 30 décembre ;
- Le mardi 31 décembre ;
- Le vendredi 3 janvier ;
- Le samedi 4 janvier ;
- L'après-midi du Mardi gras ;
- Le lendemain de la Fête communale.

*Adopté.*

---

N° 341

*Ecoles primaires*

*Année 1930*  
*Vacances*

*Fixation*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 342

MESSIEURS,

Lycée Fénelon  
Internat

I) Marchés  
de denrées  
II) Enlèvement  
des eaux grasses

Nous inspirant des instructions ministérielles, nous avons continué, cette année, pour certaines fournitures nécessaires au fonctionnement de l'Internat du Lycée Fénelon, le système des marchés à court terme qui nous a donné toute satisfaction l'an dernier.

En ce qui concerne le pain, la bière, la charcuterie, le lait, les légumes, la viande, le beurre, nous avons traité pour l'année scolaire entière, les prix étant ainsi plus avantageux.

Voici les propositions qu'après un appel d'offres, il nous a paru préférable de retenir :

1) Viande fraîche : A. Sille, Dépense approximative.....	30.000 fr.
2) Bière : La Grande Brasserie, Dépense approximative.....	9.000 fr.
3) Beurre et œufs : Geloën, Dépense approximative.....	30.000 fr.
4) Beurre de cuisine : M. Baillet-Lourdant, Dépense approximative.....	6.000 fr.
5) Epicerie : Gautier, Dépense approximative .....	12.000 fr.
6) Epicerie : Delerue, Dépense approximative .....	6.000 fr.
7) Charcuterie : Grussez, Dépense approximative .....	15.000 fr.
8) Légumes : Veuve Dugardin, Dépense approximative .....	15.000 fr.
9) Lait : Hénau, Dépense approximative .....	9.000 fr.
10) Pain : Indépendante, Dépense approximative .....	25.000 fr.

D'autre part, nous avons convenu avec M. G. Arban, route de Lannoy, à Annappes, d'un prix de journée de 3 fr. 25, pour l'enlèvement des eaux grasses.

Nous vous demandons d'accepter cette proposition, qui est la plus élevée parmi celles que nous avons reçues.

Nous vous prions en outre, d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, de nous autoriser à passer avec les personnes ci-dessus désignées, les marchés nécessaires.

Adopté.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Parmi les offres faites par différents commerçants de notre Ville en vue de la fourniture des denrées nécessaires au fonctionnement de la cantine de l'Ecole Valentine Labbé, pendant l'année 1930, nous avons retenu les propositions suivantes qui nous ont paru les plus avantageuses :

- 1° Viande : Comptoir Lebossé. Dépense approximative ..... 10.000 fr.
- 2° Légumes frais : M. Ferdinand Dancoigne. Dépense approxim. 7.000 fr.
- 3° Poisson et épicerie : M. Lucien Vandamme. Dépense approx. 10.000 fr.

Nous vous prions, d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, de nous autoriser à passer les marchés nécessaires avec ces fournisseurs et de décider que la dépense sera prélevée sur les crédits ordinaires du Budget.

*Adopté.*

N° 343

—  
Ecole  
Valentine Labbé

—  
Fourniture  
de denrées

—  
Marchés  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous avons besoin pour le fonctionnement, pendant l'année 1930, de nos ateliers de couture et de mode de notre école pratique Valentine Labbé, de nous approvisionner sur place d'articles de mercerie, étoffes, matières premières pour modes, etc...

Des prix ont été demandés à différents commerçants.

Les meilleures conditions ont été faites par la maison Boka qui nous consent sur les prix courants un escompte de 10 %. Nous vous prions, d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, d'accepter les propositions de cette maison et d'approuver le marché nécessaire.

La dépense en résultant, soit environ 8.000 francs, sera prélevée sur l'article inscrit à cet effet au Budget ordinaire de 1930.

*Adopté*

N° 344

—  
Ecole  
Valentine Labbé

—  
Articles de mercerie  
et autres

—  
Marché  
—



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 345

*Cantine Baggio**Fonctionnement**Marchés*

MESSIEURS,

En vue du ravitaillement de la cantine Baggio pendant l'année 1930 et après avoir fait un large appel à la concurrence, nous vous prions, d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, de vouloir bien approuver les marchés suivants souscrits par :

1° M. Charles Bulleel, à Haubourdin, pour livraison des pommes de terre et légumes frais ;

2° MM. Vandervliet frères, 51, rue de Puébla, à Lille, pour les fournitures d'épicerie et légumes secs ;

3° La Coopérative « L'Avenir », rue d'Aguesseau, à Lille, pour la fourniture de bière ;

4° La Coopérative « L'Union de Lille », 147, rue d'Arras, à Lille, pour la livraison du pain.

Ces maisons consentent à la Ville les conditions avantageuses faites à la caisse des Ecoles pour le ravitaillement des cantines scolaires.

D'autre part, M. Henri Lebossé, 260, rue Léon Gambetta, à Lille, s'est engagé à fournir la viande fraîche et la viande congelée nécessaires à la cantine pendant la période sus indiquée.

Nous soumettons également ce marché dont le montant est approximativement de 12.000 francs à votre ratification.

Nous vous proposons, en outre, de décider que les dépenses résultant desdits marchés seront prélevées sur l'article 156 du budget : « Ecole Baggio ».

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 346

*Liquidation  
de pension**Octroi**Vve Charles  
Coussemant*

MESSIEURS,

M. Charles-Moïse Coussemant, préposé d'Octroi de 1<sup>re</sup> classe, est décédé le 5 novembre 1929 laissant une veuve, la dame Eudolie-Fernande Barbier, qui sollicite la liquidation de la pension à laquelle elle a droit, ainsi que celle de ses quatre enfants mineurs conformément aux statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux.

Entré dans l'Octroi le 1<sup>er</sup> avril 1910, M. Coussemant comptait au 9 sep-



tembre 1929 (date à laquelle il a cessé ses versements à la Caisse des Retraites par suite de suspension de traitement), 19 ans, 5 mois et 9 jours de service avec un traitement moyen de 10.037 fr. 50 pendant les trois dernières années. Il aurait pu obtenir une pension de 3.252 fr. 40 calculée comme suit :

Pour 19 ans de service : 19/60 de 10.037 fr. 50.....	3.178 53
Pour 5 mois : 5/12 de 1/60 de 10.037 fr. 50.....	69 70
Pour 9 jours : 9/30 de 1/12 de 1/60 de 10.037 fr. 50 .....	4 17
Total.....	3.252 40

Vu les extraits de l'Etat Civil constatant :

1° Que la dame Barbier est née à Grand-Rosoy (Aisne), le 10 décembre 1886 ;

2° Que ladite dame Barbier et M. Coussemant ont contracté mariage le 26 novembre 1917 ;

3° Que de ce mariage sont issus :

a) Coussemant Pierre-Fernand-Raymond, né le 21 octobre 1919, à Lille ;

b) Coussemant Jeannine-Madeleine-Lucienne, née le 29 janvier 1921, à Lille ;

c) Coussemant Fernand-Charles, né le 20 janvier 1924, à Lille ;

d) Coussemant Raymond-Alphonse-Gaston, né le 27 février 1926, à Lille.

Vu le certificat constatant que ce mariage n'a pas été dissous par le divorce ni par la séparation ;

Le règlement de la Caisse des Retraites des Services Municipaux duquel il résulte :

1° Article 7. — Que M<sup>me</sup> veuve Coussemant a droit à la moitié de la pension qu'aurait pu obtenir son mari, soit  $3.252 \text{ fr. } 40 : 2 = 1.626 \text{ } 20$

2° Article 8. — Que la pension de la veuve s'accroît d'un dixième pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans, soit  $1.626,20 \times 4 = 650 \text{ } 48$

10	
Total.....	2.276 68

Mais, comme en vertu dudit article des statuts précités, les pensions ne peuvent, en aucun cas, excéder les 2/3 de la pension du mari, la pension doit être ramenée à 2.168 fr. 28.

En conséquence, nous vous proposons de régler la pension annuelle de M<sup>me</sup> veuve Coussemant et de ses enfants à 2.168 fr. 28, à partir du 6 novembre 1929, lendemain du décès de son mari.

Adopte.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 347

Dommages  
de guerreRèglement  
d'indemnitésAdmission  
en recette

MESSIEURS,

Par lettre du 21 novembre dernier, M. le Préfet nous a fait connaître qu'il transmettait au Crédit National les réquisitions émises au profit de notre Ville pour une somme totale de 1.061.209 fr. 19.

Nous vous prions d'admettre cette somme en recette.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 348

Nouvel  
Hôtel de Ville

Construction

MESSIEURS,

Nous vous demandons de donner un avis favorable à l'affectation, pour la construction du nouvel Hôtel de Ville (Beffroi et Pavillon des Finances), d'une somme de 1.000.000 de francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 1.000.000 de francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

Observations

M. INGELRANS. — S'agit-il d'appels successifs ou y a-t-il un devis d'ensemble ?

M. LE MAIRE. — Il existe un devis d'ensemble.

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 349

Insuffisance  
de crédits

MESSIEURS,

Nous avons procédé à l'établissement d'une situation des crédits du Budget et nous avons constaté qu'un certain nombre de crédits étaient insuffisants.

En voici l'énumération :

Théâtres Municipaux .....	120.000 fr.
Théâtres. Décors, accessoires .....	30.000 »



Fêtes publiques .....	25.000 »
Fêtes. Frais de réception.....	5.000 »
Bains Municipaux .....	15.000 »

Nous vous prions en conséquence de voter l'ouverture de crédits supplémentaires d'une égale importance à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 195.000 francs, à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. Octave Grière, préposé principal de 1<sup>re</sup> classe à l'Octroi, né à Beauvois-en-Cambrésis (Nord), le 22 janvier 1875, sollicite la liquidation de sa pension de retraite à partir du 1<sup>er</sup> février 1930.

Entré dans les Services Municipaux le 1<sup>er</sup> octobre 1898, M. Grière comptera au 31 janvier 1930, 31 ans et 4 mois de service avec un traitement moyen de 11.572 fr. 22 pendant les trois dernières années.

D'après les articles 3 et 5 des statuts de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, M. Grière a droit :

Pour 25 ans de service actif, à la moitié du traitement moyen, soit : 11.572 fr. 22 : 2.....	5.786 11
Pour 6 ans : 6/40 de 11.572,22.....	1.735 85
Pour 4 mois : 4/12 de 1/40 de 11.572,22.....	96 44
Total.....	7.618 40

En conséquence, nous vous proposons d'allouer à M. Grière, sur les fonds de la Caisse des Retraites des Services Municipaux, à partir du 1<sup>er</sup> février 1930, une pension annuelle de 7.618 fr. 40.

De plus, nous vous demandons de lui accorder une gratification de départ égale à six mois de son traitement actuel, soit 6.500 francs, à prélever sur l'article 9 des dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1930.

*Adopté.*

N° 350

—  
*Liquidation  
de pension*

—  
*Octroi*

—  
*Octave Grière*  
—



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 351

Achat d'immeuble  
rue des  
Tanneurs, 58  
Leferme

MESSIEURS.

En vue de la réalisation du programme de reconstruction des quartiers démolis, nous avons obtenu de M. Charles Leferme une promesse de vente d'un immeuble sis à Lille, rue des Tanneurs, 58, repris au cadastre section I, N° 1.978, pour une superficie de 60 mètres carrés, moyennant un prix de 70.000 francs se décomposant comme suit : 35.000 francs pour la valeur de l'immeuble et 35.000 francs pour la valeur du fonds de commerce.

Ce prix serait payable après l'accomplissement des formalités suivantes :

a) Purge des hypothèques légales et délivrance par M. le Conservateur des hypothèques légales, d'un certificat négatif d'inscription et de transcription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites ;

b) Insertion ; délivrance, par M. le Greffier du Tribunal de Commerce, de certificats négatifs de privilège du vendeur, de nantissement et du Trésor ; constatation, à l'expiration du délai légal, qu'aucune opposition n'a été présentée.

M. Leferme a déclaré occuper l'immeuble à l'exception du second étage, accordé en location verbale à M<sup>me</sup> Honoré Poupart, moyennant un loyer mensuel de 50 francs.

La Ville entrerait en possession et jouissance de l'immeuble à compter du jour du paiement du prix. M. Leferme continuerait à toucher le montant du loyer jusqu'à cette époque.

Le vendeur s'est engagé à rendre libres, au 1<sup>er</sup> juillet 1931, toutes les parties de l'immeuble qu'il occupe. Il a été convenu toutefois, qu'au cas où il n'aurait pas évacué les lieux au jour du paiement du prix, il paierait à la Ville, pour la période comprise entre cette date et le jour de son départ, un loyer calculé sur la base de 10 francs par jour, étant entendu que tous les mois entiers seront comptés de 30 jours. Ce loyer serait payable à terme échu, le dernier jour de chaque mois.

La vente serait réalisée par-devant M<sup>e</sup> Piat, notaire à Lille. La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes, ceux de timbre et d'enregistrement, de transcription et de purge.

D'accord avec votre Commission du Plan, nous vous proposons : a) d'homologuer cette promesse de vente ; b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ; c) de décider que la dépense en résultant, principal et frais, sera prélevée sur l'article 60 du budget supplémentaire de 1929 : « Reconstitution foncière de la Ville ».

Adopté.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Deux terrains, situés dans la zone « non œdificandi », l'un à proximité de la rue Armand Carrel, d'une superficie approximative de 4.379 mètres carrés, reprise au cadastre, section E, N° 58 p, l'autre sis rue Bolivar, d'une contenance d'environ 9.303 mètres carrés, étaient mis en vente par adjudication publique, à la Chambre des Notaires, le 28 novembre dernier.

La Ville a été déclarée adjudicataire de ces deux terrains moyennant le prix principal de 45.000 francs pour le premier, de 155.000 francs pour le second, augmenté des frais préalables s'élevant respectivement pour chacun de ces lots à 541 fr. 65 et 2.979 fr. 05. L'acquisition de ces terrains a été déclarée d'utilité publique par la loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de Lille.

D'accord avec votre Commission du Plan, nous vous proposons de ratifier cette acquisition et de décider que la dépense en résultant, principal et frais, sera prélevée sur l'article 33 du budget extraordinaire de l'exercice 1929 : « Achat de terrains nus et de zone ».

*Adopté.*

N° 352

—  
*Acquisition  
de terrains de zone  
rue Armand Carrel  
et rue Bolivar*  
—

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous soumettons à votre approbation un marché à passer avec M. Molière, artiste peintre à Lille, en vue de la construction de différents décors nécessaires aux Théâtres Municipaux pour la saison 1929-1930.

Malgré la hausse du prix des matériaux et de la main-d'œuvre, M. Molière consent les mêmes prix que l'an dernier, sauf en ce qui concerne la construction, c'est-à-dire les châssis, les praticables, etc., pour lesquels il demande une augmentation de 25 %.

Ces conditions étant avantageuses pour la Ville, nous vous prions, d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, de vouloir bien les agréer.

La dépense, soit environ 100.000 francs, sera prélevée sur le crédit : « Théâtres. Décors, accessoires, etc. ».

*Adopté.*

N° 353

—  
*Théâtres  
Municipaux*  
—

—  
*Construction  
de décors*  
—

—  
*Marché*  
—



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 354

MESSIEURS,

*Taxe municipale  
sur les domestiques  
attachés  
à la personne,  
précepteurs,  
préceptrices  
et gouvernantes*

Aux termes de l'article premier de la loi du 13 août 1926, toute commune peut, par délibération du Conseil municipal approuvée par le Préfet après avis du Directeur départemental de l'Administration financière compétente et sans être tenue à la suppression des droits d'octroi, établir diverses taxes au nombre de 23.

L'article 14 du décret du 13 décembre 1926, portant règlement d'administration publique en exécution de ladite loi, énonce les conditions dans lesquelles peut être créée une taxe municipale sur les domestiques attachés à la personne, précepteurs, préceptrices et gouvernantes. Ces conditions sont les suivantes :

A) *Taxe sur les domestiques*

« La taxe est perçue sur les employeurs, à raison des domestiques à leur » service.

» Est considérée comme domestique, en vue de l'application de la taxe, » toute personne se trouvant exclusivement et d'une façon permanente, attachee au service matériel et personnel de l'employeur ou de sa famille.

» Le tarif pour les domestiques du sexe féminin ne peut excéder :

» Pour le premier domestique taxable .....	40 fr.
» Pour le deuxième domestique taxable .....	80 »
» Pour le troisième domestique taxable .....	120 »
» Pour le quatrième domestique taxable .....	160 »
» Pour le cinquième domestique taxable .....	200 »

» Et ainsi de suite en augmentant de 40 francs par domestique.

» Pour les domestiques masculins, le tarif peut être doublé.

» Lorsque des domestiques du sexe masculin et des domestiques du sexe » féminin ont le même employeur, ils font partie d'un seul et même classe- » ment alterné, commençant par un domestique du sexe féminin, et la taxe » est appliquée à chaque domestique au tarif propre à son sexe et aux taux » correspondants au rang qu'il occupe dans le classement.

» Sont exonérés de la taxe :

» L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics.

» Les personnes n'ayant qu'un seul domestique et remplissant l'une des » conditions suivantes :

» a) Etre âgée de plus de soixante-dix ans ;



» b) Justifier qu'en raison de leurs infirmités ou de leurs maladies, elles  
» ne peuvent se passer de l'aide d'un domestique (les invalides de guerre de  
» 100 % étant dispensés de toute justification) ;

» c) Avoir à leur domicile deux enfants de moins de seize ans ou un  
» ascendant de plus de soixante-dix ans, ou d'une personne infirme.

» L'exonération s'applique à deux domestiques lorsque le nombre des  
» septuagénaires, infirmes ou enfants âgés de moins de seize ans vivant sous  
» le même toit est de **quatre au moins**.

#### *B) Taxe sur les précepteurs, préceptrices ou gouvernantes*

» La taxe est établie au nom de l'employeur. Elle est perçue d'après un  
» tarif qui ne peut excéder 100 francs par an pour chaque précepteur ou pré-  
» ceptrice et chaque gouvernante employée.

#### *Dispositions communes aux deux taxes*

» La taxe est due pour l'année entière, à raison des domestiques, pré-  
» cepteurs, préceptrices ou gouvernantes en service au 1<sup>er</sup> janvier.

» Exonération peut être obtenue de la taxe afférente aux trimestres non  
» courus, si déclaration est faite à la Mairie de suppression d'emploi de huit  
» jours au moins avant l'expiration du trimestre en cours.

» Les employeurs sont tenus, sous peine du doublement de la taxe, de  
» faire à la Mairie la déclaration du nombre et du sexe des domestiques,  
» précepteurs, préceptrices et gouvernantes à leur service. Cette déclaration  
» doit être faite dans le courant du mois de janvier de chaque année pour les  
» personnes en service au 1<sup>er</sup> janvier, et, en cas de changement dans le nom-  
» bre ou le sexe des personnes employées, dans le mois du changement.

» Les employeurs qui, dans le courant de l'année, engageront une des  
» personnes donnant lieu à la perception de la taxe, doivent la taxe à partir  
» du 1<sup>er</sup> du mois qui suit celui dans lequel ces personnes sont entrées à leur  
» service. L'imposition est comprise dans un rôle supplémentaire dans le cas  
» où la déclaration n'aurait pas été constatée en temps utile pour entrer dans  
» la formation du rôle primitif.

» Les déclarations produisent leur effet jusqu'à déclaration contraire et  
» les taxes continuent à être perçues sur le pied de l'année précédente, tant  
» qu'il n'y a pas lieu à changement dans l'établissement de celles-ci.

» Les états matrices sont dressés par le contrôleur des Contributions  
» directes, avec le concours de la Commission des répartiteurs.

» Les rôles sont établis et recouvrés et les réclamations présentées,  
» instruites et jugées comme en matière de contributions directes. »

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commis-  
sion, de prendre la délibération suivante :

Une taxe sur les domestiques attachés à la personne, précepteurs, pré-



ceptrices et gouvernantes sera perçue à Lille, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930, dans les conditions prévues audit décret et rappelées ci-dessus.

Le tarif pour les domestiques féminins sera le suivant :

Pour le premier domestique taxable.....	40 fr. par an
Pour le deuxième domestique taxable.....	80 » »
Pour le troisième domestique taxable.....	120 » »
Pour le quatrième domestique taxable .....	160 » »
Pour le cinquième domestique taxable.....	200 » »

et ainsi de suite en augmentant de 40 francs par domestique.

Pour les domestiques masculins le tarif sera doublé.

Le tarif pour les précepteurs, préceptrices ou gouvernantes sera de 100 fr. par an pour chaque précepteur ou préceptrice et chaque gouvernante employée.

Sont imposables par voie de rôle supplémentaire indépendamment des contribuables ayant engagé en cours d'année une personne donnant lieu à la perception de la taxe, ceux qui seront omis ou insuffisamment taxés au rôle primitif.

Le recouvrement de la taxe sera confié à M. le Receveur Municipal.

*Adopté.*

#### Observations

M. LE MAIRE. — Il m'appartient de justifier ici un certain nombre de délibérations que nous allons prendre.

Nos dépenses se sont accrues dans des proportions considérables. L'augmentation des dépenses ordinaires s'est marquée plus particulièrement aux articles intéressant le personnel municipal : 2.046.000 francs. Elle s'est accusée plus nettement encore aux crédits de solidarité sociale : 2.428.000 francs.

En revanche, au titre des recettes ordinaires, nous ne pouvons prévoir que de maigres plus-values, sauf pour l'octroi : 960.000 francs. Au total, chiffres ronds : 1.198.000 francs.

Comment parer à cette situation ?

Nous n'augmentons pas le nombre des centimes additionnels. Nous ne croyons pas non plus devoir puiser dans les taxes qu'a mises à la disposition des villes le Gouvernement de Poincaré. Nous réservons une taxe dont le rendement aurait été intéressant pour nos finances : la taxe sur la valeur locative des locaux d'habitation. Nous nous contentons de la taxe sur les domestiques, qui est à rendement réduit. Le moins que l'on puisse dire de cette taxe, c'est qu'elle ne frappe pas arbitrairement le contribuable.

Pour parer à l'augmentation des dépenses ordinaires nous avons prévu le renforcement d'un certain nombre de droits et tarifs en vigueur. Encore nous sommes-nous abstenus pour quelques-uns, compte tenu des desiderata des syndicats intéressés. Permettez-moi de souligner que nous avons pris soin



de demeurer toujours au-dessous du maximum légal des taux prévus par les règlements.

M. INGELRANS. — Je considère qu'un domestique unique n'est pas un luxe dans une famille chargée d'enfants. Taxer d'office le premier domestique est, à mon sens, abusif.

Vous auriez dû exempter le premier domestique, en établissant un tarif progressif au cas de domestiques multiples. Celui qui en emploie quatre peut payer une taxe plus élevée que celle appliquée.

Si j'avais pu assister à la réunion de la Commission des Finances lorsque cette question fut étudiée, j'aurais protesté. Permettez-moi d'émettre ici le vœu que je viens d'exposer.

M. LE MAIRE. — Si vous aviez été présent, vous auriez fait comme nous. Nous ne sommes pas libres. C'est la loi qui a prévu les taux de ces taxes. Inclignons-nous devant la loi.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

La loi du 29 mars 1902 a, dans son article 1<sup>er</sup>, autorisé la Ville de Lille à établir, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1902, une taxe de 1 % sur le revenu net des propriétés bâties sur son territoire, en spécifiant que cette taxe serait calculée sur le revenu net qui sert de base à la contribution foncière « *et soumise à toutes les règles applicables à cette contribution* ».

D'autre part, la loi du 13 août 1926, article 1<sup>er</sup>, autorise les communes à établir une taxe sur le revenu net des propriétés bâties, dont le tarif ne peut excéder le quart du taux de l'impôt d'Etat, lequel est actuellement de 18 %. Le décret du 13 décembre 1926 fixe les règles d'assiette et de perception de cette taxe. Il dispose que la taxe sur le revenu net des propriétés bâties est établie par l'Administration des Contributions directes en même temps que la contribution foncière et recouvrée suivant les mêmes modalités ; et que les exemptions temporaires et les remises pour cause de vacance ou de démolition en cours d'année sont accordées dans les conditions prévues par les lois en vigueur pour la contribution foncière.

Il y a donc identité en ce qui concerne les modalités d'assiette et de perception entre la taxe de la loi de 1902 et celle de la loi du 13 août 1926.

En conséquence, *en transportant la taxe de la loi de 1902 dans le champ d'application de la loi du 13 août 1926*, nous vous prions, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de décider que la taxe de 2 % actuellement perçue sur le revenu net des propriétés bâties soit portée à 3 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930.

*Adopté.*

N° 355

Taxe  
sur le revenu net  
des propriétés bâties

Relèvement  
du taux à 3 %



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 356

Etat civil

Mariages  
l'après-midi

Taxes

MESSIEURS,

Par délibération du 17 septembre 1920, approuvée par M. le Préfet le 24 du même mois, vous avez fixé à 50 francs la taxe imposée à l'occasion des mariages célébrés en dehors des heures fixées, c'est-à-dire au cours de l'après-midi.

Nous vous demandons, d'accord avec vos 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, de porter ladite taxe à 250 francs.

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 357

Locations  
de chaises  
dans les squares  
et jardinsRelèvement  
du tarif

MESSIEURS,

Dans votre séance du 12 juillet 1921, vous avez adopté le tarif suivant pour le prix de location des chaises dans les jardins :

0 fr. 25 par chaise, le jour où il y a concert ;  
0 fr. 15 par chaise pour les locations ordinaires.

Nous vous soumettons, d'accord avec les 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, le nouveau tarif ci-après :

Jours ordinaires, par chaise.....	0 fr. 25
Les dimanches et jours fériés.....	0 fr. 50
Jardin Vauban. Jours de concert et pendant le concert, par chaise.....	1 fr.

Adopté.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous vous demandons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de fixer à 2 %, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930, le droit d'abri à réclamer aux facteurs des halles sur le produit des ventes de denrées alimentaires effectuées à l'intérieur des Halles Centrales.

Le droit précédemment perçu était de 1 % sur le produit des ventes.

*Adopté.*

N° 358

*Vente à la criée  
aux Halles  
Centrales*

*Relèvement  
du droit d'abri*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le tarif des analyses effectuées par le Laboratoire Municipal n'a pas été révisé depuis mai 1926. Il n'est plus, par conséquent, en rapport avec le coût actuel des produits et appareils nécessaires au fonctionnement de ce service.

Nous vous proposons, d'accord avec vos 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Commissions et conformément à l'avis de M. le Directeur du Laboratoire, de le modifier ainsi qu'il suit :

N° 359

*Laboratoire  
Municipal*

*Tarif des analyses  
Modifications*

TARIFS			NATURE des substances à analyser	NOMENCLATURE des Essais ou Dosages	Quantité nécessaire à l'analyse
de 1914	actuel	proposé			
5 »	10 »	20 »	Vins (rouges ou blancs).	Dosage de l'alcool .....	1/2 litre
10 »	15 »	50 »		Recherche de la coloration .....	1/2 litre
20 »	50 »	80 »		Analyse usuelle des vins, dosage de l'alcool, de l'extract sec à 100 %, des sucres réducteurs, du tartre, de la potasse, des cendres, de l'acidité (totale, fixe et volatile), de l'anhydride sulfureux total et libre du plâtre .....	1 litre
		30 »		Recherche de la saccharine .....	1/2 litre
		30 »		Acidités totale, fixe et volatile .....	1/2 litre



TARIFS			NATURE des substances à analyser	NOMENCLATURE des Essais ou Dosages	Quantité nécessaire à l'analyse
de 1914	actuel	proposé			
		50 »		<b>Examen microscopique.</b> — Sédiments et ferments de ma- ladie .....	1/2 litre
		25 »		<b>Recherche des antiseptiques</b> de l'acide salicylique, bori- que, fluorure, chaque do- sage .....	1 litre
		20 »		<b>Dosages séparés ;</b> chaque dosage .....	1/2 litre
20 »	50 »	80 »	Cidres, Poirés.	Comme pour les vins .....	1 litre
20 »	50 »	80 »	Bières.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosages de l'alcool, de l'extrait du maltose, de la dextrine, des cendres, de l'acidité totale, fixe et volatile, coloration, acide sulfureux, densité ori- ginelle .....	1 litre
		30 »		<b>Recherche de la saccharine</b> ou de l'acide salicylique ....	1 litre
		20 »		<b>Dosages et recherches sé-</b> <b>parés, par dosage</b> .....	1 litre
		50 »		<b>Recherche de l'arsenic,....</b>	1 litre
		30 »		<b>Détermination de la den-</b> <b>sité originelle</b> .....	1 litre
10 »	40 »	65 »	Vinaigres (de vin ou d'alcool).	<b>Analyse usuelle.</b> Densité. Dosage de l'extrait à 100 %, de l'acidité totale fixe, de la potasse totale, des cendres, des sulfates, de la colora- tion, de l'alcool .....	1/2 litre
		15 »		<b>Dosage de l'acidité totale</b> <b>seule</b> .....	1/2 litre
		30 »		<b>Recherche des acides mi-</b> <b>néraux</b> .....	1/2 litre
20 »	60 »	100 »	Alcools et spiri- tueux (eaux-de- vie, cognac, marc, rhum, trois-six, geniè- vre).	<b>Analyse usuelle.</b> Degré al- coolique apparent. Degré al- coolique réel, extrait sec à 100 %, acidité totale fixe et volatile, couleur. Détermina- tion du coefficient non al- cool, acides volatiles aldé- hydes, éthers, alcools supé- rieurs, furfural .....	1 litre
		20 »		<b>Détermination du degré al-</b> <b>coolique</b> .....	1/2 litre
		120 »	Kirsch, Quetsch.	<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les alcools en plus, do- sage de l'acide cyanhydrique et de l'aldéhyde benzoïque....	1 litre
		20 »		<b>Détermination du degré al-</b> <b>coolique</b> .....	1/2 litre
		30 »		<b>Dosage de l'essence de</b> <b>noyaux</b> .....	1/2 litre



TARIFS			NATURE des substances à analyser	NOMENCLATURE des Essais ou Dosages	Quantité nécessaire à l'analyse
de 1914	actuel	proposé			
10 »	60 »	100 »	Liqueurs et apéritifs.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'alcool, dosage des sucres. Recherche des essences cétoniques, teneur en essences totales. Essai du trouble. Recherche de la matière colorante .....	1 litre
		100 »	Vins de quinquina	<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les vins, en plus la recherche des alcaloïdes .....	1 litre
10 »	40 »	80 »	Sirops.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage du sucre, du glucose, de la gomme .....	1 litre
		30 »		<b>Recherche des édulcorants :</b> saccharine, etc., par dosage.	1/2 litre
10 »	40 »	60 »	Sucres, glucoses.	<b>Dosage des sucres,</b> de l'eau et des cendres .....	250 gr.
		60 »	Produits de confiserie.	<b>Dosage des sucres</b> et détermination de la matière colorante .....	
		30 »		<b>Dosage des sucres</b> seul....	
	40 »	80 »	Miels.	<b>Analyse usuelle</b> .....	
10 »	40 »	80 »	Confitures.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage des sucres, de la dextrine, recherche des colorants, antiseptiques, dosage de l'eau et des cendres .....	500 gr.
		60 »		<b>Recherche du jus de pommes</b> avec dosage de l'acide malique .....	500 gr.
10 »	40 »	50 »	Laits de vache.	<b>Analyse usuelle,</b> composition élémentaire, densité, dosage de la matière grasse, de l'extract sec, du lactose, de la caséine et des cendres.	1/2 litre
		25 »		<b>Recherche des antiseptiques</b> .....	1/2 litre
		20 »		<b>Dosages séparés,</b> par dosage .....	1/2 litre
		50 »	Lait d'autre origine.	<b>Analyse usuelle,</b> composition élémentaire, comme pour les laits de vache.....	1/2 litre
		80 »	Laits concentrés.	<b>Composition élémentaire,</b> comme pour les laits ordinaires, en plus le dosage des sucres .....	250 gr.
		80 »	Laits en poudre.	<b>Composition élémentaire,</b> comme pour les laits concentrés .....	250 gr
		60 »		<b>Analyse de la matière grasse,</b> détermination de l'indice de saponification, des acides volatils solubles et insolubles, des acides gras solubles, des matières étrangères .....	250 gr.



TARIFS			NATURE des substances à analyser	NOMENCLATURE des Essais ou Dosages	Quantité nécessaire à l'analyse
de 1914	actuel	proposé			
15 "	40 "	25 "	Beurres.	<b>Dosage de la matière grasse seule</b> .....	250 gr.
		60 "		<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, du sel. Détermination de l'indice de saponification, des acides volatils solubles ou insolubles, des acides gras solubles, des matières étrangères .....	250 gr.
15 "		20 "	Margarines.	<b>Dosage de l'eau seule</b> .....	100 gr.
		80 "		<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les beurres, en plus recherche de la matière colorante .....	250 gr.
15 "	40 "	25 "	Saindoux.	Recherche des antiseptiques, chaque .....	250 gr.
		80 "		<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau. Détermination de l'indice de saponification, de l'indice d'iode, de la déviation à l'oléorefractomètre. Recherche des matières étrangères .....	250 gr.
20 "	40 "	80 "	Graisses animales ou végétales.	<b>Recherche des antiseptiques, chaque</b> .....	250 gr.
		25 "		<b>Analyse usuelle.</b> Détermination de la densité, de l'indice d'iode, de la déviation à l'oléorefractomètre, de l'indice de saponification .....	1 litre
15 "	40 "	80 "	Huiles comestibles	<b>Par dosages séparés, par dosage</b> .....	1/2 litre
		20 "		<b>Analyse élémentaire.</b> Caractères organoleptiques colorants, recherche de l'eau de mer .....	250 gr.
15 "	40 "	70 "	Cafés verts.	<b>Recherche de l'eau de mer.</b> .....	250 gr.
		30 "		<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des cendres, de l'extrait et du chlorure de sodium. Recherche du mouillage des matières étrangères. Recherche de l'enrobage .....	250 gr.
15 "	50 "	80 "	Cafés torréfiés.	<b>Dosage de la caféine</b> .....	250 gr.
		50 "		<b>Recherche des succédanés.</b> .....	250 gr.
15 "	50 "	80 "	Cacaos, chocolats.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des cendres, matières solubles et insolubles, matières grasses, des sucres. Examen microscopique .....	250 gr.
		60 "		<b>Examen de la pureté de la matière grasse</b> .....	250 gr.
		25 "		<b>Dosage de la matière grasse seule</b> .....	125 gr.



TARIFS			NATURE des substances à analyser	NOMENCLATURE des Essais ou Dosages	Quantité nécessaire à l'analyse
de 1914	actuel	proposé			
		100 »	Chocolats au lait.	<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les chocolats ordinaires, plus le dosage de la caséine et du lactose .....	250 gr.
		20 »		<b>Par dosage séparé, chaque...</b>	125 gr.
		80 »	Beurre de cacao.	<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les graisses végétales...	250 gr.
15 »	40 »	100 »	Thés, Poivres, Epices.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des cendres, de l'extract, Recherche des matières étrangères. Examen microscopique .....	100 gr.
		50 »		<b>Dosage des alcaloïdes, chaque .....</b>	100 gr.
10 »	35 »	50 »	Chicorées.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des cendres, des matières solubles dans l'eau. Examen microscopique .....	100 gr.
		30 »		<b>Dosage de l'eau et des cendres .....</b>	100 gr.
15 »	50 »	75 »	Farines, Pains.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des cendres, des matières grasses, de l'acidité, du gluten, des matières azotées. Examen microscopique .....	250 gr.
		20 »		<b>Par dosage séparé, chaque.</b>	100 gr.
		100 »	Pâtes alimentaires	<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les farines, en plus la recherche des matières colorantes .....	250 gr.
		75 »	Amidon, Féculs.	<b>Analyse usuelle.</b> Comme pour les farines .....	250 gr.
		35 »		<b>Examen microscopique seul</b>	100 gr.
		50 »	Œufs conservés en coquilles.	<b>Analyse usuelle.</b> Examen organoleptique et recherche des conservateurs .....	250 gr.
		100 »	Œufs liquides ou en poudre.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des cendres, de la matière grasse, du sel.....	100 gr.
		25 »		<b>Recherche des antiseptiques, chaque .....</b>	100 gr.
10 »	50 »	100 »	Sel de cuisine.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des chlorures, des sulfates de la chaux, de la magnésie .....	250 gr.
		100 »	Sels conservateurs saumures.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, des chlorures, des nitrates, de la soude, de la magnésie. Recherche des borates et fluorures .....	250 gr.
		70 »	Charcuteries.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'eau, de la matière grasse, du sel, des antiseptiques, de l'amidon .....	250 gr.
		30 »		<b>Dosage de l'amidon seul</b>	



TARIFS			NATURE des substances à analyser	NOMENCLATURE des Essais ou Dosages	Quantité nécessaire à l'analyse
de 1914	actuel	proposé			
20 »	50 »	100 »	Conserves diverses.	<b>Analyse usuelle.</b> Etat de conservation. Recherche des antiseptiques, des métaux, de la coloration. Examen microscopique .....	250 gr.
		30 »		<b>Recherche des métaux,</b> chaque .....	
		50 »	Viandes, volailles et poissons.	<b>Recherche de l'état de conservation et des antiseptiques.</b>	250 gr.
5 »	20 »	30 »	<b>Boîtes pour conservés.</b>	<b>Examen des récipients.</b> Etamage, soudure, capsulage, sertissage .....	
5 »	20 »	30 »		<b>Dosage de l'étain</b> .....	
5 »	20 »	30 »		<b>Dosage du plomb</b> .....	
		30 »	Papier métallisé.	Dosage de l'étain .....	100 gr.
		50 »	Colorants.	<b>Recherche de la matière colorante</b> .....	100 gr.
		80 »	Caramel.	<b>Dosage des sucres, de l'eau, des cendres</b> .....	100 gr.
20 »	50 »	60 »	Eaux.	<b>Au point de vue potabilité.</b> Détermination des titres hydrotimétriques, des chlorures, des nitrates, des matières organiques. Recherche qualitative des nitrites, ammoniacale .....	1 litre
		120 »		<b>Analyse chimique complète.</b> Au point de vue potabilité et composition chimique. Mêmes dosages que pour la potabilité en plus, dosage du résidu à 100°, après calcination, perte au feu, de la silice, du fer et alumine, de la chaux, de la magnésie, des sulfates, de l'alcalinité totale.....	3 litres
20 »	80 »	150 »	Eaux minérales de composition connue.	<b>Analyse usuelle.</b> Dosage de l'extrait et des éléments principaux .....	3 litres
	10 »	15 »	Terres, engrais,	} Par dosage .....	
	à	à	Alimentation du bétail, Produits agricoles, Produits divers.		
	15 »	30 »			

Les analyses qualitatives coûtent 5 francs par échantillon pour les personnes habitant la Ville de Lille et 15 francs pour celles habitant hors de Lille ; elles indiquent si l'échantillon soumis est bon, mauvais non nuisible, mauvais nuisible ou falsifié.

Pour certaines analyses, le coefficient 4 a été appliqué au tarif 1914. Mais certaines recherches spéciales telles que la recherche de la saccharine et des antiseptiques ont été éliminées de l'analyse usuelle et tarifées à part, ce qui porte largement le coefficient à 5.



Pour d'autres analyses, au contraire, le coefficient appliqué au tarif de 1914 a dépassé 5 en raison des recherches nouvelles exigées par les lois et décrets.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

D'accord avec vos 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Commissions, nous vous soumettons un nouveau tarif des droits de pesage mis en harmonie avec les conditions économiques monétaires nouvelles :

N° 360

*Droits de pesage*

*Revision des tarifs*

	TARIFS			Coefficient d'augmentation par rapport à 1914
	de 1914	actuel	proposé	
I. — <b>HALLES CENTRALES</b> (bascule)				
a) <b>Viande :</b>				
Par 25 kilogs ou fraction de 25 kilogs.	0,05	0,20	0,25	5
b) <b>Fruits et légumes :</b>				
Jusqu'à 50 kilogs .....	0,05	0,20	0,25	
De 51 à 100 kilogs.....	0,10	0,40	0,50	
De 101 à 200 kilogs.....	0,15	0,60	0,75	
Et par fraction de 100 kilogs en plus.	0,05	0,20	0,25	
c) <b>Beurres, fromages, poissons :</b>				
Jusqu'à 25 kilogs .....	0,10	0,25	0,50	
De 26 à 50 kilogs.....	0,15	0,50	0,75	
De 51 à 75 kilogs.....	0,20	0,75	1,00	
Et par fraction de 25 kilogs en plus.	0,05	0,25	0,25	
II. — <b>ABATTOIR PUBLIC :</b>				
<b>Petite bascule :</b>				
Par 25 kilogs ou fraction de 25 kilogs.			0,25	
<b>Grandes bascules :</b>				
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux et porcs. Par tête .....	0,25	0,50	1,25	5
Autres bestiaux sur pied, viandes dépecées, cuirs, peaux, etc...				
Jusqu'à 1.000 kilogs ..		Taxe uniformément fixée à 0,25 pour les pesées supérieures à 300 kg.	0,25	1,00
De 1.001 à 2.000 kilogs .....			0,75	2,00
Et par fraction de 1.000 kilogs en plus .....			0,25	0,50



III. — BASCULES PLACE PHILIPPE-DE-GIRARD et BOULEVARD DES ECOLES	TARIFS			
	de 1914		actuel	proposé
	Boulevard des Ecoles	Place Ph.-de-Girard		
Voitures vides et voitures chargées :				
Jusqu'à 1.000 kilogs .....	0,25	0,30	2,90	1,00
De 1.001 à 2.000 kilogs.....	0 25	0,40	2,90	2,00
De 2.001 à 3.000 kilogs.....	0,30	0,50	3,45	2,50
De 3.001 à 4.000 kilogs.....	0,35	0,60	4,55	3,00
De 4.001 à 5.000 kilogs.....		0,70	5,70	3,50
De 5.001 à 6.000 kilogs.....		0,80	6,85	4,00
Et par fraction de 1.000 kilogs en plus.		0,10		0,50

Pour cette dernière catégorie, le tarif actuel, qui est celui appliqué par la Compagnie du Chemin de fer du Nord, a été amoindri ; des diminutions de recettes ayant été constatées à cause des prix trop élevés.

Le coefficient 5 par rapport à 1914 a été appliqué pour déterminer le tarif que nous vous proposons en ce qui concerne les autres catégories.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

N° 361  
Concessions  
de terrains  
dans les cimetières

Relèvement  
de tarif

Le tarif des concessions de terrains dans les cimetières est actuellement le suivant :

(Délibération du Conseil municipal du 22 mars 1920, approuvée par M. le Préfet le 31 du même mois.)

### LE MÈTRE CARRÉ

1° Concessions de quinze ans.....	20 fr.
2° Concessions de trente ans.....	150 »
Superposition .....	75 »

(Délibération du Conseil municipal du 11 mai 1926, approuvée par M. le Préfet le 26 du même mois.)

### LE MÈTRE CARRÉ

3° Concessions centenaires .....	1.500 fr.
Superposition .....	750 »
4° Concessions perpétuelles .....	2 000 »
Superposition .....	1.000 »



Nous vous demandons, d'accord avec votre 3<sup>e</sup> Commission, de fixer le nouveau tarif ainsi qu'il suit :

	LE MÈTRE CARRÉ
1 <sup>o</sup> Concessions de quinze ans.....	30 fr.
2 <sup>o</sup> Concessions de trente ans.....	180 »
Superposition .....	90 »
3 <sup>o</sup> Concessions centennaires .....	1.800 »
Superposition .....	900 »
4 <sup>o</sup> Concessions perpétuelles .....	2.500 »
Superposition .....	1.250 »

Adopté.

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

L'article 7 du décret du 11 décembre 1926 consécutif à la loi du 13 août 1926, autorise les communes à établir une taxe sur les balcons et constructions en saillie.

Nous vous prions, en conséquence, de prendre la délibération suivante, dont les modalités sont conformes aux prescriptions contenues dans ledit décret :

1<sup>o</sup> Sont abrogées, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930, les dispositions de la délibération du Conseil municipal du 8 juin 1897, relatives aux droits de voirie, actuellement perçus sur les bow-windows ou balcons en saillie sur la voie publique ;

2<sup>o</sup> Les balcons, loggias, balcons couverts, vérandas, bow-windows, tourelles et autres constructions fermées en encorbellement, pour la partie de ces ouvrages faisant saillie sur la voie publique, sont soumis, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930, à la taxe prévue par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 août 1926, d'après le tarif ci-après :

N<sup>o</sup> 362

Taxe  
sur les balcons  
et constructions  
en saillie



DESIGNATION	Mode d'application du tarif	TAXES			OBSERVATIONS
		1 <sup>re</sup> zone et hors zone	2 <sup>e</sup> zone	3 <sup>e</sup> zone	
Balcons .....	Par an et par mè- tre carré superfi- ciel .....	20 »	15 »	10 »	Toute fraction de mètre est comptée pour un mètre si elle est de 0 <sup>m</sup> 50 et au-des- sus et pour 50 centimètres si elle est moindre.
Loggias, balcons couverts et véran- das .....	Par an et par mè- tre carré superfi- ciel .....	25 »	20 »	15 »	
Bow-windows, tou- relles et autres constructions fer- mées en encorbel- lement .....	Par an, par mètre superficiel et par chaque étage de construction .....	30 »	25 »	20 »	

La division de la Ville par zones a été adoptée par le Conseil municipal, dans sa séance du 17 décembre 1923.

3° Les taxes ci-dessus mentionnées ne sont pas applicables :

a) Aux ouvrages et objets en saillie qui, bien que faisant partie intégrante des constructions et inhérents au gros œuvre des bâtiments, n'ont qu'un caractère décoratif ou architectural et ne présentent pas un avantage direct pour le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble, tels que socles, soubassements, pilastres, cariatides, chapiteaux, frontons, etc. ;

b) Aux immeubles de l'Etat, des Départements, des Communes et des établissements publics et aux immeubles classés comme monuments historiques ainsi qu'à ceux inscrits à l'inventaire prévu par la loi du 31 décembre 1913.

La taxe est due par les propriétaires et usufruitiers des immeubles à raison des ouvrages en saillie existant au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année ; elle est établie par les soins de l'Administration Municipale et recouvrée par le Receveur Municipal comme en matières de contributions directes, mais en une seule fois dans le premier semestre de l'année.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 363

MESSIEURS,

Distribution d'eau

Relèvement  
des tarifs

Les redevances fixées pour l'abonnement aux eaux de la Ville ne sont plus en rapport avec les dépenses, sans cesse croissantes, que nous occasionne l'exploitation de ce service.



Depuis l'établissement, en 1926, du tarif actuellement en vigueur, les salaires ont augmenté dans de notables proportions, le prix du combustible et des matières nécessaires au fonctionnement de nos usines ont subi une hausse considérable, de sorte que nous sommes dans la nécessité de reviser nos tarifs si nous voulons être en mesure d'assurer convenablement l'entretien de nos installations et, d'autre part, de procéder à l'amélioration et à l'extension de notre réseau de distribution d'eau.

D'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, nous vous proposons d'adopter le tarif ci-après et de décider qu'il sera mis en application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930.

*Tarif de vente de l'eau d'Emmerin et de l'eau de l'Arbonnoise*

I. Abonnements domestiques au compteur :

Minimum annuel : 50 mètres cubes, le mètre cube 1 fr. (minimum 50 fr.).  
Le supplément : 1 fr. le mètre cube.

II. Abonnements industriels eau d'Emmerin :

Applicables à toutes les administrations communales, départementales et de l'Etat, à l'administration des hospices et aux établissements charitables, reconnus tels par le Conseil municipal, et aux cafetiers, hôteliers, restaurateurs, qui en feront la demande.

Minimum annuel : 1.000 mètres cubes par branchement, le mètre cube, 1 fr. (minimum 1.000 fr.).

Minimum annuel : 1.001 mètres cubes jusque 5.000 m. c., le m. c. 0,90.

Minimum annuel : 5.001 mètres cubes jusque 10.000 m. c., le m. c. 0,80.

Minimum annuel : au-dessus de 10.000 m. c., le m. c. 0,70.

III. Abonnements au robinet libre applicables également aux fonctionnaires logés dans les bâtiments communaux.

Minimum applicable pour deux personnes au moins : 60 francs.

Supplément : par personne au-dessus de deux : 12 francs.

Supplément : pour cour et jardin de 50 à 100 mètres carrés : 40 francs.

Taxes spéciales dites commerciales ou industrielles : 150 %.

IV. Abonnements industriels (eau dite de l'Arbonnoise) :

Minimum annuel : 1.000 m. c., le mètre cube 0 fr. 80 (minimum 800 fr.).

Consommation de 1.001 m. c. jusque 5.000 m. c., le mètre cube 0,65.

Consommation de 5.000 m. c. jusque 10.000 m., le mètre cube 0,55.

Consommation au-dessus de 10.000 m. c., le mètre cube, 0,40 (tarif inchangé).

V. Branchement pour giffards (eau dite de l'Arbonnoise) :

Le mètre cube : 0 fr. 30 (tarif inchangé).

VI. Eau pour les constructions :

Taxes à appliquer par jour d'ouverture du robinet d'arrêt.

Diamètre des branchements 20 m/m : 3 fr.



Diamètre des branchements 30 m/m : 4 fr.

Diamètre des branchements 40 m/m : 5 fr.

VII. Branchements d'incendie :

Diamètre des branchements 40  $\frac{m}{m}$  60  $\frac{m}{m}$  80  $\frac{m}{m}$  100  $\frac{m}{m}$  125  $\frac{m}{m}$

Redevance annuelle ..... 100 fr. 150 fr. 200 fr. 250 fr. 300 fr.

Diamètre des branchements 150  $\frac{m}{m}$  200  $\frac{m}{m}$

Redevance annuelle ..... 400 fr. 500 fr.

(tarif inchangé).

Nous vous demandons également de décider que les abonnements au robinet libre encore en vigueur seront supprimés pour la fin de 1930, cette suppression s'étendant également aux fonctionnaires logés dans les bâtiments communaux et chez lesquels des compteurs seraient posés

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 364

MESSIEURS,

Droits de voirie

Revision des tarifs

Nous soumettons à votre approbation un nouveau tarif des droits de voirie. Le premier tarif avait été appliqué par délibération municipale du 10 avril 1868. Depuis il avait été révisé par délibération du 9 février 1920. A cette époque, les taxes de 1868 furent seulement doublées. Le nouveau tarif que nous vous présentons a été mis en harmonie avec les conditions économiques monétaires nouvelles.

N <sup>os</sup> d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
	I. — Dépôts et occupations de la voie publique.					
1	Matériaux de construction et échafauds..	Le mq par jour.	0,05	0,15	0,25	Tout dépôt doit être enclos par une barrière
2	Pieux ou étais appuyés sur la voie publique en dehors du terrain clos par la barrière .....	Chaque (par jour).	0,10	0,25	0,50	
3	Palissades ou barricades établis sur la voie publique jusque 3 mètres de hauteur....	Le mq par jour.	0,05	0,15	0,25	



N <sup>o</sup> d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
4	Palissades ou barrica- dages dépassant 3 mètres de hauteur éta- blis devant les immeu- bles en construction ou en restauration.....	Excédent de surface verticale. Le mq et par jour.	0,10	0,25	0,50	
5	Barrages volants prescrits pour répara- tions de toitures et lé- gères réparations.....	Par jour et par maison	0,20	0,50	1,00	
6	Peinture de façades:	Par m. de largeur et par étage.	0,05	0,15	0,50	(1) Les châssis de la toiture n'étant pas comptés pour étage.
7	Marchandises et ob- jets de toute nature et de toutes provenances, montres ou vitrines suspendues aux murs de façade, jusqu'à 0 <sup>m</sup> 30 de saillie :					(2) Les zones étant celles re- prises dans l'arrêté N <sup>o</sup> 8.811 du 23 janvier 1925 réglemen- tant la pose et le tarif des ensei- gnes, etc...
8	Hors zone et 1 <sup>re</sup> zone				0,50	
	2 <sup>me</sup> zone .....				0,45	
	3 <sup>me</sup> zone .....				0,40	
9	Emplacement occupé par les ventes d'ob- jets mobiliers faites sur la voie publique...	Le mq par jour.	0,25	0,75	1,25	
	Marchandises et ob- jets de toute nature et de toutes provenances, montres ou vitrines et étalages suspendus au- dessus de 0 <sup>m</sup> 30 de saillie, établis sur les quais, chaussées, pla- ces, trottoirs et autres emplacements dési- gnés par le Maire :					
	Hors zone et 1 <sup>re</sup> zone				0,75	
	2 <sup>me</sup> zone .....				0,60	
	3 <sup>me</sup> zone .....				0,50	
10	• Camions, voitures, charrettes, stationnant sur la voie publique, sur les quais et aux abords des marchés et foires, aux endroits dé- signés par le Maire....	Chaque jour Chaque nuit	0,15 0,25	0,75 0,50	1,25 0,75	(3)

(1, 2, 3) Voir notes explicatives à la fin du présent tarif.



N <sup>o</sup> d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
11	Charrettes à bras ou brouettes .....	Chaque jour Chaque nuit	0,10 0,15	0,30 0,20	0,75 0,50	(4).
12	Voitures de déménagement ou de messageries dételées ou non, stationnant sur la voie publique .....	Chaque jour ou fraction de jour. Chaque nuit ou fraction de nuit.	0,25 0,40	0,75 1,00	2,00 1,25	(5) Sauf autour des marchés.
13	Omnibus, automobiles et camions automobiles .....	Par mois.	5,00	15,00	25,00	
14	Voitures de place quelconques à traction animale .....	Par mois.	1,00	5,00	5,00	
15	Véhicules mis en vente sur la voie publique .....	Par expédition et par véhicule.		10,00	20,00	
	<b>II. — Constructions</b>					
	Constructions neuves, exhaussements, reconstructions partielles.					Toute façade reconstruite est considérée comme maison nouvelle.
1	Alignement dans les rues de 15 mètres et au-dessus .....	Par mq de façade.	0,20	0,40	1,00	Les droits fixés par
2	Dans les rues de 10 à 15 mètres.....	Par mq de façade.	0,15	0,30	0,75	les art. 1, 2, 3, 4, 5,
3	Dans les rues, cours et courettes d'une longueur inférieure à 10 mètres .....	Par mq de façade.	0,10	0,20	0,50	seront perçus en sus de ceux des art. 7, 10 du présent § et
4	Exhaussement d'un bâtiment aligné ou non aligné quelle que soit la largeur de la rue et reconstruction partielle de la façade.	Par mq de façade.	0,20	0,40	1,00	des art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du § 3.
5	Alignement pour construction d'un mur ou d'une grille de clôture et reconstruction partielle de ces clôtures .....	Par mq de façade.	0,15	0,30	0,75	Toute grille sera comptée comme mur plein.
6	Alignements pour haies ou clôtures en bois, provisoires ou définitives .....	Par mq de façade.	0,10	20,00	0,50	
7	Baies de porte cochère ou charretière ou de boutique, aux maisons nouvelles ou anciennes ou dans les murs de clôture ainsi que modification desdites baies .....	Chaque.	5,00	20,00	25,00	



N <sup>o</sup> d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
8	Pose ou remplacement d'un poitrail ....	Chacun.	3,00	10,00	25,00	Cette taxe n'est pas applicable aux constructions neuves.
9	Ouverture de porte ou de fenêtre aux constructions nouvelles et ouverture, fermeture ou modification aux constructions existantes.	Chacun.	3,00	5,00	15,00	
10	Ouverture de soupiraux de cave n'excédant pas l'alignement, aux maisons anciennes ou à celles en construction .....	Chacune.	2,00	3,00	10,00	L'application de la taxe est faite aussi lorsque les ouvertures de cave débouchent dans les baies de boutique.
11	Ouverture de portes ou de soupiraux de caves en saillie sur l'alignement ou s'ouvrant extérieurement, autorisée exceptionnellement jusqu'à une limite maximum de 0 <sup>m</sup> 10 .....	Chaque.	6,00	8,00	30,00	
12	Ouverture de portes ou de soupiraux de cave, en saillie sur l'alignement, autorisée exceptionnellement jusqu'à une limite maximum de 0 <sup>m</sup> 10 .....	Chaque.	3,00	5,00	15,00	
13	Constructions légères autorisées spécialement au-dessus des bâtiments pour séchoirs, ateliers de photographies ou autres .....	Par mq de de façade.	1,00	2,00	5,00	
14	Travaux quelconques non spécialement taxés à un mur de façade ou de clôture, non compris les badigeonnages, peintures et les rejointoiements mais compris les ravalements de pierres .....	Chaque travail	3,00	5,00	15,00	



N <sup>o</sup> d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
15	Constructions d'embranchements d'aqueducs sous le sol de la voie publique pour l'écoulement des eaux pluviales et ménagères	Chaque aqueduc.	10,00	0,20	50,00	6) La Commission des travaux, dans sa séance du 15-10-29, a fixé ce droit à 50 frs.
16	Constructions d'embranchements d'aqueducs sous le sol de la voie publique pour la conduite d'eaux industrielles .....	Par m. courant de longueur.	1,00	5,00	5,00	Les égouts particuliers dont la construction est autorisée sont assimilés à ceux compris sous cet article.
17	Tranchées sur la voie publique pour tous autres travaux que ceux relatifs aux égouts à construire et à la pose des conduites de gaz, d'eau et d'électricité.	Par 5 jours et fraction de 5 jours.	3,00	5,00	15,00	
III. — Ouvrages en saillie.						
1	Pilastres en maçonnerie excédant de plus de 0 <sup>m</sup> 05 l'alignement des rues .....	Chacun par étage.	3,00	5,00	15,00	
2	Socles en maçonnerie formant soubassement des façades et ayant une saillie de plus de 0 <sup>m</sup> 05 en avant de l'alignement .....	Le mq.	1,50	3,00	7,50	
3	Seuils isolés de 0 <sup>m</sup> 01 à 0 <sup>m</sup> 16 de saillie, suivant la largeur des rues .....	Le mètre linéaire.	3,00	5,00	15,00	
4	Socles ou seuils supportant les devantures en menuiserie lorsqu'ils sont en saillie sur ces mêmes devantures .....	Le mètre linéaire.	2,00	5,00	10,00	Les devantures sont taxées indépendamment de la baie.
5	Devantures de boutique ou de magasin, y compris l'enseigne non lumineuse peinte sur la partie de la corniche de ces devantures réservée à cet effet, la-					

(6) Voir note explicative à la fin du présent tarif.



N° d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
	dite enseigne ne devant comporter que le nom, la profession de l'occupant de l'établissement, le titre général ou l'indication du produit vendu dans ledit établissement, à l'exclusion de toutes réclames pour la fabrication ou l'origine dudit produit lorsqu'elles seront en saillie sur le nu du mur .....	Le mètre linéaire.	4,00	10,00	20,00	
6	Contrevents, volets, persiennes, grilles, jalousies, etc., s'ouvrant en dehors ou faisant saillie sur l'alignement.	Chaque, au rez-de-ch. aux étages supérieurs.	3,00	6,00	15,00	
			2,00	3,00	10,00	
7	Bornes, chasse-roues dans les conditions permises par le règlement .....	Chaque.	4,00	5,00	20,00	
8	Conduites ou tuyaux de descente en saillie...	Chaque.	4,00	5,00	20,00	
9	Entablements ou corniches de couronnement de façades, chéneaux et gouttières en saillie .....	Le mètre linéaire.	0,40	1,00	2,00	
10	Enseignes, tableaux, attributs non lumineux ou lettres détachées appliquées sur la corniche de la devanture de boutique, ne comportant que le nom, la profession de l'occupant, de l'établissement, le titre général ou l'indication du produit vendu dans ledit établissement, à l'exclusion de toute réclame pour la fabrication ou l'origine dudit produit et n'excédant pas 0 <sup>m</sup> 44 de saillie .....	Le mètre linéaire.	2,00	4,00	4,00	Tarif inchangé. Décision du Conseil Municipal du 27-12-24.
11	Enseignes, tableaux, attributs non lumineux, etc., et ne faisant pas double emploi avec les installations visées aux art. 5 et 10 et ne comportant que le nom, la profession de l'occupant de l'établis-					



N <sup>o</sup> d'ordre	NATURE des matières imposées	Mode d'application	TARIFS			Observations
			1914	actuel	proposé	
	m <sup>ent</sup> , le titre général ou l'indication du produit vendu dans ledit établissement à l'exclusion de toute réclamation pour la fabrication ou l'origine dudit produit, posés à demeure sur les façades et n'excédant pas 0 <sup>m</sup> 16 de saillie .....	Le mètre linéaire suivant la plus grande dimension.		10,00	10,00	Tarif inchangé. Décision du Conseil Municipal du 27-12-24.

Pour l'application des droits portés au tarif ci-dessus, toute fraction de mètre est comptée pour unité.

(1) Les droits afférents à la peinture des façades (0 fr. 05 en 1914, 0 fr. 15 actuellement perçus par mètre linéaire de façade et par étage) paraissent être en-dessous du tarif réel.

En effet, les travaux de peinture nécessitent la pose d'échelles et de barrages, lesquels occupent la presque totalité des trottoirs. De ce fait, l'occupation est très grande et la gêne momentanée apportée à la circulation est considérable.

En conséquence, nous proposons de fixer le tarif à 0 fr. 50 par mètre linéaire de façade et par étage.

(2) Les étalages et les vitrines d'étalage suspendus d'une saillie maxima de 0<sup>m</sup> 30 n'apportent qu'une gêne relative à la circulation, alors que les étalages sur trottoir entravent plus ou moins fortement ladite circulation. Si l'on considère qu'une pompe à essence paie une redevance annuelle de 300 francs, soit environ 1 franc par jour et que pour cette emprise l'occupation est inférieure à 1 mq, il nous semble que la différence et l'augmentation du tarif s'imposent.

(3. 4. 5) Le stationnement des voitures la nuit (celles-ci devant être éclairées) apporte une gêne bien inférieure à celle du stationnement des voitures le jour, la circulation étant beaucoup plus intense pendant la journée.

Dans ces conditions, il nous semble que les droits pour stationnement de jour doivent être supérieurs aux droits de stationnement de nuit.

(6) La construction de branchements d'aqueducs demande une journée de travail.

Si l'on considère que, dans une voie normale de 12 mètres de largeur, l'occupation est d'environ 17 mq (tranchée 6 mètres de longueur, 0<sup>m</sup> 80 de largeur, sable et pavés 0<sup>m</sup> 80 de largeur et fouille 1<sup>m</sup> 20), les droits de voirie seraient de 25 fr. : 17 = 1 fr. 50 environ par mètre carré.

Or, les dépôts de matériaux, dont l'occupation est d'une durée beaucoup plus longue, ne seront soumis qu'à un droit de voirie éventuellement fixé à 0 fr. 25 par mètre carré et par jour.

Adopté.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Le repavage des tranchées ouvertes sur la voie publique ne peut être fait et entretenu que par la Ville. Les frais sont actuellement remboursés par les Compagnies du Gaz et d'Electricité, l'entrepreneur des eaux et les particuliers, moyennant le prix de 7 fr. 50 le mètre carré fixé par délibération du Conseil municipal du 9 février 1920.

Etant donné la cherté des matériaux, de la main-d'œuvre et la nécessité dans laquelle nous sommes obligés de relever plusieurs fois les pavages par suite d'affaissement, ce prix est de beaucoup inférieur au prix de revient.

Nous vous proposons en conséquence, d'accord avec vos 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Commissions, de fixer le prix du mètre carré à 11 francs.

*Adopté.*

M. INGELRANS. — Ne serait-il pas possible de grouper les demandes d'ouverture de tranchées sur la voie publique ? L'Administration municipale devrait demander aux Compagnies d'Electricité, de Gaz ou autres de lui soumettre leur programme de travaux à effectuer. Nous éviterions ainsi, dans une certaine mesure, que nos trottoirs soient trop fréquemment défoncés par des entrepreneurs isolés. Nous pourrions prier l'un ou l'autre d'attendre quelque temps afin qu'une seule tranchée soit ouverte pour divers travaux. Ne faisant pas partie de la Commission des Travaux, je me permets de vous exposer mon désir.

M. LE MAIRE. — Vous formulez un vœu légitime. Nous nous efforcerons de vous donner satisfaction.

N° 365

Frais de repavage  
de tranchées  
ouvertes sur la voie  
publique

Revision du tarif

Voirie

Ouvertures  
de tranchées  
sur la voie publique

Observations



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 366

MESSIEURS,

Société  
« A. Collin et C<sup>ie</sup> »  
—  
Cession de droits  
—

Par acte passé devant M<sup>e</sup> Senlis, notaire à Lille, le 14 octobre 1929, M<sup>me</sup> Raoust-Dewauvrain, propriétaire à Lille, a cédé à M. Louis Collin et à M<sup>me</sup> Collin-Biébuyck, rue du Marché, 86, à Lille, tous ses droits dans la Société « Collin et C<sup>ie</sup> », concessionnaire de l'enlèvement et du traitement des ordures ménagères.

Conformément aux dispositions de l'article 23 du traité de concession, nous soumettons cette cession à votre agrément.

Adopté.

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 367

MESSIEURS,

Traitement  
des Ingénieurs  
T. P. E.  
—  
Crédit  
supplémentaire  
—

Par décrets rendus les 30 janvier et 5 août 1929 sur le rapport de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre des Travaux publics, les traitements alloués aux ingénieurs et aux ingénieurs adjoints des Travaux publics et de l'État ont été révisés.

Afin de nous permettre de régler aux fonctionnaires de cette administration détachés dans nos services les rappels qui leur sont dus, nous vous proposons de voter un crédit de 40.970 francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 40.970 francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 368

MESSIEURS.

Université de Lille  
—  
Subvention  
—

Lors du transfert des Facultés des Lettres et de Droit, la Ville s'était engagée à verser annuellement à l'Université une somme de 20.000 francs pendant une période de vingt ans, arrivée à expiration en 1928.

Par lettre du 28 octobre, M. le Recteur sollicite le maintien de cette subvention faisant valoir notamment que celle-ci est restée la même après la guerre, malgré les besoins accrus de l'Université.



Nous vous proposons, d'accord avec votre 4<sup>e</sup> Commission, d'accueillir favorablement, pour cette année, la demande de M. le Recteur.

Il nous appartiendra l'an prochain : 1<sup>o</sup> d'examiner s'il n'importe pas de fondre les crédits que nous allouons à différents titres en une subvention de la Ville à l'Université ; 2<sup>o</sup> de rechercher dans quelle mesure nous demanderons à l'Université d'orienter telle ou telle branche de son enseignement dans les voies que nous jugeons indispensables.

La dépense sera prélevée sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 20.000 francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

M. le Receveur municipal nous fait connaître qu'il vient de recevoir du Crédit National, en numéraire, la somme de mille six cent deux francs 50 (1.602 fr. 50) en règlement des intérêts échus sur le titre de créance série C N° 1.601.553 (acquisition aux consorts Desrumeaux, de dommages sis rue Malpart, cour Joyeuse) pour la période du 11 novembre 1918 au 30 décembre 1927.

Nous vous prions de vouloir bien admettre cette somme en recette.

*Adopté.*

N° 369

—  
Dommages  
de guerre

—  
Intérêts sur titre  
Desrumeaux

—  
Admission  
en recette

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Nous nous trouvons dans l'obligation de faire démolir différents immeubles appartenant à la Ville, soit en vue de la réalisation des nouveaux alignements, soit pour cause de vétusté, soit encore pour la sauvegarde de la sécurité publique.

Dans ce but, il a été procédé à une adjudication restreinte entre divers entrepreneurs en vue de la démolition des maisons provisoires situées rue Jeanne-Hachette, N°s 16 et 32.

N° 370

—  
Démolition  
d'immeubles  
appartenant  
à la Ville

—  
Admission  
en recette



M. Maurice Ganne, demeurant à Lomme, rue Kuhlmann, 85, a offert la somme de 2.100 francs.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous proposons d'accepter l'offre qui nous est faite et d'admettre en recette la somme sus-indiquée.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 371

MESSIEURS,

*Location de terrain  
de zone rue Bolivar*

*Œuvre Lilloise  
des  
Jardins Ouvriers*

Le 28 novembre 1929, la Ville a été déclarée adjudicataire d'un terrain de zone sis rue Bolivar, repris au cadastre sous les N°s 3 et 18 de la Section E. pour une contenance de 9.214 mètres carrés, mis en vente à la Chambre des Notaires.

Ce terrain est loué à trois locataires, dont l'Œuvre des Jardins Ouvriers, qui occupe 8.595 mètres carrés, moyennant un fermage annuel de 252 fr. 50 payable à terme échu le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

Voire Commission du Plan a estimé qu'il était possible d'accorder ce terrain à bail, à l'Œuvre des Jardins Ouvriers aux conditions actuelles d'occupation. Ce bail serait résiliable de plein droit dès que la Ville serait dans la nécessité de reprendre possession dudit terrain pour la réalisation de travaux d'utilité publique ou d'aménagement de la zone. La Ville s'engagerait à ne pas faire cesser le bail pour accorder le terrain en location à d'autres occupants, et à ne pas augmenter le prix de location.

Nous vous proposons d'accepter ces conditions et de nous autoriser à passer la convention nécessaire avec l'Œuvre Lilloise des Jardins Ouvriers.

*Adopté.*

---

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 372

MESSIEURS,

*Subvention  
pour Congrès*

*Association  
générale des Mutilés  
Fédération  
des Anciens  
Prisonniers  
de guerre  
Mutuelle  
des Défenseurs  
de Lille*

Au nom de l'Association générale des Mutilés de la Guerre, de la Fédération du Nord des Anciens Prisonniers de guerre, de la section de Lille des Anciens Prisonniers de guerre, des Médailleurs Militaires et des Défenseurs de Lille célébrant leur X<sup>e</sup> Anniversaire, M. Georges Vyt, Président de la Mutuelle des Défenseurs de Lille, nous a saisi d'une demande tendant à obtenir une subvention de la Ville en vue du Congrès départemental et des festivités que ces groupes ont organisés à Lille les 12 et 13 octobre dernier.



Nous vous proposons d'agréer cette demande et de voter une subvention de 2.500 fr. à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.

*Le Conseil, adoptant les conclusions du rapport, vote un crédit de 2.500 francs à prélever sur les ressources disponibles de l'exercice 1929.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En vue de compléter le mobilier de bureau nécessaire au service des guichets de l'Etat Civil, nous avons demandé à M. Deloffre, constructeur, Palais de la Bourse, à Lille, les prix pour la fourniture de 34 nouveaux bureaux.

M. Deloffre consent à nous fournir ces bureaux aux mêmes conditions que ceux déjà livrés précédemment, c'est-à-dire à raison de 695 francs pièce, conditions reconnues avantageuses pour la Ville.

D'accord avec votre 2<sup>e</sup> Commission, nous vous demandons d'approuver le marché de 23.630 francs passé avec ce fournisseur.

La dépense sera prélevée sur le crédit ouvert au budget extraordinaire de l'exercice 1929, article 25 : « Mobilier de l'Hôtel de Ville ».

*Adopté.*

N° 373

Hôtel de Ville

Fourniture  
de mobilier

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Au lendemain de la guerre, la Municipalité ouvrière et socialiste, présidée par Gustave Delory, mettait sur le chantier le programme des Grands Travaux à effectuer en vue de l'agrandissement, de l'assainissement, de l'embellissement de notre Ville.

Malgré les difficultés du moment — les difficultés financières n'étaient pas les moindres puisque, durant les premières années qui suivirent la guerre, la Ville n'arriva à boucler son budget qu'à l'aide de subventions et d'avances consenties par l'Etat — la Municipalité Delory prenait la résolution de transformer notre Ville et dans ce but décidait :

1<sup>o</sup> D'effectuer chaque année une tranche de son programme de Grands Travaux, programme qui, à l'époque, atteignait douze cent millions, chiffres ronds ;

2<sup>o</sup> De recourir, pour y faire face, à la politique de l'impôt.

N° 374

Ville de Lille

Budget primitif  
de l'exercice 1930



Dans le même esprit et par les mêmes moyens, cette politique fut poursuivie par nous en 1925.

On nous permettra de signaler :

1° Que la politique des Grands Travaux, violemment attaquée aux élections municipales de 1925, ne l'a plus été lors du dernier renouvellement, les partis — quels qu'ils soient — qui affrontèrent la lutte ayant reconnu la nécessité de la plupart des travaux en cours ou à entreprendre ;

2° Que la politique de l'impôt a eu pour résultats :

a) De faire face à la dépense sans surcharger à l'excès le contribuable, qui ployait et ploie plus sous le fardeau des impôts d'Etat que sous celui des impôts communaux ;

b) De ne pas accroître d'un centime la dette de la Ville ;

c) De réduire dans le même temps les dettes de nos prédécesseurs.

## GRANDS TRAVAUX

Ayant marqué l'effort du passé, nous voulons, avant de vous soumettre les propositions budgétaires arrêtées par vos Commissions du Budget et des Finances, vous faire connaître dans ses grandes lignes le programme des Grands Travaux que l'Administration municipale vient de ratifier et que nous vous proposons de réaliser dans les jours qui vont suivre.

Ce programme est réparti en sept titres comportant chacun un certain nombre de chapitres.

### TITRE I

#### GRANDS TRAVAUX D'EDILITÉ

##### I) *Nouveau plan*

1° Achèvement de l'élaboration ;

2° Mise à exécution.

##### II) *Gare de passage*

1° Construction d'une gare de passage avec contournement des voies ;

2° Suppression des passages à niveau.

##### III) *Nouvel Hôtel de Ville*

1° Achèvement des travaux en cours ;

2° Aménagement et dégagement des voies d'accès.

##### IV) *Nouveau port en Haute-Deûle*

1° Application de la convention du 24 février 1928 ;

2° Déclaration d'utilité publique ;

3° Vote par le Parlement des crédits.

##### V) *Construction d'une Cité hospitalière*

1° Services hospitaliers de notre Ville ;

2° Œuvres prises en charge par les Hospices ;



- 3° Tuberculeux : maison de cure ;
- 4° Institut médico-légal et de médecine sociale ;
- 5° Institut stomatologique.

VI) *Stade municipal*

VII) *Aéro-port*

1° Examen du problème en compagnie : a) des Ministères de l'Air et de la Guerre ; b) du Département ; c) des Villes et des Chambres de Commerce de Roubaix-Tourcoing ; d) de l'Association Aéronautique du Nord ;

2° Effort de la Ville subordonné à la fixation préalable du caractère et de l'importance de ladite gare aérienne.

VIII) *Foire Commerciale et Internationale*

- 1° Achat des terrains de zone ;
- 2° Concession de l'emplacement entre l'ancienne porte Louis XIV et la porte de Valenciennes ;
- 3° Mise en état.

TITRE II

GRANDS TRAVAUX SCOLAIRES

A) *Enseignement supérieur*

- I) Observatoire d'Hem : transfert à Lille.
- II) Institut médico-légal et de médecine sociale : construction.
- III) Institut stomatologique : construction.
- IV) Nouvelle Faculté de Droit :

1° Mise à la disposition de la Faculté des Lettres de l'ensemble de l'immeuble rue Auguste-Angellier ;

2° Construction d'une nouvelle Faculté de Droit en bordure des rues Ernest Renan, Geoffroy Saint-Hilaire, Jeanne d'Arc.

B) *Enseignement secondaire*

- I) Nouveau Lycée de garçons : construction.
- II) Nouveau Lycée de jeunes filles : construction.

C) *Enseignement technique*

- I) Ecole pratique de garçons :

- 1° Construction d'une nouvelle école ;
- 2° Création d'une section commerciale ;
- 3° Juxtaposition : a) de la nouvelle école ; b) de l'Institut Industriel ;
- c) des Musées commercial, industriel, technologique : création de l'Université du Travail.

- II) Ecole pratique de jeunes filles :

- 1° Création d'un internat ;
- 2° Transfert.



D) *Enseignement primaire supérieur*

- I) Electrification.
- II) Installation du chauffage central.
- III) Ecole Jean-Macé : création d'un internat.

E) *Enseignement primaire*

I) Ecoles primaires :

- 1° Electrification ;
- 2° Installation du chauffage central ;
- 3° Acquisition : a) d'appareils de projections de vues ; b) de postes de T. S. F.
- 4° Achèvement du groupe scolaire du Faubourg de Béthune ;
- 5° Agrandissement du groupe scolaire du Faubourg des Postes ;
- 6° Reconstruction de l'école rue Louis-Faure.

II) Ecoles maternelles :

- 1° Reconstruction de l'école du Buisson ;
- 2° Rue Bohin : a) construction de l'école ; b) reconstruction des cantines scolaires ;
- 3° Construction de l'école du Faubourg de Béthune ;
- 4° Agrandissement de l'école du Faubourg des Postes.

F) *Bibliothèque communale*

Construction.

TITRE III

**GRANDS TRAVAUX DE VOIRIE**

A) *Pavages neufs*

- 1° Voies anciennes : régie.
- 2° Voies nouvelles : adjudication.

B) *Trottoirs*

Participation dans la construction, la reconstruction, l'entretien.

C) *Voies privées*

- 1° Application de la loi Sarraut ;
- 2° Classement dans le réseau des voies publiques ;
- 3° Prise en charge des dépenses de construction d'aqueducs.

TITRE IV

**GRANDS TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT**

A) *Egouts d'eau pluviale*

I) Grands collecteurs : achèvement ou exécution :

- 1° Boulevard Carnot ; Basse-Deûle ;
- 2° Rue de la Bassée ; quai du Wault ;



- 3° Extra muros ;
- 4° Becquerel ; Fives ; Saint-Maurice ;
- 5° Bois-Blancs ;
- 6° Fortifications : Sud, Sud-Est, Est.

II) Egouts secondaires :

- 1° Rues dépourvues d'égouts ;
- 2° Rues possédant un égout : a) en mauvais état ; b) de section faible ;
- c) de radier trop haut.
- 3° Rues nouvelles.

B) *Tout-à-l'égout : réalisation*

C) *Eaux potables et industrielles*

- 1° Equipement des forages construits ou à construire ;
- 2° Captation de nouvelles eaux ;
- 3° Eau potable : renforcement du réseau de distribution ;
- 4° Eaux industrielles et de voirie : extension du réseau.

TITRE V

**GRANDS TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT**

A) *Eclairage public*

- 1° Amélioration ;
- 2° Renforcement.

B) *Squares et jardins*

- 1° Coins de verdure ;
- 2° Plantation d'arbres ;
- 3° Ancien emplacement de la Basse-Deûle : aménagement ;
- 4° Jardins : création en fonction du nouveau plan.

TITRE VI

**ŒUVRES SOCIALES**

A) *Colonie scolaire avec préventorium*

B) *Terrains de jeux*

- 1° Création de nouveaux terrains ;
- 2° Aménagement des terrains présentant un caractère définitif.

C) *Habitations et logements à bon marché*

- 1° Achèvement du groupe du Faubourg des Postes ;
- 2° Construction du groupe du Faubourg d'Arras ;
- 3° Mise à la disposition de l'Office Municipal de deux terrains, Faubourg de Béthune. Construction : a) d'un groupe de maisons ouvrières ; b) d'un groupe de logements à prix modérés.



- D) *Jardins ouvriers : création*  
 E) *Moulins-Lille : construction d'un établissement de bains  
 dans le prolongement de la rue d'Arras*  
 F) *Maison des OEuvres laïques : construction*

## TITRE VII

## GRANDS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

- A) *Agrandissement du Palais des Beaux-Arts*  
 Cour intérieure : 1° couverture ; 2° galeries supérieures à l'étage.  
 B) *Caserne centrale de Sapeurs-Pompiers : construction*

## CRÉDITS D'ÉTUDES

Afin : 1° d'achever la mise au point desdits Grands Travaux au plus tard l'an prochain, dans le second trimestre ; 2° de les comprendre dans le budget de 1931 ; 3° de voter ce dernier avant le 1<sup>er</sup> octobre, nous avons inscrit dans ce budget un certain nombre de crédits d'études. N'entrent évidemment pas en ligne les Grands Travaux en cours d'exécution ou faisant l'objet d'un mécanisme financier spécial.

1° <i>Stade municipal</i> .....	10.000 fr.
2° <i>Aéro-port</i> .....	10.000 »
3° <i>Nouvelle Faculté de Droit</i> .....	10.000 »
4° <i>Nouveau Lycée de garçons</i> .....	10.000 »
5° <i>Nouveau Lycée de jeunes filles</i> .....	10.000 »
6° <i>Nouvelle école pratique de garçons</i> .....	10.000 »
7° <i>Ecole pratique de jeunes filles : transfert</i> .....	5.000 »
8° <i>Ecoles primaires supérieures : a) électrification ; b) installation du chauffage central</i> .....	5.000 »
9° <i>Ecoles primaires : a) électrification ; b) installation du chauffage central</i> .....	10.000 »
10° <i>Ecole Edgar Quinet : reconstruction</i> .....	5.000 »
11° <i>Ecoles maternelles : a) reconstruction de l'école du Buisson ; b) rue Bohin : 1) construction de l'école ; 2) reconstruction des cantines scolaires ; c) construction de l'école du Faubourg de Béthune ; d) agrandissement de l'école du Faubourg des Postes</i> .....	10.000 »
12° <i>Bibliothèque communale : construction</i> .....	10.000 »
13° <i>Trottoirs : a) construction ; b) reconstruction ; c) entretien</i> ..	10.000 »
14° <i>Voies privées : a) application de la loi Sarraut ; b) classement dans le réseau de voies publiques ; c) prise en charge de la construction d'aqueducs</i> .....	10.000 »



15° <i>Egouts secondaires d'eaux pluviales</i> : a) rues sans égouts ;	
b) rues à égouts : 1) trop étroits ; 2) en mauvais état ;	
3) à radier trop haut ; c) rues nouvelles.....	10.000 »
16° <i>Grands travaux d'embellissement</i> : a) divers .....	10.000 »
b) squares et jardins .....	10.000 »
17° <i>Colonie scolaire avec préventorium</i> .....	10.000 »
18° <i>Moulins-Lille</i> : établissement de bains.....	10.000 »
19° <i>Palais des Beaux-Arts</i> : agrandissement.....	5.000 »
20° <i>Nouvelle caserne des Sapeurs-Pompiers</i> : construction.....	10.000 »
21° <i>Maison des OEuvres laïques</i> : construction.....	10.000 »

### LE BUDGET DE 1930

Le budget de l'exercice 1930 s'établit comme suit :

En vous priant de vouloir bien l'approuver, nous croyons utile de souligner :

1° Qu'il a été dressé compte tenu :

a) Des travaux de vos Commissions des Finances et du Budget ;

b) En ce qui concerne les dépenses du budget ordinaire, des indications arrêtées d'un commun accord entre : 1) les adjoints et chefs de service intéressés ; 2) l'Adjoint aux Finances et son service ;

c) D'un programme de Grands Travaux à effectuer au moyen des ressources extraordinaires ;

2° Qu'il comporte le même nombre de centimes additionnels que l'an dernier.

#### I) BUDGET ORDINAIRE

##### A) Dépenses

Les dépenses ordinaires inscrites en 1929 pour 54.669.649 francs sont évaluées en 1930 à 57.654.571 fr., soit une augmentation de 2.984.922 fr., augmentation qui eût porté sur plus de cinq millions et demi si, par ailleurs, nous n'avions réduit certains chapitres de dépenses et tout premièrement celui prévu pour l'entretien des chaussées pavées et empierrées.

L'augmentation frappe notamment les postes ci-dessous :

Propreté publique .....	160.000 fr
Bâtiments communaux : chauffage.....	200.000 »
Bâtiments et voie publique : éclairage.....	253.000 »
Théâtres municipaux : exploitation.....	500.000 »

Elle se marque plus particulièrement aux articles intéressant le personnel :

1° Police .....	421.000 fr.
2° Personnel : a) indemnités ; b) pensions ;	
c) secours .....	190.000 »



3° Personnel : augmentation de l'indemnité de cherté de vie.....	300.000 »	
4° Retraités : suppléments de pensions....	1.135.000 »	2.046.000 fr.
Elle s'accuse plus nettement encore aux crédits de la Solidarité sociale :		
1° Crèches .....	93.000 fr.	
2° Aliénés et enfants assistés : contingents	150.000 »	
3° Camps de vacances et du jeudi.....	200.000 »	
4° Assistance aux tuberculeux.....	400.000 »	
5° Assistance aux vieillards, infirmes, incurables ; assistance aux femmes en couches .....	1.585.000 »	2.428.000 fr.

B) *Recettes*

Les recettes ordinaires inscrites en 1929 pour 54.669.649 francs sont évaluées en 1930 à 57.668.255 fr., soit une augmentation de 2.998.586 fr.

L'augmentation s'explique par les plus-values ci-contre :

1° Divers produits .....	238.526 fr.	
2° Octroi .....	960.000 »	1.198.526 fr

Elle est due cependant pour la plus grande part :

1° A l'institution de la taxe sur les domes- tiques .....	100.000 fr.	
2° Au relèvement d'autres taxes en vigueur	1.690.000 »	1.790.000 fr.

## II) BUDGET EXTRAORDINAIRE

A) *Recettes*

Société « Les Prévoyants de l'Avenir » : remboursement de l'impôt de 18 % sur emprunts.....	57.367 fr.	
Recettes accidentelles .....	80.000 »	
Office Public Municipal d'Habitations à bon marché : avance consentie par la Ville ; remboursement de la sixième annuité .....	80.000 »	
Carrières de Maupertus : convention Christiani .....	175.000 »	
Nouvelle Mairie : indemnité de dommages de guerre, recette d'ordre .....	461.537 »	
Ventes de terrains.....	500.000 »	
Elargissement et pavage du boulevard Carnot entre la fortification et la rue des Arts : participation du Département	1.000.000 »	
Groupe scolaire du Faubourg de Béthune : participation de l'Etat .....	1.200.000 »	
Dommages de guerre : acomptes sur titres quadriennaux..	2.000.000 »	



Amortissement des emprunts : 45 cent. 70.....	3.325.454 fr.
Equilibre entre les recettes extraordinaires et les dépenses de même nature .....	6.660.000 »
Total.....	15.539.358 »

## B) Dépenses

### Divers :

Dettes des exercices antérieurs : réserve pour paiement .....	30.000 fr.	
Ecole Turgot : fourniture de mobilier scolaire .....	43.500 »	
Foire Commerciale : subvention.....	50.000 »	
Jardin Vauban : construction d'une serre.	100.000 »	
Bois-Blancs : poste de police et de sapeurs- pompiers : acquisition de l'immeuble.	125.000 »	348.500 »

### Emprunts antérieurs :

Frais relatifs aux emprunts. Intérêts à divers .....	20.000 »	
Société « Les Prévoyants de l'Avenir » : emprunts, impôts de 18 %.....	57.367 »	
Amortissement .....	3.325.493 87	3.402.860 87

### Grands travaux :

Alignement : prix et frais d'achat de par- celles réunies à la voie publique.....	50.000 »	
Grands travaux. Démantèlement. Assainis- sement. Services concédés. Frais divers	125.000 »	
Programme de Grands Travaux : frais d'études .....	200.000 »	
Démantèlement .....	200.000 »	
Vieille-Deûle. Moyenne-Deûle. Basse-Deûle. Dragage. Participation de la Ville.....	300.000 »	
Nouvelle Mairie : emploi d'une indemnité de dommages de guerre.....	461.537 »	
Achat de terrains nus et de zone.....	500.000 »	
Reconstitution foncière .....	500.000 »	
Assainissement général de la Ville : acqui- sition d'immeubles destinés à être démolis .....	1.000.000 »	
Captation de nouvelles eaux potables.....	1.000.000 »	
Pavages neufs .....	1.000.000 »	
Expropriation de la zone : première tranche	6.450.000 »	11.786.537 »
Total .....		15.537.897 87



C) *Equilibre*

Notre budget extraordinaire s'équilibre donc ainsi :

Recettes extraordinaires .....	15.539.358 fr.
Dépenses .....	15.537.897 87
Excédent de recettes.....	<u>1.460 13</u>

## III) BUDGET 1930

Dès lors, le budget de l'exercice 1930 s'équilibre comme suit :

Recettes ordinaires .....	57.668.235 fr.	
Recettes extraordinaires .....	15.539.358 »	73.207.593 fr.
Dépenses ordinaires .....	51.654.571 »	
Dépenses extraordinaires .....	15.537.897 87	73.192.468 87
Excédent de recettes.....		<u>15.124 13</u>

## RECETTES ORDINAIRES

Article Premier. — *Attribution de huit centimes sur le principal de la contribution des patentes :*

Recette constatée en 1928 .....	383 129 57
Recette inscrite au budget de 1929.....	351.700 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	377.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances.....	377.000 »
En augmentation de 25.300 francs ; plus-value normale du centime.	

Art. 2. — *Attribution de produit du vingtième de l'impôt sur les chevaux et voitures :*

Recette constatée en 1928 .....	55 50
Recette inscrite au budget de 1929 .....	100 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100 »
Sans changement.	

Art. 3. — *Permis de chasse. Part attribuée à la Ville (20 fr. par permis) :*

Recette constatée en 1928 .....	9.240 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	8.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	8.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	8.000 »
Sans changement.	



Art. 4. — *Participation de la Ville à la répartition des redevances à percevoir sur les Compagnies minières et sur les établissements annexes de leur exploitation :*

Recette constatée en 1928 .....	11.482 62
Recette inscrite au budget de 1929 .....	10.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »
Sans changement.	

Art. 5. — *Part de la Ville dans le produit du décime additionnel à l'impôt sur le chiffre d'affaires :*

Recette constatée en 1928 .....	1.272.754 25
Recette inscrite au budget de 1929 .....	1.075.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.270.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.270.000 »
En augmentation de 195.000 fr. pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1929.	

Art. 6. — *Part de la Ville sur la majoration de 10 % imposée aux contribuables en retard de paiement de contributions directes :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929 .....	
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	80.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances.....	80.000 »

Article nouveau. Ces majorations ont produit pendant la période du 19 juillet 1924 au 31 décembre 1928, une somme totale de 480.061 fr. 48 dont le montant a été versé dans la Caisse municipale par les soins de la Trésorerie générale du Nord.

Art. 7. — *Produit de cinq centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière pour dépenses communales :*

Recette constatée en 1928 .....	121.977 20
Recette inscrite au budget de 1929 .....	122.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	125.100 »
Recette proposée par la Commission des Finances.....	125.100 »

En augmentation de 3.100 francs par suite de la plus-value du centime.

Art. 8. — *Produit de 306 centimes additionnels au principal des trois contributions directes pour insuffisance des revenus ordinaires :*

Recette constatée en 1928 .....	23.659.482 74
---------------------------------	---------------



Recette inscrite au budget de 1929 .....	23.308.150 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	22.077.600 »
Recette proposée par la Commission des Finances.....	22.077.600 »

Art. 9. — *Taxe municipale sur les voitures, chevaux, mules, mulets et taxe sur les cercles :*

Recette constatée en 1928 .....	12.407 45
Recette inscrite au budget de 1929 .....	10.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances .....	10.000 »

Sans changement.

Art. 10. — *Taxe municipale sur les billards :*

Recette constatée en 1928 .....	6.210 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	5.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	5.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	5.000 »

Sans changement.

Art. 11. — *Taxe sur le revenu net de la propriété bâtie :*  
3 % :

Recette constatée en 1928 .....	1.496.480 98
Recette inscrite au budget de 1929 .....	1.445.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.250.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances .....	2.250.000 »

En augmentation de 805.000 francs, la taxe sur le revenu net de la propriété bâtie ayant été portée à 3 % par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1929.

Art. 12. — *Taxe municipale sur la valeur vénale de la propriété non bâtie : 0,25 % :*

Recette constatée en 1928 .....	93.680 64
Recette inscrite au budget de 1929 .....	95.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	94.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	94.000 »

En diminution de 1.000 francs, la matière imposable diminuant au fur et à mesure des constructions nouvelles.

Art. 13. — *Taxe municipale sur les chiens :*

Recette constatée en 1928 .....	226.270 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	227.000 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	223.120 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	223.120 »

En diminution de 3.880 francs ; le chiffre de 223.120 fr. représente le montant des rôles pour l'année 1929.

Art. 14. — *Taxe municipale sur les domestiques attachés à la personne, précepteurs, préceptrices et gouvernantes :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929 .....	
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100.000 »

Article créé par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 1929.

Art. 15. — *Droits d'octroi :*

Recette constatée en 1928 .....	10.644.354 40
Recette inscrite au budget de 1929 .....	10.300.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	11.260.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	11.260.000 »

En augmentation de 960.000 francs ; les recouvrements effectués en 1929 justifient cette augmentation.

Art. 16. — *Part de la Ville dans le fonds commun des contributions indirectes créé par la loi du 22 février 1918 portant suppression des droits d'octroi sur l'alcool et les boissons hygiéniques :*

Recette constatée en 1928 .....	2.815.225 09
Recette inscrite au budget de 1929 .....	2.459.512 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.815.225 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.815.225 »

En augmentation de 355.713 fr. ; le chiffre de 2.851.225 francs a d'ailleurs été donné par la Préfecture.

Art. 17. — *Part de la Ville dans le montant des saisies et amendes en matière d'octroi :*

Recette constatée en 1928 .....	5.355 18
Recette inscrite au budget de 1929 .....	12.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »

En diminution de 2.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 18. — *Abattoir public. Exploitation en régie :*

Recette constatée en 1928 .....	578.657 60
---------------------------------	------------



Recette inscrite au budget de 1929 .....	540.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	570.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	570.000 »
En augmentation de 30.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 19. — *Taxes sur les viandes foraines pour frais de  
visite ou de poinçonnage :*

Recette constatée en 1928 .....	212.589 66
Recette inscrite au budget de 1929 .....	180.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	200.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances....	200.000 »
En augmentation de 20.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 20. — *Droits de place aux halles, abattoirs, foires et  
marchés. Exploitation en régie :*

Recette constatée en 1928 .....	1.400.158 45
Recette inscrite au budget de 1929 .....	1.300.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.400.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.400.000 »
En augmentation de 100.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 21. — *Droits de voirie :*

Recette constatée en 1928 .....	465.489 05
Recette inscrite au budget de 1929 .....	470.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	625.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	625.000 »
En augmentation de 155.000 francs par suite du relève- ment de diverses taxes décidé par délibération du 8 décembre 1929.	

Art. 22. — *Taxe sur les balcons et constructions en saillie :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929 .....	
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	75.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	75.000 »

Article nouveau créé par délibération du Conseil muni-  
cipal du 8 décembre 1929.

Art. 23. — *Redevances annuelles sur enseignes lumineuses,  
écussons, attributs, lambrequins :*

Recette constatée en 1928 .....	195.321 »
---------------------------------	-----------



Recette inscrite au budget de 1929 .....	180.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	195.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	195.000 »

En augmentation de 15.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 24. — *Autres redevances annuelles pour tolérances accordées sur ou sous la voie publique :*

Recette constatée en 1928 .....	145.080 14
Recette inscrite au budget de 1929 .....	122.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	145.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	145.000 »

En augmentation de 22.500 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 25. — *Taxe municipale sur les spectacles :*

Recette constatée en 1928 .....	499.837 93
Recette inscrite au budget de 1929 .....	450.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	500.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	500.000 »

En augmentation de 50.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 26. — *Taxe municipale sur la publicité faite à l'aide soit de panneaux-réclames, soit d'affiches, soit d'enseignes lumineuses :*

Recette constatée en 1928 .....	103.890 97
Recette inscrite au budget de 1929 .....	80.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100.000 »

En augmentation de 20.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 27. — *Taxe municipale sur les véhicules automobiles :*

Recette constatée en 1928 .....	797.044 84
Recette inscrite au budget de 1929 .....	750.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	875.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	875.000 »

En augmentation de 125.000 francs, le produit de cette taxe allant sans cesse en augmentant.

Le produit de 1929 atteindra la prévision de 875.000 fr.

Art. 28. — *Droits de pesage :*

Recette constatée en 1928 .....	96.013 65
---------------------------------	-----------



Recette inscrite au budget de 1929 .....	85.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	130.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	130.000 »
En augmentation de 45.000 francs par suite du relèvement des droits, décidé par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1929.	

Art. 29. — *Droits de stationnement de bateaux dans les canaux :*

Recette constatée en 1928 .....	13.293 43
Recette inscrite au budget de 1929 .....	12.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	12.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	12.000 »
Sans changement.	

Art. 30. — *Vente à la criée aux Halles Centrales :*

Recette constatée en 1928 .....	87.468 10
Recette inscrite au budget de 1929 .....	75.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	125.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	125.000 »

En augmentation de 50.000 francs, le droit à payer sur le montant des denrées alimentaires vendues aux Halles Centrales ayant été porté à 2 % au lieu de 1 %, par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 1929.

Art. 31. — *Entrepôt des sucres :*

Recette constatée en 1928 .....	1.855 60
Recette inscrite au budget de 1929 .....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000 »
Sans changement.	

Art. 32. — *Entrepôt des Douanes :*

Recette constatée en 1928 .....	15.005 80
Recette inscrite au budget de 1929 .....	10.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »
Sans changement.	

Art. 33. — *Produit du Service de la distribution des eaux :*

Recette constatée en 1928 .....	3.089.691 88
Recette inscrite au budget de 1929 .....	3.300.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	3.650.000 »



Recette proposée par la Commission des Finances ....	3.650.000 »
En augmentation de 350.000 francs par suite du relèvement du tarif de vente décidé par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1929.	

Art. 34. — *Location de propriétés communales :*

Recette constatée en 1928 .....	451.272 49
Recette inscrite au budget de 1929 .....	375.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	425.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	425.000 »
En augmentation de 50.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 35. — *Produit de l'exploitation de chalets de nécessité et de la location des kiosques à journaux*

Recette constatée en 1928 .....	16.505 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	16.506 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	21.506 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	21.506 »

En augmentation de 5.000 francs, la redevance à payer par la Société Hachette ayant été majorée de ladite somme suivant délibération du 2 mai 1929.

Art. 36. — *Redevance du Palais d'Eté. Location à M. Boulay d'une partie du square Dutilleul :*

Recette constatée en 1928 .....	16.000 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	16.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	16.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	16.000 »

Sans changement.

Art. 37. — *Produit de la concession du droit d'affichage sur les propriétés communales :*

Recette constatée en 1928 .....	37.134 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	37.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	37.500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	37.500 »

Sans changement.

Art. 38. — *Sous-location de propriétés prises en bail de diverses administrations et de particuliers :*

Recette constatée en 1928 .....	1.014 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	610 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	265 »



Recette proposée par la Commission des Finances ....	265 »
En diminution de 345 francs.	

Art. 39. — *Rentes immobilisées :*

Recette constatée en 1928 .....	31.786 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	31.786 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	31.786 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	31.786 »
Sans changement.	

Art. 40. — *Intérêts des fonds déposés en compte courant au Trésor et des obligations de la Défense Nationale :*

Recette constatée en 1928 .....	318.785 01
Recette inscrite au budget de 1929 .....	240.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	297.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	297.000 »
En augmentation de 57.000 francs. La prévision de 297.000 francs s'établit comme suit :	
Fonds placés au Trésor en 1930 :	
15.000.000 de francs. Intérêts à 4 %	150.000 fr.
Obligations sexennales 1925-1931, 1926-1932, 1927-1933, 1928-1934 en portefeuille. Intérêts à 5 % pour une année .....	147.010 »
Total.....	297.010 »

Art. 41. — *Intérêts sur prix de vente d'immeubles et autres créances :*

Recette constatée en 1928 .....	175.468 68
Recette inscrite au budget de 1929 .....	315.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	471.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	471.000 »
En augmentation de 156.000 francs, justifiée par l'importance des titres actuellement en portefeuille à la Recette municipale.	

Art. 42. — *Produit des cimetières :*

Recette constatée en 1928 .....	920.450 25
Recette inscrite au budget de 1929 .....	800.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du budget..	1.000.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000.000 »
En augmentation de 200.000 francs, relèvement du prix des concessions décidé par délibération du 8 décembre 1929.	



Art. 43. — *Location de salles municipales, matériel de fêtes, mâts, plantes, etc., et remboursement de frais de chauffage et d'éclairage :*

Recette constatée en 1928 .....	34.222 89
Recette inscrite au budget de 1929 .....	40.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	55.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	55.000 »

En augmentation de 15.000 francs par suite du relèvement du droit de location de la salle des mariages pour les mariages célébrés l'après-midi, décidé par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1929.

Art. 44. — *Théâtres. Produits de l'exploitation des rideaux-annonces, du programme, des vestiaires et des water-closets :*

Recette constatée en 1928 .....	53.600 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	52.800 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	74.400 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	74.400 »

En augmentation de 21.600 francs, justifiée par le relèvement des redevances à payer par les concessions ci-après :

Programme officiel : 20.000 au lieu de  
15.000 francs ..... 5.000 fr.

Rideaux-annonces des théâtres : 36.400  
au lieu de 19.800 francs..... 16.600 »

Total..... 21.600 »

Art. 45. — *Produit de la convention avec la Compagnie du Gaz. Redevance sur le prix du gaz consommé :*

Recette constatée en 1928 .....	1.152.694 75
Recette inscrite au budget de 1929 .....	1.100.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.150.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.150.000 »

En augmentation de 50.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 46. — *Produit de la convention avec la Compagnie Continentale du Gaz. (Réseau électrique de la Région lilloise.) Redevance sur la consommation d'électricité :*

Recette constatée en 1928 .....	784.390 11
Recette inscrite au budget de 1929 .....	650.000 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	780.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	780.000 »
En augmentation de 130.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 47. — *Produit de la convention avec la Compagnie du  
Gaz. Redevance sur le gaz consommé en remplace-  
ment des droits d'octroi sur le charbon :*

Recette constatée en 1928 .....	131.383 13
Recette inscrite au budget de 1929 .....	125.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	125.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	125.000 »
Sans changement.	

Art. 48. — *Redevances dues par diverses sociétés d'électri-  
cité pour occupation du domaine public communal :*

Recette constatée en 1928 .....	248.845 55
Recette inscrite au budget de 1929 .....	240.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	240.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	240.000 »
Sans changement.	

Art. 49. — *Redevances dues par la Compagnie des Tram-  
ways de Lille suivant convention du 20 août 1926 :*

Recette constatée en 1928 .....	314.246 09
Recette inscrite au budget de 1929 .....	318.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	318.500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	318.500 »
Sans changement.	

Art. 50. — *Redevances dues par la Compagnie « L'Electrique  
Lille-Roubaix-Tourcoing » pour droit de station-  
nement :*

Recette constatée en 1928 .....	1.000 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	2.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.000 »
Sans changement.	

Art. 51. — *Subvention de l'Etat en faveur de l'Ecole des  
Beaux-Arts :*

Recette constatée en 1928 .....	55.739 75
Recette inscrite au budget de 1929 .....	55.740 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	75.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	75.000 »

En augmentation de 19.260 francs. Par lettre du 23 mai 1929, M. le Préfet nous a fait connaître que la subvention était portée à 75.000 francs pour l'année 1929.

Art. 52. — *Subvention de l'Etat en faveur de l'Ecole régionale d'Architecture :*

Recette constatée en 1928 .....	13.000 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	13.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	13.666 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	13.666 »

En augmentation de 666 francs. Par lettre du 23 mai 1929, M. le Préfet nous a fait connaître que la subvention était portée à 13.666 francs pour l'année 1929.

Art. 53. — *Droits d'études et d'inscriptions à l'Ecole régionale d'Architecture :*

Recette constatée en 1928 .....	2.200 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.000 »

En augmentation de 1.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 54. — *Subvention de l'Etat en faveur du Conservatoire :*

Recette constatée en 1928 .....	15.000 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	15.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	15.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	15.000 »

Sans changement.

Art. 55. — *Subvention de l'Etat en faveur de l'Inspection médicale des écoles :*

Recette constatée en 1928 .....	5.950 »
Recette inscrite au budget de 1929 .....	8.400 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	6.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	6.000 »

En diminution de 2.400 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.



Art. 56. — *Participation de l'Etat, de diverses communes et de particuliers dans les dépenses de fonctionnement des cours professionnels :*

Recette constatée en 1928 .....	163.900	»
Recette inscrite au budget de 1929 .....	82.500	»
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100.000	»
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100.000	»
En augmentation de 17.500 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.		

Art. 57. — *Lycée National de jeunes filles. Internat municipal :*

Recette constatée en 1928 .....	452.431	95
Recette inscrite au budget de 1929 .....	510.000	»
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	510.000	»
Recette proposée par la Commission des Finances ....	510.000	»
Sans changement.		

Art. 58. — *Rétribution pour les cours spéciaux et les études aux écoles Rollin, Montesquieu, Descartes, Louis-Blanc et Victor-Duruy :*

Recette constatée en 1928 .....	92.430	»
Recette inscrite au budget de 1929 .....	130.000	»
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	130.000	»
Recette proposée par la Commission des Finances ....	130.000	»
Sans changement.		

Art. 59. — *Droit d'inscription des élèves étrangers à Lille dans les écoles primaires supérieures :*

Recette constatée en 1928 .....	14.750	»
Recette inscrite au budget de 1929 .....	17.000	»
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	15.000	»
Recette proposée par la Commission des Finances ....	15.000	»

En diminution de 2.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 60. — *Ecole Baggio. Indemnité pour frais d'atelier et remboursement du prix des repas à la cantine de l'école :*

Recette constatée en 1928 .....	45.778	»
Recette inscrite au budget de 1929 .....	65.000	»
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	50.000	»
Recette proposée par la Commission des Finances ....	50.000	»

En diminution de 15.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.



Art. 61. — *Ecole Valentine Labbé. Indemnité pour frais d'atelier et remboursement du prix des repas à la cantine de l'école :*

Recette constatée en 1928 .....	27.918 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	30.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	30.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	30.000 »
Sans changement.	

Art. 62. — *Produit du travail des élèves dans les écoles pratiques :*

Recette constatée en 1928 .....	21.442 75
Recette inscrite au budget de 1929.....	15.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	20.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	20.000 »
En augmentation de 5.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 63. — *Remboursements éventuels sur le montant des subsides accordés à des étudiants, artistes, etc... :*

Recette constatée en 1928 .....	12.350 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	5.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »
En augmentation de 5.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 64. — *Dotation Colbrant :*

Recette constatée en 1928 .....	5.149 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	5.176 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	5.198 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	5.198 »
En augmentation de 22 francs ; capitalisation annuelle d'une somme de 600 francs.	

Art. 65. — *Fondation Doutrelon de Try :*

Recette constatée en 1928 .....	10.050 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	10.050 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.050 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.050 »
Sans changement.	

Art. 66. — *Fondation Alexandre Leleux. Produit des intérêts (57<sup>e</sup> année) :*

Recette constatée en 1928 .....	11.249 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	11.767 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	12.209 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	12.209 »
En augmentation de 442 francs ; capitalisation annuelle des revenus de la fondation.	

Art. 67. — *Fondation Devaux :*

Recette constatée en 1928 .....	11.487 73
Recette inscrite au budget de 1929.....	10.542 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.542 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.542 »
Sans changement.	

Art. 68. — *Laboratoire municipal d'analyses. Analyses payantes :*

Recette constatée en 1928 .....	16.645 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	15.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	25.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	25.000 »

En augmentation de 10.000 francs par suite du relèvement du tarif des analyses payantes décidé par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1929.

Art. 69. — *Laboratoire municipal d'analyses. Subvention de l'Etat pour la répression des fraudes alimentaires (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	13.500 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	13.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	13.500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	13.500 »
Sans changement.	

Art. 70. — *Remboursement des frais de désinfection à domicile :*

Recette constatée en 1928 .....	7.261 45
Recette inscrite au budget de 1929.....	8.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	8.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	8.000 »
Sans changement.	

Art. 71. — *Participation du Département dans les dépenses du Bureau d'hygiène :*

Recette constatée en 1928 .....	181.192 10
Recette inscrite au budget de 1929.....	50.000 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	50.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 72. — *Bains à prix réduits :*

Recette constatée en 1928 .....	503.424 60
Recette inscrite au budget de 1929.....	450.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	500.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	500.000 »
En augmentation de 50.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 73. — *Ecole de Natation. Exploitation en régie :*

Recette constatée en 1928 .....	24.155 90
Recette inscrite au budget de 1929.....	15.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	15.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	15.000 »
Sans changement.	

Art. 74. — *Remboursement des travaux exécutés d'office aux  
frais des propriétaires dans les logements insa-  
lubres (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	75.484 01
Recette inscrite au budget de 1929.....	100.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	50.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	50.000 »

En diminution de 50.000 francs, la Commission des Finances ainsi que la Sous-Commission du Budget ayant estimé que la prévision de recette pouvait être ramenée à 50.000 francs, limitant ainsi à cette somme le montant des travaux à exécuter au cours de l'année 1930.

Art. 75. — *Remboursement à la Ville des frais de traitement  
des filles syphilitiques à l'Hôpital :*

Recette constatée en 1928 .....	51.530 22
Recette inscrite au budget de 1929.....	45.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	45.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	45.000 »
Sans changement.	

Art. 76. — *Dispensaire municipal. Subvention de l'Etat :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	3.000 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	3.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	3.000 »
Sans changement.	

Art. 77. — *Assistance aux vieillards. Majoration complémentaire. Subvention du Département :*

Recette constatée en 1928 .....	145.803 32
Recette inscrite au budget de 1929.....	130.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	130.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	130.000 »
Sans changement.	

Art. 78. — *Subvention complémentaire de l'Etat dans les dépenses d'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes privés de ressources :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	50.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	50.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 79. — *Participation des familles dans les frais de séjour d'enfants traités dans les sanatoriums et preventoriums :*

Recette constatée en 1928 .....	98.679 05
Recette inscrite au budget de 1929.....	50.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100.000 »
En augmentation de 50.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 80. — *Subvention du Département en faveur des enfants du premier âge :*

Recette constatée en 1928 .....	452 25
Recette inscrite au budget de 1929.....	500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	500 »
Sans changement.	

Art. 81. — *Remboursement par le Bureau de Bienfaisance et les personnes solvables des frais médicaux et pharmaceutiques. Secours publics :*

Recette constatée en 1928 .....	389 45
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.000 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000 »
Sans changement.	

Art. 82. — *Remboursement par l'Administration des Hospices et les personnes solvables des frais de transport des malades et blessés à l'hôpital :*

Recette constatée en 1928 .....	17.911 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	12.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	15.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	15.000 »
En augmentation de 3.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 83. — *Remboursement par l'Administration des Hospices du prix des cercueils destinés à des malades hospitalisés :*

Recette constatée en 1928 .....	21.695 65
Recette inscrite au budget de 1929.....	6.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »
En augmentation de 4.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 84. — *Subvention de l'Etat en faveur de la Crèche municipale :*

Recette constatée en 1928 .....	1.300 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.300 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.300 »
En diminution de 200 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 85. — *Crèche municipale. Rétribution journalière perçue pour le service de garde :*

Recette constatée en 1929 .....	1.062 25
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000 »
Sans changement.	

Art. 86. — *Fourneaux économiques :*

Recette constatée en 1928 .....	121.522 25
Recette inscrite au budget de 1929.....	125.000 »



Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	125.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	125.000 »
Sans changement.	

Art. 87. — *Participation de l'Etat dans les dépenses du Service des Retraites ouvrières :*

Recette constatée en 1928 .....	7.906 20
Recette inscrite au budget de 1929.....	5.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	5.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	5.000 »
Sans changement.	

Art. 88. — *Subvention de l'Etat et du Département en faveur du Fonds municipal de chômage :*

Recette constatée en 1928 .....	92.554 39
Recette inscrite au budget de 1929.....	100.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	65.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	65.000 »

En diminution de 35.000 francs, le chômage tendant de plus en plus à disparaître.

Art. 89. — *Remboursement par la commune de Loos des frais d'éclairage de la rue de Londres :*

Recette constatée en 1928 .....	450 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	450 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	450 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	450 »

Sans changement.

Art. 90. — *Remboursement par les Compagnies du gaz et d'électricité, l'entrepreneur des eaux et les particuliers des frais de pavage, de canalisation, de remplacement d'arbres et frais y afférents (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	189.744 88
Recette inscrite au budget de 1929.....	200.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	250.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	250.000 »

En augmentation de 50.000 francs par suite du relèvement de 7 fr. 50 à 11 francs du prix du mètre carré de pavage à rembourser à la Ville ; relèvement décidé par délibération du Conseil municipal du 7 décembre 1929.



Art. 91. — *Remboursement par divers des frais d'éclairage réglés pour leur compte :*

Recette constatée en 1928 .....	2.490 81
Recette inscrite au budget de 1929.....	2.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.000 »
Sans changement.	

Art. 92. — *Reversement par les employés municipaux habillés par la Ville, du prix de leurs vêtements fixé à raison de 400 francs par année :*

Recette constatée en 1928 .....	167.593 20
Recette inscrite au budget de 1929.....	165.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	165.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	165.000 »
Sans changement.	

Art. 93. — *Remboursement par les communes et les particuliers des frais de déplacement du matériel d'incendie et des frais de sauvegarde :*

Recette constatée en 1928 .....	16.746 45
Recette inscrite au budget de 1929.....	10.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »
Sans changement.	

Art. 94. — *Remboursement par le Directeur du Théâtre de l'avance consentie pour commencer la saison 1930-1931 (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	10.000 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	40.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	40.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	40.000 »
Sans changement.	

Art. 95. — *Théâtres municipaux. Versement par le Directeur de l'excédent des recettes en atténuation du paiement des masses assuré par la Ville (Article 50 du cahier des charges) :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	100.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100.000 »
Sans changement.	



Art. 96. — *Reversement par la Ville de La Madeleine du montant de la pension du sergent de pompiers Vincent :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	4.440 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	6.498 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	6.498 »

En augmentation de 2.058 francs par suite du relèvement du montant de la pension de M. Vincent.

Art. 97. — *Remboursement de contributions dues par divers occupants de locaux à l'Abattoir et autres locataires d'immeubles appartenant à la Ville :*

Recette constatée en 1928 .....	27.075 09
Recette inscrite au budget de 1929.....	25.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	25.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	25.000 »

Sans changement.

Art. 98. — *Remboursement de primes payées pour le compte des desservants des différents cultes et autres locataires de la Ville, pour l'assurance des presbytères, temples, synagogues et autres bâtiments :*

Recette constatée en 1928 .....	2.301 33
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.000 »

En augmentation de 1.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 99. — *Redevances pour occupation du domaine public communal par les ouvrages de distribution d'énergie électrique :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000 »

Sans changement.

Art. 100. — *Produit des rétributions payées par la Ville et les particuliers pour des services de surveillance faits par le personnel de la police et les sapeurs-pompiers (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	157.837 »
---------------------------------	-----------



Recette inscrite au budget de 1929.....	175.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	175.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	175.000 »
Sans changement.	

Art. 101. — *Produit des amendes attribué à la Ville pour défaut de déclaration de domicile par les étrangers :*

Recette constatée en 1928 .....	47 50
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000 »
Sans changement.	

Art. 102. — *Vente de fumiers :*

Recette constatée en 1928 .....	6.330 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	5.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	5.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	5.000 »
Sans changement.	

Art. 103. — *Produit de la vente de vieux matériaux :*

Recette constatée en 1928 .....	361.603 12
Recette inscrite au budget de 1929.....	300.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	200.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	200.000 »
En diminution de 100.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'année courante.	

Art. 104. — *Produit de la vente du lait des chèvres du Jardin Vauban :*

Recette constatée en 1928 .....	1.500 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	1.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000 »
Sans changement.	

Art. 105. — *Produit de la vente des catalogues des musées, des archives et de la bibliothèque :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	200 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	200 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	200 »
Sans changement.	



Art. 106. — *Bibliothèques de prêt. Produit de la rétribution à percevoir sur les lecteurs abonnés :*

Recette constatée en 1928 .....	2.850 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	2.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.000 »
Sans changement.	

Art. 107. — *Droits d'expédition des actes administratifs et des actes de l'état civil :*

Recette constatée en 1928 .....	17.256 25
Recette inscrite au budget de 1929.....	12.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	15.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	15.000 »
En augmentation de 3.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 108. — *Expédition des déclarations d'étrangers :*

Recette constatée en 1928 .....	2.501 25
Recette inscrite au budget de 1929.....	2.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.500 »
Sans changement.	

Art. 109. — *Part de la Ville dans la répartition entre les communes des sommes rendues disponibles par la suppression du budget des Cultes :*

Recette constatée en 1928 .....	2.633 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	4.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	3.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	3.000 »
En diminution de 1.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 110. — *Subvention de l'Etat pour les dépenses de police :*

Recette constatée en 1928 .....	2.666 65
Recette inscrite au budget de 1929.....	10.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	5.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	5.000 »
En diminution de 5.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	



Art. 111. — *Taxe de gardiennage des corps exposés à la Morgue, remboursée par les familles :*

Recette constatée en 1928 .....	510 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	500 »
Sans changement.	

Art. 112. — *Produit de la vente des cartes d'identité :*

Recette constatée en 1928 .....	5.071 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	5.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	5.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	5.000 »
Sans changement.	

Art. 113. — *Part de la Ville dans le produit de la taxe sur les cartes d'identité délivrées aux étrangers :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	10.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	10.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	10.000 »
Sans changement.	

Art. 114. — *Redevances payées pour dépôt de dessins de fabrique au Greffe du Conseil des Prud'hommes :*

Recette constatée en 1928 .....	36 75
Recette inscrite au budget de 1929.....	20 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	20 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	20 »
Sans changement.	

Art. 115. — *Décharges publiques. Redevances pour déversement de décombres provenant de démolitions :*

Recette constatée en 1928 .....	102.328 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	30.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	100.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	100.000 »



## RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Article premier. — (3,20) *Trois centimes vingt centièmes au principal des trois contributions directes affectés à l'emprunt de 5.000.000 de francs (pendant 40 ans, à partir de 1902) :*

Recette constatée en 1928 .....	180.705 08
Recette inscrite au budget de 1929.....	194.400 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	229.600 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	229.600 »
En augmentation de 35.200 francs.	

Art. 2. — (13,70) *Treize centimes soixante-dix centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 25.818.665 fr. 51 (pendant 42 ans à partir de 1899) :*

Recette constatée en 1928 .....	780.605 44
Recette inscrite au budget de 1929.....	840.200 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	991.400 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	991.400 »
En augmentation de 151.200 francs.	

Art. 3. — (0,30) *Trente centièmes de centime au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 634.073 francs (pendant 35 ans à partir de 1905) :*

Recette constatée en 1928 .....	14.485 15
Recette inscrite au budget de 1929.....	17.200 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	19.700 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	19.700 »
En augmentation de 2.500 francs.	

Art. 4. — *Remboursement par l'Université de l'annuité de la portion de 500.000 francs affectée à l'achèvement de la bibliothèque universitaire comprise dans l'emprunt de 634.073 francs :*

Recette constatée en 1928 .....	12.853 94
Recette inscrite au budget de 1929.....	12.853 94
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	12.854 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	12.854 »
Sans changement.	

Art. 5. — (0,30) *Trente centièmes de centime au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 395.936 francs (pendant 30 ans à partir de 1906) :*

Recette constatée en 1928 .....	14.603 22
---------------------------------	-----------



Recette inscrite au budget de 1929.....	18.900 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	22.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	22.000 »
En augmentation de 3.100 francs.	

Art. 6. — (1) *Un centime au principal des mêmes contributions, affecté à l'emprunt de 1.333.300 francs (pendant 30 ans à partir de 1907) :*

Recette constatée en 1928 .....	57.857 13
Recette inscrite au budget de 1929.....	63.300 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	74.300 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	74.300 »
En augmentation de 11.000 francs.	

Art. 7. — (0,40) *Quarante centièmes de centime au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 500.000 francs (pendant 30 ans à partir de 1908) :*

Recette constatée en 1928 .....	21.674 46
Recette inscrite au budget de 1929.....	23.700 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	27.900 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	27.900 »
En augmentation de 4.200 francs.	

Art. 8. — (4,70) *Quatre centimes soixante-dix centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 7.000.000 de francs (pendant 40 ans à partir de 1908) :*

Recette constatée en 1928 .....	267.252 26
Recette inscrite au budget de 1929.....	284.700 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	335.700 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	335.700 »
En augmentation de 51.000 francs.	

Art. 9. — (0,20) *Vingt centièmes de centime au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 250.000 francs (pendant 30 ans à partir de 1910) :*

Recette constatée en 1928 .....	7.413 92
Recette inscrite au budget de 1929.....	11.400 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	13.900 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	13.900 »
En augmentation de 2.500 francs.	



Art. 10. — (1,70) *Un centime soixante-dix centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 2.400.000 francs (pendant 45 ans à partir de 1912) :*

Recette constatée en 1928.....	94.157 88
Recette inscrite au budget de 1929.....	105.200 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget....	124.100 »
Recette proposée par la Commission des Finances.....	124.100 »
En augmentation de 18.900 francs.	

Art. 11. — (5,40) *Cinq centimes quarante centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 7.930.000 francs (pendant 50 ans à partir de 1913) :*

Recette constatée en 1928 .....	303.671 05
Recette inscrite au budget de 1929.....	340.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	388.400 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	388.400 »
En augmentation de 47.900 francs.	

Art. 12. — *Dividende des actions du Crédit Immobilier affecté au remboursement de l'emprunt de 400.000 francs :*

Recette constatée en 1928 .....	20.000 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	20.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	20.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	20.000 »
Sans changement.	

Art. 13. — (3) *Trois centimes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 3.000.000 de francs (pendant 40 ans à partir de 1921) :*

Recette constatée en 1928.....	7.335 20
Recette inscrite au budget de 1929.....	127.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	215.200 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	215.200 »
En augmentation de 88.200 francs.	

Art. 14. — (4,80) *Quatre centimes quatre-vingts centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 10.500.000 francs (pendant 40 ans à partir de 1921) :*

Recette constatée en 1928 .....	35.935 02
Recette inscrite au budget de 1929.....	227.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	348.600 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	348.600 »
En augmentation de 121.600 francs.	



Art. 15. — (4,20) *Quatre centimes vingt centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 3.700.000 francs (pendant 40 ans à partir de 1922) :*

Recette constatée en 1928 .....	238.573 73
Recette inscrite au budget de 1929.....	260.400 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget ..	304.400 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	304.400 »
En augmentation de 44.000 francs.	

Art. 16. — (0,50) *Cinquante centièmes de centime au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 400.000 francs (pendant 40 ans à partir de 1922) :*

Recette constatée en 1928 .....	28.745 71
Recette inscrite au budget de 1929 .....	28.500 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget ..	32.900 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	32.900 »
En augmentation de 4.400 francs.	

Art. 17. — (2,30) *Deux centimes trente centièmes au principal des mêmes contributions, affectés à l'emprunt de 2.000.000 de francs (pendant 40 ans à partir de 1923) :*

Recette constatée en 1928 .....	21.753 16
Recette inscrite au budget de 1929.....	92.400 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	164.500 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	164.500 »
En augmentation de 72.100 francs.	

Art. 18. — *Recettes accidentelles :*

Recette constatée en 1928 .....	79.306 10
Recette inscrite au budget de 1929.....	100.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	80.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	80.000 »

En diminution de 20.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.

Art. 19. — *Prix des parties de la voie publique cédées aux riverains pour cause d'alignement et produit des ventes de terrains et bâtiments :*

Recette constatée en 1928 .....	200.718 50
Recette inscrite au budget de 1929.....	2.500.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du budget..	500.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	500.000 »

En diminution de 2.000.000 de francs.



Art. 20. — *Remboursement par la Société « Les Prévoyants de l'Avenir » de l'impôt de 18 % réglé pour son compte sur la portion d'intérêts afférente aux annuités à payer pour divers emprunts (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	61.945 24
Recette inscrite au budget de 1929.....	59.698 19
Recette proposée par la Sous-Commission du budget ..	57.367 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	57.367 »
En diminution de 2.331 fr. 19.	

Art. 21. — *Domages de guerre. Acompte sur titres quadriennaux :*

Recette constatée en 1928 .....	2.000.000 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	2.000.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	2.000.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	2.000.000 »
Sans changement.	

Art. 22. — *Indemnités de dommages de guerre à employer pour la construction du nouvel Hôtel de Ville (Recette d'ordre) :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	435.412 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	461.537 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	461.537 »
En augmentation de 26.125 francs.	

Art. 23. — *Remboursement par l'Office public municipal d'Habitations à bon marché de la sixième annuité sur l'avance de 1.600.000 francs consentie par la Ville, suivant délibération municipale du 18 décembre 1922 :*

Recette constatée en 1928 .....	80.000 »
Recette inscrite au budget de 1929.....	80.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	80.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	80.000 »
Sans changement.	

Art. 24. — *Construction du groupe scolaire du Faubourg de Béthune. Subvention de l'Etat :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	
Recette proposée par la Sous-Commission du Budget..	1.200.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.200.000 »



Art. 25. — *Carrières de Maupertus. Convention Christiani :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	175.000 »
Recette proposée par la Sous-Commission du budget..	175.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	175.000 »
Sans changement.	

Art. 26. — *Elargissement et pavage du boulevard Carnot entre la fortification et la rue des Arts. Participation du Département :*

Recette constatée en 1928 .....	
Recette inscrite au budget de 1929.....	
Recette proposée par la Sous-Commission du budget..	1.000.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	1.000.000 »

Art. 27. — *Imposition de 92 centimes 30 au principal des trois contributions directes, destinée à équilibrer les recettes extraordinaires et les dépenses de même nature :*

Recette constatée en 1928 .....	7.213.998 10
Recette inscrite au budget de 1929 .....	4.395.055 »
Recette proposée par la Sous-Commission du budget..	6.660.000 »
Recette proposée par la Commission des Finances ....	6.660.000 »

### DÉPENSES ORDINAIRES

Article Premier. — *Secrétariat général. Secrétariat, Archives, Contentieux et divers :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.275.528 fr.
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.400.000 »
b) Budget supplémentaire .....	10.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.400.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.420.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.420.000 »

En augmentation de 10.000 francs.

Application du nouveau coefficient de cherté de vie 7,25 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Art. 2. — *Recette municipale :*

Dépense constatée en 1928 .....	258.080 fr.
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	258.000 »	}	278.370 »
b) Budget supplémentaire .....	20.370 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	288.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	288.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	288.000 »		
En augmentation de 30.000 francs sur le crédit inscrit au budget primitif de 1929.			
Application du décret du 29 juin dernier, fixant le traitement du Receveur municipal sur de nouvelles bases.			
A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1930, le quart du traitement du Receveur municipal n'est plus affecté au paiement des frais de bureau.			
Augmentation en faveur de ce fonctionnaire .....	18.750 »		
Application du coefficient de cherté de vie pour 10 employés .....	4.860 »		
Promotion en cours d'année, frais de bureau et divers .....	6.390 »		
	<u>30.000 »</u>		

Art. 3. — *Travaux municipaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	907.908 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.000.000 »
b) Budget supplémentaire .....	9.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.050.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.060.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.060.000 »
En augmentation de 51.000 francs.	
Application du nouveau coefficient de cherté de vie.	
Promotions en cours d'année, etc...	

Art. 4. — *Finances et Contrôle :*

Dépense constatée en 1928 .....	460.191 51
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	510.000 »
b) Budget supplémentaire .....	3.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	565.000 »



Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .....	565.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	565.000 »

En augmentation de 52.000 francs.

Application du nouveau coefficient de cherté de vie,  
promotions en cours d'année, créations d'em-  
ploi, etc...

Art. 5. — *Collecte des droits de place, de voirie, etc...* :

Dépense constatée en 1928 .....	142.232 38
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	152.000 »
b) Budget supplémentaire .....	9.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 161.000 »
Crédit demandé par le Service .....	167.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .....	167.000 »
Crédit demandé par le Service .....	167.000 »

En augmentation de 6.000 francs.

Application du nouveau coefficient de cherté de vie.

Art. 6. — *Caisse des Retraites des Services municipaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	600.000 »
Crédits accordés en 1929 :	
a) Budget primitif .....	600.000 »
b) Budget supplémentaire .....	
c) Autorisation spéciale .....	
	} 600.000 »
Crédit demandé par le Service .....	1.000.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.000.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.000.000 »

En augmentation de 400.000 francs.

Situation présumée de la caisse des retraites en 1929  
et 1930.

<i>Ressources</i>		<i>Charges</i>	
Solde au 31 décembre 1928..	305.328	Paiements du 4 <sup>e</sup> trim. 1928..	387.208
Retenues sur les traitements du personnel en 1929.....	985.603	Paiements du 1 <sup>er</sup> trim. 1929..	387.994
Rentes sur l'Etat .....	27.462	Paiements du 2 <sup>e</sup> trim. 1929..	393.191
Réintégrations diverses .....	1.500	Paiements du 3 <sup>e</sup> trim. 1929..	398.973
Subvention Municipale .....	600.000	Paiements du 4 <sup>e</sup> trim. 1929..	410.000
Total au 31 décembre 1929...	1.919.893	Total au 31 décembre 1929...	1.977.366
Retenues sur les traitements du personnel en 1930.....	750.000	Paiements du 1 <sup>er</sup> trim. 1930..	420.000
Rentes sur l'Etat .....	27.462	Paiements du 2 <sup>e</sup> trim. 1930..	430.000
Réintégrations diverses .....	1.500	Paiements du 3 <sup>e</sup> trim. 1930..	435.000
Subvention Municipale .....	1.000.000	Paiements du 4 <sup>e</sup> trim. 1930..	440.000
Total au 31 décembre 1930...	3.698.855	Total au 31 décembre 1930..	3.702.366



Art. 7. — *Suppléments de pensions aux retraités de la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.013.921 08
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	765.000 »
b) Budget supplémentaire .....	460.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 1.225.000 »
Crédit demandé par le Service .....	1.500.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.500.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.500.000 »
En augmentation de 275.000 francs.	

Le crédit de 1.500.000 francs est nécessaire pour l'exécution de la délibération du 2 mai 1929 qui accorde aux retraités municipaux le bénéfice de l'article 153 de la loi du 30 décembre 1928 fixant le pourcentage de majoration des pensions à 100 %.

Art. 8. — *Indemnités et secours aux employés municipaux (ou leurs ayants droit) :*

Dépense constatée en 1928 .....	148.150 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	180.000 »
b) Budget supplémentaire .....	50.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 230.000 »
Crédit demandé par le Service .....	230.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	300.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	300.000 »

L'augmentation de 70.000 francs résulte de l'exécution de la délibération du 2 mai 1929 qui fait bénéficier tous les fonctionnaires municipaux, tant titulaires qu'auxiliaires permanents, des dispositions reprises dans la délibération du 27 juin 1884.

Les règles adoptées pour l'attribution des indemnités de départ sont les suivantes :

Au-dessous de 15 ans dans les services municipaux, aucune gratification.

Après 15 ans, mais avant la durée fixée pour la retraite, trois mois de gratification.

A la limite fixée pour la retraite ou au-dessus, six mois de gratification.



Art. 9. — *Indemnités, pensions et secours aux ouvriers ou employés non titulaires de la Caisse des Retraites (ou leurs ayants droit) et pensions complémentaires à divers :*

Dépense constatée en 1928 .....		52.074 21
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	35.000 »	} 55.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		60.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		100.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		100.000 »
En augmentation de 45.000 francs.		

Le crédit de 100.000 francs est demandé en prévision de nouvelles pensions qui pourraient être accordées au cours de l'année 1930 aux vieux ouvriers ou employés non titulaires de la Caisse des retraites.

Art. 10. — *Employés municipaux démissionnaires ou destitués. Achat de timbres pour versements à la réserve mathématique :*

Dépense constatée en 1928 .....		671 80
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	3.000 »	} 3.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		3.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		3.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		3.000 »
Sans changement.		

Ce crédit est employé en application de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières.

Art. 11. — *Indemnités aux employés chargés de famille :*

Dépense constatée en 1928 .....		475.000 »
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	475.000 »	} 500.000 »
b) Budget supplémentaire .....	25.000 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		500.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		500.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		500.000 »
Sans changement.		



Art. 12. — *Allocation annuelle et viagère de 100 francs aux employés et agents communaux titulaires de la Médaille d'honneur :*

Dépense constatée en 1928 .....		61.913 99
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	65.000 »	{ 65.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		65.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		65.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		65.000 »
Sans changement.		

Art. 13. — *Octroi :*

Dépense constatée en 1928 .....		2.084.178 02
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	2.380.000 »	{ 2.380.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		2.300.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		2.140.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		2.140.000 »
La diminution de 240.000 francs se justifie par la suppression d'emploi au cours de l'année 1929 de 15 agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite.		

Art. 14. — *Frais de perception par l'Octroi des droits de stationnement de bateaux :*

Dépense constatée en 1928 .....		14.302 92
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	15.800 »	{ 16.000 »
b) Budget supplémentaire .....	200 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		16.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		17.100 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		17.100 »
En augmentation de 1.100 francs.		
Augmentation en cours d'année du préposé à la perception des droits de stationnement des bateaux.		



Art. 15. — *Police :*

Dépense constatée en 1928 .....	5.219.944 60
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	5.642.000 »
b) Budget supplémentaire .....	80.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 5.722.000 »
Crédit demandé par le Service .....	5.955.155 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	6.025.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	6.025.000 »
L'augmentation de 303.000 francs sur l'importance des crédits de 1929 se justifie comme suit :	
Augmentation à 12 commissaires de police .....	60.000 »
Application du coefficient du coût de la vie .....	60.000 »
Promotions au cours de l'année 1929 ..	142.000 »
Promotions au cours de l'année 1930 ..	41.000 »
Total .....	303.000 »

L'effectif de la police se compose de :

1 commissaire central, 11 commissaires, 1 chef de bureau, 28 secrétaires, 49 agents de sûreté, 281 agents en tenue.

Art. 16. — *Service des gardes des promenades et jardins :*

Dépense constatée en 1928 .....	158.595 50
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	180.000 »
b) Budget supplémentaire .....	33.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 213.000 »
Crédit demandé par le Service .....	218.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	218.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	218.000 »
En augmentation de 5.000 francs en raison de l'application du nouveau coefficient de cherté de vie.	

Art. 17. — *Paiement aux agents de police et aux sapeurs-pompiers des sommes reçues du Directeur des théâtres et des entrepreneurs de bals publics, cinémas, etc... (Crédit d'ordre) :*

Dépense constatée en 1928 .....	142.485 »
---------------------------------	-----------



## Crédits accordés pour 1929 :

a) Budget primitif .....	175.000 »	}	175.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	175.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	175.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	175.000 »		
Sans changement.			

Art. 18. — *Dépenses de la prison municipale et des dépôts de police :*

Dépense constatée en 1928 .....	14.182 33		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	15.400 »	}	15.400 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	15.900 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	15.900 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	15.900 »		
En augmentation de 500 francs par suite de l'application du nouveau coefficient de cherté de vie.			

Art. 19. — *Justice de Paix :*

Dépense constatée en 1928 .....	5.400 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	5.600 »	}	5.600 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	5.600 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	5.600 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	5.600 »		
Sans changement.			

Art. 20. — *Cimetières :*

Dépense constatée en 1928 .....	616.245 15		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	655.000 »	}	655.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	730.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	667.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	667.000 »		
En augmentation de 12.000 francs, application du nouveau coefficient de cherté de vie.			



Art. 21. — *Pesage public :*

Dépense constatée en 1928.....	57.283	»
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	67.500	»
b) Budget supplémentaire .....	5.000	»
c) Autorisation spéciale .....	»	»
	72.500	»
Crédit demandé par le Service.....	77.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	78.000	»
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	78.000	»
En augmentation de 5.500 francs justifiée par la nomination au cours de 1929 d'un agent peseur de 6 <sup>e</sup> classe.		

Art. 22. — *Entrepôts. Personnel municipal :*

Dépense constatée en 1928 .....	27.391	29
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	30.500	»
b) Budget supplémentaire .....	500	»
c) Autorisation spéciale .....	»	»
	31.000	»
Crédit demandé par le Service.....	31.500	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	31.500	»
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	31.500	»
En augmentation de 500 francs justifiée par l'application du nouveau coefficient de cherté de vie.		

3<sup>e</sup> Commission. — *Réunion du 12 novembre 1929*

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Directeur des Douanes qui demande si la Ville de Lille se propose de conserver la gestion de l'Entrepôt réel de la résidence, le fonctionnement de cet établissement devant être nécessairement subordonné au paiement de l'indemnité de 3.000 francs représentative du taux de l'abonnement de loyer, allouée au Receveur des Douanes chargé de l'Entrepôt. Le Directeur des Douanes se verrait dans l'obligation de considérer notre silence comme un refus implicite de conserver la gestion de l'Entrepôt.

A l'unanimité, la 3<sup>e</sup> Commission déclare s'en tenir aux termes de la lettre envoyée par M. le Maire de Lille le 25 juillet 1929 à M. le Directeur des Douanes et dans laquelle M. le Maire ne s'oppose pas à la suppression de l'Entrepôt, mais se réserve le droit de demander sa réouverture lorsque le port fluvial, dont la construction est prévue, sera aménagé et mis en activité.



Art. 23. — *Entrepôt des Douanes :*

Dépense constatée en 1928.....		15.776 fr.
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	16.500 »	} 28.500 »
b) Budget supplémentaire .....	12.000 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service.....		29.500 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....		29.500 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....		29.500 »
En augmentation de 1.000 francs justifiée par le relèvement du salaire au cours de l'année 1929, d'un ouvrier manutentionnaire.		

Art. 24. — *Economat et fournitures diverses :*

Dépense constatée en 1928.....		174.000 »
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	190.000 »	} 190.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service.....		220.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....		220.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....		220.000 »
En augmentation de 30.000 francs justifiée par l'élévation de toutes fournitures et par les nouvelles charges d'entretien intérieur de nouveaux bâtiments, tels que l'Hôtel de Ville, la Salle de Fêtes de Fives, etc...		

Art. 25. — *Frais d'impressions :*

Dépense constatée en 1928.....		114.062 82
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	130.000 »	} 130.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service.....		130.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....		130.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....		130.000 »
Sans changement.		

Art. 26. — *Abonnements à diverses publications et cotisations pour participation à des congrès :*

Dépense constatée en 1928.....	3.401 15
--------------------------------	----------



Crédits accordés pour 1929 :

a) Budget primitif .....	4.000 »	{	4.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	4.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	4.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	4.000 »		
Sans changement.			

Art. 27. — *Affranchissement de la correspondance. Frais de timbres de quittances, de timbres des mémoires de salaires et de timbres des registres de la comptabilité :*

Dépense constatée en 1928.....	44.074 50		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	50.000 »	{	55.000 »
b) Budget supplémentaire .....	5.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service.....	55.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	55.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	55.000 »		
Sans changement.			

Art. 28. — *Habillement :*

Dépense constatée en 1928.....	250.898 88		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	180.000 »	{	210.000 »
b) Budget supplémentaire .....	30.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	250.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	250.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	250.000 »		
En augmentation de 40.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.			

Art. 29. — *Conseil des Prud'hommes. Contingent de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928.....	51.703 20		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	55.000 »	{	55.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service.....	55.000 »		



Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	55.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	55.000 »
Sans changement.	

Art. 30. — *Foires annuelles. Frais d'installation et de surveillance contre l'incendie :*

Dépense constatée en 1928 .....	44.162 44
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	43.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service.....	48.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	60.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	60.000 »
En augmentation de 17.000 francs pour les motifs suivants :	
Le montant du marché des illuminations de la Foire de l'Esplanade est passé de 15.000 à 20.000 francs, soit une augmentation de.....	5.000 »
La dépense d'éclairage électrique sera désormais imputée sur le présent article, soit environ.....	12.000 »

Art. 31. — *Frais de contentieux, de vente de matériaux et objets mobiliers, d'actes et de procédure :*

Dépense constatée en 1928.....	50.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service.....	50.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 32. — *Réseau téléphonique municipal. Extension du réseau, frais d'entretien, traitement des électriciens-téléphonistes et des téléphonistes :*

Dépense constatée en 1928.....	134.867 08
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	136.000 »
b) Budget supplémentaire .....	1.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»



Crédit demandé par le Service.....	150.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	150.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	150.000 »

L'augmentation de 13.000 francs est demandée en prévision de la création de nouvelles lignes.

Art. 33. — *Postes et Télégraphes :*

Dépense constatée en 1928.....	4.800 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	4.800 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service.....	4.800 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	4.800 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	4.800 »

Sans changement.

Art. 34. — *Frais de perception de la taxe municipale sur les spectacles :*

Dépense constatée en 1928.....	14.952 37
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	16.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service.....	16.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	16.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	16.000 »

Sans changement.

Art. 35. — *Frais de perception de la taxe municipale sur les voitures automobiles et de la taxe municipale sur les billards :*

Dépense constatée en 1928.....	18.366 03
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	18.000 »
b) Budget supplémentaire .....	2.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service.....	20.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	20.000 »

Le produit de la taxe sur les voitures automobiles est en constante augmentation. Voici le montant des recettes constatées en 1929 :



1 <sup>er</sup> trimestre 1929.....	216.922 »
2 <sup>e</sup> trimestre 1929.....	221.755 »
3 <sup>e</sup> trimestre 1929.....	235.506 »

Art. 36. — *Frais de perception de la taxe municipale sur la publicité :*

Dépense constatée en 1928.....	7.004 43
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	10.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service.....	10.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	10.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances.....	10.000 »
Sans changement.	

Art. 37. — *Frais d'établissement des rôles des taxes municipales par l'Administration des Contributions Directes. Paiement des frais de poursuites relatifs à des créances admises en non-valeur :*

Dépense constatée en 1928 .....	12.649 11
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	16.500 »
b) Budget supplémentaire .....	2.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	60.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	60.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	60.000 »

En augmentation de 41.500 francs ; il a été groupé à cet article, les frais d'établissement des rôles des taxes ci-après :

Taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets ;  
Taxe sur les cercles ;  
Taxe sur le revenu net de la propriété bâtie ;  
Taxe sur la valeur vénale de la propriété non bâtie ;  
Taxe sur les chiens ;  
Taxe d'habitation d'après la valeur locative des locaux d'habitation ;  
Taxe sur les domestiques attachés à la personne.

Ces deux dernières taxes ont fait l'objet d'un rapport spécial.



Art. 38. — *Frais de perception des taxes municipales recouvrées par les percepteurs et frais de distribution des avertissements :*

Dépense constatée en 1928 .....	47.979 54
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	130.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	130.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	130.000 »
En augmentation de 80.000 justifiée par la création de la taxe municipale d'habitation d'après la valeur locative des locaux d'habitation et de la taxe municipale sur les domestiques.	

Art. 39. — *Contribution des biens communaux et taxe des biens de mainmorte représentative des droits de transmission entre vifs et par décès :*

Dépense constatée en 1928 .....	484.390 60
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	600.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	550.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	600.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	600.000 »
Sans changement.	

Art. 40. — *Indemnités aux Contrôleurs des Contributions Directes chargés de l'établissement de l'assiette de la contribution mobilière :*

Dépense constatée en 1928 .....	13.716 66
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	13.800 »
b) Budget supplémentaire .....	38.600 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	50.400 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	55.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	55.000 »
En augmentation de 2.600 francs justifiée par le relèvement éventuel des indemnités dont le barème a été fixé d'après le nombre des années de présence à Lille des bénéficiaires.	



Art. 41. — *Assurance contre l'incendie des bâtiments communaux, de la bibliothèque et des musées :*

Dépense constatée en 1928.....	189.462 65
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	200.000 »
b) Budget supplémentaire .....	40.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	250.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget.....	250.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	250.000 »
En augmentation de 10.000 francs, ce supplément de crédit est demandé en prévision de la révision de la valeur des bâtiments communaux et de l'assurance du Nouvel Hôtel de Ville.	

Art. 42. — *Assurance contre les accidents causés aux tiers par les attelages et véhicules appartenant à la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....	11.231 49
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	12.000 »
b) Budget supplémentaire .....	4.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	16.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	16.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	16.000 »
Sans changement.	

Art. 43. — *Chauffage des établissements communaux et entretien des calorifères pour chauffage central :*

Dépense constatée en 1928 .....	801.493 64
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	860.000 »
b) Budget supplémentaire .....	175.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.060.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.060.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.060.000 »
Le crédit demandé par le Service est de 1.000.000 de francs, mais il a été rattaché à cet article, le crédit de 60.000 francs figurant au budget de 1929 pour l'entretien des calorifères pour chauffage central placés dans divers établissements communaux.	



L'élévation du prix du charbon constatée notamment en octobre 1929 justifie pleinement l'augmentation de 25.000 francs en égard aux crédits ouverts en 1929.

Art. 44. — *Entretien des horloges publiques et des pendules placées dans divers établissements communaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	26.700	81
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	28.700	»
b) Budget supplémentaire .....	»	28.700
c) Autorisation spéciale .....	»	»
Crédit demandé par le Service .....	30.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .....	30.300	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	30.300	»
En augmentation de 1.600 francs, en application d'une part du nouveau coefficient de cherté de vie, d'autre part, le sous-crédit destiné à l'achat de pendules neuves et de matières premières pour réparations sera porté à 2.120 francs. A noter que beaucoup d'écoles manquent de pendules neuves.		

Art. 45. — *Entretien des propriétés communales :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.645.012	57
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	1.820.000	»
b) Budget supplémentaire .....	»	1.820.000
c) Autorisation spéciale .....	»	»
Crédit demandé par le Service .....	1.875.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .....	1.875.000	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.875.000	»
L'augmentation de 55.000 francs est justifiée par le nombre toujours plus élevé des bâtiments à entretenir.		

Art. 46. — *Salaires divers pour l'entretien de l'Hôtel de Ville et des bâtiments communaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	202.987	43
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	183.000	»
b) Budget supplémentaire .....	70.000	»
c) Autorisation spéciale .....	»	253.000
Crédit demandé par le Service .....	253.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .....	267.000	»



Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 267.000 »

En augmentation de 14.000 francs pour assurer le service de nettoyage de l'Hôtel de Ville pendant l'année entière ; ce service n'ayant commencé à fonctionner qu'en mars 1929.

Art. 47. — *Entretien des propriétés acquises par la Ville :*

Dépense constatée en 1928 ..... 60.000 »

Crédits accordés pour 1929 :

a) Budget primitif .....	100.000 »	}	100.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		

Crédit demandé par le Service ..... 100.000 »

Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .... 100.000 »

Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 100.000 »

Sans changement.

Art. 48. — *Maisons provisoires de la rue Jeanne Hachette.  
Réparations, assurances, contributions, eaux, etc.. :*

Dépense constatée en 1928 ..... 16.193 02

Crédits accordés pour 1929 :

a) Budget primitif .....	15.000 »	}	15.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		

Crédit demandé par le Service ..... 15.000 »

Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .... 15.000 »

Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 15.000 »

Sans changement.

Art. 49. — *Vidange des fosses d'aisances :*

Dépense constatée en 1928 ..... 30.000 »

Crédits accordés pour 1929 :

a) Budget primitif .....	30.000 »	}	30.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		

Crédit demandé par le Service ..... 30.000 »

Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .... 30.000 »

Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 30.000 »

Sans changement.

Art. 50. — *Monuments historiques de la Ville de Lille.  
Menues réparations :*

Dépense constatée en 1928 ..... 9.000 »

Crédits accordés pour 1929 :



a) Budget primitif .....	9.000 »	{	9.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	9.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	9.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	9.000 »		
Sans changement.			

**Art. 51. — Fournitures et réparations de mobilier dans les bâtiments communaux :**

Dépense constatée en 1928 .....	68.555 84		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	70.000 »	{	70.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	100.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	100.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	100.000 »		
En augmentation de 30.000 francs le crédit de 70.000 francs est insuffisant pour l'entretien courant du mobilier ; la somme de 100.000 francs permettra le remplacement de mobilier usagé dans les théâtres et autres bâtiments municipaux.			

**Art. 52. — Promenades et jardins publics :**

Dépense constatée en 1928 .....	724.511 88		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	793.000 »	{	793.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	805.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	815.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	815.000 »		
En augmentation de 22.000 francs en raison de l'application du nouveau coefficient de cherté de vie.			

**Art. 53. — Entretien des chèvres du Jardin Vauban :**

Dépense constatée en 1928 .....	9.141 59		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	9.500 »	{	9.500 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		



Crédit demandé par le service .....	9.500 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	9.600 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	9.600 »
En augmentation de 100 francs en raison de l'application du nouveau coefficient de cherté de vie.	

**Art. 54. — Loyers et canons d'arrentement :**

Dépense constatée en 1928 .....	64.631 10
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	66.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	31.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	31.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	31.000 »
En diminution de 35.000 francs montant du loyer de l'ancienne mairie qui n'est plus payé à la Société civile « Notre-Dame de la Treille ».	

**Art. 55. — Redevances aux domaines pour occupation des routes nationales et de terrains militaires :**

Dépense constatée en 1928 .....	8.293 60
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	8.600 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	8.600 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	8.600 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	8.600 »
Sans changement.	

**Art. 56. — Paiement aux Facultés d'une quote-part dans la location de terrains attenant à l'Institut de Chimie :**

Dépense constatée en 1928 .....	4.024 32
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	5.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	5.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	5.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	5.000 »
Sans changement.	



Art. 57. — *Eclairage de la voie publique :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.031.660 46
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.105.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	{ 1.105.000 »
Crédit demandé par le Service .....	1.200.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.200.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.200.000 »
En augmentation de 95.000 francs destinés à l'amélioration de l'éclairage de certaines voies.	

Art. 58. — *Eclairage des bâtiments communaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	321.473 13
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	362.000 »
b) Budget supplémentaire .....	138.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	{ 500.000 »
Crédit demandé par le Service .....	520.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	520.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	520.000 »
En augmentation de 20.000 francs en prévision des dépenses d'éclairage de la nouvelle mairie, lesquelles ne sont pas définitivement connues, l'installation des services n'ayant eu lieu qu'en mars 1929.	

Art. 59. — *Propreté publique :*

Dépense constatée en 1928 .....	4.413.526 03
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	4.415.000 »
b) Budget supplémentaire .....	50.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	{ 4.465.000 »
Crédit demandé par le Service .....	4.575.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	4.575.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	4.575.000 »
En augmentation de 110.000 francs résultant du relèvement des salaires du personnel.	

Art. 60. — *Services municipaux. Transports :*

Dépense constatée en 1928 .....	575.442 08
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	661.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	{ 661.000 »



Crédit demandé par le Service .....	685.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	685.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	685.000
En augmentation de 24.000 francs résultant du relèvement des salaires du personnel.	

Art. 61. — *Eaux* :

Dépense constatée en 1928 .....	1.312.473 22
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.434.000 »
b) Budget supplémentaire .....	260.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.500.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	1.510.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.510.000 »
En diminution de 184.000 francs, la sécheresse de 1929 a nécessité des mesures exceptionnelles qui ne se renouvelleront pas en 1930.	

Art. 62. — *Usine d'épuration des eaux du quartier de l'Abattoir. Fonctionnement* :

Dépense constatée en 1928 .....	36.614 26
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 63. — *Travaux d'épuisement des eaux du sous-sol des bâtiments communaux et d'assèchement du sous-sol des maisons* :

Dépense constatée en 1928 .....	49.668 43
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »
Sans changement.	



**Art. 64.** — *Contingent de la Ville dans les dépenses des chemins de grande communication N<sup>os</sup> 6, 7, 48 et des chemins d'intérêt commun N<sup>os</sup> 21, 57, 64, 108, 146 et 147 et part contributive dans le traitement du personnel vicinal :*

Dépense constatée en 1928 .....	50.288	»
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	51.728	»
b) Budget supplémentaire .....	»	} 51.728 »
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	47.516	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	47.516	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	47.516	»
En diminution de 4.212 francs ; le chiffre de 47.516 fr. a été fixé par le Service vicinal.		

**Art. 65.** — *Entretien et réparation des chemins vicinaux ordinaires :*

Dépense constatée en 1928 .....	39.995	66
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	40.000	»
b) Budget supplémentaire .....	»	} 40.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	50.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	50.000	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000	»
En augmentation de 10.000 fr. ; le crédit de 50.000 fr. a été demandé par le Service vicinal.		

**Art. 66.** — *Indemnité de résidence et de logement à l'Agent voyer communal :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.400	»
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	1.400	»
b) Budget supplémentaire .....	»	} 1.400 »
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	1.400	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	1.400	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.400	»
Sans changement.		



Art. 67. — *Entretien et réparation des chaussées pavées et empierrées :*

Dépense constatée en 1928 .....	4.170.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	4.513.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 4.513.000 »
Crédit demandé par le Service .....	1.220.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	1.220.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.220.000 »

En diminution de 3.293.000 francs toute apparente.

Le crédit demandé par le Service de la Voie Publique s'élevait en totalité à 4.660.000 francs ; il n'est pas douteux que la plus grosse partie de ce crédit est affectée à des travaux neufs dont la dépense présente un caractère extraordinaire.

Dans ces conditions, il a paru logique d'imputer au budget ordinaire une somme de 1.220.000 francs représentant le montant des salaires des paveurs et des terrassiers.

Bien que le crédit demandé par le Service s'élevait à 4.660.000 francs, la Sous-Commission du Budget a estimé que les approvisionnements actuels de pavés neufs pouvaient suffire aux travaux à effectuer dans le cours de l'année 1930. Elle a réduit la dépense d'une somme de 2.440.000 francs et ramené le crédit extraordinaire pour achat de sable, goudron et autres matériaux à 1 million de francs.

En résumé, le Service du Pavage dispose :

1° Pour les salaires des ouvriers .....	1.220.000 »
2° Pour achat de sable, goudron et matériaux .....	1.000.000 »
Total .....	2.220.000 »

Art. 68. — *Travaux de curage des égouts et canaux intérieurs :*

Dépense constatée en 1928 .....	327.808 94
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	360.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 360.000 »
Crédit demandé par le Service .....	360.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	360.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	360.000 »

Sans changement.



Art. 69. — *Entretien et extension des aqueducs :*

Dépense constatée en 1928 .....	52.344 70
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	90.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	90.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	90.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	90.000 »
Sans changement.	

Art. 70. — *Entretien des ponts, passerelles, vannages, garde-corps, plaques indicatrices des rues et promenades :*

Dépense constatée en 1928 .....	10.278 76
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	15.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	15.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	15.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	15.000 »
Sans changement.	

Art. 71. — *Travaux de pavage, de canalisation et de remplacement d'arbres exécutés par la Ville, pour le compte des Compagnies du Gaz et d'Electricité, des entrepreneurs des Eaux et des particuliers (Crédit d'ordre) :*

Dépense constatée en 1928 .....	191.318 48
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	200.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	200.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	200.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	250.000 »
En augmentation de 50.000 francs par suite du relèvement du prix du mètre carré de pavage à réclamer aux entrepreneurs.	

Art. 72. — *Indemnité au Syndicat de dessèchement de la vallée de la Deûle :*

Dépense constatée en 1928 .....	14.599 »
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	14.600 »	}	23.600 »
b) Budget supplémentaire .....	9.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....			23.600 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....			23.600 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....			23.600 »
Sans changement. Par délibération du 2 mai 1929, la redevance au Syndicat de dessèchement des marais de la Haute-Deûle a été portée de 12.000 francs à 21.000 francs à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1929.			

Art. 73. — *Indemnité aux agents des Ponts et Chaussées chargés de la manœuvre de diverses vannes dans l'intérêt de la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....			7.280 »
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	3.120 »	}	3.120 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....			3.120 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....			3.120 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....			3.120 »
Sans changement.			

Art. 74. — *Traitements et indemnités de logement à divers agents préposés à la surveillance et à la manœuvre des ponts :*

Dépense constatée en 1928 .....			52.217 28
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	80.000 »	}	80.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....			80.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....			80.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....			80.000 »
Sans changement.			

Art. 75. — *Abattoir public :*

Dépense constatée en 1928 .....			477.160 24
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	523.000 »	}	528.000 »
b) Budget supplémentaire .....	5.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		



Crédit demandé par le Service .....	528.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	541.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	541.000 »

En augmentation de 13.000 francs par suite de l'application du nouveau coefficient de cherté de vie ; d'autre part, des promotions doivent être accordées au personnel en 1930.

Art. 76. — *Indemnité à MM. Bourgeois et C<sup>ie</sup>, propriétaires du clos d'équarrissage à Wattignies, pour le transport à leur usine, des détritux de l'Abattoir :*

Dépense constatée en 1928 .....	4.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	4.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	4.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	4.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	4.000 »
Sans changement.	

Art. 77. — *Halles et marchés. Inspection. Publication de la Mercuriale :*

Dépense constatée en 1928 .....	43.422 76
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	50.496 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	52.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	52.000 »
En augmentation de 2.000 francs justifiée par l'application du nouveau coefficient de vie chère.	

Art. 78. — *Bataillon des Sapeurs-Pompiers :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.328.640 13
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.330.000 »
b) Budget supplémentaire .....	15.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.408.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.412.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.362.000 »



En augmentation de 67.000 francs justifiée : 1° par l'application du nouveau coefficient de vie chère ;  
2° par la nomination éventuelle de quatre sapeurs, ce qui porterait l'effectif à 80 hommes.

La 3° Commission faisant toutes réserves à la nomination éventuelle de 4 sapeurs, propose de ramener le crédit à 1.362.000 francs, soit une réduction de 50.000 francs sur le chiffre proposé par la Sous-Commission du Budget.

**Art. 79. — *Frais de sauvegarde d'incendie et de déplacement du matériel :***

Dépense constatée en 1928 .....	3.749 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	5.000 »
b) Budget supplémentaire .....	2.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	5.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	10.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	10.000 »
En augmentation de 5.000 francs justifiée par les résultats constatés en 1929.	

**Art. 80. — *Frais de Casernement :***

Dépense constatée en 1928 .....	55.671 65
Crédits accordés en 1929 :	
a) Budget primitif .....	65.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	65.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	65.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	65.000 »
Sans changement.	

**Art. 81. — *Service municipal d'hygiène et d'assistance :***

Dépense constatée en 1928 .....	670.214 63
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	720.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	823.224 66
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	635.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	635.000 »



En diminution de 85.000 francs toute apparente puisqu'une somme de 100.000 francs comprise dans cet article, à titre de subvention à l'Institut Pasteur, fait maintenant l'objet d'un article spécial inscrit au budget ordinaire sous le N° 82. L'augmentation est en réalité de 15.000 francs justifiée par l'application du nouveau coefficient de vie chère.

Art. 82. — *Subvention à l'Institut Pasteur :*

Dépense constatée en 1928 .....		
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	100.000 »	} 150.000 »
b) Budget supplémentaire .....	50.000 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		150.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		150.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		150.000 »
Article nouveau figurant précédemment à l'article 81 :		
Service municipal d'hygiène et d'assistance. La sub-		
vention à l'Institut Pasteur a été portée à 150.000 fr.		
à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 1929, suivant délibération du		
Conseil municipal du 28 septembre 1929.		

Art. 83. — *Bains Municipaux :*

Dépense constatée en 1928 .....		625.600 35
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	590.000 »	} 590.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		671.421 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		640.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		640.000 »
En augmentation de 50.000 fr. justifiée :		
1° par l'application du nouveau coefficient		
de vie chère .....	15.000 »	
2° par des promotions au cours de l'année		
1930 .....	4.000 »	
3° par l'élévation du prix du charbon .....	31.000 »	
Total .....		50.000 »

Art. 84. — *Service de la vaccination antivariolique obligatoire. Frais de fonctionnement :*

Dépense constatée en 1928 .....	42 90
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	3.000 »	}	3.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	3.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	3.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	3.000 »		
Sans changement.			

Art. 85. — *Service de la vaccination antidiphthérique :*

Dépense constatée en 1928 .....	24.182 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	25.000 »	}	25.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	25.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	25.000 »		
Crédit inchangé, les dépenses du premier semestre 1929 ne s'étant élevées qu'à 11.074 francs.			

Art. 86. — *Service des désinfections :*

Dépense constatée en 1928 .....	144.985 42		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	230.000 »	}	230.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	249.503 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	230.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	230.000 »		
Sans changement. A ce crédit sera imputée la dépense pour nomination éventuelle de quatre infirmières visiteuses.			

Art. 87. — *Part contributive de la Ville dans les dépenses du Service départemental de la Santé publique :*

Dépense constatée en 1928 .....	18.825 89		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	25.000 »	}	25.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»		
b) Budget supplémentaire .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	25.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	25.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	25.000 »		
Sans changement.			



Art. 88. — *Constatation des naissances et des décès. Traitement de douze médecins :*

Dépense constatée en 1928 .....	24.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	24.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	24.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	24.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	24.000 »
Sans changement.	

Art. 89. — *Inspection médicale des écoles :*

Dépense constatée en 1928 .....	98.519 01
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	105.000 »
b) Budget supplémentaire .....	10.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	138.266 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	140.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	120.000 »
En augmentation de 25.000 francs justifiée :	
1° Par l'augmentation de traitements éventuelle de 6 docteurs .....	7.600 »
2° Par la création d'un emploi d'assis- tante médicale .....	13.050 »
3° Par des nouvelles augmentations accordées au cours de l'année 1929 à 11 assistantes médicales .....	4.350 »
Total égal .....	25.000 »

La 3<sup>e</sup> Commission, faisant des réserves à l'augmentation éventuelle du traitement de 6 docteurs et à la création d'un emploi d'assistante médicale, propose de ramener le crédit à 120.000 francs, soit une diminution de 20.000 francs sur le chiffre fixé par la Sous-Commission du Budget.

Art. 90. — *Travaux exécutés d'office dans les logements insalubres, aux frais des propriétaires (Crédit d'ordre) :*

Dépense constatée en 1928 .....	76.113 46
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	100.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»



Crédit demandé par le Service .....	100.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »

En diminution de 50.000 francs. Il a été constaté que les renseignements fournis par le service d'hygiène sur la situation hypothécaire des immeubles réparés étaient la plupart du temps insuffisants. Il en est résulté pour la Ville des non-valeurs importantes sur le recouvrement des sommes à réclamer aux propriétaires.

Art. 91. — *Subvention au Bureau de Bienfaisance :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.937.981 76
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.700.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 1.700.000 »
Crédit demandé par le Service .....	1.700.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.700.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.700.000 »

Sans changement.

Sur la rédaction de cet article, la 3<sup>e</sup> Commission propose de supprimer les mots : « pour équilibrer les recettes ordinaires avec les dépenses ordinaires de cet établissement ».

Art. 92. — *Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. Part contributive de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.732.720 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.800.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 1.800.000 »
Crédit demandé par le Service .....	1.800.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	3.300.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	»

En augmentation de 1.500.000 francs. Par lettre du 1<sup>er</sup> juin dernier, M. le Préfet a fait connaître que le Gouvernement estimant nécessaire d'adopter le régime d'assistance aux conditions économiques monétaires nouvelles, a décidé de demander au Parlement le relèvement des taux d'allocations en ce qui concerne notamment les services d'assis-



tance aux vieillards et aux femmes en couches ; l'augmentation des allocations mensuelles d'allaitement maternel étant également prévue. M. le Préfet a estimé qu'il serait prudent de prévoir au budget primitif à soumettre au Conseil municipal des contingents supérieurs à ceux qu'il a indiqués pour les services sus visés. Il conviendrait tout au moins de doubler les crédits primitivement proposés.

En ce qui concerne la charge nouvelle à supporter par la Ville de Lille, le calcul peut être évalué ainsi qu'il suit :

L'allocation mensuelle maximum accordée avant guerre était de 20 francs. Appliquée aux conditions monétaires nouvelles, elle sera de 100 francs ou 1.200 fr. par an. La dépense pour 3.940 assistés ressortira à 4.728.000 francs dont 70 % à la charge de la ville, soit 3.309.000 francs, en chiffres ronds 3.300.000 fr.

Art. 93. — *Assistance obligatoire aux familles nombreuses.*  
*Part contributive de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928 .....	14.239 65
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	30.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 30.000 »
Crédit demandé par le Service .....	30.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »
En diminution de 10.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.	

Art. 94. — *Assistance obligatoire aux femmes en couches.*  
*Part contributive de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928 .....	71.066 64
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	75.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 75.000 »
Crédit demandé par le Service .....	75.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	150.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	150.000 »
En augmentation de 75.000 francs pour se conformer aux instructions préfectorales reprises à l'article 92.	



Art. 95. — *Allocations temporaires d'allaitement. Part contributive de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928 .....	19.593	»
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	30.000	»
b) Budget supplémentaire .....	»	} 30.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	30.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	40.000	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	40.000	»
En augmentation de 10.000 francs pour se conformer aux instructions préfectorales reprises à l'article 92.		

Art. 96. — *Protection de la maternité. Assistance aux femmes en état de grossesse et se trouvant sans abri. Hospitalisation en maison maternelle :*

Dépense constatée en 1928 .....	27.380	»
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	30.000	»
b) Budget supplémentaire .....	»	} 35.000 »
c) Autorisation spéciale .....	5.000	
Crédit demandé par le Service .....	40.000	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	40.000	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	40.000	»
En augmentation de 5.000 francs justifiée par le relèvement du prix de journée accepté par délibération municipale du 28 septembre 1929.		

Art. 97. — *Relèvement de la natalité. Allocations de primes. Part contributive de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928 .....	29.953	50
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	30.000	»
b) Budget supplémentaire .....	5.000	»
c) Autorisation spéciale .....	»	} 35.000 »
Crédit demandé par le Service .....	30.000	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	35.000	»
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	35.000	»
Sans changement.		

Art. 98. — *Caisse des Ecoles :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.650.000	»
Crédits accordés pour 1929 :		



a) Budget primitif .....	1.650.000 »	}	1.850.000 »
b) Budget supplémentaire .....	200.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	1.850.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	1.850.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.850.000 »		
Sans changement.			

Art. 99. — *Achat de combustible nécessaire au fonctionnement des cantines scolaires :*

Dépense constatée en 1928 .....	29.640 54		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	32.000 »	}	32.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	32.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	32.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	32.000 »		
Sans changement.			

Art. 100. — *Hospices. Subvention éventuelle pour combler le déficit du budget ordinaire :*

Dépense constatée en 1928 .....	550.000 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	1.000.000 »	}	1.000.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	1.000.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	1.000.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.000.000 »		
Sans changement.			

Art. 101. — *Hospices. Subvention pour le paiement du subside de 0 fr. 35 par jour, aux vieillards lillois, destiné à l'achat d'ingrédients de propreté :*

Dépense constatée en 1928 .....	157.948 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	160.000 »	}	160.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	160.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	160.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	160.000 »		
Sans changement.			



Art. 102. — *Hospices. Frais d'hospitalisation de vieillards, infirmes et incurables de nationalité étrangère dont les gouvernements n'auraient pas contracté avec la France de traités de réciprocité d'assistance :*

Dépense constatée en 1928 .....	883 80
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	5.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	5.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	5.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	5.000 »
Sans changement.	

Art. 103. — *Assistance médicale. Tuberculeux. Traitement en établissements de cure :*

Dépense constatée en 1928 .....	799.904 25
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.000.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.500.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.400.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.400.000 »
En augmentation de 400.000 francs en raison d'un plus grand nombre de demandes d'admission.	

Art. 104. — *Assistance médicale. Hospitalisation. Frais de traitement : 1° dans les hôpitaux étrangers à la Ville, de malades bénéficiant de l'assistance médicale gratuite ayant leur domicile de secours à Lille ; 2° dans les hôpitaux de Lille, de malades étrangers à la Ville hospitalisés d'urgence :*

Dépense constatée en 1928 .....	80.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	80.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	80.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	80.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	80.000 »
Sans changement.	



Art. 105. — *Service de prophylaxie antivénérienne. Contrôle sanitaire et traitement des prostituées. Dispensaire de prophylaxie et de traitement. Hospitalisation :*

Dépense constatée en 1928 .....	28.431 01	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	45.000 »	{ 45.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	45.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	45.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	45.000 »	
Sans changement.		

Art. 106. — *Crèches municipales. Frais de fonctionnement :*

Dépense constatée en 1928 .....	63.661 71	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	222.000 »	{ 222.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	312.764 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	315.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	315.000 »	
En augmentation de 93.000 francs pour permettre le fonctionnement de la crèche de Fives actuellement en cours de construction.		

Art. 107. — *Frais de logement et de nourriture des indigents de passage :*

Dépense constatée en 1928 .....	30.140 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	31.000 »	{ 31.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	31.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	31.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	31.000 »	
Sans changement.		

Art. 108. — *Inhumation des indigents. Fourniture de cercueils :*

Dépense constatée en 1928 .....	39.930 »	
Crédits accordés pour 1929 :		



a) Budget primitif .....	40.000 »	{	45.000 »
b) Budget supplémentaire .....	5.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	45.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	45.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	45.000 »		
Sans changement.			

Art. 109. — *Fourneaux économiques. Frais de fonctionnement :*

Dépense constatée en 1928 .....	198.114 59		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	250.000 »	{	250.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	250.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	250.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	250.000 »		
Sans changement.			

Art. 110. — *Soins médicaux d'urgence :*

Dépense constatée en 1928 .....	35.495 16		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	60.000 »	{	60.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	60.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	60.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	60.000 »		
Sans changement.			

Art. 111. — *Institut médico-légal. Frais de fonctionnement :*

Dépense constatée en 1928 .....	2.756 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	3.000 »	{	3.100 »
b) Budget supplémentaire .....	100 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	3.100 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	3.100 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	3.100 »		
Sans changement.			



Art. 112. — *Enfants assistés. Part contributive de la Ville dans la dépense :*

Dépense constatée en 1928 .....	190.000 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	150.000 »	} 179.043 »
b) Budget supplémentaire .....	29.043 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	150.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	200.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	200.000 »	
En augmentation de 20.957 francs, le montant du contingent réclamé par la Préfecture allant sans cesse en croissant.		

Art. 113. — *Aliénés. Part contributive de la Ville dans la dépense des aliénés traités dans les asiles départementaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	249.264 47	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	300.000 »	} 397.000 »
b) Budget supplémentaire .....	97.000 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	400.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	400.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	400.000 »	
En augmentation de 3.000 francs.		

Art. 114. — *Assurance contre l'incendie du mobilier des indigents. Participation de la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.300 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	1.300 »	} 1.300 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	1.300 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	1.500 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.500 »	
En augmentation de 200 francs.		

Art. 115. — *Fonds municipal de chômage. Distribution de secours et frais de service :*

Dépense constatée en 1928 .....	145.358 66
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	300.000 »	{ 300.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	300.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	200.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	200.000 »	
En diminution de 100.000 francs pour se rapprocher des résultats de l'exercice 1928.		

Art. 115 bis. — *Familles nombreuses. Ristourne de droits d'octroi :*

Dépense constatée en 1928 .....	»	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	»	{ 30.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	30.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	30.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	30.000 »	
Article nouveau ; exécution des dispositions de la délibération du Conseil municipal du 21 décembre 1928.		

Art. 116. — *Fondation Bartholomé Masurel. Part de la Ville dans les frais de gestion du prêt gratuit :*

Dépense constatée en 1928 .....	3.500 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	3.500 »	{ 3.500 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	3.500 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	3.500 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	3.500 »	
Sans changement.		

Art. 117. — *Aveugles et sourds-muets. Fonds de solidarité :*

Dépense constatée en 1928 .....	5.355 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	33.760 »	{ 33.760 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	33.760 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	20.000 »	



Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 20.000 »  
 En diminution de 13.760 francs pour se rapprocher des  
 résultats de l'exercice 1928.

Art. 118. — *Sociétés de secours mutuels. Subsidés de la  
 Ville :*

Dépense constatée en 1928 ..... 49.892 »  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 60.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
     { 60.000 »  
 Crédit demandé par le Service ..... 60.000 »  
 Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ... 60.000 »  
 Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 60.000 »  
 Sans changement.

Art. 119. — *Bourse du Travail. Subvention :*

Dépense constatée en 1928 ..... 50.000 »  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 50.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
     { 50.000 »  
 Crédit demandé par le Service ..... 50.000 »  
 Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ... 50.000 »  
 Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 50.000 »  
 Sans changement.

Art. 120. — *Bourse du Travail unitaire. Union des Syndicats  
 libres. Subvention :*

Dépense constatée en 1928 ..... 24.000 »  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 24.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
     { 24.000 »  
 Crédit demandé par le Service ..... 24.000 »  
 Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ... 24.000 »  
 Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 24.000 »  
 Sans changement.

Art. 121. — *Office départemental de placement. Subvention :*

Dépense constatée en 1928 ..... 15.000 »  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 16.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
     { 16.000 »



Crédit demandé par le Service .....	15.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	15.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	15.000 »
En diminution de 1.000 francs.	

Art. 122. — *Fondation Alexandre Leleux pour la création d'un hospice. Capitalisation des intérêts (57<sup>e</sup> année) :*

Dépense constatée en 1928 .....	11.242 40
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	11.767 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	11.767 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	12.209 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	12.209 »
En augmentation de 442 francs résultant de la capitalisation annuelle des arrérages du titre de rente inscrit au nom de la Fondation.	

Art. 123. — *Fondation Boucher de Perthes pour distribution d'une prime de 500 francs et prix de deux médailles :*

Dépense constatée en 1928 .....	600 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	600 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	600 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	600 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	600 »
Sans changement.	

Art. 124. — *Addition à la Fondation Boucher de Perthes. Primes municipales et frais de distribution :*

Dépense constatée en 1928 .....	15.863 40
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	16.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
b) Budget supplémentaire .....	»
Crédit demandé par le Service .....	20.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »
En augmentation de 4.000 francs pour permettre de récompenser un plus grand nombre d'assistés.	



Art. 125. — *Secours aux indigents de passage :*

Dépense constatée en 1928 .....		1.205 50
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	4.500 »	} 4.500 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		4.500 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		4.500 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		4.500 »
Sans changement.		

Art. 126. — *Fondation de M. et M<sup>me</sup> Vermeulen-Dumoulin en faveur de l'école de la rue Fabricy :*

Dépense constatée en 1928 .....		575 »
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	575 »	} 575 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		575 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		575 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		575 »
Sans changement.		

Art. 127. — *Fondation Henry Violette pour distribution d'une prime au locataire le plus méritant des maisons de la Compagnie Immobilière :*

Dépense constatée en 1928 .....		286 »
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	143 »	} 143 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		143 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....		143 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....		143 »
Sans changement.		

Art. 128. — *Fondation Rameau. Achat de deux médailles pour les expositions d'horticulture :*

Dépense constatée en 1928 .....		215 »
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	215 »	} 215 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....		215 »



Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	215 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	215 »
Sans changement.	

Art. 129. — *Fondation Lardemer. Rentes viagères :*

Dépense constatée en 1928 .....	3.200 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	3.200 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	3.200 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	3.200 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	3.200 »
Sans changement.	

Art. 130. — *Fondation Devaux :*

Dépense constatée en 1928 .....	46.645 23
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	10.542 »
b) Budget supplémentaire .....	2.632 73
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	10.542 »
Crédit proposé par la Sous-Commission des Finances...	10.542 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	10.542 »
Sans changement.	

Art. 131. — *Subvention à des œuvres privées philanthropiques, d'assistance ou de bienfaisance :*

Dépense constatée en 1928 .....	52.550 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	55.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	60.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	60.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	60.000 »
En augmentation de 5.000 francs en raison de nouvelles demandes.	

Art. 132. — *Frais de personnel de la Direction de l'Instruction publique et des Beaux-Arts :*

Dépense constatée en 1928 .....	100.295 36
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	91.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»



Crédit demandé par le Service .....	70.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	70.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	70.000 »
En diminution de 21.000 fr., conformément au tableau des traitements imputés sur cet article.	

Art. 133. — *Subvention à la Faculté des Lettres. Chaire  
d'histoire de Lille :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.500 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.500 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.500 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.500 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.500 »
Sans changement.	

Art. 134. — *Subvention à la Faculté des Lettres. Musée  
d'histoire de l'art :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	1.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.000 »
Sans changement.	

Art. 135. — *Cours d'économie politique spécial à la région  
du Nord :*

Dépense constatée en 1928 .....	800 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	800 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	800 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	800 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	800 »
Sans changement.	

Art. 136. — *Chaire spéciale d'agriculture :*

Dépense constatée en 1928 .....	600 »
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	600 »	}	600 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	600 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	600 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	600 »		
Sans changement.			

Art. 137. — *Subvention à la Faculté des Sciences. Musée houiller :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.000 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	1.000 »	}	1.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	1.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.000 »		
Sans changement.			

Art. 138. — *Subvention à la Faculté des Sciences. Chaire d'histologie et biologie maritimes :*

Dépense constatée en 1928 .....	2.000 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	2.000 »	}	2.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	2.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	2.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	2.000 »		
Sans changement.			

Art. 139. — *Lycée national de garçons. Bourses et indemnités :*

Dépense constatée en 1928 .....	25.978 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	50.000 »	}	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	50.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »		
Sans changement.			



Art. 140. — *Lycée national de garçons. Part contributive de la Ville dans les dépenses résultant de la mise hors-classe :*

Dépense constatée en 1928 .....	33.798 32
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	36.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	36.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	36.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	36.000 »
Sans changement.	

La 3<sup>e</sup> Commission renouvelle le vœu déjà exprimé l'an dernier, à savoir que le régime des Lycées du département de Seine-et-Oise soit étendu aux Lycées de Lille.

Art. 141. — *Lycée national de jeunes filles. Internat municipal :*

Dépense constatée en 1928 .....	477.998 45
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	510.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	510.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	510.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	510.000 »
Sans changement.	

Art. 142. — *Lycée national de jeunes filles et annexes. Subventions diverses :*

Dépense constatée en 1928 .....	50.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	50.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	55.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 143. — *Lycée national de jeunes filles. Part contributive de la Ville dans les dépenses résultant de la mise hors-classe :*

Dépense constatée en 1928 .....	24.068 33
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	22.000 »	}	25.000 »
b) Budget supplémentaire .....	3.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	22.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	26.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	26.000 »		
En augmentation de 1.000 francs.			

Art. 144. — *Camps franco-allemands. Attribution de bourses à l'Université :*

Dépense constatée en 1928 .....			
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	»	}	10.000 »
b) Budget supplémentaire .....	10.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	15.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	15.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	15.000 »		
Article nouveau, les 5.000 francs demandés en supplément sont destinés au fonctionnement de camps franco-allemands pour jeunes filles.			

Art. 145. — *Enseignement des langues vivantes :*

Dépense constatée en 1928 .....	17.000 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	25.000 »	}	25.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	25.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	25.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	25.000 »		
Sans changement.			

Art. 146. — *Ecole des Arts et Métiers. Part contributive de la Ville dans la dépense de la mise hors-classe :*

Dépense constatée en 1928 .....	11.445 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	26.000 »	}	26.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	26.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	26.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	26.000 »		
Sans changement.			



Art. 147. — *Ecole Baggio. Ecole pratique de garçons :*

Dépense constatée en 1928 .....	426.362 61
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	440.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	440.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	440.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	440.000 »
Sans changement.	

Art. 148. — *Ecole Valentine Labbé. Ecole pratique de jeunes filles :*

Dépense constatée en 1928 .....	172.369 99
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	178.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	183.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	183.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	183.000 »
En augmentation de 5.000 francs destinée à l'achat de matières premières et à des prix aux meilleurs élèves.	

Art. 149. — *Emploi du produit du travail des élèves des écoles pratiques :*

Dépense constatée en 1928 .....	7.820 95
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	16.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	16.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	16.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	16.000 »
Sans changement.	

Art. 150. — *Cours professionnels de garçons :*

Dépense constatée en 1928 .....	167.345 83
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	183.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	245.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	245.000 »



Crédit fixé par la Commission des Finances .....	245.000 »
L'augmentation de ce crédit soit 62.000 francs sera employée comme suit :	
Relèvement des traitements des professeurs .....	19.850 »
Cours préparatoires professionnels. Anciens cours d'adultes .....	27.150 »
Assurance sur les accidents, 1/3 de la dépense. Ecole pratique et cours ....	3.000 »
Eclairage et force motrice, 1/3 de la dépense. Ecole pratique et cours ....	12.000 »
	<hr/>
	62.000 »

Art. 151. — *Cours professionnels de jeunes filles :*

Dépense constatée en 1928 .....	66.916 85
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	83.600 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 83.600 »
Crédit demandé par le Service .....	87.300 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	87.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	87.000 »
En augmentation de 3.400 francs destinée au relèvement des traitements des professeurs.	

Art. 152. — *Subvention de la Ville pour participer aux dépenses de l'Institut Industriel :*

Dépense constatée en 1928 .....	7.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	7.000 »
b) Budget supplémentaire .....	18.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 25.000 »
Crédit demandé par le Service .....	25.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	25.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	25.000 »
Sans changement.	

Art. 153. — *Ecoles maternelles :*

Dépense constatée en 1928 .....	159.161 45
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	165.600 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
	} 165.600 »
Crédit demandé par le Service .....	165.600 »



Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	165.600 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	165.600 »
Sans changement.	

Art. 154. — *Ecoles Primaires élémentaires :*

Dépense constatée en 1928 .....	291.128 71
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	321.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	332.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	330.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	330.000 »
L'augmentation de 9.000 francs est destinée :	
1° au matériel scolaire .....	3.000 »
2° aux bibliothèques scolaires ....	1.500 »
3° aux études surveillées .....	1.500 »
4° aux salaires des femmes de service en raison de la création de huit classes .....	3.000 »
Total .....	9.000 »

Art. 155. — *Education des adultes :*

Dépense constatée en 1928 .....	19.961 06
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	20.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	20.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »
Sans changement.	

Art. 156. — *Distribution de prix aux élèves des écoles :*

Dépense constatée en 1928 .....	50.638 72
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	56.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	75.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	75.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	75.000 »
En augmentation de 19.000 francs pour permettre une plus large distribution des récompenses aux élèves des écoles.	



Art. 157. — *Fournitures scolaires aux enfants des écoles :*

Dépense constatée en 1928 .....	230.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	250.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	275.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	275.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	275.000 »
En augmentation de 25.000 francs ; la hausse du prix des fournitures, un plus grand nombre d'élèves fréquentant les écoles communales justifient le relèvement de ce crédit.	

Art. 158. — *Ecole Franklin. Ecole primaire supérieure de garçons :*

Dépense constatée en 1928 .....	141.079 72
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	158.500 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	158.500 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	158.500 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	158.500 »
Sans changement.	

Art. 159. — *Ecole Jean Macé, Ecole primaire supérieure de filles :*

Dépense constatée en 1928 .....	43.434 43
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	51.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	51.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	51.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	51.000 »
Sans changement.	

Art. 160. — *Ecoles Rollin, Montesquieu, Descartes et Victor Duruy :*

Dépense constatée en 1928 .....	45.608 95
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	63.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»



Crédit demandé par le Service .....	63.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	63.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	63.000 »

Sans changement.

La 3<sup>e</sup> Commission propose de rayer les mots « Louis Blanc » du libellé de cet article, l'école maternelle « Louis Blanc », bien qu'école payante, ne faisant l'objet d'aucune dépense pour cours spéciaux.

Art. 161. — *Fournitures, réparations et entretien du mobilier et matériel des classes :*

Dépense constatée en 1928 .....	89.985 34
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	100.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	100.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	100.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	100.000 »

Sans changement.

Art. 162. — *Instituteurs et Institutrices publics. Indemnités de résidence et de logement :*

Dépense constatée en 1928 .....	849.877 42
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	900.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	910.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	910.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	910.000 »

En augmentation de 10.000 fr. pour assurer le paiement des indemnités de logement aux instituteurs, indemnités dont le nouveau tarif a été adopté par délibération municipale du 28 septembre 1929.

Art. 163. — *Instituteurs et institutrices publics. Indemnités de résidence et de logement :*

Dépense constatée en 1928 .....	3.761 20
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	4.100 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	4.100 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	4.100 »



Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 4.100 »  
 Sans changement.

Art. 164. — *Indemnités de départ aux membres de l'enseignement admis à la retraite :*

Dépense constatée en 1928 ..... 11.400 »  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 10.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
 Crédit demandé par le Service ..... 15.000 »  
 Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .... 15.000 »  
 Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 15.000 »  
 En augmentation de 5.000 francs ; un grand nombre de demandes de liquidation de pension ayant été déposé par les membres du personnel enseignant.

Art. 165. — *Ecole des Beaux-Arts :*

Dépense constatée en 1928 ..... 327.690 35  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 335.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... 1.100 »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
 Crédit demandé par le Service .....  
 Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .... 337.000 »  
 Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 337.000 »  
 En augmentation de 900 francs justifiée par l'application du nouveau coefficient de vie chère.

Art. 166. — *Ecole régionale d'Architecture :*

Dépense constatée en 1928 ..... 37.164 23  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 41.000 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
 Crédit demandé par le Service ..... 100.000 »  
 Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget .... 41.000 »  
 Crédit fixé par la Commission des Finances ..... 41.000 »  
 Sans changement.

Art. 167. — *Dotation Colbrant :*

Dépense constatée en 1928 ..... 7.021 68  
 Crédits accordés pour 1929 :  
     a) Budget primitif ..... 5.676 »  
     b) Budget supplémentaire ..... »  
     c) Autorisation spéciale ..... »  
     5.676 »



Crédit demandé par le Service .....	5.698 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	5.698 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	5.698 »
En augmentation de 22 francs résultant de la capitali- sation d'une somme de 600 francs.	

Art. 168. — *Fondation Doutrélon de Try :*

Dépense constatée en 1928 .....	10.050 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	10.050 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	10.050 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	10.050 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	10.050 »
Sans changement.	

Art. 169. — *Conservatoire :*

Dépense constatée en 1928 .....	214.250 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	220.000 »
b) Budget supplémentaire .....	500 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	230.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	230.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	230.000 »
En augmentation de 9.500 francs destinée aux frais de cours, achat et réparations d'instruments, impres- sions, frais des exercices et de la distribution de prix, accords de pianos, etc...	

Art. 170. — *Œuvre pie Wicar à Rome :*

Dépense constatée en 1928 .....	3.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	3.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	3.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	3.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	3.000 »
Sans changement.	

Art. 171. — *Bibliothèques :*

Dépense constatée en 1928 .....	120.936 78
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	130.000 »	{	130.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	130.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	130.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	130.000 »		
Sans changement.			

Art. 172. — *Archives anciennes :*

Dépense constatée en 1928 .....	18.976 70		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	22.400 »	{	22.600 »
b) Budget supplémentaire .....	200 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	22.800 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	22.800 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	22.800 »		
En augmentation de 200 fr., en raison de l'application du nouveau coefficient de cherté de vie.			

Art. 173. — *Musées. Palais des Beaux-Arts :*

Dépense constatée en 1928 .....	283.117 55		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	300.000 »	{	302.500 »
b) Budget supplémentaire .....	2.500 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	302.500 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	290.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	290.000 »		
En diminution de 12.500 francs pour se rapprocher des résultats constatés en 1928.			

Art. 174. — *Accroissement et entretien des collections des  
Musées et frais divers :*

Dépense constatée en 1928 .....	16.380 61		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	22.500 »	{	22.500 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	22.500 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	22.500 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	22.500 »		
Sans changement.			



Art. 175. — *Fondation Antoine Brasseur pour achat de tableaux destinés au Musée de peinture :*

Dépense constatée en 1928 .....		
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	20.351 »	} 20.351 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	20.351 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.351 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.351 »	
Sans changement.		

Art. 176. — *Musée d'Histoire naturelle :*

Dépense constatée en 1928 .....	62.982 44	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	73.700 »	} 74.400 »
b) Budget supplémentaire .....	700 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	75.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	75.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	75.000 »	
En augmentation de 600 francs, application du nouveau coefficient de cherté de vie.		

Art. 177. — *Musée industriel, agricole, colonial et technologique scolaire :*

Dépense constatée en 1928 .....	31.500 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	33.400 »	} 33.750 »
b) Budget supplémentaire .....	350 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	33.750 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	34.200 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	34.200 »	
En augmentation de 450 francs, application du nouveau coefficient de vie chère.		

Art. 178. — *Musée de Géologie :*

Dépense constatée en 1928 .....	5.091' 50	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	5.400 »	} 5.400 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	7.500 »	



Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	7.700 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	7.700 »
En augmentation de 2.300 francs par suite de relèvement des traitements de deux surveillants.	

Art. 179. — *Musée commercial. Frais de fonctionnement :*

Dépense constatée en 1928 .....	13.403 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	14.100 »
b) Budget supplémentaire .....	200 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	14.300 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	15.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	15.000 »
En augmentation de 700 francs, application du nouveau coefficient de cherté de vie.	

Art. 180. — *Théâtres :*

Dépense constatée en 1928 .....	1.836.913 57
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	1.500.000 »
b) Budget supplémentaire .....	500.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	2.000.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	2.000.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	2.000.000 »
Sans changement.	

Art. 181. — *Théâtres. Décors, accessoires, salaires des machinistes pendant l'intersaison :*

Dépense constatée en 1928 .....	245.440 59
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	200.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
b) Budget supplémentaire .....	»
Crédit demandé par le Service .....	200.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	200.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	200.000 »
Sans changement.	

Art. 182. — *Théâtres. Avance remboursable pour commencer la saison 1930-1931 (Dépense d'ordre) :*

Dépense constatée en 1928 .....	10.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	40.000 »	{	40.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	40.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	40.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	40.000 »		
Sans changement.			

Art. 183. — *Fonds municipal en faveur d'étudiants bien doués. Bourses remboursables :*

Dépense constatée en 1928 .....	54.420 50		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	45.000 »	{	53.000 »
b) Budget supplémentaire .....	8.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	45.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	45.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	45.000 »		
Sans changement.			

Art. 184. — *Subventions à des sociétés scientifiques, artistiques et autres :*

Dépense constatée en 1928 .....	49.100 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	55.100 »	{	55.100 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	55.100 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	56.100 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	56.100 »		
En augmentation de 1.000 francs ; dans ce crédit est incorporée la subvention annuelle de 1.000 francs accordée à la Société des Aviculteurs du Nord.			

Art. 185. — *Allocations pour favoriser l'encouragement aux sports :*

Dépense constatée en 1928 .....	51.725 »		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	60.000 »	{	60.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	62.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	62.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	62.000 »		



En augmentation de 2.000 francs pour pouvoir disposer de 50.000 francs nets pour les allocations proprement dites ; 12.000 francs afférents aux cours municipaux étant prélevés sur ce crédit.

Art. 186. — *Subside à la Société des Courses :*

Dépense constatée en 1928 .....	10.000 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	10.000 »	{ 10.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	10.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	10.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	10.000 »	
Sans changement.		

Art. 187. — *Subside à la Société Hippique :*

Dépense constatée en 1928 .....	3.000 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	3.000 »	{ 3.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	»	
Crédit demandé par le Service .....	3.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	3.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	3.000 »	
Sans changement.		

Art. 188. — *Syndicat des « Amis de Lille ». Subvention :*

Dépense constatée en 1928 .....	12.000 »	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	12.000 »	{ 27.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»	
c) Autorisation spéciale .....	15.000 »	
Crédit demandé par le Service .....	24.000 »	
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	24.000 »	
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	24.000 »	
La subvention de 24.000 francs a été fixée par délibération du 28 septembre 1929.		

Art. 189. — *Fêtes et cérémonies publiques :*

Dépense constatée en 1928 .....	577.420 40	
Crédits accordés pour 1929 :		
a) Budget primitif .....	400.000 »	{ 475.000 »
b) Budget supplémentaire .....	75.000 »	
c) Autorisation spéciale .....	»	



Crédit demandé par le Service .....	450.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	450.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	450.000 »
En diminution de 25.000 francs.	

Art. 190. — *Fêtes. Frais de réception :*

Dépense constatée en 1928 .....	11.081 05
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	15.000 »
b) Budget supplémentaire .....	5.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
} 20.000 »	
Crédit demandé par le Service .....	20.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »
Sans changement.	

Art. 191. — *Musique municipale. Frais de fonctionnement :*

Dépense constatée en 1928 .....	50.403 15
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	44.800 »
b) Budget supplémentaire .....	15.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»
} 59.800 »	
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »
En diminution de 9.800 francs.	

Art. 192. — *Fonds à la disposition du Maire pour frais de représentation :*

Dépense constatée en 1928 .....	40.000 »
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	40.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
} 40.000 »	
Crédit demandé par le Service .....	40.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	40.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	40.000 »
Sans changement.	

Art. 193. — *Remboursement aux membres du Conseil municipal, de l'Administration ou autres délégués désignés par le Maire, des frais de déplacement et autres à l'occasion de leurs fonctions :*

Dépense constatée en 1928 .....	19.163 60
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	20.000 »	{	20.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	20.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »		
Sans changement.			

Art. 194. — *Subsides à diverses associations pour participation à des Congrès :*

Dépense constatée en 1928 .....	4.390 15		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	10.000 »	{	23.000 »
b) Budget supplémentaire .....	13.000 »		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	10.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	10.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	10.000 »		
En diminution de 13.000 francs.			

Art. 195. — *Frais résultant de locations de salles, emplacements municipaux, chauffage, éclairage, plantes, chaises, matériel, décors, etc... :*

Dépense constatée en 1928 .....			
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	5.000 »	{	5.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	5.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	5.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	5.000 »		
Sans changement.			

Art. 196. — *Dépenses imprévues :*

Dépense constatée en 1928 .....	4.657 74		
Crédits accordés pour 1929 :			
a) Budget primitif .....	5.000 »	{	5.000 »
c) Autorisation spéciale .....	»		
b) Budget supplémentaire .....	»		
Crédit demandé par le Service .....	10.000 »		
Crédit proposé par la Sous-Commsision du Budget ....	10.000 »		
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	10.000 »		
En augmentation de 5.000 francs demandée pour parer aux légères insuffisances de crédit qui peuvent se révéler au cours de l'exercice.			



Art. 197. — *Compagnie des Tramways de Lille. Paiement des frais de contrôle (Ordre) :*

Dépense constatée en 1928 .....	15.794 40
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	20.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	20.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »
Sans changement.	

Art. 198. — *Compagnie des Tramways de Lille. Répartition entre les communes traversées par les lignes exploitées, d'une somme de 150.000 francs. (Cette répartition est calculée d'après le recensement de 1926. Article 4 de la convention du 20 août 1926.) :*

Dépense constatée en 1928 .....	73.451 69
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	73.452 »
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	»
Crédit demandé par le Service .....	73.452 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget....	73.452 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	73.452 »
Sans changement.	

Art. 199. — *Retraite des employés de la Compagnie des Tramways. Subvention communale. Application de la loi du 31 mars 1928, article 7 :*

Dépense constatée en 1928 .....	
Crédits accordés pour 1929 :	
a) Budget primitif .....	»
b) Budget supplémentaire .....	»
c) Autorisation spéciale .....	115.553 36
Crédit demandé par le Service .....	80.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	80.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	80.000 »
Article nouveau.	

Art. 200. — *Taxe sur le revenu à supporter par la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....	2.707 29
Crédits accordés pour 1929 :	



a) Budget primitif .....	5.000 »	}	5.000 »
b) Budget supplémentaire .....	»		
c) Autorisation spéciale .....	»		
Crédit demandé par le Service .....			5.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....			5.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....			5.000 »
Sans changement.			

## DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Article Premier. — *Emprunt de 5.000.000 de francs contracté en 1899 avec le Crédit Foncier de France, pour 40 ans, 29<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	229.609 16
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	194.433 »
Crédit demandé par le Service .....	229.609 16
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	229.609 16
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	229.609 16

En augmentation de 35.176 fr. 16.

Art. 2. — *Emprunt de 27.493.508 fr., réduit à 25.818.665 fr. 51 contracté en 1899, avec le Crédit Foncier de France, pour 42 ans, 29<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	991.371 32
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	840.229 02
Crédit demandé par le Service .....	991.371 32
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	991.371 32
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	991.371 32

En augmentation de 151.142 fr. 30.

Art. 3. — *Emprunt de 634.073 francs contracté en 1903 avec la Société « Les Prévoyants de l'Avenir » remboursable en 35 ans, à 3,70 %, 26<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	32.601 36
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	30.078 91
Crédit demandé par le Service .....	32.601 36
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	32.601 36
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	32.601 36

En augmentation de 2.522 fr. 45.

Art. 4. — *Emprunt de 395.936 fr. 80 contracté en 1905 avec la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, remboursable en 30 ans, à 3,70 %, 25<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	21.960 78
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	18.851 »
Crédit demandé par le Service .....	21.960 78



Crédit demandé par la Sous-Commission du Budget ...	21.960 78
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	21.960 78
En augmentation de 3.109 fr. 78.	

Art. 5. — *Emprunt de 1.333.300 francs contracté en 1906 avec la Société « Les Prévoyants de l'Avenir », remboursable en 30 ans, à 3,70 %, 24<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	74.321 16
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	63.330 66
Crédit demandé par le Service .....	74.321 16
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	74.321 16
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	74.321 16
En augmentation de 10.990 fr. 50.	

Art. 6. — *Emprunt de 500.000 francs contracté en 1907 avec la Société « Les Prévoyants de l'Avenir », remboursable en 30 ans, à 3,70 %, 23<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	27.871 13
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	23.737 49
Crédit demandé par le Service .....	27.871 13
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	27.871 13
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	27.871 13
En augmentation de 4.133 fr. 64.	

Art. 7. — *Emprunt de 7.000.000 de francs, affecté à des travaux d'édilité, à la construction d'un théâtre et de maisons d'écoles, contracté en 1907 avec la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, remboursable en 40 ans, à 3,68 %, 23<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	335.659 96
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	284.689 33
Crédit demandé par le Service .....	335.659 96
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	335.659 96
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	335.659 96
En augmentation de 50.970 fr. 63.	

Art. 8. — *Emprunt de 250.000 francs affecté aux travaux de la Bourse de Commerce, remboursable à 3,70 % en 30 ans, à partir de 1910, 21<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	13.935 56
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	11.417 61
Crédit demandé par le Service .....	13.935 56
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	13.935 56
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	13.935 56
En augmentation de 2.517 fr. 95.	



Art. 9. — *Emprunt de 2.400.000 francs affecté à diverses opérations de voirie, à des constructions d'écoles, etc., remboursable à 3,70 % en 45 ans, à partir de 1912, 19<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	124.116 51
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	105.189 63
Crédit demandé par le Service .....	124.116 51
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	124.116 51
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	124.116 51

En augmentation de 18.926 fr. 88.

Art. 10. — *Emprunt de 7.930.000 francs affecté aux travaux de captation de nouvelles eaux potables et à diverses opérations de voirie, remboursable à 3,70 % en 50 ans, à partir de 1913, 18<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1929 .....	388.380 65
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	340.453 67
Crédit demandé par le Service .....	388.380 65
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	388.380 65
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	388.380 65

En augmentation de 47.926 fr. 98.

Art. 11. — *Emprunt de 400.000 francs pour les habitations à bon marché, remboursable à 3,90 % en 40 ans, à partir de 1914, 17<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	19.909 70
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	19.909 70
Crédit demandé par le Service .....	19.909 70
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	19.909 70
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	19.909 70

Sans changement.

Art. 12. — *Emprunt de 3.000.000 de francs pour permettre de pourvoir aux besoins du budget extraordinaire de l'exercice 1920, remboursable à 6,65 % en 40 ans, à partir de 1921, 10<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	215.219 88
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	127.028 61
Crédit demandé par le Service .....	215.219 88
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	215.219 88
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	215.219 88

En augmentation de 88.191 fr. 27.



Art. 13. — *Emprunt de 10.500.000 francs pour permettre de pourvoir aux besoins du budget supplémentaire de l'exercice 1920, remboursable à 6,65 %, en 40 ans, à partir de 1921, 10<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	753.269 58
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	226.777 45
Crédit demandé par le Service .....	348.617 60
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	348.617 60
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	348.617 60
En augmentation de 121.840 fr. 15.	
Article 13 des dépenses extraordinaires. ....	348.617 60
Article 44 des dépenses supplémentaires de 1929 .....	262.500 »
Article 116 des dépenses supplémentai- res de 1929 .....	142.151 98
	<hr/>
	753.269 58

Art. 14. — *Emprunt de 3.700.000 francs pour permettre de pourvoir aux besoins du budget extraordinaire de l'exercice 1921, remboursable à 7,85 % en 40 ans, à partir de 1922, 9<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	304.442 74
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	260.576 29
Crédit demandé par le Service .....	304.442 74
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	304.442 74
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	304.442 74
En augmentation de 43.866 fr. 45.	

Art. 15. — *Emprunt de 400.000 francs pour permettre de pourvoir aux besoins du budget supplémentaire de l'exercice 1921, remboursable à 7,85 % en 40 ans, à partir de 1922, 9<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	32.912 72
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	28.494 38
Crédit demandé par le Service .....	32.912 72
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	32.912 72
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	32.912 72
En augmentation de 4.418 fr. 34.	

Art. 16. — *Emprunt de 2.000.000 de francs pour permettre de pourvoir aux besoins du budget extraordinaire de l'exercice 1922, remboursable à 7,85 % en 40 ans, à partir de 1923, 8<sup>e</sup> annuité :*

Dépense constatée en 1928 .....	164.563 64
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	92.454 99



Crédit demandé par le Service .....	164.563 64
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	164.563 64
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	164.563 64
En augmentation de 72.108 fr. 65.	

Art. 17. — *Impôt de 18 % sur les portions d'intérêts afférents aux annuités à payer pour divers emprunts (Crédit d'ordre) :*

Dépense constatée en 1928 .....	61.945 24
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	59.698 19
Crédit demandé par le Service .....	57.367 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	57.367 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	57.367 »
En diminution de 2.331 fr. 19.	

Art. 18. — *Frais relatifs aux emprunts et intérêts à divers :*

Dépense constatée en 1928 .....	3.129 15
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	20.000 »
Crédit demandé par le Service .....	20.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	20.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	20.000 »
Sans changement.	

Art. 19. — *Grands travaux. Démantèlement. Assainissement. Services concédés :*

Dépense constatée en 1928 .....	89.209 »
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	90.000 »
Crédit demandé par le Service .....	125.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	125.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	125.000 »
En augmentation de 35.000 francs.	

Art. 20. — *Réserve pour paiement des dettes des exercices antérieurs :*

Dépense constatée en 1928 .....	49.272 90
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	30.000 »
Crédit demandé par le Service .....	30.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	30.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	30.000 »
Sans changement.	

Art. 21. — *Foire Commerciale de 1930. Participation de la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....	50.000 »
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	50.000 »
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »



Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 22. — *Prix et frais d'achat de terrains réunis à la voie publique pour cause d'alignement :*

Dépense constatée en 1928 .....	112.193 41
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	50.000 »
Crédit demandé par le Service .....	50.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	50.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	50.000 »
Sans changement.	

Art. 23. — *Pavages. Travaux neufs. Matériaux, etc... :*

Dépense constatée en 1928 .....	»
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	»
Crédit demandé par le Service .....	»
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ....	1.000.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	1.000.000 »
Article nouveau, tel qu'il a été expliqué à l'article 67 des dépenses ordinaires.	

Art. 24. — *Ecole Turgot. Fourniture de mobilier scolaire :*

Dépense constatée en 1928 .....	»
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	»
Crédit demandé par le Service .....	43.500 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	43.500 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	43.500 »

Art. 25. — *Vieille-Deûle, Moyenne-Deûle, Basse-Deûle. Dragage. Participation de la Ville :*

Dépense constatée en 1928 .....	»
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	»
Crédit demandé par le Service .....	300.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	300.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	300.000 »

Art. 26. — *Poste de police et de sapeurs-pompiers rue Guillaume Tell. Acquisition :*

Dépense constatée en 1928 .....	»
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	»
Crédit demandé par le Service .....	125.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	125.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	125.000 »

Art. 27. — *Construction d'une serre au Jardin Vauban :*

Dépense constatée en 1928 .....	»
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	»



Crédit demandé par le Service .....	100.000 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	100.000 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	100.000 »
Art. 28. — <i>Nouvelle Mairie. Construction. Emploi d'une indemnité de dommages de guerre :</i>	
Dépense constatée en 1928 .....	»
Crédit inscrit au budget primitif de 1929 .....	»
Crédit demandé par le Service .....	461.537 »
Crédit proposé par la Sous-Commission du Budget ...	461.537 »
Crédit fixé par la Commission des Finances .....	461.537 »

## AUTRES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

## GRANDS TRAVAUX

Art. 29. — <i>Expropriation de la zone. 1<sup>re</sup> tranche</i> .....	6.450.000 fr.
Art. 30. — <i>Démantèlement. Travaux</i> .....	200.000 »
Art. 31. — <i>Achat de terrains nus et de zone</i> .....	500.000 »
Art. 32. — <i>Acquisition d'immeubles destinés à être démolis en vue de l'assainissement général de la Ville</i> ....	1.000.000 »
Art. 33. — <i>Reconstitution foncière de la Ville</i> .....	500.000 »
Art. 34. — <i>Captation de nouvelles eaux potables</i> .....	1.000.000 »
Art. 35. — <i>Programme de Grands Travaux. Frais d'études.</i>	200.000 »

M. LE MAIRE. — Avant de vous prier de procéder à l'examen et au vote de notre Budget primitif, je manquerais à mon devoir si je ne rendais hommage aux membres de la Commission des Finances qui ont su mener à bien une tâche ingrate ; si je ne signalais le dévouement des membres de la Commission du Budget qui se sont attelés à une besogne aride, dont ils se sont acquittés avec une conscience, une compétence, un dévouement sans bornes.

Aujourd'hui, puisque, aussi bien, nous serons appelés à adopter notre programme de grands travaux, je m'empresse de souligner quel concours empressé j'ai trouvé en la personne de notre Secrétaire général et ami, Maurice Planque.

Ayant rendu hommage aux Membres de la Commission des Finances, à MM. Dehove, Vautrin, Planque, Delporte, Gilquin, je me dois d'ajouter combien nous sommes reconnaissants à notre ami et premier adjoint Willems qui, depuis dix ans, gère les finances de notre Ville, événement rare en nos annales, et qui, à ce poste ingrat, a donné à l'opinion publique le plus bel exemple de courage et de droiture.

Conformément à la loi, je mets le Budget primitif de la Ville de Lille, pour 1930, aux voix.

*L'ensemble du Budget primitif pour 1930 est adopté à l'unanimité.*



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, le Conseil municipal est appelé à émettre un avis sur les demandes d'allocations militaires formulées par les jeunes gens ci-après :

Bonnard Paul,  
Delesalle Hector,  
Delplanche Léon,  
Dhennin Lucien,  
Donck André,  
Fruchart Charles,  
Guilbert Gaston,  
Hofman André,  
Joseph Auguste,  
Lamourette René,  
Lezeune Auguste,  
Nesslany Louis,  
Neusy David,  
Polfiet Fernand,

Renet Jean,  
Rosse Georges,  
Sannier Albert,  
Sinsoulieu Robert,  
Smolders Maurice,  
Stillatus Léon,  
Thellier Auguste,  
Van Becelaere Gaston,  
Van Cauwenberghe Norbert,  
Vanderstraeten René,  
Vasseur Henri,  
Verstiggelen Noël,  
Wante Marcel.

Les intéressés remplissant les conditions de soutiens indispensables de famille, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à ces demandes.

*Adopté.*

N° 375

Allocations  
militaires

Armée active

Avis

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, le Conseil municipal est appelé à émettre un avis sur les demandes d'allocations militaires formulées par les hommes de la réserve ci-après désignés, appelés pour une période d'instruction :

Bled Constant,  
Decarne Michel,  
Dequae Charles,  
Dubois Robert,  
Duhez Théodore,  
Engels Gaston,  
Gellynck Paul,

Ghysbrecht Maurice,  
Hollebecq Raymond,  
Lemoine Marcel,  
Levasseur Paul,  
Lorthoir Henri,  
Malaria Alexandre,  
Malherbe Georges,

N° 376

Allocations  
militaires

Réservistes

Avis



Martin Georges,  
Neyts Daniel,  
Péchoux Léon,  
Pouvillion Jules,  
Quivront Eugène,

Segers Emile,  
Van Caneghem Edmond,  
Verbèke Valentin,  
Verzèle Gilbert.

Les dénommés remplissant les conditions de soutiens indispensables de famille, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à leurs demandes.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 377

MESSIEURS,

*Assistance  
aux Familles  
nombreuses*

*Loi  
du 14 juillet 1913*

Votre 5<sup>e</sup> Commission, après examen de la liste préparatoire, établie par le Bureau d'Assistance, vous propose d'admettre, au bénéfice de la loi sur l'Assistance aux Familles Nombreuses, l'assimilée aux veuves suivante, présentant les conditions requises par la loi :

Rutkowski femme, née Makouczynska, 12, rue des Etaques. Point de départ de l'allocation 1<sup>er</sup> janvier 1930.

Nous vous proposons la radiation des familles suivantes qui ne remplissent plus les conditions prévues par la loi :

De Valder Joseph, rue d'Iéna, cour Laden ; Madou Camille, rue d'Iéna, 36 ; Van de Weghe Gustave, rue Gutenberg, 60.

### *Assimilée aux veuves.*

Descamps femme, née Swinvort, place Nouvelle-Aventure, 6.

Nous vous prions de vouloir bien vous prononcer sur ces diverses propositions.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 378

MESSIEURS,

*Assistance  
aux Familles  
nombreuses*

*Loi  
du 14 juillet 1913*

Votre 5<sup>e</sup> Commission, après examen de la liste préparatoire, établie par le bureau d'Assistance, vous propose d'admettre, au bénéfice de la loi sur l'Assistance aux Familles Nombreuses, les familles suivantes, présentant les conditions requises par la loi :



A) Familles

NOMS	DOMICILE	Point de départ de l'allocation
Callewaert Vve, née Pirringuel.	Av. Julien Destrée (roulotte).	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Gresse Aloïs .....	Rue Gust.-Nadaud (roulotte).	4 septembre 1929
Kerrinckx Albert .....	Rue Porret, 17 .....	22 septembre 1929
Meyer Joseph .....	Rue d'Iéna, 37 .....	1 <sup>er</sup> septembre 1929
Moncheaux Louis .....	Rue Malpart, 17 .....	11 septembre 1929

Nous vous proposons la radiation des familles suivantes qui ne remplissent plus les conditions prévues par la loi :

Delannoy femme, née Lenclos, rue de la Convention, 26 ; Devendeville Léon, rue de l'Ecole Saint-Louis, 16 ; Martin Henri, rue Au-Vent, 31 ; Sarrazin Hector, rue d'Eylau, c. Buisset ; Weillet veuve, née Decalonne, rue de Poids, 21.

Nous vous prions de vouloir bien vous prononcer sur ces diverses propositions.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

MESSIEURS,

En exécution des prescriptions de la loi du 17 juin 1913, sur l'assistance aux femmes en couches, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen un certain nombre de demandes d'inscription sur la liste des bénéficiaires éventuelles de cette loi, demandes émanant de femmes ayant leur domicile de secours à Lille.

Votre 5<sup>e</sup> Commission a examiné les dossiers de ces postulantes. Elle vous propose l'admission et l'inscription dans la première partie de la liste des personnes dont les noms suivent :

### *Admissions normales*

Beauvois née Libbrecht Georgette ; Bibiche née Tiéfiers Marie ; Bommel née Lobrègue Mathilde ; Culot née Cousin Louise ; De Ruyver née Holmaert Ernestine ; De Smet née Swartmans Angèle ; Dobbelaere née Baguin Emilia ; Faitiche née Dillies Jeanne ; Jéhu née Rouzé Germaine ; Houseaux née Lefebvre Berthe ; Locutier née Desmet Romanie ; Noirmain née Lhermitte Rose ; Pouillier née Sablayrolles Adrienne ; Senger née Messien Fernande ; Vanackère née Pottier Germaine.

N° 379

Assistance  
aux Femmes  
en couches



*Propositions de rejet*

Broes née Nugues Simone ; Brun née Wartelle Marie ; Dragan née Noreihaite Agata ; Dierckx née Letors Léontine ; Leborgne née Legros Marthe ; Levas née Van de Vyver Emilienne ; Penin née Vandevorde Julia ; Verbist née Debuyser Joanna ; Wattelar née Debelle Angèle ; Wuyttherhaeghe née Segers Alice.

*Admissions d'urgence*

Devillers Louise ; Deretz Rachelle ; Mattelle Mélanie ; Hermez née Groulez Jeanne ; Rose née Biendiné Reine ; Beaufort née Deconninck Laure ; Bée née Lépine Marie ; Bocquillon née Beckaert Madeleine ; Cappe née Hannecaert Jeanne ; Delporte née Cochteux Hélène ; Devrièze née Gérard Germaine ; Deweer née Lenglez Léonie ; Dorchies née Bataille Emilie ; Duriez née Bocquillon Denise ; Herpoel née Aunez Florine ; Lebrun née Peeckre Céline ; Montagne née Déchin Georgette ; Olivier née Deruy Aline ; Patin née Pollet Virginie ; Vichery née Plancq Germaine ; Brunin née Pruvost Mireille ; Claes née Dabblemont Hélène ; Culot née Cousin Louise ; Mazingue née Arfeuille Marie ; Penninger Marie-Louise ; Vincent née Homey Marguerite ; Naudin Suzanne ; Bogaert Julia ; Colpaert née Rogiers Elodie ; Dietrickx née Godon Andrée ; Pente née Dumont Florentine ; Saint-Hubert née Vannerum Céline ; Sohier née Froment Madeleine ; Trzaska née Séraphin Antoinette, veuve Théliet née Benteur Elise ; Huet née Pottié Léonie ; Usal née Michel Germaine ; De Sauw Maria ; Allard née Dekeyser Suzanne ; Baert Fernande ; Colbaut née Dupuis Mathilde ; Derreveau née Brabant Coralie ; Krischer née Ducastel Marie-Louise ; Petitpas née Veneil Louise ; Vergoten née Defourmy Louisa ; Cox née Vanuxem Simone ; De Ville née Houssoy Joséphine ; Faviez née Boite Anne ; Réveillon née Pas Ursule ; Lafage née Lourme Appoline ; Duterque née Ragheboom Marguerite ; Férraré Georgette ; Hendryckx née Rampelberg Suzanne ; Mouchon Andréa ; Poiret née Putz Denise ; Stamens née Joos Louise ; Barbey née Crousse Jeanne ; Decuypère née Tholomé Berthe ; Deruy née Carpentier Céline ; Dhalluin Lucienne ; Duquesnoy née Darragus Marguerite ; Edmond née Kleinchemaillie Pharaïlde ; Lochet née Brice Louise ; Parmentier née Morel Jeanne ; Reby née Tothe Germaine ; Rethy née Bommelaer Antoinette ; Vandenberghe née Carlier Germaine ; Vantieghem née Demynck Alice ; Verdonck née Thiret Marie ; Bommel née Loblègue Mathilde ; Fayolle née Leclercq Marie ; Fobert née Vermelier Elise ; Raquet née Bodhuin Rosalie ; Tirmarche née Barbey Jeanne ; Beaurain née Devos Victorine ; Renaut née Pope Yvonne ; Ribaut née Baudoux Louise ; Bataille née Schneider Mathilde ; Casthelain née Looten Alice ; Cortequisse née Devos Mélanie ; Deken Rachel ; Deschotte née Chatelet Simone ; Lechantre née Craeynest Jeanne ; Levecq née Lemaire Yvonne ; Malinowska Marja ; Vandewalle née Merlier Flore ; Vanesse née Lougrez Angèle ; Joseep née Pollet Lucienne ; Lemant née Slosse Germaine ; Locufier née Desmet Romanie ; Vanackère née Potier Germaine ; Clayes née Heldewerdt Clara ; Crétal Emma ;



Ledent née Elise Hofman ; Michel née Rosélé Blanche ; Saguerre née Duhayon Gabrielle ; Claes née Bacquet Denise ; Defaux née Balory Germaine ; Descamps née Moucheaux Alice ; Fréville née Descendre Germaine ; Metzmaeker née Poirette Suzanne ; Michel née Dhorne Madeleine ; Pareit Emilie ; Delatre née Debal Rosa ; Devin Marguerite ; Flohart née Van Liefferinge Gabrielle ; Fourmaux née De Leenker Valentine ; Mortreux née Dubui Suzanne ; Peltier née Vanham Euphrasie ; Bigotte Raymonde ; Deschryver née Tacquet Gilberte ; Quignon née Rossé Augustine ; Reynaert née Van Rysseghem Mathilde ; Cornu Alice ; Culot née Vernez Marie-Louise ; De Ruyver née Holmaert Ernestine ; Lahaye née Vancraeynest Elisa ; Bernard née Homs Adrienne ; Brunelse née Vilette Fernande ; Devos née Pellerin Olga ; Duthoit Huberte ; Lesafre née de Potter Jeanne ; Martin née Legrou Marie ; Tersi née Crépin Cécile ; Delahaye Pauline ; Flamencourt née Candelez Gabrielle Génar née Van Assche Jeanne ; Lehoreau Georgette ; Moncheaux née Fouque Eugénie ; Balligaud née Barbier Renée ; Jéhu née Rouzé Germaine ; Pollet Blanche ; Renard née Muller Catherine ; Dambre née Debeurne Julienne ; Hennebelle née Van Domme Jeanne ; Maes née De Leus Jeannette ; Méres née Vanhuffel Marie-Louise ; Plamont née Haelewyn Berthe ; De Bosschère née Sedin Victoire ; Dutoit née De Taëye Fernande ; Naja Catherine ; Renard née Debeire Simonne ; Bastaert née Duiquet Marie ; De Smedt née Swartmans Angèle ; Fogolin née Gilmet Marcelle ; Houanchinot née Mathez Cécile Michel née Legros Zélie ; Amand née Levecq Raymonde ; Decubler née Dousot Eugénie ; Danes née Vandorme Alice ; Glas née Van Hulle Louise ; Hoel née Buchet Germaine ; Legros née Hunez Raymonde ; Tytgat née Boterdael Elisabeth ; Vandeputte née Monchy Madeleine ; Delanghe née Declercq Marthe ; Gouteau née Mairan Louise ; Hovine née Richard Louise ; Pochet née De Ceukelaere Antoinette ; Belleval née Carlier Suzanne ; Bodin née Vandevoorde Marie ; Bosuet née Malaquin Céline ; Cailliez née Pratte Julienne ; De Clerck née Lepez Léa ; Degez née Helbot Constance ; Duprez née Dekneudt Germaine ; Gaquerre née Gérard Eugénie ; Gérard née Roess Marie ; Meuez née Bergot Marie ; Pollet née Lahoute Marie-Louise ; Roger née Poutart Gustavine ; Vandevelde Irma ; Doornaert née Denis Harmeline ; Dallenne née Vandenberghe Adolphine ; Rogie née Van Overtveld Louise ; Vanderhaeghen née Delecroix Madeleine ; Vriesacker née Fremaut Adolphine ; Waresquelle Raymonde ; De Coster née Roux Marie ; Desmarquoy née Delcroix Maria ; Fayolle née Pottier Fernande ; Halifré Cécile ; Miélet née Dhote Louise ; Santerre née Beraudier Louise ; Selin née Ansart Célerine ; Baert née Macré Jeanne ; Béghin née Drouet Adéline ; Bekaert née Devriese Julienne ; Cottart née Noté Jeanne ; Faillon née Faguart Simone ; Waresquelle née Roncey Jeanne ; Cocu née Depuis Denise ; Decoen née Kin Mathilde ; Jacobs née Verhamme Marie ; Guilluy née Dancoisne Jeanne ; Savre née Thiret Françoise ; Truwant née Loris Germaine ; Cambier née De Bruger Emilia ; De Vreyer née T'Kindt Fernande ; Dombrin née Parmentier Louise ; Frison née Vanderelst Raymonde ; Jougé née Tilleul Clara ; Lebon née Devouge Suzanne ; Pichon née Balin Andréa ; Roobaye Germaine ; Timmerman née Renaux Hélène ; Trédez née Ruysschaert Marie ; Vandenaabeele née Mazingue



Emilia ; Ameloot née Raes Germaine ; Baeyens née Versaevel Marguerite ; Carlier née Obin Julia ; Demeurisse née Vandeveld Louise ; Depestel née Joachim Angéline ; Dubois née Spyckerelle Elisa ; Duchène née Blancart Simonne ; Houdart Jeanne ; Montagne Gabrielle ; Pierrouse née Houriez Geneviève ; Vandeveld Raymonde ; Courtequise née De Best Elisabeth ; Dewulf née Hespel Yvonne ; Leplat née Verstraeten Constance ; Lhermitte née Hovaere Palmyre ; Merlin Marie ; Panek Marie ; Termotte née Vandestienne Anna ; Trouillet née Lejeune Lucienne ; Hébrant Edith ; Hébrant Marguerite ; Hofman Marie ; Hooghe née Defer Marie-Louise ; Liénart née Derycke Hortense ; Vandeponsele née Porries Simone ; Van Houte née Soulie Marguerite ; Hayaert Alice ; Deldieque Rose ; Mélis née Roman Julia ; Marhadour née Marguerite Maria ; Poulain née Bécuwe Thérèse ; Vandamme née Burke Paula ; Dhieu née Demortier Suzanne ; Penninger née Lemang Léonie ; Plancq née Bizard Lucienne.

*Adopté.*

## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 380

Assistance  
aux Vieillards,  
Infirmes  
et Incurables

Loi  
du 14 juillet 1905

MESSIEURS,

En application de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'Assistance obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incurables, nous avons l'honneur de vous communiquer un certain nombre de demandes d'assistance.

Ces demandes ont été examinées, d'abord, par le Bureau d'Assistance, puis par la 5<sup>e</sup> Commission municipale, en ce qui concerne les personnes ayant leur domicile de secours à Lille.

### *Première Partie. — Domicile de secours : Lille*

*Admissions.* — Nous vous proposons d'admettre au bénéfice de la loi du 14 juillet 1905, les personnes suivantes :

#### *1<sup>o</sup> Vieillards demeurant à Lille Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Taux proposé	Point de départ de l'allocation
Barrez femme, née Poiriez Catherine.	Rue des Robleds, 35.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Bécue Anna.	Rue Saint-Genois, 5.	30	1 <sup>er</sup> janvier 1930
Brasseur Alexandre.	Rue des Pénitentes, 24.	30	16 novembre 1929
Bruchet Paul.	Rue de la Chaude-Rivière, P. Leblanc, 2.	30	1 <sup>er</sup> juillet 1929
Caby Alfred.	Rue de Wazemmes, 83.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Crepelle Vve, née Pollet.	Rue Turgot, 63.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Danquigny Marie.	Rue du Vieux-Faubourg, 33.	15	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Decauchy femme, née Bouquin.	Rue Francisco-Ferrer, 10.	30	16 novembre 1929
Delabie Vve, née Bishop Isabelle.	Rue Saint-Sauveur, 54.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929



NOMS	DOMICILE	Taux proposé	Point de départ de l'allocation
Delecroix Aline.	Rue Grande-Chaussée, 10.	15	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Desaint Vve, née Hermetz Julie.	Rue Rubens, 32.	30	16 décembre 1929
Destailleurs Vve, née Bal Julie.	Rue Ratisbonne, 93.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Dierick Aloïs.	Rue des Stations, 115.	15	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Dufielt Vve, née Martin Rosine.	Rue du Bois Saint-Sauveur.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Fauvergue Vve, née Leclercq.	Rue Bazinghien, 284.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Fremont Veuve, née Capejans Marie.	Rue d'Arras, 92.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Gautier Joséphine.	Rue Sainte-Catherine, 69, C. Corderie, 15.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Joly femme, née Warnon Aimée.	Rue Denis-du-Péage, 53.	15	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Lamy femme, née Greven Anne-Marie.	Rue Augereau, 10.	30	16 décembre 1929
Lauret Nathalie.	Rue du Curé-St-Sauveur, 41.	5	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Leplat Paul.	Rue de Maubeuge, 17.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Monseur Vve, née Cornille.	Rue Marmora, 12.	30	16 décembre 1929
Obin femme, née Delicque.	Rue des Bois-Blancs, 298.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Pontois femme, née Balez.	Rue Malsence, 64.	30	16 novembre 1929
Richet Henri.	Rue d'Austerlitz, 92.	30	16 novembre 1929
Simon Vve, née Gaudéz Eugénie.	Rue des Pénitentes, 13 bis.	15	16 octobre 1929
Vandermersch Veuve, née De-fraye.	Rue de Philadelphie, 2, cour Morel, 38.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Villée Virginie.	Rue Saint-Gabriel, 28.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929

*2° Infirmes et incurables demeurant à Lille*

*Assistance à domicile*

Ackaert Emile.	Rue des Bois-Blancs, 108.	30	16 novembre 1929
Bétrams femme, née Verhelle.	Rue d'Arras, 115.	30	1 <sup>er</sup> décembre 1929
Capy Henri.	Rue Jeanne-d'Arc, 62.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Cérède Léontine.	Rue de l'Alcazar, 3.	30	16 novembre 1929
Claus Jules.	Rue Magenta, 21.	15	16 septembre 1929
Degeyndt Jean-Baptiste.	Rue d'Avesnes, c. Navarre, 16.	30	16 novembre 1929
Deloof Charles.	Rue de la Marbrerie, 47.	15	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Demeyer femme, née Allard.	Rue Malsence, cour Lys, 20.	15	16 novembre 1929
Demeyer Antoine.	Rue Malsence, cour Lys, 20.	15	16 novembre 1929
Delhay Modeste.	Rue du Faubourg-d'Arras, c. Marie-Huvenne, 2.	30	16 octobre 1929
Favier Vve, née Deheerdt.	Boulevard Victor-Hugo, 227.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Hendryckx Hélène.	Rue Pliné, 28.	5	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Lefebvre Victorine.	Rue de la Plaine, 69.	30	16 novembre 1929
Louvoye Vve, née Vandermissen.	Rue Francis de Pressensé, Pavillon 4.	15	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Moulart Auguste.	Avenue Julien-Destrée, Baraquement.	15	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Timmermans Vve, née Lamon.	Rue du Pôle Nord, cour Jeanne-d'Arc, 6.	30	16 novembre 1929
Vandevoorde Rachel.	Rue Buffon, 21.	15	16 novembre 1929
Vanlancker Edouard.	Rue Belle-Vue, 59.	15	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Vercruysse Vve, née Langie.	Rue Malesherbes, 22.	30	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Verdonck Jean.	Rue du Maréchal Mortier, 13.	15	16 novembre 1929

*3° Vieillards ne demeurant pas à Lille*

*Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Taux proposé	Point de départ de l'allocation
Imbenotte Vve, née Bouttitant.	Hénin-Liétard, rue de Dourges, 62.	15	1 <sup>er</sup> août 1929
Lecompte Alexandre.	Fréville-Escarbotin (Somme).	25	16 août 1929
Ronse Henri.	Arcueil (Seine), Cité Aqueduc, 60.	15	10 juillet 1929



*4° Infirmes et incurables ne demeurant pas à Lille*  
*Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Taux proposé	Point de départ de l'allocation
Devrière Vve, née Olivier.	Mons-en-Barœul, 37, rue des Prévoyants.	15	12 septembre 1929
Longrez Lucien.	Mouille (P.-de-C.).	30	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Willem femme, née Gervois.	Haillicourt (P.-de-C.).	20	1 <sup>er</sup> juillet 1929

*Rejets*

Nous vous proposons de ne pas donner actuellement suite aux demandes  
d'admission formulées par les personnes suivantes :

*1° Vieillards habitant Lille*  
*Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Motif du rejet
Fretin Vve, née Pietin Sophie.	Rue de Nantes, 11.	Enfants peuvent aider.
Gassion Vve, née Deforge.	Rue du Vieux-Faubourg, cour du Dragon, 2.	Enfants peuvent aider.
Grimonprez Vve, née Capriaux.	Rue du Gard, 16.	Enfants peuvent aider.
Putman Vve, née Boitquin Maria	Rue de Bapaume, cour Fai- dherbe, 27.	Ressources suffisantes.
Vandenbrouck Fernand.	Rue d'Esquermes, 98, cour Pottier, 25.	Ressources suffisantes.

*2° Infirmes et incurables demeurant à Lille*  
*Assistance à domicile*

Bloem femme, née Brilleman.	Rue de Thumesnil, 4.	Peut travailler. Res- sources.
Cotentin Vve, née Taclet.	Rue Paul Lafargue, 7 bis.	Non incurable. Res- sources.
Desrumaux Vve, née Façon Ma- rie.	Quai de l'Ouest, 1.	Ressources.
Fournier Paul.	Rue Paul Lafargue, 7.	Travaille.
Hendrickx Vve, née Michez.	Place Condé, 14.	Non incurable. A se- courir Bur. de Bien- faisance.
Lecroart Vve, née Lechevin.	Rue des Bois-Blancs, 90.	Non incurable.
Scherpereel femme, née Rogge- man.	Rue Etienne-Marcel, 8.	Ressources.

*3° Vieillards n'habitant pas Lille*  
*Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Motif du rejet
Delecueillerie Vve, née Bellen- ghien.	Vincennes (Seine), avenue du Polygone, 46.	N'a pas domicile de secours à Lille.



*Modification du taux de l'allocation*  
1° *Vieillards demeurant à Lille*

NOMS	DOMICILE	Modification du taux de l'allocation
Delannoy Vve, née Franchomme	Boulevard des Ecoles, 68.	30 fr. au lieu de 15 fr.
Derache Amand.	Pavillon Ste-Marthe, 48.	30 fr. au lieu de 15 fr.
Libbrecht Désiré.	Rue du Faubourg-de-Roubaix, cour Dekisch, 17.	30 fr. au lieu de 20 fr.
Watterloos Charles.	Place Catinat, 5.	30 fr. au lieu de 15 fr.
Watterloos femme, née Delerue.	Place Catinat, 5.	30 fr. au lieu de 20 fr.

2° *Infirmes et incurables demeurant à Lille*

Bourdon Henri.	Rue Jules Guesde, 110.	15 fr. au lieu de 30 fr.
Derivière femme, née Balcaen.	Rue de Lannoy, cour Brunswyck, 7.	30 fr. au lieu de 15 fr.
Devaux Vve, née Duval.	Rue de la Digue, 32.	30 fr. au lieu de 17 fr.
Glorieux Vve, née Baert.	Rue de l'Alma, c. Dubrulle, 4.	30 fr. au lieu de 15 fr.
Noté Vve, née Pollet.	Rue des Elites, 5.	17 fr. à maintenir.
Seghers femme, née Janssens.	Rue Gosselin, 25.	15 fr. au lieu de 5 fr.

*Suppression*  
*Incurable demeurant à Lille*

NOM	DOMICILE	Motif de la suppression
Clarisse Gaston.	Rue du Maréchal Mortier, 11.	Travail.

Nous vous demandons de donner votre avis sur ces diverses propositions.

*Deuxième Partie*

D'autre part, le Bureau d'Assistance a établi, comme suit, la liste des postulants au bénéfice de la loi du 14 juillet 1905, n'ayant pas leur domicile de secours à Lille.

*Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Domicile de secours	Motif du secours
Dhondt Vve, née Crepin.	Rue Henri Regnaut, 66.	Lomme.	Vieillard.
Huyghe Vve, née Picavet.	Rue d'Arras, 52.	La Madeleine.	Vieillard.
Looten Charles.	Rue Sainte-Catherine, 41.	Etat.	Vieillard.

Cette liste a été transmise à M. le Préfet.

Nous vous demandons de nous donner acte de cette communication.



## RAPPORT DE M. LE MAIRE

N° 381

Assistance  
aux Vieillards,  
Infirmes  
et IncurablesLoi  
du 14 juillet 1905

MESSIEURS,

En application de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'Assistance obligatoire aux Vieillards, Infirmes et Incurables, nous avons l'honneur de vous communiquer un certain nombre de demandes d'assistance.

Ces demandes ont été examinées, d'abord, par le Bureau d'Assistance, puis par la 5<sup>e</sup> Commission municipale, en ce qui concerne les personnes ayant leur domicile de secours à Lille.

*Première Partie. — Domicile de secours : Lille*

*Admissions.* — Nous vous proposons d'admettre, au bénéfice de la loi du 14 juillet 1905, les personnes suivantes :

*1° Vieillards demeurant à Lille**A) Assistance à domicile*

NOMS	Taux proposé	DOMICILE	Point de départ de l'allocation
Allard Alfred.	30	Rue Jules-Guesde, 88.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Béliart Vve, née Legrand.	30	Rue de St-Amand, c. Château, 6.	16 octobre 1929
Blondin Vve, née Dumez.	30	Rue Corneille, 6.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Casen Vve, née Desmadrille.	30	Rue Léonard-Danel, c. du Vacher, 1.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Claeys Mélanie.	30	Rue d'Iéna, 139.	16 octobre 1929
Cordonnier Vve, née Dutacq.	30	Rue Moulins-de-Garance, 2	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Cousaert Henri.	30	Rue Jeanne Hachette, 79.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
De Backer Guillaume.	15	Rue d'Avesnes, c. Baxter, 48.	16 octobre 1929
De Backer femme, née Vahé.	15	id. id.	16 octobre 1929
Degels Léopold.	30	Rue Brasseur, 22.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
De Jonghe Charles (belge + 15).	15	Rue Baudin, 24.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Delebecq Henriette.	30	Rue Pascal, 8.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Delefosse Vve, née Prévost.	30	Rue Malpart, 21.	16 octobre 1929
Demarque femme, née Trébaut.	30	Rue Berlioz, 24.	16 octobre 1929
Descatoire François.	30	Rue Gantois, 73.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Desrumeaux Vve, née Maille.	30	Rue Sain-Luc, 199.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Dezitter Vve, née Descamps.	15	Cité Philanthropique, 102.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Dorchies Vve, née Marchand.	30	Rue de Flers, 28.	16 septembre 1929
Doutrelong Jules.	15	Rue de Marquillies, 33.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Doutrelong femme, née Daëns.	15	id.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Dublicq, Vve, née Camez.	15	Hameau Sainte-Agnès, 13.	16 octobre 1929
Dubus Vve, née Gourdon.	15	Rue Meurein, 13, pavillon Degoul, 5.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Dumont femme, née Wattrelot.	15	Rue de Wattignies, 42.	16 octobre 1929
Fayen Vve, née Bonnier.	30	Rue Fontaine-del-Saulx, 21, cité Vittez, 2.	16 octobre 1929



NOMS	Taux proposé	DOMICILE	Point de départ de l'allocation
Flament Vve, née Ducroquet.	30	Cité Philanthropique, 13.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Gheerolfs Jean.	30	Rue Paul Lafargue, 55, c.	
		Deerock, 1.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Gheerolfs femme, née Verleyen	15	id.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Grimonprez femme, née Méplon.	15	Rue de Bapaume, c. Fai-	
		dherbe, 23.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Haeck Veuve, née Van Hoe-			
broeck.	15	Rue de Thumesnil, 58.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Haeseleer Vve, née Van Ruys-			
hensvelde.	15	Boulevard d'Alsace, 97.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Hette femme, née Dilly.	30	Rue du Marché, 99.	16 octobre 1929
Hillewaere Vve, née Vande-			
kerckhove (belge + 15).	30	Rue des Myosotis, 2.	16 octobre 1929
Hurel Jean-Baptiste.	15	Rue de Canteleu, 20.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Lancel Vve, née Samyn.	15	Quai et Cité de l'Ouest, 2.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Landschoot Victor.	30	Rue Lallement, 4.	16 octobre 1929
Leclercq Vve, née Porcq.	30	Rue de la Renaissance, 6.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Lemonnier femme, née Ciron.	15	Rue Magenta, 20.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Liévens Vve, née Van Acker.	15	Rue de Thumesnil, c. Hélart,	
		11.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Mahieu Vve, née Decroix.	30	Rue des Pavillons, 23.	16 septembre 1929
Mahieu Victor.	30	Rue Saint-Sauveur, 30.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Masson Vve, née Lefort.	30	Rue de Mexico, 17.	16 novembre 1929
Montagne Vve, née Copin.	30	Rue Léon Gambetta, 268.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Piédeloup Vve, née Herbaut.	15	Rue du Fg-de-Douai, 97.	1 <sup>er</sup> août 1929
Plateau Vve, née Callewaert.	10	Rue Baudin, c. Parent, 18.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Rigot Vve, née Darras.	15	Rue Mourmant, 34.	16 octobre 1929
Six Honoré.	10	Rue Bergues, 10.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Tanghe Gustave.	30	Rue des Postes, 199.	16 septembre 1929
Taupin Vve, née Desmet.	30	Rue H.-Laurand, 9.	16 octobre 1929
Vanderbrugghem Marie.	30	Rue Fontenelle, 21, c. Liagre,	
		4.	16 octobre 1929
Van Haeverbecke femme, née			
Honoré (belge + 15).	30	Rue du Four-à-chaux, 98.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Van Weydeveldt, née Bruno.	15	Rue Hôpital-St-Roch, 18.	1 <sup>er</sup> mai 1929
Visseur Vve, née Marié.	30	Rue d'Arras, 160.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Visuer Pauline.	30	Rue des Bouchers, c. du Pour-	
		point-d'Or, 5.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Walon Virginie	15	Rue de la Justice, 19.	1 <sup>er</sup> octobre 1929

**B) Hospitalisation**

NOMS	DOMICILE	Indication de l'hospice
Bondroit Désiré.	Pavillon des convalescents.	Hospice général.
Buisine Achille.	Rue de la Marmora, 26.	Hospice général.
Deflandre Colette, Vve Demeu-		
lemeester.	Rue Doudin, 44.	Hospice général.
Delbar Victorine, Vve Malbran-	Rue St-Catherine, c. du Beau-	
que.	Bouquet, 23.	Hospice général.
Delerue Charles.	Rue Nicolas Leblanc, 5.	Hospice général.
Dutilly Hortense, Vve Belley.	Av. de Dunkerque, 45.	Hospice général.
Laforeste Adèle, femme Ferain.	Rue Négrier, 77, c. Deldeule,	
	2.	Hospice général.
Lecat Zoé.	Rue Mahieu, 21, Pavillon des	
	convalescents.	Hospice général.
Masquelier Adèle.	Rue Manuel, 11.	Hospice général.
Morel Adolphe, Vve Carpen-		
tier.	Rue de la Vieille-Aventure, 4.	Hospice général.
Pakette Nicolas.	Rue J.-J.-Rousseau, 7.	Hospice général.
Ravez Elisa, Vve Morival.	Rue St-Pierre-St-Paul, actuel-	
	lement aux Convalescents.	Hospice général.



2° *Infirmes et incurables demeurant à Lille*A) *Assistance à domicile*

NOMS	Taux proposé	DOMICILE	Point de départ de l'allocation
Bouckaert Léonard.	5	Rue Malsence, 102.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Bovar femme, née Favier.	30	Rue du Fg-de-Roubaix, 93.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Bury François.	5	Rue du Pont-du-Lion-d'Or, 6.	16 octobre 1929
De Loof Olga.	30	Rue d'Hondschoote, 10.	16 octobre 1929
Demarque Louis.	15	Rue Berlioz, 24.	16 octobre 1929
Deroubaix femme, née Deté.	30	Rue Malesherbes, 13.	16 octobre 1929
Duquennoy Fernand.	30	Rue Saint-André, 129.	16 septembre 1929
Héland Victorine.	15	Rue Saint-Eloi, 23.	16 septembre 1929
Hoest Marcel.	30	Rue Adolphe Werquin, 27.	16 septembre 1929
Lahousse Vve, née Philippe.	30	Rue des Etaques, 66.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Lasseure Vve, née Van Heylen.	30	Place Fernig, c. Cacan, 10.	1 <sup>er</sup> septembre 1929
Lecocq Vve, née Sambourg.	5	Rue de Saint-Omer, 14.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Longrez Henri.	30	Rue Saint-Sauveur, 106.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Maréchal Anna.	30	Rue de la Digue, c. Saint-Joseph, 3.	1 <sup>er</sup> novembre 1929
Plowy Polidore.	15	Rue Mourmant, 35.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Prévost Désiré.	30	Cité Philanthropique, 167.	1 <sup>er</sup> septembre 1929
Prévost femme, née Lefèvre.	15	id.	1 <sup>er</sup> septembre 1929
Ramont Madeleine.	30	Rue du Marché, 70 bis.	1 <sup>er</sup> septembre 1929
Rompteau Vve, née Deldique.	30	Rue de l'Alma, c. Morel.	16 octobre 1929
Schouffeten Raymonde.	5	Rue Fénelon, 52.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Thibaut femme, née Delefosse.	30	Boulevard d'Alsace, 27.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Vanacker femme, née Debersée	15	Rue du Calvaire, 90.	1 <sup>er</sup> octobre 1929
Vandenbossche Auguste.	15	Rue Stephenson, 28.	1 <sup>er</sup> juillet 1929
Vandurme Adrien.	5	Allée des Dondaines, 8.	16 septembre 1929
Verrept femme, née Hantkens.	5	Rue Monge, 19.	1 <sup>er</sup> septembre 1929
Vervoordt Vve, née Leplat.	30	Rue du Grand-Balcon, c. Bassat, 32.	16 octobre 1929
Wartel Marie.	30	Rue Pierre-Legrand, 143.	1 <sup>er</sup> septembre 1929

B) *Hospitalisation*

NOMS	DOMICILE	Indication de l'hospice
Anckaert Octave.	Rue de l'Eglise, c. St-Louis, 38.	Hospice d'incurables.
Bévue Désiré.	Pavillon des convalescents.	Hospice général.
Cambron femme, née Vanautrève.	Rue de Cantelieu, c. Buisine, 3.	Hospice général.
Delbecque Marie.	Rue Victor Derode, 4.	Hospice de Bray-Dunes.
Delhaye Edmond.	Rue d'Austerlitz, 79.	Hospice général.
Delobel Raymonde.	Rue Sainte-Catherine, c. du Beau-Bouquet, 12.	Hospice d'incurables.
Deschin Alfred.	Rue de Thumesnil, 32.	Hospice général.
Ferain Gustave.	Rue Négrier, 77, c. Deldeule, 2.	Hospice général.
Glas Guillaume.	Rue de la Marbrerie, c. Lefèvre, 11.	Hospice d'incurables.
Guilbert Georges.	Rue de la Marmora, 21.	Hospice d'incurables.
Hallez Florine Vve, née Catteau	Boulevard Victor-Hugo, 275.	Hospice général.
Hiérönsens Sidonie femme, née Mersseman.	Rue d'Iéna, 22.	Hospice d'incurables.
Marin Victoria femme, née Leblanc.	Rue du Chauffour, 9.	Hospice général.



NOMS	DOMICILE	Indication de l'hospice
Mersseman Emile.	Rue d'Iéna, 22.	Hospice général.
Nouaille Adrienne.	Rue Esquermoise, 73.	Hospice d'incurables.
Paris Victoria femme, née Lamens.	Rue des Sarrazins, 35.	Hospice général.
Potier Henri.	Rue Ste-Catherine, 69, c. de la Corderie, 15.	Hospice général.
Saint-Léger Henri.	Rue du Fg-des-Postes, 31, c. Lebleu.	Hospice général.
Taillie Eugénie.	Boulevard Victor-Hugo, 283.	Hospice général.
Vanderperren Jean.	Rue de Philadelphie, 26.	Hospice général.
Vanhandenhove François.	Rue Léon Gambetta, 38.	Hospice général.
Van Kerckhove Hélène.	Rue Fontenelle, 24.	Hospice général.
Wuyts Jules.	Rue de Madagascar, c. Saint-Pierre, 1.	Hospice d'incurables.
Franc Rosalie Vve, née Vanhaute.	Rue d'Artois, 75.	Asile des incurables dit <i>Les Cinq Plaies</i> . Convention du 27 mai 1924.

3° Vieillards ne demeurant pas à Lille

A) Assistance à domicile

NOM	Taux proposé	DOMICILE	Point de départ de l'allocation
Lefort Ernest.	30	Rue Louis Lenomez, 14, Hellemmes.	22 juillet 1929

B) Hospitalisation

NOMS	DOMICILE	Indication de l'hospice
Genon Charles.	Rue de l'Etoile, 80, Lomme.	Hospice général.
Gryselier Marie-Louise.	Rue Saint-Sauveur, 8, Paris.	A placer à Paris, l'intéressée ayant quitté en 1928 et 1929 l'Hospice général de Lille.
Dubois Vve, née Térin Joséphine.	Rue des Oliveaux, Loos.	Hospice de Loos.

4° Infirmes et incurables habitant hors de Lille

A) Assistance à domicile

NOMS	Taux proposé	DOMICILE	Point de départ de l'allocation
Devilliers Cécile.	15	Rue du Chevalier-de-la-Barre, Wattignies.	6 août 1929
Dezeure Arthur.	15	Rue Victor Hugo, 88, Hellemmes.	10 septembre 1929
Dubois femme, née Boone.	20	Rue Raspail prolongée, Hellemmes.	4 septembre 1929
Leleu Arthur.	15	Rue Ledru Rollin, 52, Hellemmes.	25 juin 1929
Leleu femme, née Tonnel.	15	id.	25 juin 1929



## B) Hospitalisation

NOMS	DOMICILE	Indication de l'hospice
Derycke Ange.	Rue Alexandre Delemar, 44, Mons-en-Barceul.	Hospice général.
Gérard Léon.	Rue Pasteur, 96, Marquette.	Hospice général.
Lemay Madeleine.	Hospice du Mans (Sarthe).	Hospice du Mans.
Houzé Agathe.	Cité du Maroc, 16, Thumeries.	Hospice général. (Moyennant déduction annuelle de la somme de 1.500 fr. sur sa rente viagère et ver- sement de la somme de 1.500 francs.)

## Rejets

Nous vous proposons de ne pas donner, actuellement, suite aux demandes d'admission formulées par les personnes suivantes :

1° *Vieillards habitant Lille*  
*Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Motif du rejet
Fannoy Vve, née Desmet.	Rue d'Eylau, 40, c. Mahieu, 2.	Les enfants peuvent aider.
Jan Vve, née Ocelez.	Rue des Robleds, 18.	A des ressources.
Lejour Vve, née Ducatez.	Rue Jules Guesde, 107.	Rend des services à un enfant qui peut subvenir à ses besoins.
Nattiez femme, née Moutiez.	Rue Davy, 13.	Les enfants peuvent aider.
Vancraeyenest Vve, née Flament.	Rue des Bateliers, 8.	id.
Van Tolhuysen Vve, née Verriest.	Rue Jules Guesde, 139, c. Cornil, 2.	id.

2° *Infirmes et incurables habitant Lille*A) *Assistance à domicile*

Carlier Marceau.	Rue Adolphe Werquin, 21.	N'est pas incurable.
Gévaer femme, née Bayart.	Rue de Bailleul, 12.	Peut travailler.
Monpetit Vve, née Renard.	Rue Ratisbonne, 12 bis.	id.
Olivier Palmyre.	Rue Raspail, 97.	Pas incurable.
Snoeck Vve, née Eggermont.	Rue La Boétie, 28.	Peut travailler.

B) *Hospitalisation*

Lefin Anna femme, née Dépret.	Place des Buisseries, 5.	Refusée à la visite médicale.
-------------------------------	--------------------------	-------------------------------

3° *Vieillards ne demeurant pas à Lille**Assistance à domicile*

Keersebilck Vve, née Bernard.	Rue de Béthune, 146, Loos.	N'est pas sans ressources.
-------------------------------	----------------------------	----------------------------



4° *Infirmes et incurables demeurant hors de Lille*

A) *Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Motif du rejet
Casier Albert.	Rue du Moulin-de-Beurre, 8, Paris.	Travaille, n'est pas sans ressources.
Torchy femme, née Engrand.	Av. Saint-Marcel, 26, Loos.	Sa fille subvient à ses besoins.
Velten Vve, née Robain.	Rue de l'Eglise, 23, Lamber-sart.	N'est pas sans ressour-ces.

B) *Hospitalisation*

Coquelle Louis-Jules.	Rue Gambetta (Estaminet Ri-berie) Armentières.	N'a pas son domicile de secours à Lille.
-----------------------	--	--

*Modification du taux de l'allocation*

1° *Vieillards habitant Lille*

NOMS	DOMICILE	Modification du taux de l'allocation
Avermaete Vve, née Matthys.	Rue de la Renaissance, 30.	Taux maintenu.
Delannin Vve, née Bauwens.	Rue du Prieuré, 6.	30 fr. au lieu de 15.
Dumont Jean	Rue de Wattignies, 42.	Taux maintenu.
Favier Vve, née Bausmiche.	Rue des Sarrazins, 38, cour Donze, 3.	30 fr. au lieu de 15.
Hottiez Louis.	Rue Van Dyck, c. Vincent, 2.	30 fr. au lieu de 17.
Laneuw Jean.	Rue de l'Alma, c. Dubrulle, 4.	30 fr. au lieu de 15.
Mortelette femme, née Masciaux.	Rue des Meuniers, 62.	30 fr. au lieu de 15.
Nis Alexandre.	Rue de Fontenoy, 57.	30 fr. au lieu de 18,50.
Tailleur Louis.	Rue du Fg-de-Roubaix, c. Mu-lot, 6.	30 fr. au lieu de 15.
Vachez Vve, née Debailly.	Rue du Magasin, 20.	30 fr. au lieu de 15.

2° *Infirmes et incurables demeurant à Lille*

Caron Désiré.	Rue Gosselin, 13.	30 fr. au lieu de 15.
Claeys Julie.	Rue d'Iéna, 70.	30 fr. au lieu de 20.
Gille Gustave.	Rue de Wazemmes, 113.	30 fr. au lieu de 15.
Harlé femme, née Depessemier.	Rue de l'Eglise-St-Louis, 52.	30 fr. au lieu de 15.
Nicoud femme, née Venar.	Avenue Ch.-Saint Venant, 74.	30 fr. au lieu de 15.
Spicarolen Joseph.	Rue Cabanis, 39.	15 fr. au lieu de 30.
Waquez femme, née Voss.	Rue Malsence, cour Lys, 67.	30 fr. au lieu de 17.
Winckler femme, née Géré.	Rue d'Oran, 7.	Taux maintenu.

*Suppressions*

1° *Vieillards demeurant hors de Lille*

NOMS	DOMICILE	Motif de la suppression
Deputer-Vandeville.	Rue Ch.-Caron, 18, Ronchin.	Son fils doit lui sub-venir aux besoins d'existence.
Pecqueur Vve, née Pillon.	Rue Rogez, 2, Lomme.	Ressources supérieures.



2° *Incurables ne demeurant pas à Lille*

NOMS	DOMICILE	Motif de la suppression
Desorme-Boudroit.	Wattignies.	Ses enfants lui viennent en aide.
Vanhecke Désiré-Charles.	Rue Emile Walleer, 62, Coudekerque-Branché.	N'est pas incurable. Travail. Ressources supérieures au taux.

Nous vous demandons de donner votre avis sur ces diverses propositions

*Deuxième Partie*

D'autre part, le Bureau d'Assistance a établi, comme suit, la liste des postulants au bénéfice de la loi du 14 juillet 1905, n'ayant pas leur domicile de secours à Lille :

A) *Assistance à domicile*

NOMS	DOMICILE	Domicile de secours	Motif du secours
Cuvette Vve, née Barette.	Boulevard Victor Hugo, 291.	Nord.	Vieillard.
Drapier Vve, née Caussin.	Rue Jeanne Maillotte, 2.	Meault (Somme).	Vieillard.
Dupon Isidore.	Rue Pierre Legrand, 168.	Mons-en-Barœul.	Vieillard.
Havet Emile.	Rue Carpeaux, 2.	Paches-Thumesnil.	Incurable.
Huon femme, née Dhénin.	Rue du Sabot, 50.	Lecelles.	Vieillard.
Moine Aimé.	Rue d'Artois, 156.	Alfortville (Seine).	Incurable.
Puchelle Vve, née Daré.	Place Saint-Joseph, 15.	Amiens (Somme).	Incurable.
Saint-Fromence Honoré.	Rue d'Artagnan, 12.	Somme.	Vieillard.
Varenterghem Vve, née Leclercq.	Rue du Buisson, c. Coisne, 77.	La Madeleine.	Vieillard.

B) *Hospitalisation*

Brunet Flore, Vve Réveillon	Rue Jules Guesde, 87.	Calais.	Vieillard.
Dcaux Emma, Vve Baelde.	Rue des Postes, 191. (Act. à Saint-Sauveur.)	Haubourdin.	Incurable.
Ducoin Charles.	Sans domicile fixe. (Act. au Pavillon des convalescents.)	Départ. Seine.	Vieillard.
Motte Charles.	Sans domicile fixe.	Etat.	Vieillard.
Parrent Gabrielle.	Pavillon des convalescents.	Halluin.	Incurable.
Weykaert Guillaume.	Facade de l'Esplanade, 2. (Act. Pavillon des convalescents.)	Sin-le-Noble.	Incurable.

Cette liste a été transmise à M. le Préfet.

Nous vous demandons de nous donner acte de cette communication.



M. INGELRANS. — J'ai été amené à m'occuper spécialement de l'accident survenu ces jours derniers à proximité du pont de Canteleu.

Pont de Canteleu

Accident

Observations

J'estime que, dans l'intérêt public, le Service des Voies navigables devrait signaler ce point dangereux, surtout la nuit, à cause du coude brusque de la route.

Le corps des Pompiers de Lille, chargé du service des secours, est démunie du matériel nécessaire pour ce genre d'accident. Il devrait posséder des phares spéciaux et engins de levage indispensables pour procéder au sauvetage.

.....

Avant d'achever cette séance, permettez-moi deux questions :

Tramways

Observations

Premièrement : Pourriez-vous me dire combien de cartes de circulation gratuites sont délivrées par la Compagnie des Tramways ? Quel est l'ordre de grandeur des recettes annuelles de cette Compagnie ?

Le Groupement des Usagers des Tramways s'intéresse à ces deux questions.

Deuxièmement : Puis-je compter recevoir bientôt une réponse à deux lettres que je vous ai adressées : la première au début de mai dernier, l'autre dans les premiers jours de novembre ? A moins d'erreur de destination, je n'ai, jusqu'à présent, reçu aucune réponse à ces deux lettres.

M. LE MAIRE. — M. Ingelrans a bien voulu me rappeler qu'il m'avait adressé deux lettres, l'une en mai, l'autre le mois dernier. Je crois, en effet, me rappeler avoir reçu ces lettres. En homme courtois, je me dois d'y répondre.

A propos de la Compagnie des Tramways, vous faisant le défenseur du groupement des usagers, vous nous demandez : « Quel est le nombre des cartes de circulation gratuites ? Quel est le montant global des recettes de la Compagnie ? »

Vous trouverez dans la convention passée entre la Ville et la Compagnie, le nombre des cartes gratuites délivrées par cette dernière. Dans le bilan, vous aurez le montant des recettes. Ce renseignement pourra également vous être donné par le Service du Contrôle de l'Etat.

En ce qui concerne le lamentable accident du Pont de Canteleu, là encore nous sommes d'accord. Notre collègue Lahaye était déjà intervenu. Notre Adjoint délégué à la circulation publique, qui s'acquitte de ses attributions avec tant de tact, de doigté, m'a fait connaître qu'il se proposait d'intervenir à ce propos auprès du Service de la Navigation.

Syndicats unitaires  
et libres

Subvention

Observations

M. LAHAYE. — En ce qui concerne une Bourse du Travail unique, comme nous n'avons pas pu trouver un terrain d'entente, ne pourrait-on, au budget, inscrire un crédit supplémentaire pour les syndicats unitaires et libres ?



M. LE MAIRE. — Notre collègue et ami Lahaye vient de rappeler la teneur d'une lettre que j'ai là, devant moi, pensant que le problème serait posé en séance publique.

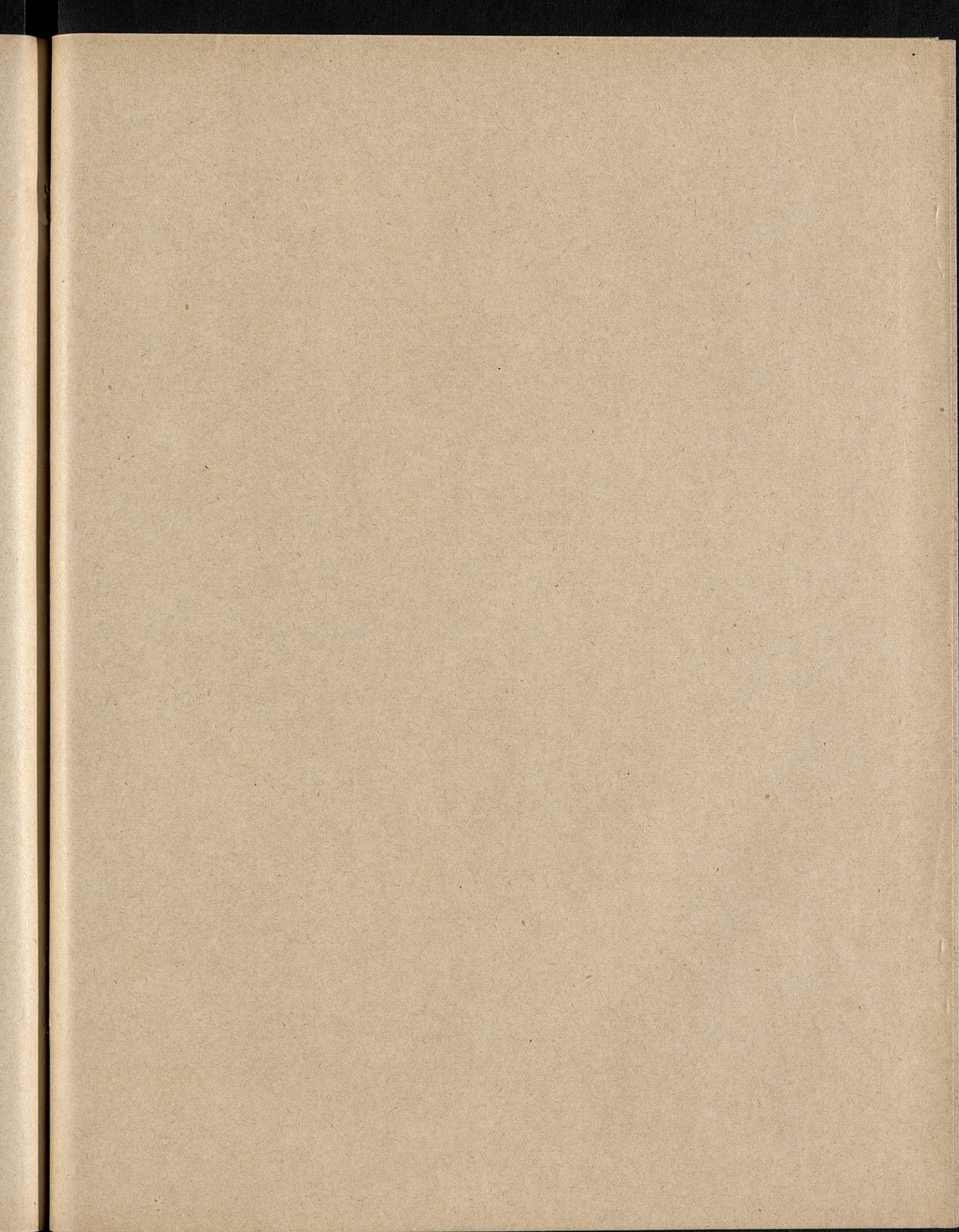
Nous avons été, au cours de notre dernier mandat, amenés à estimer que l'immeuble de la rue Léon Gambetta devait, dans l'intérêt de l'ordre comme dans celui de la classe ouvrière, être affecté aux seuls Syndicats affiliés à la Confédération Générale du Travail. Nous avons pensé que des subventions devaient être allouées à d'autres syndicats unitaires et libres, constitués dans le cadre de la loi.

Au Budget, à l'article 120, se trouve inscrite une subvention globale, annuelle, égale à 24.000 francs, partagée par moitié entre ces deux organisations. Notre ami demande un relèvement de la subvention allouée aux syndicats libres et unitaires.

Il m'est difficile de lui donner aujourd'hui une réponse définitive. Le problème sera examiné aussitôt après que l'Union des Syndicats libres et l'Union locale des Syndicats unitaires auront justifié de l'importance de leurs dépenses.

La séance est levée à 11 h. 50.







Mc. Sab

popular

uche

A. B.

olen

R.

emer

F. L.

yennet

Dagen

gelran

my

artin

AM

ussean

Lo

utrin

Q



De Salengro

Arquembourg

Bardou

Bataille

Arquembourg

Arquembourg

J. Bardou

Bataille

Bauche

Bour

Brodel

Carpentier

A. Bauche

Bour

Brodel

Carpentier

Dauchy

Courouble

Dauchy

Debove

R. Dauchy

A. Courouble

Dauchy

Debove

Delem

Devernay

Dehilly

Dompoin

J. Delem

Devernay

J. Dehilly

Dompoin

Degenrette

Duprez

Davières

Girardin

Degenrette

Manuel Duprez

Davières

Girardin

Lebrans

Lahaye

Leroy

Lévy

Lebrans

Lahaye

Leroy

Lévy

Martin

Masson

Peeters

Bagheboom

Martin

Masson

L. Peeters

Bagheboom

Rousseau

Saint Venant

Spruet

Vandenberghe

Rousseau

Saint Venant

Spruet

Vandenberghe

Witrin

Willems

Willems



1875